REVUE DE PARIS

REVUE DE PARIS

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

TOME DEUXIÈME

Mars-Avril 1938

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

—

1938

PERI
GENE
UN

MAR
PAUL
GILB
MAU
L
Mme
LUCI
BER
ROLA
FRA
PIER
A. A
CONS

45

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

REVUE DE PARIS

1er MARS 1938

MARCEL ARLAND	*Terre natale*	5
PAUL DE LABOULAYE	*Souvenirs de Belgique (1870-71)*	23
GILBERT MAUGE	*Poèmes*	53
MAURICE PERNOT	*Le Maréchal Tchiang Kai Chek.*	59
LE MARÉCHAL et Mme TCHIANG KAI CHEK	*Le Coup d'État de Sian*	72
LUCIEN MAULVAULT	*Glaïeul noir.* — II	102
BERNARD LAVERGNE	*Le Code moderne du Travail*	132
ROLAND DE MARÈS	*La Guerre civile espagnole*	145
FRANK HARRIS	*Bernard Shaw critique*	158
PIERRE D'ESPEZEL	*Le Palais de Justice de Paris*	176
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire.*	198
CONSTANTIN PHOTIADÈS	*Maurice Ravel*	213

J. HACKIN, M. THIÉBAUT : *Parmi les livres.*

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

45e ANNÉE NUMÉRO 5

LA REVUE DE PARIS
il y a cent ans

La Revue de Paris *de mars* 1838 (*première* Revue de Paris) *groupe les articles de Henri Blaze, d'Alexandre Dumas, de E. Souvestre, M. Castil-Blaze, Alexandre de Lavergne, de Charles Lacretelle et un fragment des* Mémoires d'un Touriste *de Stendhal, texte alors inédit.*

C'est à Stendhal lui-même que nous emprunterons d'abord quelques lignes. Evoquant la révolte de Lyon contre la Convention et le fameux siège de 1793, *Stendhal conte une anecdote prouvant qu'après le triomphe de l'armée de la Convention, les modérés de l'époque avaient perdu toute faculté de réaction et se laissaient mener à la fusillade comme des « moutons ». Cette attitude inspire à Stendhal ce commentaire :*

Ce n'est point ainsi qu'il faudrait en agir si, par impossible, la terreur reparaissait en France. On doit se faire tuer en essayant de tuer l'homme qui vous arrête. Un jeune homme ne se laisserait plus enlever de chez lui et conduire en prison par deux vieux officiers municipaux. Chaque arrestation deviendrait une scène pathétique, les femmes s'en mêleraient ; il y aurait des cris, etc., etc. La mode viendrait de faire sauter la cervelle à qui veut vous arrêter.

Du Bulletin de la Revue :

M. David, sculpteur, vient de terminer le buste colossal de M. Hahneman ; à peine ce bel ouvrage était-il déposé dans le salon du célèbre docteur qu'un grand nombre de ses élèves sont venus l'inaugurer avec pompe. Une couronne de bronze doré, modelée avec art et tressée de plantes symboliques mêlées à des feuilles de chêne, a été posée sur le buste, au son des voix et des instruments. Les artistes les plus distingués ont pris une part active à cette fête de famille, fête improvisée, dont le charme a vivement touché l'inventeur de l'homéopathie. Une ode, composée en son honneur, a été exécutée par des chanteurs de l'Académie royale de Musique. M. Kalkbrenner tenait le piano, et l'on remarquait M. Chérubini parmi les auditeurs...

Théâtre-Français. — La reprise de *Marion Delorme* a été moins heureuse que celle d'*Hernani*, et l'enthousiasme des amis n'a pu dissimuler entièrement la froideur de la représentation. Le temps n'est plus où le drame de M. Hugo soulevait des luttes acharnées et divisait le parterre en deux camps. Aujourd'hui, tout est bien changé. L'opposition ne se traduit plus que par l'ennui, et l'indifférence répond seule à l'admiration des apôtres. On s'étonne que tant de bruit ait pu se faire autour de ces œuvres qui, ne touchant par aucun point à l'humanité, se trouvent complètement en dehors des sympathies ou des antipathies de la foule.

TERRE NATALE[1]

I

Même à midi, la cuisine restait sombre. Tout le jour de la rue s'amassait en vain devant l'étroite fenêtre; je ne la vis jamais ouverte; de vieux rideaux d'alcôve et des pots d'hortensia la réduisaient encore. Et comme la pièce était longue et déclive, tous les degrés de la pénombre s'y succédaient jusqu'aux angles du fond, où quelque reste de la nuit passée semblait attendre les prochaines ténèbres.

J'aimais cette pénombre, et cette pièce au plafond noirâtre, aux murs humides, au parquet de terre battue. Je m'y enfermais à peine libre, l'été surtout, quand les gens avaient gagné les prés ou les chènevières. Autour de moi, les maisons sont abandonnées, les rues désertes; une poule s'étire sous la chaleur et piaille; je me sens seul dans le village; c'est l'heure d'entrer, le cœur battant, dans mon humble royaume.

Le sol de la cuisine était creusé de cuvettes et de couloirs : océans, montagnes et vallées plus vrais que ceux de mon atlas. Je restais des heures accroupi, regardant sans me

1. Les dimensions du roman de Marcel Arland ne nous ont malheureusement pas permis de le publier intégralement dans la *Revue de Paris*. L'auteur retrace dans ce livre la vie commune d'un village et d'un enfant; ce n'est ni un livre de souvenirs, ni un tableau de la campagne, mais la découverte par cet enfant de ses appuis, de ses parentés, de son destin, et, si l'on veut, de certaines valeurs que, vingt ou trente ans plus tard, il reconnaîtra pour essentielles. — Nous ne donnerons ici que les pages qui ont trait directement aux personnages principaux et constituent en somme la charpente du livre (N.D.L.R.).

lasser ce monde qui s'étendait à mes pieds. Il suffisait de quelques billes pour susciter un peuple ; roulaient-elles, c'était une invasion, une alliance, une conquête. J'aurais aimé peut-être mêler à mon jeu quelques silhouettes de bois ou de carton ; je n'en avais pas ; n'importe, décolorées, terreuses, je retrouvais dans ces billes les héros de mes livres ; elles étaient égales aux plus grands destins ; elles ne me faisaient pas rougir du mien.

Parfois, ainsi penché sur quelque aventure, je sentais soudain que quelque chose était survenu dans la pièce. Levant la tête, j'apercevais alors un rayon de soleil qui coulait obliquement entre deux pots de fleurs. C'était toujours à l'approche du soir, et la lumière tremblait, dorée et fragile. Il y dansait un monde d'atomes ; j'avançais la main : ils semblaient fuir. Ou bien, immobile, retenant mon souffle, je regardais la lumière insolite se déplacer lentement dans la pièce. Elle frôlait l'angle du buffet, puis le miroir devant lequel ma mère, le matin, s'était peignée. Là s'arrêtait toujours sa course. Irait-elle enfin plus loin ? Elle semblait un instant hésiter, plus mince, mais plus aiguë. Un dernier éclat ; tout était disparu. Je ne sais pourquoi, je ne revenais plus à mon jeu.

Aussi bien était-ce déjà le soir. Un chariot chargé de foin passait dans la rue, faisant vibrer, à l'angle de la fenêtre, une vitre sans mastic, et les troupeaux commençaient à quitter les étables. Pourtant, je ne me décidais pas encore à sortir. Au fond de la cuisine s'ouvrait notre chambre à coucher. C'était une chambre sans fenêtre, prise entre les deux pièces principales : celle de la rue et celle du jardin ; plutôt qu'une chambre, un réduit, un couloir. La nuit s'y distinguait à peine du jour, et je n'y entrais jamais le cœur léger. J'étouffais, j'avais peur. Si petite qu'elle fût, je ne la connaissais pas entièrement ; dans un coin, une table basse était chargée de boîtes et de linge : je n'aurais pu la toucher. Deux alcôves s'y creusaient ; mon frère et moi dormions dans la première ; nous laissions ouverte, en nous déshabillant, la porte de la cuisine, afin de jouir encore de la lueur de la lampe. Je ne vis que deux fois une lumière à mon chevet : on me posait des ventouses, mon frère tendait la lampe à essence (nous n'avions

pas de table où la placer) et ma mère y enflammait les flocons d'ouate. A peine couchés, la porte se refermait pour nous laisser dormir. Mais je ne pouvais m'endormir avant que maman eût gagné l'autre alcôve. Le temps traînait, interminable. Sans bouger, d'une voix étouffée, j'appelais mon frère.

— Tu dors?

— Et toi?

— Mais qu'est-ce qu'elle fait?

— Je ne sais pas; elle lit peut-être. Dors donc.

Du moins, une trace de lumière apparaissait-elle encore sous la porte. Mais parfois notre mère, soufflant sur la lampe et fermant à clé la maison, partait pour une course tardive. C'étaient des chaussures à porter chez le cordonnier, à l'autre bout du village, un tablier qu'elle piquerait auprès d'une amie. J'essayais de la suivre en pensée : « Elle doit être au lavoir... Elle arrive à l'église. » Les moindres bruits résonnaient dans les ténèbres : celui d'un ver dans une table, celui d'un charbon sous la cendre, d'un peu de vent dans les poiriers du jardin. « Elle est devant les Économats... Elle est... » Venait l'instant où tous mes calculs se brouillaient et me laissaient éperdu.

— René?

— Oui.

— Mais qu'est-ce qu'elle peut bien faire?

— Est-ce que je sais! Tu as peur?

Il était de trois ans mon aîné, et riait ou s'efforçait de rire.

Quand enfin j'entendais de nouveau grincer la clé, je me sentais défaillir de bonheur. Un peu plus tard, la porte de notre chambre s'entre-bâillait; ma mère, tendant l'oreille, n'entendait que deux souffles égaux. Elle se déshabillait à son tour, dans l'ombre. Une fois pourtant, comme je l'avais désespérément attendue, à son retour, je ne pus me contenir et me levai en pleurant. Elle me recueillit dans son lit, inquiète, émue, grondeuse, et je passai la nuit auprès d'elle, la tête sous la couverture, serrant des bras contre moi ce corps chaud où je retrouvais enfin mon refuge.

La troisième pièce de notre logis, nous l'appelions la chambre. Elle était claire; elle avait des meubles neufs, et d'abord le lit de chêne où mon père était mort, trois ans

avant. Elle restait inhabitée ; à peine osais-je y pénétrer.

— Vous la saliriez, disait ma mère.

Elle-même non plus n'y entrait pas, sinon le dimanche, mais pour une heure entière. Et je comptais encore les minutes, sachant assez que cette visite se ferait sentir sur toute la semaine. Et tantôt, en effet, quand maman revenait vers nous, sa voix, ses gestes étaient apaisés, ses yeux attendris : un bon dimanche, où nous pourrions jouer à notre aise. Plus souvent, elle en sortait amère, tendue, le souffle hostile, et n'ouvrait la bouche que pour se plaindre de nous et souhaiter la mort.

Quand j'étais seul, après une après-midi passée à la cuisine, il m'arrivait d'entr'ouvrir la porte de cette chambre, doucement, afin que ma mère, du jardin, ne m'entendît pas. Je restais au seuil, regardant le papier aux fleurs roses, le parquet net et les meubles brillants, ce lit devant lequel je m'étais agenouillé un matin, la table d'acajou aux pieds contournés et, près de la fenêtre, l'armoire où se trouvait mon unique jouet : une locomotive et deux wagons, que l'on me confiait à certaines fêtes. Pourtant cette pièce me restait étrangère et même elle me glaçait un peu.

Je préférais la grange ; de la cuisine, on y descendait par trois marches. Une dizaine de poules, à l'approche du soir, appelaient à longs piaillements leur nourriture. Elles se pressaient autour de moi, la tête tendue, l'œil vif, la crête avantageuse. La main sur le sac d'avoine, les faisais-je attendre encore ? C'étaient des cris brefs, des mines offensées, un coup de bec inquiet sur mon soulier. Mais à la première volée, mille chocs précis criblaient le sol. Les vieilles, gloussant d'aise et de fureur, gonflaient leurs plumes, s'étranglaient, tapaient rageusement sur la tête d'une voisine. Les autres, rabrouées, picoraient à l'écart ; je leur lançais furtivement une nouvelle poignée de grains. Sage tyran, beau redresseur de torts ; et comme il était facile ici d'être aimé !

Plus facile encore auprès de la vache, allongée sur le flanc dans l'étable voisine. C'était une grande vache blonde et pacifique ; dès qu'elle m'entendait marcher, tournant la tête, elle meuglait doucement. Je tendais la main ; elle avançait le museau, flairait, passait sur mes doigts sa langue rapeuse. Ou si, m'enhardissant, je lui grattais le long pli

de chair du collier, elle allongeait démesurément la tête, clignait les yeux, laissait un filet de salive couler sur mon bras. Et sans doute étais-je habitué à la sujétion des bêtes ; mais je restais étonné de voir celle-ci puissante et douce à la fois.

Par une ouverture du grenier, un peu de foin pendait au-dessus de la crèche. Quand, montant de la grange au long de l'échelle, je parvenais au grenier, j'entrais dans un autre monde. L'ombre n'était pas celle du logis ; c'était une ombre chaude et odorante, pailletée d'or au faîte des murs et dans les interstices des tuiles. Vers la fin d'août, toute la provision d'herbe pour l'hiver s'y trouvait amassée, une herbe sèche et craquante, qui n'était pas encore poussiéreuse, une herbe où il faisait bon marcher, s'étendre, se creuser un nid, retrouver l'odeur d'un pré. Quand un chariot passait sur la route, le bruit semblait venir du toit ; et de même les pas des bêtes, le grincement de la pompe, le cri d'un coq, toute cette vie du soir paraissait tomber d'un village céleste.

Soudain, j'entendais ouvrir la porte du jardin. Je descendais en hâte et prenais un air affairé. Ma mère, le visage en sueur, geignant et soufflant, versait dans un coin de la grange une hottée de carottes ou de pommes de terre ; puis, de la manche de son caraco, elle essuyait son front, et restait un instant immobile, appuyée au mur.

— Quelle chaleur ! Je n'en peux plus... Ah ! il y a des gens qui ont de la chance.

M'esquiver ? Trop tard.

— Où vas-tu ? Tu n'as pas honte de rester enfermé pendant que ta pauvre mère travaille ? A sept ans passés, un enfant doit aider ses parents.

Ne l'aidais-je pas ? J'avais sarclé l'allée ; je menais la vache au clos. Vaine défense ; cette heure de solitude et de rêverie prenait à mes propres yeux l'apparence d'une mauvaise action.

— Et ton frère qui n'est pas encore rentré ! Et la vache qui n'est pas traite ! Tant pis, on ne dînera pas.

Nous dînions pourtant, vers neuf heures. Nous voici tous les trois autour de la petite table rectangulaire, ma mère et moi d'un côté, mon frère en face de nous ; au milieu de la

table, une casserole de soupe panade. La porte est entr'ouverte sur la rue.

— Mange. Est-ce que tu nous crois riches, pour faire la petite bouche?

— Je n'ai pas faim.

— Mange et ne réponds pas. Je n'ai pas envie d'appeler le médecin.

Mon frère et moi échangions un regard : nous n'éviterions pas la scène. L'un de nous cependant tentait une diversion.

— J'ai rencontré M. Marchal.

M. Marchal, un ancien ami de mon père, était greffier. Dès que nous l'apercevions, nous ôtions notre casquette : « Bonjour, monsieur Marchal. » Il s'arrêtait et d'un doigt timide effleurait nos cheveux. « Alors? disait-il. Alors?... » Ma mère était fière de cette amitié.

— As-tu été poli, au moins? L'as-tu salué?

— Mais oui.

— Oui? Et qu'est-ce que tu lui as dit?

— J'ai dit : « Bonjour, monsieur Marchal ».

— Avec des enfants comme vous, sait-on jamais! Et lui, qu'est-ce qu'il t'a dit?

— Il m'a répondu : « Bonjour, mon petit ».

— Ah!

Elle soupirait ; son regard devenait fixe ; ses lèvres remuaient en silence. Puis, poussant un soupir plus profond :

— Ah! si ton père vivait, bien sûr, nous ne serions pas comme nous sommes. Il avait fait ses études ; c'était quelqu'un. Sans sa mauvaise santé, il aurait pris une place en ville.

Sa voix s'enrouait ; des larmes gonflaient ses yeux.

— Vous le rappelez-vous, mes pauvres enfants, vous rappelez-vous bien votre père? Tu te le rappelles, René?

— Mais oui.

— Et toi, tu étais plus petit, mais tu te rappelles tout de même, hein?

— Oui.

— Comment? Je n'entends pas. Tu pourrais parler plus fort.

— Oui.

— Oui, qui donc?

— Oui, maman.

— On dirait que tu as honte de lui... Ah ! vous ne saurez jamais tout ce que vous avez perdu en le perdant. Et moi, une femme seule, après sept ans de mariage, seule avec deux enfants sur les bras, deux enfants qui n'écoutent pas, qui ne mangent pas. Ah ! je voudrais être à ta place, mon pauvre Victor, là-bas, dans la terre.

Hélas ! ces mêmes paroles avaient été tant de fois prononcées avec les mêmes intonations, les mêmes gestes que je ne les entendais pas revenir sans terreur. Et cette douleur de ma mère, si profonde pourtant, nous l'avions vue tant de fois s'exprimer avec le même appareil dramatique que nous n'y voyions plus qu'une obsédante brimade. De telles scènes nous atteignaient au vif, mais nous donnaient un air d'autant plus fermé qu'elles étaient plus violentes ; j'y pris, à l'égard de mes propres sentiments, une ombrageuse réserve, dont je ne fus pas le dernier à souffrir.

Grande, forte, le visage jeune encore, les traits hardis et réguliers, la bouche amère, les yeux ardents, ma mère passait de l'accablement à la colère avec une inconstance qui nous déroutait. Naturellement nerveuse, son deuil, notre pauvreté, le souci de notre vie quotidienne et de nos destins avaient détruit en elle tout équilibre. Elle s'était consacrée à nous ; pas un de ses gestes qui ne nous le rappelât. De sa tendresse, nous ne connaissions que les querelles, les plaintes ou, pis encore, les remarques ironiques ; et peut-être n'en aurions-nous pas trop souffert (après tout, dans notre village, le soin maternel ne s'exprimait guère autrement) ; mais certaines minutes de silence, la supériorité que nous lui reconnaissions sur les autres femmes, ses sautes d'humeur elles-mêmes me faisaient rêver d'une meilleure tendresse. Un jour, je la surpris à chanter ; c'était un dimanche ; il y avait tant de jeunesse dans sa voix, et de grâce et de délicatesse que je me sentis le cœur serré. Elle me vit, s'arrêta, et, prenant un chiffon, frotta nerveusement le pied d'une chaise.

— Mangez, mes pauvres enfants. Prends une pomme de terre, René.

— Elles ne sont pas cuites.

— Elles ne sont pas cuites ! Si je n'avais pas travaillé

depuis le matin comme une forcenée, j'aurais pu les mettre à temps. Tu me reproches... Oh ! tu n'as pas de cœur. Ton père me l'avait dit avant de mourir : « Ils t'en causeront, du tourment. » Mon pauvre Victor, tu ne croyais pas si bien dire.

Le visage noyé de larmes, elle se levait, passait dans la chambre à coucher. Et longtemps nous entendions ses sanglots.

— Tiens, regarde, murmurait mon frère ; elles ne sont pas cuites.

— Je sais bien, mais tu aurais peut-être dû au moins en manger une.

Il haussait l'épaule.

— Écoute, fais au moins semblant.

Par l'entre-bâillement de la porte, un souffle frais glissait jusqu'à nous. Il me semble que je le sens encore. C'était l'unique douceur de la soirée, mais si pure et si bienfaisante que soudain nous ne comprenions plus notre querelle.

Quand enfin, dans la chambre voisine, les sanglots s'étaient apaisés :

— Tu y vas ? demandait mon frère.

— Oui.

Et pénétrant à mon tour dans la chambre obscure, je devinais ma mère penchée sur son lit, le visage dans l'oreiller.

— Maman ?... Maman, tu viens ?

D'une voix brisée :

— Qu'est-ce que c'est ? Ah ! c'est toi.

— Viens, maman, le dîner refroidit.

— Oh ! il peut refroidir. J'ai le cœur retourné. Non, laisse-moi, va retrouver ton frère. Mangez, vous. Moi, je ne demande qu'une chose, c'est de mourir. Oh ! cela ne tardera plus maintenant.

Ces paroles, cette menace me déchiraient. Elles aussi pourtant, je les avais maintes fois entendues. Elles m'emplissaient toujours d'effroi. Souvent, au plus fort d'une querelle, ma mère me saisissait la main, l'appuyait sur son cœur.

— Sens comme il bat.

Il battait si fort qu'il me semblait près de se rompre.

D'autres fois, nous la voyions assise, courbée, pressant des deux mains sur son ventre un fer de repasseuse. De ses dents

serrées s'échappait une plainte. Elle levait au ciel des yeux rougis.

— Mon cancer, murmurait-elle. Je n'en ai plus pour longtemps. Vous verrez, quand je serai morte. Vous regretterez de m'avoir mise dans la tombe. Mais il sera trop tard.

Figé d'épouvante : « Mon Dieu, implorais-je, faites qu'elle ne meure pas. Prenez moitié de ma vie pour elle. » Mais une voix en moi : « Ce n'est pas assez. Tout ou rien. C'est toute ta vie qu'il faut offrir. » Je l'entendais gémir encore. Alors, les yeux fermés : « Toute ma vie, oui, mais qu'elle ne meure pas, qu'elle ne meure pas ! » La douleur semblait-elle s'apaiser, je me disais que ma demande avait été acceptée. Et quelques instants j'attendais, prêt à tout, sans conscience, dépossédé.

— Viens, maman, je t'en prie. Il a mangé sa pomme de terre.

Elle se mouchait, s'essuyait les yeux, semblait encore hésiter, puis, soupirant, elle regagnait la cuisine. Et le dîner reprenait, silencieux, mais allégé. Plus de scène, sans doute, jusqu'au lendemain ; il n'était que de se tenir un peu grave, un peu absent.

Feinte absence ; c'est dans ces instants-là surtout que nous sentions notre foyer. Le damier de la table abritait des moulins, des barques, des sentiers de montagne, les plus belles images du monde, cachées, jaunies, brûlées par les casseroles, mais prisonnières entre nos murs, apprivoisées, adaptées à nos mains qui, d'une case à l'autre, poussaient une miette ou simplement se laissaient pénétrer par la fraîcheur de la toile cirée. Noire, très large, plus haute encore, la cheminée nous protège de sa hotte ; sur le rebord, entre des boîtes de plantes médicinales, se dresse la lampe, qu'on n'allumera qu'à la nuit pleine. Le soufflet pend au mur, près du placard où l'on range les chiffons, la bouteille d'essence et les outils. Contre le mur opposé trône le buffet de cerisier clair. On voit luire, dans l'ombre de l'évier, la bassine de cuivre, au-dessus du seau bleu. Et toutes ces choses semblent là, semblent telles depuis toujours. Je ne les distingue pas de ma vie.

— Ce n'est donc pas bon, mes pauvres enfants, d'être en paix chez soi quand le monde est si dur ?

Et prenant dans le buffet un biscuit, reste d'une fête déjà lointaine, ma mère le partage en deux.

— Mangez, mangez-le. Puisque je vous le dis. Moi, je n'aime pas beaucoup les sucreries.

Elle se coupe un morceau de pain et mange lentement. On y voit à peine, à présent. Mais dans l'ombre la moindre miette du gâteau prend une saveur plus exquise. A la dérobée, nous regardons notre mère ; nous devinons sur ses joues la trace des larmes. Ses yeux se sont adoucis, mais restent fixes. Grand visage, palpitant encore dans la détente : soudain sa gorge se noue ; elle entr'ouvre les lèvres ; ses mains se recroquevillent. Un effort :

— Mangez, mes enfants.

Au dehors aussi, c'était la nuit, une nuit d'enfance, quand chaque instant semble tombé tout frais du ciel. Mon frère et moi nous asseyions sur le banc, contre la maison. D'autres groupes s'étaient formés au seuil des maisons voisines. Longs chuchotements, voix graves d'un homme, silence où l'on perçoit seul le chuintement de la fontaine : après une journée de fenaison, brûlé, harassé, le village semblait se détendre et soupirer d'aise dans la fraîcheur.

Devant nous, par delà la rue, s'étendait un jardin, bordé de peupliers qui tremblaient au moindre souffle avec un bruit de rivière. Deux maisons l'encadraient : une masure, où je retrouvais chaque jour un de mes amis de l'école, et, de l'autre côté, une sorte de château pansu, flanqué d'une tourelle, le château de la Grande. On me défendait d'y aller : « Ton père s'est disputé avec elle. Surtout, ne va pas saluer la Grande. » Grande, oui, et plus grosse encore, vêtue de noir, de petits yeux de porc dans un visage boursouflé où tremblaient des bouquets de poils ; elle me happa un soir au retour de l'école :

— Viens donc, petit, je ne te mangerai pas, tu auras des bonbons et je te montrerai de belles choses.

Hostile, mais tenté, je me laissai conduire jusqu'au salon, puis jusqu'au pigeonnier :

— Tiens, jette-leur du grain. Entends-tu comme ils font : Rou-hou, rou-hou... Tu entends ?

Ma main se rétractait dans la sienne.

— Là, là, tu n'as pas peur, petit. Et, dis-moi un peu, qu'est-ce que ta mère te dit de moi ? Elle te dit du mal. Elle ne m'aime pas. Et toi non plus, tu ne m'aimes pas ? Mais pourquoi ? Réponds donc, je te donnerai un bonbon. Tiens, le vois-tu, le beau bonbon ? Dis-moi que tu m'aimes un peu et c'est pour toi... Non, tu ne veux pas ?

Elle soupira.

— Prends-le tout de même.

Puis elle se pencha sur moi et je sentis contre mon front des lèvres piquantes. Je la repoussai violemment et dégringolai l'escalier. Mais j'entendais encore sa voix pointue :

— Eh bien ! Eh ! bien ! Le petit sauvage ! Comme son père, il est tout comme son père.

La vaisselle lavée (ce n'était pas long), maman nous rejoignait.

— Un instant seulement ; il fera jour demain.

Mais souvent quelque voisine s'approchait aussi.

— Ne vous dérangez pas ; je pars.

Elle restait debout quelques minutes, puis s'asseyait à son tour. Alors commençait vraiment la veillée.

— Quelle journée, mon Dieu !

— Oui, c'est beaucoup trimer pour deux liards.

— Deux liards qu'on n'aura peut-être pas.

— Oui, comme vous dites, deux liards qu'on n'aura peut-être pas et qui iront dans la poche des riches.

Les femmes hochaient la tête.

— Vous étiez à la Corne aux Chats, Justine ?

Et ma mère :

— Mon Dieu, mais pensez-vous ! L'herbe n'est même pas fauchée. Quand il n'y a pas d'homme dans la maison, on est à la merci de tout le monde, ma pauvre Mélie.

— Oui, vous avez eu un grand malheur, on peut le dire.

Mais en vain Mélie prenait-elle une voix attendrie ; l'instant d'après, pour un rien, un chat qui bâillait, le frôlement d'une chauve-souris, elle se mettait à rire. C'est bien pourquoi je bénissais sa venue ; j'étais sûr que la pire humeur de ma mère y trouverait une détente. Mélie habitait, tout contre nous, une maison identique à la nôtre :

— Trois pièces, pensez donc ; autrefois nous n'en avions qu'une.

Et elle riait. Elle riait quand son mari, un maçon, rentrait du travail. Dieu sait pourtant qu'elle le vénérait, un si bel homme, un homme si grave. Elle riait de le voir étaler sur son pain une tranche de lard.

— Es-tu folle?

— Mange donc, Alexandre. Je peux bien te regarder.

Jeune encore, elle était énorme, le visage luisant, le cou en sueur, les larges seins portés par un ventre adipeux.

— Vous riez donc toujours, Mélie?

— Oh! disait-elle, je ris pour me faire rire.

Les deux femmes parlaient; je ne les écoutais plus, mais il était bon de les entendre. Aux nuits propices, la lune semblait naître du jardin; nous savions qu'elle allait apparaître parce que la nuit était devenue plus sombre, et plus pâles les étoiles. Puis le faîte des arbres s'éclairait; la lune était soudain devant nous, entre deux troncs d'arbres, rouge, jaune ou bleutée, métallique. La tourelle de la Grande projetait sur la rue une ombre sans mesure; mais les plus humbles maisons elles-mêmes paraissaient transformées; plus vieilles encore, on eût dit des églises d'un autre âge, à peine dégagées de terre, mais à la fois accueillantes et secrètes.

— Tiens, voilà la Clémence.

Clémence était venue s'installer dans notre village, deux ans avant, avec sa fille, boîteuse et bossue, et son mari, à demi-paralysé. Elle parlait peu, elle ne se plaignait pas, elle semblait toujours confuse que l'on voulût bien l'accueillir.

— Comment se trouve-t-il ce soir, Clémence?

— Pas très bien. Il a des étouffements. Il réclamait un peu de limonade. Je lui en ai donné; il en restait encore un verre dans le siphon.

C'était un siphon que mon père avait acheté jadis; on nous l'empruntait pour les malades; mais nous fixions nous-mêmes et tournions la capsule de gaz, de peur qu'une main imprudente ne le fît exploser.

— Ma pauvre Clémence, vous non plus vous n'avez pas de chance.

— Oh! A chacun sa peine. Le monde est comme ça. Il faut s'y résigner.

Une voix lente et égale; un regard très doux, très pur, sous

un grand front ridé qu'encadraient des mèches blanches.

Certains soirs, j'entendais de loin un pas bien connu, ni traînant, ni trop vif, celui d'un homme que raidit peut-être la fatigue, mais qui va parce qu'il faut aller et qui rougirait d'attirer l'attention. Mon grand-père s'arrêtait au bord de la rue.

— Tu ne t'assieds pas? disait maman.

Elle avait en lui parlant je ne sais quel rauque gonflement de la voix, où le respect et la tendresse se mêlaient si bizarrement que j'en restais troublé.

— Non, ta mère m'attend. J'étais venu voir s'il fallait faucher demain.

Il se tenait immobile, un peu détourné, les mains pendantes, mais contractées comme s'il serrait encore sa faux. J'aimais ses traits rudes et fins, son regard clair qui se fixait sur vous dans l'embarras, tandis que son front se hâlait, et cette bouche simple et droite sous la moustache grisonnante. Sa voix était un peu brusque, trop nue et honteuse de l'être. Toute parole que le travail n'impose pas semblait un luxe pour lui ; un luxe aussi, cet instant de repos ; et comme je l'en sentais à la fois heureux et gêné !

Certains travaux, une femme ne peut les faire, ma mère surtout, qui n'était pas robuste, et nous ne pouvions payer un homme de journée. Mon grand-père courait donc de ses prés aux nôtres, fauchait, ramenait le foin dans son chariot, défrichait nos chènevières si la terre en était trop dure, nettoyait chaque semaine notre étable. Nous dînions chez lui le dimanche, le plus beau repas de la semaine ; puis on nous donnait à emporter le reste du lapin ou du pot-au-feu.

Loin de lui, je souhaitais sa présence ; elle ne m'apportait pourtant qu'une sorte de crainte. C'est que, timide et gauche lui-même, il ne savait comment prendre un enfant ; c'est aussi que, l'année précédente, il avait perdu son fils. Il ne s'emporta jamais contre nous ; à peine parfois hasardait-il une remarque. Mais ce silence, cette gorge serrée, ces yeux graves... saurions-nous un jour nous rejoindre? Il me fallut longtemps attendre avant de voir son visage s'éclairer ; il était devenu un vieillard, il se risquait à sourire, et ses traits semblaient touchés d'une telle douceur et d'une si craintive bonté que j'y reconnus enfin son véritable élément.

— Assieds-toi donc.

— Mais non, je te dis, ta mère m'attend.

La porte d'une écurie voisine s'ouvrait ; un cheval allait à la fontaine d'un pas tranquille, qui résonnait dans les granges ; nous l'entendions flairer l'eau, boire à larges traits et s'ébrouer.

Ou c'était une chanson, des rires, le bruit d'une bousculade qui partaient au détour de la rue. Bras dessus, bras dessous, une bande de filles et de garçons passait devant nous, qui baissions la voix.

— Qui est-ce ? Qui est-ce donc ? Ce ne serait pas l'Élise ?

— Pensez-vous ! Son père est bien trop fier pour la laisser courir les rues. Ce sont les enfants de monsieur Gaucher ; le fils est en vacances ; il paraît qu'il apprend bien.

— Ça doit être la Madeleine Maréchal et son fiancé.

— La Madeleine, oui. Dire que je l'ai vue haute comme ça ! (C'est Mélie qui parlait.) Un jour, tenez, je l'arrête dans la rue et je lui dis, manière de rire : « Tu ne passeras pas. » Et elle, la petite futée, savez-vous ce qu'elle m'a dit ? Elle a dit : « Oh ! Vous ne resterez pas toujours là. » Et maintenant fiancée ! Mon Dieu ! Comme le temps passe !

Et Clémence, d'une voix lointaine :

— Chacun à son tour ; les jeunes nous poussent. C'est la vie.

Si je restais quelques instants les yeux fermés, les rouvrant il semblait que la lune eût fait un bond ; déjà elle quittait les arbres, entrait en plein ciel et, sur un large cercle autour d'elle, noyait les étoiles dans sa propre lumière. Immobile, je me sentais fixé à ce village que je connaissais encore mal, mais qui était mon village. Étiré au long de sa grande rue, avec ses deux cents maisons, son église et sa mairie, solidement campé sur son éperon au-dessus des vallées et des forêts, c'était un sûr refuge au milieu de cette nuit.

Les voix baissaient encore. Un bâillement. L'instant était venu de gagner les alcôves. Souvent alors l'une des femmes, levant la tête vers le ciel, sa lumière et sa vie secrète, disait :

— Quelle nuit !

Et si amère qu'elle fût, elle le disait avec une sorte d'orgueil, comme si la belle nuit nous eût un peu appartenu ; pourtant aussi sur un ton plaintif : il ne faut pas tenter les dieux.

II

Après notre maison, je revois l'école, l'église, la petite place près du lavoir, où se réunissaient les enfants de mon quartier. Je revois aussi le cimetière derrière le village ; il n'est pas de lieux, me semble-t-il, que j'aie connus plus intimement.

Nous y allions chaque dimanche, dans l'après-midi. C'était là visite officielle ; les gens qui sortaient des vêpres arrivaient par groupes et priaient en silence au pied de leurs morts. Puis, d'une tombe à l'autre, les yeux tristes, on échangeait un signe de tête. On s'approchait enfin, et jusqu'au soir le cimetière était plein de chuchotements et de soupirs.

Mais à d'autres jours de la semaine, entre deux travaux, il arrivait que ma mère cueillît en hâte un bouquet d'iris ou de chrysanthèmes ; et, me prenant par la main :

— Allons là-bas, disait-elle.

Nous étions seuls. Tant que ma mère restait immobile devant la tombe, les yeux gonflés, le nez rouge, poursuivant un entretien chaque jour ébauché à la maison, je n'osais bouger moi-même. Notre tombe était la mieux tenue, mais une des plus humbles ; pas de monument, pas même une croix ; une simple couronne et quelques fleurs dans d'anciennes boîtes de cacao.

— Reste-là, je vais à la fontaine changer l'eau des fleurs.

Je m'asseyais sur une pierre abandonnée, tiédie par le jour, mais où bientôt montait une fraîcheur souterraine. Puis je m'avançais lentement entre les tombes ; à mesure qu'elles s'éloignaient de la grande allée, elles entraient dans l'abandon : dalles rongées de lichens, croix pourries et penchées sur le côté, couronnes aux perles délavées. Près des murs d'enceinte, étaient-ce encore des tombes ? L'herbe avait tout envahi. C'étaient de petites levées de terre pareilles à celles des champs. Les champs, me haussant un peu, je pouvais les apercevoir avec leurs clôtures, leurs vaches, leurs arbres ; comme tout était calme !

— Où es-tu encore ? Tu ne peux pas rester en place !... Qu'est-ce que tu regardes ? Ah ! ici, c'est une femme qui

habitait la Louvières ; elle avait un fils dans les postes, à Paris ; et voilà qu'un jour...

J'apprenais ainsi peu à peu les noms et l'histoire de ces morts. Ils formaient un village que je connaissais mieux peut-être que celui des vivants. Mais je ne les opposais pas aux vivants ; ils étaient leur famille, leur secret, un secret que, vingt ou trente ans, on peut tenter d'oublier, mais dont on sent qu'il est là, dès l'origine et pour la fin.

Dans un coin du cimetière se dressait une chapelle ; le front collé au grillage de la porte, j'apercevais sur les dalles, dans la pénombre rougeâtre des vitraux, les cordes et les planches qui servaient à faire glisser les cercueils dans leurs fosses ; sur l'autel, une Vierge couronnée d'or offrait son fils. Et, tout au fond de l'enclos, le calvaire tendait aussi ses bras, où nichaient des hirondelles ; de grands sapins, alentour, faisaient entendre au moindre vent des chants d'église. Le cimetière frémissait ainsi d'une vie subtile, mais non moins réelle que la mienne : c'était tout ce que sur terre on pouvait connaître du ciel.

Quand nous revenions au village, maman, lasse et apaisée à la fois, me laissait libre. Je courais alors jusqu'à une grosse porte vitrée, que défendaient des barreaux de fonte ; c'était la maison de mon arrière-grand'mère.

— Fermez bien la porte à cause des courants d'air.

Une voix qui se formait toute dans la tête, une voix retenue et modelée par des lèvres minces. Au fond de la pièce, près du fourneau, la vieille femme se tenait assise dans son fauteuil rouge, une capeline sur la tête et les épaules, les mains jointes au creux du tablier, les pieds sur une chaufferette. Je m'asseyais devant elle, sur une chaise d'enfant. Et parfois elle restait de longues minutes sans parler, soit qu'entre ses longs doigts minces, elle égrènât son chapelet, soit qu'elle s'assoupît, mais d'un sommeil si léger qu'au plus faible craquement je voyais ses yeux s'entr'ouvrir. L'horloge battait à coups profonds ; une mouche se posait sur la capeline. Au mur, les tiroirs d'une petite épicerie couvaient leurs trésors, et, sur le comptoir, deux balances semblaient peser sur leurs plateaux de cuivre une invisible charge, le temps, le silence, les souvenirs.

— Vous ne dites rien, mon ami.

Deux yeux d'un bleu pâle se fixaient sur moi, deux yeux froids qui pouvaient devenir aigus, dans une longue figure osseuse, jaunâtre, mais d'un gris pierreux aux tempes, et çà et là veinée de minces blessures violettes. Un grand nez droit, des lèvres sinueuses, parfois ironiques, souvent méfiantes, hostiles, dédaigneuses, plus souvent encore délibérément closes au monde, un menton volontaire, des oreilles délicates : c'était la doyenne du village et elle en tirait quelque fierté. Elle avait vu mourir son mari, son gendre, ses deux petits-fils ; elle survivait, calme, lucide, étonnamment légère à mesure qu'elle approchait de la mort, n'admettant au reste ni une volonté, ni une opinion opposées aux siennes. Elle habitait avec sa fille, la mère de mon père, ma grand'mère Adeline, une grosse femme au visage poupin, petite, apeurée d'un rien (mais surtout des révolutions futures), l'être le plus malléable et le plus inoffensif que j'aie connu. Elle se déchargeait sur cette fille de soixante ans de tous les soins ménagers. S'il survenait un client (il n'en venait guère qu'à l'approche du soir) et que sa fille fût absente, elle murmurait, sans tourner la tête :

— Allez l'appeler au jardin.

Elle ne quittait son fauteuil que deux ou trois fois le jour ; alors, s'aidant de sa canne, elle allait jusqu'à l'évier, décrochait la bassine de cuivre, puisait un peu d'eau et buvait à petites gorgées.

On la craignait, on l'aimait peu.

— Il n'y a pas plus belle égoïste, disait ma mère.

Mais à part moi : « C'est qu'on ne la connaît pas », répliquais-je. J'étais le seul, je crois, à qui elle aimât parler ; et qu'à près de quatre-vingt-dix ans, cette femme, pour qui rien ne comptait que l'imminente présence de Dieu, s'attachât à moi, j'en étais troublé et secrètement orgueilleux.

Elle était pleine d'histoires. C'est d'elle que j'appris les contes de fées, qu'une paysanne eût rougi de conter à ses enfants. Mais d'histoires vraies surtout, où de nouveau les morts se mêlaient aux vivants pour leur donner un prestige qu'ils n'avaient pas d'eux-mêmes. D'une voix paisible, elle me parlait de mon père comme si l'instant d'après j'allais le

retrouver à la maison, et d'un de mes grands oncles, qui avait été prêtre, d'un autre, aventurier.

— Qu'est-ce qu'on vous a dit à l'église? Vous apprend-on de belles prières?

J'essayais de les rapporter. Hochant la tête, elle remuait avec le crochet du fourneau les cendres de sa chaufferette.

— Oui, oui, ce n'est pas mal. Mais je vais vous en dire une autre plus belle. Écoutez bien.

Alors, les yeux mi-clos, scandant du crochet le rythme de sa phrase, elle récitait, d'une voix grave et soudain enfantine, une de ses prières favorites. L'une d'elles me revient, que je croyais oubliée depuis mon enfance : « *Ange de Dieu, mon fidèle gardien, je me recommande à Dieu et à vous. Vous m'avez gardé pendant la nuit, gardez-moi pendant le jour, s'il vous plaît, sans fatigue, sans danger et sans vous offenser.* »

— Il ne faut pas oublier de faire le signe de croix avant et après ; cela préserve des tentations.

Puis, d'un ton un peu rauque :

— Il y a Dieu, mon ami, d'abord et partout. Le reste !...

Le soir, à la maison, ma mère me demandait, la bouche plissée :

— Qu'est-ce qu'elle t'a encore dit, ta vieille?

Et moi :

— Oh ! rien. Toujours la même chose.

— Ce n'est pas avec cela que tu gagneras ta vie.

Je gardais un silence complaisant ; mais ulcéré de mon reniement, je ne savais à qui m'en prendre, à ma mère, à moi, à ce monde surtout dont la première loi semblait la méfiance.

La vieille femme n'ignorait pas sans doute les sentiments qu'elle inspirait ; mais jamais elle n'en dit mot.

MARCEL ARLAND

(A suivre.)

SOUVENIRS DE MA MISSION EN BELGIQUE

(1870-1871)

Paul de Laboulaye, l'auteur des souvenirs que nous présentons ici, était le fils d'Édouard de Laboulaye, écrivain, homme politique qui fut sénateur, administrateur du Collège de France et membre de l'Institut.

Né en 1833, Paul de Laboulaye fit ses études à Paris, passa ses examens de droit et fut admis comme attaché en 1855 au Cabinet du Ministre des Affaires Étrangères, M. Drouin de Lhuys. Très grand admirateur de son chef, Paul de Laboulaye commente de la manière suivante la politique que celui-ci adopta lorsqu'éclata le conflit entre la Prusse et l'Autriche en 1866 : « Il orienta, écrit-il, notre politique du côté de cette dernière, sachant que nous n'avions déjà que trop contribué, en poursuivant au delà de toute mesure la lutte contre les Habsbourg, à grandir les Hohenzollern. Mais il avait compté sans son souverain qui, pénétré de l'idée des nationalités, sacrifia une fois de plus les intérêts de la France au rêve de l'affranchissement de l'Italie. » Ces remarques, extraites du manuscrit que Paul de Laboulaye rédigea en 1892, précèdent le récit de sa mission en Belgique, publié ci-dessous. Laboulaye devait être par la suite ministre à Lisbonne, puis ambassadeur à Madrid et à Saint-Petersbourg. Dans ce dernier poste, qu'il occupa de 1886 à 1891, il contribua puissamment au rapprochement de la France et de la Russie et mena, avec M. de Giers et l'Empereur Alexandre III lui-même, toutes les négociations qui aboutirent à la conclusion de l'alliance franco-russe.

Nous devons à l'obligeance de M. André de Laboulaye, neveu de Paul de Laboulaye et lui-même ancien ambassadeur aux États-Unis, la communication de ce document. (N.D.L.R.)

Au mois d'avril 1870, le comte Daru, qui était ministre des Affaires étrangères, eut le désir d'être agréable à mon père qui, par ses écrits, comme par ses cours, avait contribué à l'avènement au pouvoir du parti libéral. Il m'offrit d'aller à Constantinople, dans les conditions de grade où j'étais, mais en me confiant les fonctions de premier secré-

taire. C'était une perspective d'avancement plutôt qu'un avancement. Comme je marquais le pas depuis longtemps, ayant plus de six ans de grade, je n'hésitai pas à accepter l'offre qui m'était si gracieusement faite. Des considérations de famille m'amenèrent quelque temps après, sous le ministère du duc de Gramont, à permuter avec un ancien camarade qui avait fait une partie de sa carrière en Turquie et qui désirait y retourner. C'est ainsi qu'au mois de juin, je me trouvai remplacer à Bruxelles M. Ducros Aubert. A ce moment, nul de nous ne se doutait de la guerre qui allait éclater.

Le 22 juin, je pris possession de mon poste. C'était la première fois que j'avais un service à l'étranger. J'en éprouvais quelque préoccupation, quoique celle-ci fût diminuée par le complément d'éducation que j'avais reçu à Heidelberg et en Angleterre. On comprendra que je ne fusse pas tout à fait à mon aise, puisque, pour mes débuts, avant de faire l'apprentissage de secrétaire, j'allais être appelé à gérer les affaires de la légation. M. de La Guéronnière, qui venait d'être nommé ambassadeur à Constantinople, n'attendait, en effet, que mon arrivée pour quitter Bruxelles, et son successeur, M. Berthémy, ne devait partir de Washington qu'après avoir remis les affaires à M. Prévost-Paradol. Par le fait, mon nouveau chef fut obligé de rester aux États-Unis, à la suite du suicide de son remplaçant, et l'on verra que c'est à un autre personnage que j'eus, au milieu de la guerre, à remettre les pouvoirs qui me furent laissés jusqu'au 14 septembre.

Quoi qu'il en soit, le roi Léopold II daigna permettre que je lui fusse présenté par M. de La Guéronnière à l'audience de congé qu'il avait accordée à celui-ci. Nous fûmes reçus au palais de Laeken et je me rappelle quel fut mon ébahissement lorsque je me vis mieux traité par le souverain que ne l'était le chef qui m'avait amené. Ce n'est pas que M. de La Guéronnière eût à se plaindre du dernier accueil qui lui était fait ; au contraire il n'avait qu'à s'en trop louer. « Maintenant que vous n'êtes plus accrédité auprès de moi, lui disait Sa Majesté avec une ironie où Elle n'a pas de rival, causons comme deux amis. » Il fut beaucoup question de mon père et j'emportai de cette audience la conviction que la Cour

voyait sans peine s'éloigner un agent qui, à tort ou à raison, avait passé pour l'instrument d'un parti qui rêvait l'annexion de la Belgique à la France.

Le 26, M. de La Guéronnière partait et j'étais accrédité comme chargé d'affaires. Dès le lendemain, j'eus à annoncer à Paris le prochain avènement d'un ministère catholique. C'était en Belgique un événement puisque le parti libéral occupait le pouvoir depuis treize ans. Les libéraux étaient comme toujours renversés par suite d'une scission intervenue dans leur sein ; il se formait, au milieu d'eux, un parti radical qui voulait aller plus vite et plus loin. Ce fut le baron d'Anethan qui reçut du roi la mission de former le nouveau cabinet ; nul n'en était plus digne autant par ses qualités personnelles que par le respect qui l'entourait. Il prit pour lui les Affaires étrangères et confia la Justice à M. Cornesse, l'Intérieur à M. le baron Kerwen de Lettenhow, les Finances à M. Tack, les Travaux Publics à M. Jacobs, la Guerre au général Guillaume. Un mois après, M. Tack se retirait et était remplacé par M. Jacobs, tandis que le vénérable M. Malori acceptait le titre de ministre d'État sans portefeuille. Naturellement, la Chambre dut être dissoute, et les élections, fixées au 2 août, donnèrent aux catholiques 35 voix sur 62 au Sénat et 74 sur 124 à la Chambre.

Pendant ce temps, les plus graves événements se passaient en Europe. La guerre était déclarée entre la France et la Prusse suivie de l'Allemagne. C'est le 7 juillet que le ministre d'Espagne notifia au Gouvernement belge que la candidature du prince de Hohenzollern allait être présentée aux Cortès. La comtesse de Flandre étant la sœur du prince, le bruit ne tarda pas à courir que le roi Léopold avait joué un rôle dans cette intrigue ; il fallut un démenti et le *Moniteur Belge* du 10 s'empressa d'établir qu'il n'avait même pas été fait de réponse à la communication du cabinet de Madrid. Le même jour, M. van Prael, ministre de la maison du roi, que je rencontrai, me donna à entendre qu'il avait des raisons sérieuses d'espérer un acte de renonciation de la part du prince dont le nom avait été mis en avant. Pour ne laisser place à aucun doute sur sa conduite, le Gouvernement belge voulut faire davantage et, dès le 13, on annonça que des mesures allaient être prises

pour assurer et garantir la neutralité du pays. L'armée, qui était en temps de paix de 45 000 hommes, devait être portée, par appels successifs, au chiffre de 100 000 hommes et se composer de deux corps dont l'un, sous les ordres du comte de Flandre, aurait pour centre d'observation le camp de Beverloo, tandis que le second, commandé par le général Sapin, s'étendrait de Bruxelles à Anvers, les deux corps étant placés sous le commandement du général Chazal. La forteresse d'Anvers était laissée en dehors, dépendant des ordres directs du ministre de la Guerre. Enfin, le baron Beyens, ministre de Belgique à Paris, déclarait les intentions de son Gouvernement de garder et de défendre sa neutralité.

Le 16 juillet, le Gouvernement français donna acte de cette déclaration et fit, en même temps, connaître qu'il était lui-même résolu à respecter la neutralité du territoire belge, sous la condition qu'elle serait respectée par la Prusse et ses alliés. L'intention de l'empereur Napoléon était si formelle à cet égard que le duc de Gramont m'envoya le jour même un secrétaire d'ambassade porteur d'une lettre de Sa Majesté pour le roi des Belges. Dès que M. Belle m'eut remis la lettre qui lui avait été confiée (le 17), je me rendis chez M. van Prael, et une demi-heure après, je rapportais la réponse du roi Léopold ainsi conçue :

« Je viens de recevoir la lettre que V. M. m'a adressée de Saint-Cloud sous la date d'hier. Je La remercie de la déclaration si franche qu'Elle me fait. De mon côté, je n'hésite pas à lui donner l'assurance formelle que la Belgique, fidèle à ses devoirs, fera respecter sa neutralité par tous les moyens en son pouvoir ; j'ai déjà prescrit à cet effet les dispositions les plus énergiques.

» Je renouvelle à V. M., l'assurance des sentiments de haute estime et de sincère amitié avec lesquels je suis de votre Majesté Impériale, le bon frère

» LÉOPOLD. »

Le soir, M. Belle reprenait le chemin de Paris, porteur de la lettre royale.

Pressé d'avoir la réponse attendue à Saint-Cloud, je m'étais adressé directement au palais. Je m'en excusai le lendemain

auprès de M. d'Anethan qui admit de la meilleure grâce la nécessité où je m'étais trouvé. Dans le cours de l'entretien, je l'assurai que la Belgique n'avait à nourrir aucune préoccupation de notre côté, mais en ajoutant qu'il fallait qu'elle fût de l'autre une forteresse inexpugnable contre toute tentative qui pourrait être faite par nos adversaires. Pour cela, ajoutai-je, vous devez, à l'occasion, vous battre et ne pas vous borner à protester et à vous replier sur Anvers.

M. d'Anethan ne fit aucune difficulté de reconnaître qu'il en devait être ainsi, allant même jusqu'à dire que, dans le cas d'une attaque de sa part, l'armée allemande devrait passer sur le corps de l'armée belge.

J'appris du reste par le général Chazal que, pour empêcher les Prussiens d'entrer en France par la vallée de la Meuse, 80 000 hommes allaient être massés dans le triangle Anvers-Liége et Namur, le général Sapin s'établissant à Louvain au centre de ses trois divisions d'infanterie et de sa division de cavalerie. Les réserves de 1861 à 1870 étaient rappelées. Il n'y avait aucun doute à concevoir ; le peuple belge qui acceptait ces charges était décidé à tenir tête à l'envahisseur et c'était du côté de l'est qu'il le craignait plus que du côté de l'ouest.

Ce n'est en effet que le 22 juillet que le comte de Bismarck se prononça par écrit. A cette date, il écrivit à M. Nothomb : « Confirmant mes assurances verbales, j'ai l'honneur de vous donner par écrit la déclaration, surabondante en présence des traités en vigueur, que la Confédération du Nord et ses alliés respecteront la neutralité de la Belgique, étant bien entendu qu'elle sera respectée par l'autre partie belligérante. » Pour plus de sûreté, l'Angleterre, voulant témoigner son intérêt à la Belgique, obtint quelques semaines après la signature d'une Convention dont l'objet était de garantir d'une façon spéciale pendant la durée de la guerre le maintien de la neutralité belge. A ce moment, l'armée d'observation commandée par le général Chazal était concentrée à Wavre, Tirlemont et Saint-Trond, de manière à pouvoir se porter avec rapidité sur les points de la Meuse qui pourraient être menacés à Namur, à Huy ou à Liége.

Le duel entre les deux grandes nations allait donc avoir

lieu sur leur territoire. Sur lequel des deux? C'est ce qu'on ne savait pas encore en juillet. Le 21, à un *Te Deum* célébré dans la cathédrale des Saints Michel et Gudule pour le trente-neuvième anniversaire de la proclamation du roi Léopold Ier, la comtesse de Flandre, dont le frère avait été la cause indirecte du conflit, ne put s'empêcher d'éclater en sanglots. Le sort en était jeté; nous avions encore la chance d'ignorer de quel côté seraient les chants de victoire et de quel autre les grincements de dents.

Avant que le premier coup de canon fût tiré, le comte de Bismarck, fidèle à ses procédés, sortit de ses cartons et lança dans la circulation un prétendu projet de traité négocié par M. Benedetti pour obtenir l'abandon de la Belgique à la France. On juge de l'émoi que cette publication causa à Bruxelles où elle semblait justifier les craintes inspirées par la mission de M. de La Guéronnière. De qui émanait l'initiative d'une pareille pensée? C'était cependant ce qu'il importait de chercher. Or cette pensée n'était pas venue de la France. Il y avait eu un tentateur, voilà tout, et le seul reproche qu'on pût nous faire était, non pas d'avoir succombé à la tentation par paroles ou par actions, mais simplement d'avoir omis de dire à celui qui jouait ce rôle que la France n'était pas habituée à disposer du bien d'autrui. C'est en 1865, avant Sadowa, que M. de Bismarck laissait, pour la première fois, entendre à notre chargé d'affaires, M. Lefebvre de Béhaine, que la Prusse reconnaîtrait volontiers à la France le droit de s'étendre éventuellement partout où l'on parle français dans le monde, désignant clairement certains cantons de la Suisse aussi bien que certaines provinces de la Belgique. Au lendemain de Sadowa, le ministre prussien revenait sur cette idée. « Votre situation est bien simple, disait-il à notre représentant, il faut aller trouver le roi des Belges, lui dire que les inévitables agrandissements politiques et territoriaux de la Prusse vous paraissent inquiétants, qu'il n'y a guère qu'un moyen pour vous de parer à des éventualités dangereuses et de rétablir l'équilibre dans des conditions rassurantes pour l'Europe et pour vous : ce moyen, c'est d'unir les destinées de la Belgique aux vôtres par des liens si étroits que cette monarchie, dont l'autonomie serait d'ailleurs respectée, devienne au nord le véritable

boulevard de la France rentrée dans l'exercice de ses droits naturels. »

A la suite de ces confidences, M. Benedetti écrit à Paris, en juillet 1866 : « Je n'apprendrai rien à Votre Excellence en lui annonçant que M. de Bismarck est d'avis que nous devrions chercher un équivalent en Belgique et qu'il m'a offert de s'en entendre avec nous. » Il suffit de lire ces lignes pour voir quel est l'inspirateur de la mauvaise pensée, et le faible accueil qui lui est fait. Les mêmes insinuations, répétées encore lors des négociations relatives au Luxembourg, n'ont pas été davantage relevées à cette époque.

Ce n'en était pas moins un rude coup qui nous était porté devant l'opinion publique, toujours disposée à croire le dicton : *Is fecit cui prodest.* M. de Bismarck, qui a toujours eu un faible pour les petits moyens, produisait en outre, à l'appui de son accusation, un papier où M. Benedetti avait eu certainement le tort d'écrire sous la dictée du tentateur la proposition qui lui était faite, et le plus grand tort encore ou la grande naïveté de le laisser entre ses mains. Dans son for intérieur, je ne pouvais mieux comparer cet acte cynique qui me révoltait qu'à celui d'un criminel accusant du crime commis par lui ceux qui peuvent passer pour les témoins plutôt que pour les complices, mais j'étais embarrassé, on le comprendra, de faire partager ma conviction aux ministres belges disposés à penser que nous avions été au moins des témoins complaisants. Je trouvai ma meilleure ressource dans la déclaration suivante : « S'il est avéré aujourd'hui, par le fait même de M. de Bismarck, que la France aurait eu le concours de la Prusse si elle avait songé réellement à s'annexer la Belgique, il n'est pas moins certain que, d'autre part, depuis vingt ans, le Gouvernement de l'empereur n'a jamais donné à personne le droit d'admettre qu'il voulût disposer d'un peuple sans le consulter. Dans ce respect de la volonté populaire, n'y a-t-il pas une garantie que le Gouvernement belge doit apprécier? Cette garantie, l'aurait-il trouvée du côté de la Prusse qui a préféré conquérir des États allemands, plutôt que de les devoir à eux-mêmes ? »

Avec sa grande droiture, le baron d'Anethan ne put nier que cette distinction fût fondée, et nous ne parlâmes plus de

cet incident dont l'importance disparut bientôt devant le bruit du canon.

Nous avions déclaré la guerre le 15, mais hélas ! il nous était réservé d'offrir ce spectacle lamentable et peut-être unique dans l'histoire que la Puissance qui avait pris sur elle bien inutilement de rompre les relations n'était même pas en état de profiter de cette initiative pour pénétrer la première sur le territoire ennemi. Notre frontière en effet était investie, alors que nos régiments étaient à peine en marche. C'est ce que démontre le petit fait suivant :

Un matin de juillet, je reçus tout à fait inopinément un petit billet du ministre de Prusse à Bruxelles, M. de Balan. Il m'informait qu'il avait chez lui quelques prisonniers français qu'il désirait me remettre contre un reçu que je lui donnerais. Surpris de la demande de ce reçu, je fis une réponse évasive, me bornant à dire que j'étais toujours à la légation de telle heure à telle heure, et je me tins prêt à tout événement. Deux heures après, je vis arriver quatre individus, en blouse, conduits par un sous-officier prussien en uniforme. Je donnai l'ordre qu'on les fît entrer dans une pièce et qu'on ne laissât sortir que ceux que j'appellerais. Les Français introduits, ce ne fut pas sans étonnement que j'appris de la bouche de mes compatriotes qu'ils étaient de simples douaniers et qu'un matin, avant même d'avoir revêtu leur uniforme, ils avaient été saisis par des hulans prussiens et emmenés en Allemagne. La prise n'était ni très glorieuse ni suffisamment justifiée, c'était évidemment pour cela qu'on avait décidé de les remettre en liberté, d'une manière peut-être humaine, mais qui avait le tort de n'être pas régulière puisqu'il n'était pas tenu compte de la neutralité du territoire belge. Pour ne pas laisser s'établir un pareil précédent, je me rendis aussitôt au ministère des Affaires étrangères où je fis connaître l'incident à M. d'Anethan en ajoutant que s'il y avait des prisonniers français en Belgique, il y aurait également un prisonnier allemand et celui-là en uniforme, car je ne le laisserai pas sortir de la légation. M. d'Anethan s'empressa de reconnaître que le procédé prussien n'était pas admissible et me promit de faire à ce sujet des observations au cabinet de Berlin. Sur cette déclaration qui me donnait la satisfaction à laquelle

je pouvais prétendre, je rentrai chez moi et congédiai le sous-officier prussien avec un mot dans lequel je faisais simplement savoir à mon collègue d'Allemagne que les personnes dont il m'avait parlé s'étaient présentées à la légation qui s'occuperait d'elles.

Ce fut le premier acte de guerre. Les événements allaient se précipiter. Je n'ai à les raconter que pour les incidents auxquels je me suis trouvé mêlé. Un des premiers concerne une démarche qui honore un prince de la maison de France, et j'ai plaisir à le signaler. Dès que le premier coup de canon fut tiré, le prince de Joinville accourut à Bruxelles pour se rapprocher de la France. Le 8 août, il adressa à l'amiral Rigault de Genouilly, qui dirigeait le ministère de la Marine, le télégramme suivant : « En présence du danger de la patrie, je demande à l'empereur d'être employé n'importe à quel titre à l'armée active, et à mon vieux camarade de m'aider à l'obtenir. Signé : François d'Orléans. » Cette dépêche fut communiquée aux ministres réunis en Conseil et je fus chargé le 9 de transmettre à Son Altesse Royale la réponse qui lui faisait connaître la décision prise. Cette décision ne pouvait être favorable.

Les premiers obus furent lancés le 1er août sur Saarbruck, en présence du prince Impérial. Cette apparence de succès ne fit illusion à personne à l'étranger ; l'empereur lui-même ne s'y trompa pas. La préoccupation d'un de ses officiers d'ordonnance, le capitaine Guzman — qu'il envoya à Bruxelles pour s'assurer qu'il n'avait pas été fabriqué en Belgique de mitrailleuses pour le compte de l'Allemagne, — me laissa voir que l'on ne comptait plus guère, en haut lieu, que sur la supériorité que pouvait nous donner cet armement nouveau [1].

De tous côtés, on apprenait que les troupes allemandes se massaient en grand nombre à la frontière. Le général Chazal, Français d'origine et resté attaché à notre pays, me parlait de deux armées de 250 000 hommes chacune se concentrant l'une dans la région de Trèves, l'autre dans celle de Landau. Le 5 août, je transmettais ces renseignements que confirmait

1. M. Segris, ministre des Finances au moment de la guerre, m'a raconté que l'empereur, en montant en chemin de fer à Saint-Cloud le 19 juillet pour se rendre à la frontière, avait embrassé ses ministres en leur disant qu'il ne les reverrait plus.

encore un M. de Cerisy qui avait vu le roi de Prusse passer le 2 août à Cologne et qui avait compté vingt-quatre trains de troupes sur les chemins des bords du Rhin. Le combat de Wissembourg, les batailles de Woerth et de Spickeren ouvraient enfin les yeux des plus confiants. L'organisation de l'armée allemande était supérieure à la nôtre. En même temps que le nombre des soldats était plus considérable, l'artillerie portait plus loin. Je pensai tout de suite qu'il fallait prévoir le désordre qui résulte de la défaite et je demandai à M. le duc de Gramont de m'autoriser à lui transmettre en chiffres tous les bulletins allemands qui seraient publiés. Il trouva l'idée bonne et, dès le 7 août, aucun bulletin prussien ne parut qui ne fût immédiatement communiqué à Paris en chiffres par la légation. Lorsque les Allemands se rapprochèrent de la capitale, cette transmission devint le seul moyen d'information. Je dois dire à l'honneur des Allemands que ces bulletins furent toujours véridiques et ne continrent aucune exagération. Je faisais connaître aussi à Paris les renseignements que recueillaient deux des secrétaires de la légation, MM. de Bersolle et de Montholon, que j'avais envoyés l'un du côté de Verviers, l'autre du côté d'Arlon.

C'est le 28 août que nous apprîmes, après les trois grandes batailles livrées sous Metz, l'investissement de cette ville. Le général Chazal se transporta dans le Luxembourg belge, en même temps que le comte de Flandre s'avançait vers Namur. C'était maintenant de ce côté qu'il fallait veiller pour sauvegarder la neutralité du territoire belge. L'armée du maréchal de Mac-Mahon, battue à Woerth, se portait sur Sedan, dans l'espoir de réussir à débloquer Metz.

Le 31 août, les nouvelles les plus contradictoires circulèrent à Bruxelles. Les unes annonçaient que les Français avaient remporté un succès important, tandis que d'autres parlaient d'une déroute complète. On crut un instant aux premières ; le 2 septembre, *l'Indépendance belge* parla même d'une victoire ; mais dès le lendemain, il n'y avait plus d'illusion à se faire. « L'ennemi, disait le bulletin prussien, a été presqu'entièrement refoulé dans la ville. Jusqu'à présent, nous avons pris 20 canons, 11 mitrailleuses et environ 7 000 hommes. » Enfin, quelques heures après, c'était la nouvelle de

la capitulation. Le bulletin prussien que j'eus la douleur de faire parvenir à Paris était ainsi conçu [1] : « Devant Sedan, 2 septembre, 1 h. 22 du soir. — Une capitulation par laquelle toute l'armée a été faite prisonnière vient d'être conclue avec le général de Wimpffen qui avait pris le commandement à la place du maréchal de Mac-Mahon blessé. L'empereur n'ayant pas le commandement et abandonnant la direction des Affaires à la Régence de Paris n'a rendu que son épée personnelle. Après que je lui aurai parlé dans un rendez-vous qui aura lieu immédiatement, je déciderai de l'endroit où il ira séjourner. »

La catastrophe était arrivée ; moins d'un mois après le commencement réel des hostilités, l'une de nos armées était prisonnière, l'autre était bloquée. Il ne restait plus à la France que la dernière ressource des peuples, celle du désespoir.

Una salus victis, nullam sperare salutem.

Conduite industriellement, la machine allemande avait admirablement fonctionné ; rien ne fut laissé au hasard. On ne recula même pas devant les petits moyens. Je me rappelle à ce propos que le Gouvernement allemand sut même, après Forbach, intéresser l'Angleterre, au nom de l'humanité, à proposer à la France de laisser évacuer les blessés par le Grand-Duché de Luxembourg. Consulté à cet égard par le duc de Gramont, je n'eus qu'à jeter les yeux sur un indicateur de chemins de fer pour me rendre compte que, comme distance

1. Ce n'est que le 3 septembre que ce bulletin fut publié par *l'Indépendance belge* ; c'est donc le 3 que je le transmis, en chiffres, comme je transmettais tous les bulletins depuis le commencement de la guerre. Ce fait a une certaine importance, parce que ce fut par mon télégramme que le Gouvernement impérial qui, depuis quelques jours, n'avait aucune nouvelle, apprit la défaite de Sedan. Dans une lettre qu'il m'écrivait ce même jour (3 septembre), le comte de Chaudordy, qui était le directeur du cabinet du prince de la Tour d'Auvergne, ajoutait en post-scriptum : « J'écrivais cette lettre lorsque je reçois votre dépêche annonçant la capitulation de notre armée et de l'empereur ; nos malheurs ne s'arrêtent pas. Il faut cependant se raidir le plus possible et appeler enfin tout le monde, marié ou non marié, sous les armes. » Il ne peut donc subsister aucun doute que le ministère des Affaires étrangères ignorait avant mon télégramme le nouveau malheur qui nous frappait. Je puis ajouter, d'après ce que m'a dit M. de Chaudordy, que le général de Palikao était venu au Ministère avant d'aller à la Chambre pour savoir si on y avait reçu des nouvelles ; qu'il a dû parler à la Chambre sans rien connaître et que c'est pendant qu'il était à la tribune que M. de Chaudordy remit lui-même le télégramme au prince de la Tour d'Auvergne. Ce télégramme fut porté à l'impératrice par les deux ministres, et lorsque les Tuileries furent envahies on le trouva sur une des tables du Palais, s'il faut en croire un récit paru quelques jours après dans *le Figaro*.

à parcourir, les blessés n'y gagneraient rien, mais que l'état-major général allemand y trouverait l'avantage d'avoir la disposition de toutes ses lignes pour faire avancer ses réserves. C'était une malice cousue de fil blanc ; nous ne nous y laissâmes pas prendre.

Quoi qu'il en soit, la plus grande des humiliations nous était infligée. Le souverain de la France, prisonnier avec son armée, qu'il eût mieux fait de laisser diriger sur Paris plutôt que de la conduire à une souricière, ne pouvait même pas répéter le mot de François Ier à Pavie. Mais son malheur était si grand qu'il avait droit au respect et aux égards de son adversaire victorieux. Ce respect et ces égards, il ne les obtint pas, si je dois en juger par le récit qui me fut fait quelques jours après par ses aides de camp, outrés des procédés dont ils avaient été témoins. Voici ce que j'ai retenu de ce récit :

C'est au petit château de Bellevue, situé sur une colline, qu'eut lieu l'entrevue entre l'empereur et le roi de Prusse. Pendant que l'empereur, qui s'y était rendu le premier, attendait son vainqueur, toutes les terrasses environnantes se garnissaient de canons disposés de façon à anéantir la ville de Sedan et l'armée française, s'il y avait le moindre désaccord. C'est un spectacle qui aurait peut-être pu être épargné au vaincu, d'autant plus qu'il se prolongea assez longtemps, le roi Guillaume s'étant fait attendre. Lorsque celui-ci descendit de cheval, l'empereur Napoléon s'avança au-devant de lui : les premières paroles qui furent proférées furent celles-ci, proférées d'un ton sec : « Eh bien, le sort des armes a prononcé entre nous. » Les aides de camp n'entendirent pas la suite de la conversation, les deux souverains étant entrés seuls dans le salon[1]. Lorsque l'entretien fut terminé, l'empereur sortit avec le roi qu'il accompagna jusqu'au perron. Celui-ci monta à cheval et partit sans même se retourner et

1. Voici le texte du télégramme du roi Guillaume à la reine de Prusse : « Sedan, 4 septembre. Quel moment saisissant que celui de la rencontre avec l'empereur ! Napoléon était abattu mais digne dans son attitude et résigné. Je lui ai donné le château de Wilhelmshohe près Cassel comme résidence. Notre rencontre a eu lieu dans un petit château, devant le glacis, à l'ouest de Sedan. De là j'ai passé l'armée en revue. Votre Majesté peut s'imaginer l'accueil qui m'a été fait par les troupes, accueil indescriptible. Sur la chute du jour, vers 7 h. 1/2, j'avais terminé l'inspection qui a duré cinq heures, mais ce n'est qu'à 1 heure que je suis revenu ici. »

saluer une dernière fois son malheureux adversaire. Sous la conduite du général de Boyen et du capitaine de Lynar qui furent désignés pour être ses geôliers, l'empereur eut ensuite à traverser toute l'armée prussienne pour se rendre à sa première étape vers Wilhelmshohe qui lui avait été fixé comme résidence. Dans cette traversée, qui était comme son calvaire, ses yeux furent frappés par la vue de canons français qui, avec des attelages allemands, avaient été placés sur son passage ; il eut même à subir le salut d'un officier allemand, le comte de Solms qui, attaché quelques années auparavant à l'ambassade du comte de Goltz, avait été particulièrement gâté à la Cour impériale. C'était beaucoup d'impertinences, on l'avouera, selon les règles du tact français, mais ces règles sont-elles partout les mêmes ? [1]

Pour ne pas avoir à faire un trop grand détour, l'empereur, d'accord avec le roi Guillaume, avait obtenu du roi Léopold l'autorisation de traverser le territoire belge. Sa première étape sur le chemin de l'exil était Bouillon ; la seconde devait être Recogne, village situé près de la station de Libramont, d'où un train spécial pouvait le conduire à Verviers et Aix-la-Chapelle. Je fus informé par le comte de Montholon de cet itinéraire qui m'imposait des devoirs à remplir, mais avant d'aller plus loin, je veux expliquer comment le comte de Montholon, qui était attaché à ma légation, se trouvait auprès de l'empereur.

Le 31 août, au moment même où se livrait — sans qu'on en fût informé à Paris ou même à Bruxelles — la bataille de Sedan, j'avais reçu de Paris un télégramme officiel de contexture assez bizarre et où des mots qui me paraissaient étranges alternaient avec les chiffres habituels. Je m'étais empressé de prendre les tables de chiffres pour éclaircir le mystère, et voici l'explication qui en était résultée. Dans les premières lignes, les seules qui m'étaient destinées, le prince de la Tour d'Auvergne qui, depuis le 10 août, avait succédé au duc de Gramont, m'invitait à faire parvenir à l'empereur, à l'endroit où il se trouverait, un télégramme que lui adressait l'impératrice et dont naturellement je n'avais pas la clef. Ce télé-

1. J'ai été plus tard le collègue à Madrid du comte de Solms, et je n'ai jamais eu qu'à me louer des procédés du ministre de Prusse vis-à-vis de l'ambassadeur de France.

gramme, dont je crois intéressant du reste de donner ici le fac-similé, était évidemment parsemé de mots affectueux pour indiquer aux Prussiens, s'il tombait entre leurs mains, qu'il s'agissait d'une correspondance entre femme et mari, et non d'affaires politiques. Voici ce texte :

1397 314 1630 1509 1725 1322 4 42 1447 1121 1 1381 1487 1090 168 2299 869 308 1162 1828 1630 1746 503 1217 1758 1090 2097 820 1123 72 222 2044 9 2056 97 1456 1857 595 2205 1525 1293 1381 1171 2065 Nous sommes 245 481 381 82 Je vous en prie 853 753 100 855 1035 913 que cet 764 83 128 580 75 surtout 685 65 2308 2 775 Mon cœur vous suit 273 746 298 443 436 918 Car je sais que votre 407 600 691 642 1058 868 27.

C'était une mission délicate dont je ne pouvais évidemment charger le premier venu ; parmi les secrétaires de la légation, un choix me parut tout à fait « commandé », celui du comte de Montholon, que l'empereur appelait depuis son enfance par son petit nom et pour lequel il avait toujours eu des bontés particulières. Il m'apparut qu'il serait conduit en quelque sorte par la voix du sang et que personne n'avait plus de chance que lui de réussir dans une pareille entreprise. M. de Montholon partit le jour même ; les instructions que je lui avais données portaient qu'il devait longer la frontière jusqu'à ce qu'il eût des renseignements précis. Le canon de Sedan lui fournit ces renseignements ; il dut attendre que la bataille fût finie, et lorsque l'on put passer, il eut la chance de rencontrer l'attaché militaire de Russie à Bruxelles, qui avait des permissions dont il put profiter. Mais s'il parvint à Sedan, il ne fut admis à communiquer avec l'empereur qu'après avoir été reçu par le comte de Bismarck et par le maréchal de Moltke qui, tous les deux, firent prendre copie de la dépêche. Bel exemple d'une affaire bien conduite, car on admettra bien qu'au lendemain de Sedan, les deux personnages que je viens de nommer auraient été justifiés de déléguer à d'autres le soin dont ils se chargeaient eux-mêmes.

C'est après avoir subi ces interrogatoires que M. de Montholon avait enfin pu s'acquitter de sa mission, et qu'il avait eu à en commencer une autre, en me tenant au courant des

voyages de l'empereur à travers le territoire belge. Son télégramme était daté de Bouillon, 3 septembre ; il s'adressait en même temps à M. Regray, directeur de l'exploitation des chemins de fer du Luxembourg, à qui il disait : « Expédiez immédiatement à Libramont train pour transporter à Verviers treize voitures, cent vingt chevaux et cent personnes. »

Nous nous concertâmes avec M. Regray ; il était impossible de réunir en une nuit le nombre de *cavaliers* nécessaire pour cent vingt chevaux ; nous nous occupâmes seulement des personnes, et le lendemain 4 septembre, nous nous mettions en route dès la première heure pour arriver vers midi à Libramont.

Je n'oublierai jamais le coup d'œil que nous offrit la petite gare de ce nom, devenue le centre d'une véritable déroute. Tout autour d'une maisonnette qui avait à peine trois fenêtres de façade, se trouvaient entassés des chevaux et des voitures de toutes sortes, parmi lesquelles on remarquait surtout des fourgons de campagne. Ces fourgons portaient des inscriptions et j'en vois encore un sur lequel, ô ironie des choses humaines ! étaient inscrits les mots : « Homards frais ».

Comment cet *impedimentum* était-il venu s'échouer là ? N'aurait-il pas mieux figuré dans les bagages du vainqueur que dans ceux du vaincu ? Tel qu'il était, il arrachait des larmes par le contraste qu'il présentait entre les illusions du départ et les déceptions auxquelles on avait abouti. Dès que M. Regray et moi, nous vîmes ce désordre, nous nous rendîmes compte que le train, même en limitant le chargement au nécessaire, ne pourrait être prêt à partir avant trois heures. Le lieu n'étant pas propice pour que l'empereur qui devait arriver à une heure y fît un aussi long arrêt ; il fut décidé que je me rendrais à Recogne, village situé à un quart de lieue de la gare, pour prier le souverain prisonnier, qui avait dû y déjeuner, d'y prolonger son séjour. Mais à peine avais-je fait la moitié du chemin que je rencontrai l'escorte et bientôt le cortège qui descendaient du village pour se rendre à la gare. C'était d'abord un piquet de chasseurs, puis un coupé dans lequel j'aperçus Napoléon III accompagné du général Waubert de Genlis. Je m'arrêtai un instant, et avant que je pusse prendre un parti, je me trouvai dans les jambes du cheval

de M. Raimbeaux, l'écuyer de Sa Majesté, celui-là même qui, en 1867, avait su détourner le coup de pistolet dirigé par Benjorski contre l'empereur Alexandre II. « Que faites-vous là? » me dit-il, tout étonné de me rencontrer. Je lui répliquai que, chargé d'affaires de France à Bruxelles, j'avais considéré comme mon devoir de me mettre à la disposition de l'empereur malheureux pendant sa traversée du territoire belge. Il me fit aussitôt monter dans le break des aides de camp qui, à une courte distance, suivait le coupé que je venais de croiser. Ce break, où avaient pris place le général de Boyen et le prince Lynar qui avaient à surveiller leur prisonnier, était occupé en outre par les généraux prince de la Moskowa, Reille, Pajol, de Castelnau, par M. Davillier, par le prince Achille Murat auxquels M. Raimbeaux me présenta, car je n'avais pas l'honneur d'être connu d'eux. Plusieurs autres voitures suivaient, et le cortège se terminait par un peloton de chasseurs. Le général Chazal qui commandait les troupes de la frontière accompagnait aussi l'empereur; je me rappelle qu'il me raconta qu'au sortir de Bouillon, le matin, Napoléon III l'avait prié de faire démonter un de ses canons pour en examiner le système. N'ai-je pas déjà dit que l'artillerie belge était conforme à l'artillerie prussienne et que, dès le début de la guerre, le général Chazal m'avait fait la remarque qu'elle était supérieure à la nôtre. Cet examen sur la route de l'exil, par un souverain qui s'y connaissait dans les choses de l'artillerie, du canon par lequel il a été en grande partie battu, ne ferait-il pas le sujet d'un tableau intéressant?

Dès que le cortège s'arrêta, je descendis pour aller me présenter à l'empereur et lui offrir mes services. Pour lui, j'étais un inconnu. Du temps où le comte Walewski était ministre des Affaires étrangères, j'avais bien été admis aux petits bals de l'impératrice, mais mon père étant de l'opposition, je ne fus pas maintenu sur la liste des privilégiés, et je le trouvai tout naturel, très reconnaissant encore qu'on me laissât suivre ma carrière. Ces bals du lundi étaient faits d'ailleurs pour les intimes. On y coudoyait à chaque instant les souverains qui laissaient de côté toute étiquette. C'est ainsi qu'un jour, et sans l'avoir cherché, je me trouvai tout près de Napoléon III à une place où je n'aurais pas dû être.

Étonné, Sa Majesté me fixa de son regard à la fois bienveillant et fatal, et j'eus comme un frisson. Il me sembla que sa pensée devait être celle-ci : « Voici une figure que je reverrai dans un mauvais moment. » Si telle fut la pensée de l'empereur, comme c'était la mienne, il faut avouer que les nouvelles circonstances où nous nous rencontrions en étaient une singulière justification. Ma présence à Libramont n'était cependant qu'un hommage que je lui devais bien. Il me demanda aussitôt si j'avais des nouvelles. Je lui communiquai tous les télégrammes qu'avaient publiés les journaux du matin. Ils n'annonçaient pas encore la révolution qui se passait en ce moment même à Paris. Je fis remarquer à l'empereur qu'il n'était question de rien jusqu'à présent, mais il hocha la tête, montrant bien qu'il considérait tout comme fini pour sa dynastie. Il me demanda de télégraphier à M. Charles Duperré, à Avesnes, pour que son fils lui fût amené à Verviers. Ce télégramme, je l'ai su depuis par M. Duperré, parvint à son adresse et le prince impérial se mit immédiatement en route ; mais, sous une forme courtoise, le préfet de Namur l'arrêta au passage, en alléguant que les officiers qui l'accompagnaient en tenue n'avaient pas le droit de traverser le territoire belge.

L'empereur dut attendre pendant deux heures dans la petite gare de Libramont. Il n'alluma pas une seule cigarette. Toutes les fois qu'il se montrait dehors, il était de la part de la population, qui s'était rassemblée, l'objet d'ovations respectueuses. Pour cette population wallonne, le cri de « Vive l'empereur ! » était synonyme de « Vive la France ! ». Elle protestait contre notre défaite.

Enfin le train s'ébranla. Je montai avec M. Regray dans un compartiment réservé. Il devait veiller, sur la demande formelle du Gouvernement belge, à ce que le train n'eût aucun arrêt jusqu'à Liége. Nous allions à une allure assez rapide, lorsque tout à coup des signaux firent ralentir la marche et plus tard stopper le train dans une station. Quelle était la cause de cette infraction aux ordres donnés ? On aura peine à le croire lorsque je dirai que la station où nous nous arrêtâmes avait nom Rochefort, et que le signal d'arrêt avait été donné par le chef de gare sur la demande du prince Pierre Bonaparte, qui habitait cette bourgade et qui avait voulu

serrer la main de son cousin. Ainsi, le 4 septembre 1870, ces noms de Rochefort et de Pierre Bonaparte (on se rappelle, en 1869, l'affaire Victor Noir) se dressèrent comme un spectre devant l'empereur. A ce rapprochement étrange, nous eûmes le cœur serré. Le train se remit en marche, et il n'y eut plus d'incident jusqu'à Liége. A Liége, nous nous trouvions sur la grande ligne qui va d'un côté à Bruxelles, de l'autre à Verviers. Mon devoir m'appelait à Bruxelles où je devais être en communication avec le Gouvernement. Je montai, pendant les quelques minutes de halte, dans le wagon-salon où se trouvait l'empereur, et je lui demandai ce qu'il ordonnait de moi, en lui indiquant que, de Bruxelles, je serais à même de lui envoyer quelques nouvelles avant qu'il quittât le territoire belge. Napoléon III m'écouta et, après m'avoir remercié de ce que j'avais fait, m'invita à retourner à mon poste : « Allez, me dit-il en me donnant la main, et, quoi qu'il arrive, continuez de servir la France. » Je le quittai non sans émotion, et je pris avec M. Raimbeaux, qui allait rejoindre sa famille, le train de Bruxelles.

Dès que je rentrai à la légation, j'eus connaissance, par l'agence Havas, de la révolution qui s'était passée à Paris. Je fis aussitôt parvenir la dépêche au comte de Montholon, qui la communiqua à l'empereur. Sa Majesté était à ce moment à table. Elle lut la dépêche tout haut. Sa seule remarque fut celle-ci : « L'impératrice est une femme ; j'espère qu'on la respectera. » Le lendemain, l'empereur entrait sur le territoire allemand. Il fut assez longtemps sans avoir de nouvelles de l'impératrice, car je trouve dans mes papiers un télégramme qui me fut adressé de Wilhelmshohe le 8 pour me demander des nouvelles de Sa Majesté.

Dans la matinée du 5, je reçus la visite de M. Conti, secrétaire de l'empereur, qui avait quitté l'impératrice la veille, et à qui elle avait donné rendez-vous à Bruxelles. Avec lui nous allâmes à la recherche de M. Chevreau, qui était parti de son côté ; je me rappelle que nous eûmes beaucoup de peine à le trouver parce qu'il s'était inscrit à l'hôtel sous le nom de Chaville. On a su depuis que l'impératrice, changeant son itinéraire, s'était réfugiée chez M. Évans qui l'avait conduite directement en Angleterre.

Le même jour, je reçus la circulaire par laquelle M. Jules Favre, ministre des Affaires étrangères, informait les agents de la révolution du 4 septembre. Elle était ainsi conçue : « Monsieur, la déchéance de l'empereur ayant été prononcée, et la République proclamée, un gouvernement s'est constitué dans la journée d'hier pour la défense nationale. Par une résolution de ses membres, le Ministère des Affaires étrangères m'a été confié. J'ai l'honneur de vous annoncer que j'en ai pris aujourd'hui la direction, et en réclamant votre concours dans les graves circonstances où se trouve le pays, je n'ai pas besoin d'ajouter que je fais appel à tout votre dévouement aux intérêts de la France. »

Je répondis par la lettre suivante :

« Monsieur le ministre,

» J'ai reçu la dépêche par laquelle vous avez bien voulu m'informer que la déchéance de l'empereur ayant été prononcée et la République proclamée, un gouvernement s'est constitué pour la défense nationale. Vous me faites savoir en même temps que le Ministère des Affaires étrangères vous a été confié et vous voulez bien réclamer mon concours et faire appel à mon dévouement.

» Dans les circonstances graves où se trouve la France, vous pouvez compter, monsieur le Ministre, que je continuerai de consacrer tout ce que j'ai de patriotisme et d'énergie à défendre ses intérêts si menacés ; le jour où vous croiriez qu'une autre personne pourrait les servir plus utilement, vous me trouveriez également prêt à remettre la direction de la légation au successeur que vous m'auriez désigné. »

Le premier télégramme du Gouvernement que je reçus après la révolution du 4 septembre concernait M. de Galliffet. « Veuillez, disait-il, si vous le pouvez, m'envoyer des nouvelles du colonel de Galliffet, prisonnier à Sedan. » Grâce aux nombreux officiers qui réussirent à s'échapper, je fus à même de me procurer le renseignement qui m'était demandé, et dès le lendemain je télégraphiai : « Je crois savoir avec certitude que M. de Galliffet, fait général sur le champ de bataille, a refusé de prendre l'engagement de ne plus porter les armes

contre la Prusse. Il est, en conséquence, resté prisonnier avec son régiment qui est, dit-on, dirigé sur Stuttgart. On m'assure qu'il n'est pas blessé. »

Les officiers évadés que je voyais passer et qui venaient demander à la légation sur quel point de la France ils devaient se diriger pour reprendre du service, portaient les costumes les plus différents ; il y en eut même qui se déguisèrent en prêtres. Le costume le plus fréquent était la blouse du paysan. C'est dans cet accoutrement que m'apparurent un jour le général Carrey de Bellemare et son aide de camp. Je demandai au Gouvernement ses instructions au sujet de la direction à leur donner ; il me fut répondu de les inviter à se rendre à Lille où une destination leur serait indiquée.

Il ne s'agissait naturellement que des officiers qui s'étaient échappés des mains des Prussiens et, je dois le dire, avant d'avoir engagé leur parole. Quant à ceux qui, pendant la bataille de Sedan, avaient franchi la frontière belge et s'y étaient laissé arrêter — je me sers de cette expression parce que les ordres donnés par le général Chazal étaient de leur permettre de rentrer sur le territoire français, l'erreur étant facile — ils étaient internés et avaient dû s'engager vis-à-vis du Gouvernement belge à ne pas reprendre les armes jusqu'à la fin des hostilités. Ceux-là n'étaient pas libres de servir de nouveau ; s'il y en eut quelques-uns qui suivirent les autres, c'est qu'il était bien difficile à cette époque de savoir où était le plus strict devoir. En raison de l'extrême danger de la patrie, il doit leur être pardonné d'autant plus que plusieurs d'entre eux furent tués aux premiers combats auxquels ils assistèrent. Les internés, officiers et soldats, furent au nombre de 3 000 hommes ; c'est dans les baraquements du camp de Bewerloo qu'ils furent placés. Le ministre de la Guerre de Belgique leur assigna la solde suivante : aux officiers généraux : 10 francs ; aux officiers supérieurs, 7 francs ; aux officiers inférieurs, 5 francs. Les soldats eurent le traitement des soldats belges.

En dehors des évadés et des internés, il y eut encore les blessés. Le Conseil communal de Bruxelles vota une somme de 100 000 francs pour les soldats français et allemands qui seraient amenés pour être soignés dans la capitale. La popu-

lation, le comte de Mérode et le comte de Grünne en tête, donna aussi l'exemple du dévouement charitable, en ouvrant dans des habitations particulières des asiles aux victimes de la guerre. Au lendemain de Sedan, tout était prêt, et l'on n'attendait plus que l'assentiment des deux puissances belligérantes. Ce qui pouvait faire difficulté, c'était la position à donner aux blessés une fois guéris. Devraient-ils être considérés comme libres ou comme prisonniers ? Pensant aux malheureux qui attendaient, j'insinuai qu'il suffirait pour écarter cet obstacle de stipuler que tout blessé soigné en Belgique serait considéré comme interné, s'il n'avait pas de sauf-conduit, jusqu'à ce que les belligérants se fussent entendus pour leur rendre la liberté, soit par une mesure générale, soit par fractions égales. Enfin, tout fut réglé et, le 8, je pus écrire la lettre suivante à M. Anspach, bourgmestre de Bruxelles :

« Monsieur le bourgmestre,

» Vous avez bien voulu, par une démarche à laquelle j'ai été très sensible, m'informer que le Conseil communal de Bruxelles avait décidé d'offrir de soigner à ses frais des blessés des armées belligérantes.

» Je m'empresse de vous réitérer par écrit les remerciements que j'ai déjà été assez heureux de vous adresser hier de vive voix, et je vous serai obligé de vouloir bien les transmettre à messieurs les membres du Conseil communal.

» Par leur conduite généreuse, le Gouvernement comme le peuple belge offrent en ce moment le spectacle consolant d'une nation recherchant avec une passion véritable les moyens de faire acte de dévouement et de charité fraternelle pour les victimes d'une lutte à laquelle elle est restée étrangère. On dirait qu'elle veut prouver au monde qu'elle ne confond pas la neutralité avec l'indifférence.

» Il m'est doux, monsieur le bourgmestre, au milieu des malheurs qui affligent ma patrie, d'être appelé à rendre hommage à ces sentiments élevés, et c'est avec bonheur que je saisis l'occasion que vous m'offrez d'exprimer publiquement, ainsi que j'y suis autorisé, la reconnaissance de la France pour tous les témoignages de sympathie dont elle est l'objet.

» M. Huber-Saladin, vice-président de la Société française de secours aux blessés, doit s'entendre avec les autorités belges de Bouillon pour le transport de nos blessés, et aussitôt que je serai avisé de l'arrivée des convois à Bruxelles, j'aurai l'honneur de vous en informer.

» Veuillez agréer, monsieur le bourgmestre... »

La phrase au sujet de la neutralité qui n'était pas l'indifférence produisit un très bon effet. J'en fus remercié par le

roi lui-même. La réponse de mon collègue allemand, M. de Balan, fut plus sèche.

Le colonel Huber-Saladin, dont je viens de parler, arriva avec le personnel de ses ambulances, et apporta avec lui l'expérience d'un philosophe chez qui le cœur et l'esprit vivaient dans un équilibre parfait. Il obtint que le Comité central de la Société française de secours aux blessés créât à Bruxelles un comité chargé d'une délégation spéciale et très étendue du Conseil. Ce comité, placé sous sa présidence, et où il me fit entrer, fut composé de MM. le vicomte de Melun, de Mortemart, de Sartiges, de Chabot, Ellissen, de Montagnac, de Laboulaye et Louis de Villermont. Quelques jours auparavant, le comte de Flavigny avait bien voulu mettre à ma disposition une somme de 10 000 francs pour être employée au bénéfice des premiers besoins. Le comité fonctionna jusqu'à la fin de la guerre ; il fut d'un précieux secours pour nos blessés, admirablement bien soignés d'ailleurs dans les ambulances belges. Dans les visites aux ambulances, nous eûmes souvent occasion de rencontrer madame la maréchale Canrobert, qui fut une vraie Providence pour tous et dont le sourire aimable calma bien des souffrances.

La mort ne frappa que trop souvent dans ces asiles hospitaliers. J'eus occasion de conduire à leur dernière demeure plusieurs de nos officiers. L'un d'eux, le colonel d'état-major Baudouin, avait pour voisin de chambre le colonel Sumpt, plus tard gouverneur des Invalides, qui, pendant qu'il tenait les rênes de son cheval, avait eu les deux poignets emportés par un obus. Non encore rétabli et n'ayant pas encore ses mains artificielles, le colonel Sumpt voulut suivre son compagnon jusqu'au cimetière, et là lui dire quelques paroles d'adieu. Je ne puis dire ce que nous souffrîmes à voir la douleur s'exprimer par les gestes de ces deux moignons ; notre commisération allait plus au vivant qu'au mort. Il arriva à un autre de nos officiers quelque chose de bien touchant. Il s'appelait, je crois, Mojon. On lui annonça la visite d'un homme alors bien connu en Belgique, M. Duval de Beaulieu, qui avait été officier dans sa jeunesse et avait fait notamment la campagne de Russie. « Vous êtes M. Mojon, lui dit M. Duval de Beaulieu, êtes-vous le fils

du général Mojon qui avait un commandement à Borodino? — Oui. — Alors, permettez que je vous embrasse ; je dois la vie à monsieur votre Père qui m'a sauvé dans cette affreuse campagne, et je ne souffrirai pas que vous soyez soigné ailleurs que chez moi. » M. Mojon eut beaucoup de peine à faire comprendre à son interlocuteur qu'il trouvait dans son ambulance des ressources auxquelles l'amitié et la reconnaissance ne sauraient suppléer. « Alors, lui dit M. de Beaulieu, vous accepterez au moins la décoration de la Légion d'honneur que je vous apporterai. C'est celle de M. votre Père ; il l'a détachée de sa poitrine pour la mettre sur la mienne. Elle vous appartient. Je suis heureux de vous la restituer. »

Un des officiers que j'accompagnai à sa dernière demeure était mort à l'ambulance du comte de Grünne. C'était à moi de conduire le deuil officiellement et lorsque le comte de Grünne me fit l'honneur de me mener à sa voiture, je n'hésitai pas à accepter, comptant qu'il monterait avec moi. Quelle fut ma surprise lorsque je le vis fermer la portière et prendre un fiacre. La famille de Grünne passant pour avoir des sympathies allemandes, je fus, je dois le dire, un peu froissé de ce procédé qui me parut trop correct pour être amical, mais depuis, j'ai appris à être plus tolérant et je lui demande bien pardon s'il s'en est aperçu, du mauvais sentiment que j'ai éprouvé, peut-être bien à tort.

Les évadés, les internés, les blessés, ce n'était pas encore tout ; nous avions à Bruxelles un nombre considérable de familles françaises qui, soit par crainte de la guerre, soit pour se rapprocher de parents qui étaient dans nos armées, étaient venues s'y établir. Ce qui compliqua plus tard les choses, c'est que ces familles, surprises à la campagne ou aux bains de mer, n'avaient pas cru à la durée de la guerre, et se trouvèrent gênées. Pour le présent moment, c'étaient surtout des renseignements qu'elles nous demandaient. A la légation, nous fîmes ce qui était en notre pouvoir pour les obliger. Il nous fut possible ainsi, par les informations que nous prenions auprès des officiers évadés, de rassurer bien des familles qui s'adressaient à nous.

Mais la guerre continuait et il fallait veiller à fournir au Gouvernement, à l'armée de Metz s'il était possible, les rensei-

gnements qui étaient nécessaires. A cet effet, je commis un acte anti-hiérarchique. J'usurpai sur le voisin. Le consulat de Luxembourg relevait naturellement de la légation de La Haye, le Grand-Duché et la Hollande ayant le même souverain. Il se trouvait cependant que, par sa situation géographique comme par les événements qui se passaient, le Grand-Duché gravitait bien plus dans mon orbite que dans celle de mon collègue aux Pays-Bas. Il me semblait en tout cas impossible de ne pas être en communication avec le baron de Cussy qui était titulaire de ce poste voisin. Je n'hésitai donc pas à lui envoyer un chiffre et peu à peu j'arrivai à lui donner des instructions qu'il accepta très volontiers. M. Baudin, qui était ministre à La Haye, non seulement ne se plaignit pas de cette usurpation, mais encore eut la gracieuseté de m'en féliciter. Je ne saurais assez lui rendre hommage pour cet acte généreux, d'autant plus que j'étais au moins coupable de ne pas lui en avoir demandé la permission. Quoi qu'il en soit, nous fîmes, avec M. de Cussy, tout ce qui était en notre pouvoir pour entrer en communication avec Metz ; la seule chose qui réussit fut le ravitaillement de Thionville.

Je continuais de transmettre à Paris les bulletins prussiens. Comprenant que la capitale ne tarderait pas à être investie, je proposai qu'on nous envoyât des pigeons, mais, à ce moment-là, la proposition ne parut pas sérieuse.

Avant de dire comment il fut mis fin à ma mission, je dois revenir un peu en arrière pour raconter une entrevue que j'eus avec Victor Hugo, qui, on le sait, habitait avec sa famille Bruxelles où beaucoup de réfugiés s'étaient établis sous l'empire. C'était du reste par goût ou par habitude qu'ils y étaient restés, car une loi d'amnistie politique avait ouvert nos frontières à tous les adversaires d'autrefois.

Le 19 août, nous étions encore sous l'impression de nos défaites de Metz, lorsque le chancelier de la légation, M. Verneuil, vint me trouver dans mon cabinet et me confier qu'une affaire délicate se présentait pour une question de passeport, ajoutant que c'était non à lui, mais au chef du poste qu'il appartenait de prendre dans cette circonstance la responsabilité d'une décision. Une demi-douzaine de personnes, à

la tête desquelles était Victor Hugo, demandaient qu'on leur délivrât immédiatement les passeports nécessaires pour leur rentrée en France. Je descendis aussitôt, et me mis à la disposition du grand poète. « D'abord, me dit-il, j'éprouve le besoin de protester contre le régime impérial qui, pendant dix-huit ans... » Je pris la liberté de l'interrompre en lui faisant observer que ses critiques passaient par-dessus ma tête et que je n'avais pas à les entendre. « Mais vous ne savez pas, continua-t-il, combien j'ai été persécuté par la police, » et, prenant à témoin les cartons qui sont le seul ornement des chancelleries, « ces cartons, ajouta-t-il, contiennent certainement des dossiers où figure mon nom... » Je cherchais à gagner quelques minutes pour me donner le temps de réfléchir ; je saisis, comme un malheureux qui est sur le point de se noyer, la perche qui m'était tendue, et je répondis de l'air le plus aimable : « Mais, monsieur Victor Hugo, votre nom est partout ! » Jamais mot aussi innocent ne fit plus d'effet. M. Victor Hugo se radoucit et me remercia presque du compliment banal par lequel je venais de le saluer. J'en profitai pour remarquer qu'il était inutile d'attendre que les actes fussent expédiés ; je fis prendre les noms, en promettant d'envoyer les passeports le lendemain dans la matinée. De cette manière, je me réservais le temps de télégraphier à Paris pour le cas où le Gouvernement aurait eu des objections à la rentrée de M. Victor Hugo en France. Désireux de tenir ma parole, j'observai seulement, dans mon télégramme, que je ne me croyais pas le droit de refuser les passeports, et que si je n'avais pas de réponse dans la nuit, je les remettrais le lendemain matin. C'est ce que je fis. La réponse du Gouvernement n'arriva que trois jours plus tard ; elle n'était pas très claire ; je n'avais plus d'ailleurs à en tenir compte.

Les personnes qui étaient venues avec Victor Hugo étaient les suivantes : M. et madame Charles Hugo, mademoiselle Suzanne Blanchard, mademoiselle Marie Leclanche, M. Édouard Duveyrier. Le lendemain, avant huit heures, je portai moi-même les passeports au grand poète que j'étais désireux de revoir dans son intérieur de la place des Barricades. Il était déjà au travail. Je n'eus qu'à me louer

de sa réception. Il eut donc les passeports le 20 août, il ne partit qu'après le 4 septembre. J'avais donc eu bien raison et le Gouvernement aussi de ne pas les lui refuser.

D'après la première attitude de Victor Hugo se présentant à la légation, on peut juger de ce qu'était l'esprit dominant dans ce cercle de réfugiés politiques. J'eus une nouvelle occasion de le constater le 9 septembre. Ce jour-là, trois citoyens dont je ne connaissais pas les noms, mais qui s'appelaient MM. Aubanel, Deluc et Castanié, demandèrent à me parler. J'étais occupé à ce moment-là à des affaires urgentes, et je chargeai M. de Bersolle, qui avait son bureau à côté du mien, de les recevoir. Ainsi fut fait, mais au bout de quelques instants, j'entendis la voix des citoyens qui montait de ton, tandis que celle de M. de Bersolle baissait en proportion. Ceci ne pouvait me convenir et j'entrai. « Qu'y a-t-il, messieurs, dis-je, qu'il se fait tant de bruit? — Et d'abord, répondirent-ils, à qui avons-nous à faire, au chargé d'affaires de Jules Favre ou à celui de Napoléon? — Au chargé d'affaires de France, répliquai-je, à celui qui a seul qualité pour vous répondre si vous avez une question à lui poser. » Leur demande consistait à obtenir le rapatriement gratuit de toute la colonie républicaine pour courir à la défense de la République. J'eus beau leur expliquer que je ne pouvais rapatrier en masse la colonie française et que je n'avais des fonds que pour les indigents, ils me sommèrent de faire droit à leur réclamation et, sur mon refus, ils me dirent qu'ils se plaindraient à M. Jules Favre. « M. Jules Favre sera aussi informé par moi, leur répondis-je » ; et comme leur ton devenait de plus en plus impertinent, je leur indiquai le chemin de la porte qu'ils prirent avec des paroles de menace.

Quelques instants après leur départ, je recevais une sommation écrite. J'écrivis aussitôt la lettre suivante à M. Jules Favre :

« Monsieur le ministre,

» J'ai reçu à la chancellerie la visite de MM. Aubanel, Deluc et Castanié qui, le prenant sur un ton qu'un homme qui fait son devoir ne doit en aucun temps accepter, m'ont sommé de rapatrier immédiatement jusqu'à Paris toute la

colonie républicaine de Bruxelles dont ils se prétendaient les délégués.

» J'ai répondu à ces messieurs que, tant que je resterai chargé de représenter la France, je ne recevrai d'ordre que du ministre des Affaires étrangères, que j'étais prêt d'ailleurs, s'ils m'adressaient une demande par écrit, à la transmettre à Paris, comme je l'avais toujours fait, enfin que, dans la mesure de ma liberté d'action, je ne refuserais pas individuellement à toute personne qui me déclarerait n'en avoir pas les moyens, le rapatriement sur Lille.

» Au lieu de se rendre à ce raisonnement, MM. Aubanel, Deluc et Castanié m'ont apporté une demi-heure après une sommation écrite.

» Je remplis mon devoir, monsieur le ministre, en vous communiquant cette lettre et en vous demandant des instructions. J'ajoute seulement que je tiens à honneur, aussi longtemps que je resterai à Bruxelles, de faire respecter la mission qui m'est confiée et je ne puis douter de rencontrer dans l'accomplissement de cette tâche l'appui du Ministère. Ce n'est qu'à cette condition que je puis prêter un concours utile au Gouvernement qui a fait appel à mon dévouement. »

Comme on le verra plus loin, je ne reçus d'autre réponse à cette lettre que l'envoi de M. Tachard, député, qui vint quelques jours plus tard me remplacer dans mes fonctions. Je suis porté à croire que M. Tachard eût été nommé de toute façon. Comme tous les anciens députés de l'opposition, il devait désirer un emploi ; et la conduite qu'il tint à Bruxelles me donna lieu de penser que l'on avait préféré l'employer à l'étranger plutôt qu'en France. Une grave maladie qu'il venait de faire est du reste l'excuse des actes peu sensés qu'on put lui reprocher, sans que du reste il n'y eût rien que de très honorable dans sa manière d'agir.

Peu préoccupé d'ailleurs de ce qui pouvait advenir pour moi de l'attitude que j'avais dû prendre vis-à-vis de plusieurs de mes nationaux, je continuai de veiller à la défense de tous les intérêts français qui étaient à ma portée. Le 11 septembre, je télégraphiais : « L'armée prussienne se propose de porter son attaque principale contre la ville de Paris, du côté de

la rive gauche de la Seine. Son but serait de s'emparer de plusieurs des forts situés dans cette direction pour pouvoir ensuite bombarder la ville. » Le 13, je faisais savoir que j'avais obtenu pour les soldats internés au camp de Beverloo que la poste belge, si elle y était autorisée par nous, se chargeât d'acquitter les mandats tirés en France d'un bureau sur l'autre, et même que l'on examinât la question de la dispense de la surtaxe pour les lettres adressées en franchise par les bureaux français. Enfin, comme si une dernière joie m'était accordée, j'avais le même jour l'immense satisfaction de renvoyer en France le drapeau d'un de nos régiments de Sedan. Comme il est toujours agréable et utile de signaler des actes dignes d'être honorés, je me fais un plaisir de raconter comment je fus mis en possession de ce drapeau. Je causais avec quelques-uns de mes collègues dans mon cabinet, lorsque je vis entrer un homme et une femme assez mal vêtus porteurs de deux paquets. L'inquiétude qu'ils manifestaient, comme pour s'assurer qu'ils n'étaient pas suivis, me frappa, et je les rassurai de mon mieux en leur demandant l'objet de leur visite. Ils attendirent que nous fussions seuls avant de rien dire, et, alors, défaisant leurs paquets, ils en sortirent le drapeau du 2e Régiment d'Infanterie de Marine et l'aigle qui en couronnait la hampe. Ému et étonné en même temps, je leur demandai comment ils avaient pu sauver l'aigle qui était volumineuse et pesante. Alors, me montrant sa compagne, peu avantagée sous ce rapport par la nature : « Sur la poitrine de madame », me dit l'homme. Je leur tendis la main ; ils étaient émus aussi et voulurent prendre congé de moi en me laissant le précieux dépôt. Je ne les laissai pas partir ainsi ; ils avaient été à la peine, il fallait qu'ils fussent à l'honneur. Je leur procurai les moyens de rallier Brest pour que le drapeau qu'ils avaient sauvé fût remis de leurs propres mains au dépôt du régiment.

Le lendemain 14, je profitai de ce qu'il n'y avait rien d'urgent pour faire, avec M. le comte d'Ormesson, qui était attaché à la légation, et plusieurs de mes collègues du comité de la Croix-Rouge, une visite au camp de Beverloo et m'assurer que nos malheureux internés ne manquaient de rien. Beverloo est éloigné de plusieurs heures de Bruxelles ; à la station qui

en est la plus proche, nous dûmes prendre une voiture, et j'avouerai que nous ne trouvâmes qu'un chariot avec un toit de toile. Très bien reçus par le lieutenant-colonel de Monville, qui avait le commandement du camp, nous passâmes l'inspection des trois mille hommes qui furent rassemblés et placés comme pour une revue. Je parlai presque à chacun d'eux et leur demandai ce dont ils avaient besoin. En ce moment, je me rappelle surtout la préoccupation du chef de musique — car un régiment de cavalerie ayant déposé les armes presque en entier, il y avait sa musique — qui me suppliait de lui envoyer une clarinette, instrument qui, paraît-il, lui faisait défaut. La musique joua pendant notre repas, et nous fûmes obligés de partir à la sourdine pour ne pas manquer le train du retour. Très peu fiers de notre équipage que nous avions laissé à quelque distance du camp pour ne pas diminuer notre prestige, nous le rejoignîmes à la nuit. A peine avions-nous fait quelques tours de roue que nous entendîmes appeler. Nous pensions que notre incognito avait été découvert ; mais c'était simplement un officier qui voulait profiter d'une voiture se dirigeant vers la gare. Il nous pria de l'accueillir, sans savoir qui nous étions, et nous le laissâmes, sans trop rire, nous raconter que l'ambassadeur de France était en ce moment au camp, reçu avec les honneurs qui lui étaient dus.

C'est en revenant de cette visite, pendant laquelle, en effet, les honneurs dus au pays que je représentais m'avaient été rendus, que j'appris une fois de plus que la Roche Tarpéïenne est près du Capitole. M. Tachard, dont rien ne me faisait prévoir la venue, était arrivé et, en mon absence, s'était déjà fait conduire par M. de Bersolle au Ministère des Affaires étrangères. Il était accompagné de M. Decrais, jeune avocat à cette époque qui, depuis, est entré définitivement dans la carrière diplomatique et y a occupé avec distinction des postes importants.

L'arrivée de MM. Tachard et Decrais compliquait les choses, par cette raison que le Gouvernement de la Défense nationale n'étant pas reconnu à l'étranger, ils ne pouvaient avoir aucune position officielle. C'était bien notre cas aussi, mais auprès du Gouvernement belge et de nos collègues du

corps diplomatique, nous, la vieille légation, gardions le bénéfice du caractère officiel dont nous avions été revêtus, et dont personne n'avait intérêt à nous dépouiller. Pour les nouveaux venus, il était impossible, même par courtoisie, de leur reconnaître une qualité qu'ils n'avaient jamais eue. Je ne m'en effaçai pas moins le plus que je pus, et je me contentai de mon rôle de secrétaire qui, me retenant à la chancellerie, me mit à même d'obliger beaucoup de mes compatriotes. Je m'occupai aussi des ambulances. Ce n'était d'ailleurs pas les occupations qui manquaient à ce moment.

PAUL DE LABOULAYE

Quand la guerre fut finie, Laboulaye regagna la France. Ayant repris son service au quai d'Orsay, il fut chargé d'organiser un service qui n'existait pas au Ministère : celui de la presse étrangère. « Il me semblait que la connaissance suivie, au jour le jour, de tout ce qui s'exprimait dans la presse des divers pays d'Europe était absolument essentielle pour la direction de la politique ; et par l'éducation cosmopolite que j'avais reçue, je me sentais en état d'organiser un bureau où, après la lecture des journaux anglais, allemands, italiens, etc... les principaux articles qu'ils contiendraient seraient chaque jour résumés ou traduits pour être mis sous les yeux du ministre. Aussitôt que je fus autorisé à entreprendre cette tâche, je me mis à l'œuvre et, en quelques années, à l'aide d'un employé, puis de deux, de trois, de quatre, le Ministère des Affaires étrangères fut doté d'un service complet qui, à l'heure actuelle (1892), après vingt-cinq ans, continue de fonctionner presque sans avoir reçu aucune modification, tant son utilité, sa nécessité même a été reconnue ».

POÈMES

TOI QUI CROIS QUE LES MORTS

Toi qui crois que les morts ne sont pas morts, mais vivent
Dans l'air, le ciel, les vents qui passent ou dérivent,
Diras-tu, cher vivant, les derniers mots pour moi?
Pâle sur le grand lit, déjà jetant l'effroi,
Me verras-tu souffrir? — et, sans la reconnaître,
Cette voix, qui me fut trop flatteuse peut-être,
L'entendrai-je un peu grave, étouffant pleurs et cris,
Commencer la prière entre les hauts murs gris?
J'aurai marché longtemps, en touchant les collines,
Les forêts et les eaux, comme choses divines,
Mais le ciel de ce soir semblera sans douceur.
Toi qui crois que les morts goûtent l'air caresseur,
Le bleu du firmament, nos chansons et nos vœux,
Viendras-tu dans la chambre et, sur mes lourds cheveux,
Poseras-tu ta bouche et tes mains insensées?
Toi qui crois que les morts vivent de nos pensées,
Que le monde est rempli de ce qu'ils ont été,
Voudras-tu recueillir ma longue anxiété
Ou, morte, craindras-tu la créature humaine,
Les deux yeux sans regard, les lèvres sans haleine
Et fuiras-tu, loin de ce drap et de ce corps
Sans gestes, toi pour qui les morts ne sont pas morts...

POUR UN VOYAGE

Un jour, tu t'en iras dans tout le paysage
De ce monde et cherchant sans fin mon seul visage
— A travers les pays que nous parcourions hier —
Tu ne retrouveras le long du rail de fer
Qu'un peu d'herbe, un peu d'eau, l'arbre nu, le ciel vide.
Le bruit du train sera cruel, la nuit sordide.
Noir voyageur au fond d'un haut wagon glacé,
Tu croiras défaillir aux villes du passé.
La lampe bleuira tes mains sur tel poème
Que tu voudras relire et redire à toi-même.
Puis, ta voix t'enfermant dans sa douce prison,
Tu t'appuieras, les yeux fermés, à la cloison,
Apaisé de m'entendre encore de la sorte,
Tu ne sauras plus bien si je suis vive ou morte,
Mais les tristes forêts, l'océan incertain,
De nouveau, lanceront leur appel, un matin.
Tu partiras, songeur discret au bastingage;
Les oiseaux te suivront à peine en ce voyage.
Pensif, à bord, conduit par un calcul savant,
Tu ne chercheras plus sur la mer, que le vent
Ou Dieu — qui sait? — Peut-être auras-tu souvenance
Que j'ai fait avec toi, ce long parcours d'avance
Et tu verras emplie enfin de mon Ennui
Sur les eaux, se lever la merveilleuse Nuit.

LE BOUQUET JAUNE

Épaule contre épaule, ils voient à contre-jour
Le bouquet de fleurs jaune et le soleil autour.
C'est un beau soir d'été. Dans la chambre des livres
Ils sont restés longtemps, purs, immobiles, ivres.
Nulle ombre n'est venue. Aucun bruit ne s'entend.
L'œillet d'or les fascine. Ils ont dit à l'instant :

« Arrête-toi. » La nuit épargne leur demeure.
Indéfiniment claire, ils vivent la même heure
Et les rideaux, les murs, les tapis, le parquet
Semblent dépendre aussi du bizarre bouquet
Dont ces êtres songeurs, sur le sofa de soie,
Reçoivent à jamais le miracle de joie.
Nulle fleur n'est tombée. Auréolé de feu,
A contre-jour, un bouquet brille au carreau bleu.

ILLUSION

Les mains sur tes yeux clos, tu te plais à me croire
Dans la chambre trop chaude, appuyée à l'armoire,
Debout et curieuse encore d'entrevoir
Quelque jour de mes jours singuliers au miroir.
Tout est tellement plein de mes seules présences
Qu'avec moi tu vas, viens, t'endors, rêves et penses.
Sur ton passé, mes yeux se penchent près des tiens;
L'image qui surgit, c'est moi qui la retiens.
J'habite ton esprit. Ton front s'appuie aux paumes
De mes mains et c'est moi qui dis ces tristes psaumes
Par lesquels tu voudrais te délivrer ce soir
De ma voix, de mes vers et du dernier espoir.
Écoute. Sois fervent et baisse la paupière :
Je suis aussi ton âme et ta propre prière,
Il n'est pas un objet que mon bras n'ait touché,
Pas une humble avenue où nous n'ayons marché,
Les soleils sont entrés dans notre amour profonde
Et le commencement avec la fin du monde...

PARS, POUR QU'IL ENTRE UN PEU DE SCIENCE

Pars, pour que je revoie encore l'Univers
Et souffre si je longe un fleuve aux fanaux verts,
Dans la ville glacée, endormie, insensible;
Pars, pour que je recueille enfin, si c'est possible,

Un plus âpre savoir dans la rue et le vent.
— C'est tout de même avec ce qu'il a de plus triste,
Que l'être va, vient, sent, parcourt le monde, existe
Ou s'éveille la nuit — crois-moi, petit vivant,
Nous ne savons dans l'âme et la ville désertes
Quelles choses du ciel peuvent nous être offertes
Et, regardant ce soir les étoiles, le toit,
Je sens que j'apprendrai quelque chose pour toi.
Sur les quais déjà monte un brouillard vert et dense :
Pars, pour qu'il entre un peu, dans mon cœur, de science...

NOUS NE MOURRONS PAS A LA MÊME HEURE

Non, nous ne mourrons pas dans la même demeure,
Sous un ciel clair, le même jour, à la même heure.
Et cette nuit, emplis de douce déraison,
Sans le savoir, vers l'une et vers l'autre maison,
Déjà nous nous glissons comme des enfants ivres,
Afin que notre joie enfermée en mes livres
Se répercute un jour en écho déchirant
Et que l'un de nous — seul — la retrouve — en pleurant.
Qu'il revoie une rue et ses lampes bleuâtres,
Les gens à demi-fous s'échappant des théâtres,
Qu'il sente le vent froid au coin d'un vieil hôtel,
Hâtant sur les trottoirs notre pas de mortel,
Qu'il rase les cafés, une table servie
Et touche avec horreur Paris, minuit, la vie...
Lequel dira ces vers où s'inscrit le décor
Et que je pressens, moi, sans les connaître encor
Quand je frôle à ton bras les murs, le ciel — d'où tombe
L'espoir d'un seul destin, puis d'une seule tombe...
Qui s'en ira le soir, sur les boulevards gris,
Sans autre compagnon que le bruit de Paris?

JE T'APPELLE, TU VIENS...

Je t'appelle, tu viens, je te fais souvenir
De la pension triste et de notre plaisir
A table, regardant le jambon rouge et l'eau,
Notre repas si simple et le jardin si beau.
Je te vois déchirer la pomme et les groseilles.
Tu ris, de voir voler sur mon bras les abeilles...
Assis autour de nous, affreux, les gens songeurs
Font, sans joie et sans bruit, leurs gestes de mangeurs ;
Ou peut-être aux recoins de la salle morose
Nul masque de la vie à nos yeux ne s'impose,
Car nous avons, tous deux, n'est-il pas vrai, franchi
Les bords du grand Espace et l'horizon blanchi ?
Nous avons, pour n'en plus souffrir, souffert d'avance
Les départs et l'adieu, toute espèce d'absence.
Nous vivons à jamais, ensemble, sans efforts,
Car je t'aime déjà comme on aime les morts :
Je t'appelle, tu viens, je te fais souvenir
De la pension triste et de notre plaisir.

ASSIS DEVANT LA MER

Assis devant la mer, tu me lisais mon livre,
Empli de ce chagrin dont nul ne me délivre
Et pâle sur le sable, un coquillage aux doigts,
Je m'écoutais parler du monde avec ta voix
Un peu basse — opérant sur moi d'étranges charmes ;
Tu me rendais mes jours, notre joie et tes larmes
Si chères... Avions-nous joui d'un soir pareil,
Jamais, moi que tu crois présente en ton sommeil
Et toi qui me redis mes cris, mes propres plaintes,
En tous ces pays clairs où nos ombres sont peintes ?

TEL QUE VOUS M'AVEZ FAIT

Tel que vous m'avez fait, tel du moins que j'existe,
Avec cette âme absurde et toujours presque triste,
Je vais, mon Dieu, le long de ces champs, des forêts
Et j'aborde la ville ; aux hommes j'apparais,
J'écoute, je souris, je me sers du langage,
Je dis une parole amère ou la plus sage
Et puis, vous le savez, près d'un vivant, le soir,
Dans la chambre à la porte étroite et peinte en noir,
Je vois passer la vie et m'étonne sans doute
Qu'on en puisse sortir par quelque étrange route...

GILBERT MAUGE

LE MARÉCHAL TCHIANG KAI CHEK

Les pages qu'on va lire n'offrent pas seulement, sous la forme la plus authentique, le récit d'un épisode important du drame dont la Chine est actuellement le théâtre ; elles éclairent aussi d'un jour curieux deux figures déjà légendaires, celle du généralissime Tchiang Kai Chek et de sa femme. Elles sont extraites des carnets intimes où tous deux notaient quotidiennement, avec les événements de la journée, l'impression qu'ils en ressentaient, leurs curiosités et leurs émois, leurs pressentiments et leurs résolutions. La matière est riche durant les treize jours qui s'écoulent du 12 au 26 décembre 1936. A la fin de novembre, le maréchal avait quitté Nankin, où il laissait sa femme, pour se rendre dans la province du Chensi, au sud de la boucle du Fleuve Jaune, afin de ranimer la campagne contre les communistes qui, laissée à la direction de Chang Sue Liang, traînait en longueur et ne donnait aucun résultat.

Chang Sue Liang n'avait pas réussi à isoler complètement ses troupes des bandes rouges qui occupaient le nord du Chensi. Laissant à un subordonné le soin de conduire les opérations, il s'était retiré à Sianfou, capitale de la province. Cette ville, qui compte encore aujourd'hui 300 000 habitants, avait été à plusieurs reprises la capitale de l'Empire du Milieu ; c'est là que la cour de Pékin s'était réfugiée lors de l'insurrection des Boxers. Entre Nankin et Sianfou, on compte environ neuf cents kilomètres. Or, aux derniers jours de

novembre, on avait appris à Nankin la conclusion du pacte *anti-Komintern* entre l'Allemagne et le Japon. Il fallait à tout prix avoir raison des bandes communistes pour prévenir une intervention japonaise. Tchiang Kai Chek voulut d'abord s'entretenir avec Chang Sue Liang. Il partit avec le ministre de l'Intérieur, quelques officiers et une petite escorte de deux cents hommes. Le 12 décembre, à quelques lieues de Sian, il tombait dans une embuscade ; sa garde était massacrée, lui-même était fait prisonnier et emmené à la résidence de Chang Sue Liang, instigateur du guet-apens.

Les notes publiées ci-après se réfèrent aux quelque deux semaines que dura la captivité du maréchal, au voyage que fit madame Tchiang Kai Chek pour aller le rejoindre, aux entrevues dramatiques du captif avec l'homme qui l'avait trahi, enfin à la victoire morale et politique remportée sur le traître par le soldat philosophe, disciple de Sun Yat Sen et champion de l'unité nationale. Sans avoir daigné souscrire à aucune des conditions que son adversaire prétendait lui imposer, sans avoir renoncé un seul instant à ses prérogatives de chef, à ses responsabilités de *leader* de la révolution nationale chinoise, ni même à son droit de remontrance envers un subordonné, le maréchal recouvre la liberté et rentre à Nankin, parmi les acclamations d'un peuple enthousiaste. Ce triomphe d'une volonté inébranlable et désarmée sur les forces de l'intrigue et du mensonge évoque, par quelques traits, les exemples les plus fameux de l'histoire ancienne et de la légende. La grandeur d'âme y voisine avec la tendresse humaine et la familiarité. Le mot spectacle serait impropre : c'est une belle vision.

Peut-être le lecteur en jouira-t-il plus complètement après avoir fait connaissance avec les principaux acteurs de ce drame singulier. C'est pourquoi nous essaierons de tracer ici les portraits de Tchiang Kai Chek, de sa femme et de Chang Sue Liang, avec toute la prudence, toutes les hésitations que commande une telle entreprise : comment un Français prétendrait-il vraiment comprendre et, qui plus est, faire comprendre des Chinois ? On analysera donc moins les caractères qu'on ne laissera parler les faits.

*
* *

Tchiang Kai Chek naquit le 29 octobre 1888 dans un petit village voisin de Fenghua, province de Tchekiang, à deux cents kilomètres au sud de Changhaï. Son père, commerçant aisé, mourut lorsqu'il était encore enfant. C'est à la tendre et intelligente sollicitude de sa mère qu'il dut sa première formation morale et une éducation classique et traditionnelle. A l'âge de quatorze ans, l'enfant entre à l'école militaire de sa province ; les petits succès qu'il y obtient le désignent pour être envoyé à l'Académie de Paotingfou, près de Pékin, que le docteur Sun Yat Sen avait récemment créée, en vue de donner une instruction plus moderne aux futurs officiers de l'armée chinoise. Sorti de l'Académie en 1906 avec le grade de sous-lieutenant, il est expédié l'année suivante à Tokio, pour y compléter ses études militaires. C'est là qu'il rencontre pour la première fois des révolutionnaires chinois, que la réaction mandchoue avait éloignés de leur pays. Il passe quatre ans au Japon, apprenant la langue assez bien pour la parler couramment, observant avec une attention passionnée tout ce qui vit et s'agite autour de lui, s'intéressant aux problèmes de l'administration, de la politique et de l'économie, curieux surtout de bien pénétrer l'esprit de l'armée.

De retour en Chine, sa vie d'officier n'offre rien de remarquable jusqu'en 1924. A cette date, Sun Yat Sen, qui l'a distingué, lui confie une mission importante en Russie. Tchiang part pour Moscou, où il étudiera en détail l'organisation militaire de la République des Soviets, et d'où il ramènera les instructeurs que Sun Yat Sen destine à l'armée chinoise. Ainsi l'homme qui doit réorganiser la Chine et diriger la révolution nationale aura fait un double apprentissage, chez ses voisins de l'est et chez ceux de l'ouest, s'appliquant tour à tour à connaître ceux qui deviendront les dangereux ennemis de sa patrie et ses dangereux alliés. Le Japon et la Russie sont les seuls pays étrangers où ce Chinois ait jamais mis le pied : autant dire que, d'expérience vécue, il ne connaît rien de l'Europe.

Dans le train qui le ramenait de Moscou à Vladivostock,

Tchiang fit la connaissance d'un mystérieux personnage, qui se présenta à lui sous le nom de Galen. Une longue conversation s'engagea entre les deux hommes, qui devait avoir pour conséquence la venue de Galen à Canton. Or Galen n'était autre que ce fameux général Blücher, qui commande en chef aujourd'hui les armées rouges d'Extrême-Orient. Plusieurs des instructeurs russes engagés par l'officier chinois étaient destinés à une école de cadets que Tchiang reçut l'ordre d'organiser à Wampoa. Ce sont les élèves de cette Académie militaire qui procurèrent à Tchiang Kai Chek sa première victoire, celle qu'il remporta à Canton sur une troupe de volontaires armée par des marchands de la ville qui voulaient renverser la gouvernement de Sun Yat Sen. Plus tard, à Sianfou, le maréchal reconnaîtra parmi les officiers rebelles un ancien cadet de Wampoa et lui arrachera des larmes en le rappelant à la discipline militaire dont il lui avait naguère enseigné les leçons.

Cependant l'opposition rencontrée chez les puissances occidentales, surtout de la part des Anglais et des Américains, rejetait Sun Yat Sen dans les bras de Moscou. Borodine, installé à Canton, s'y était employé de son mieux. C'est en grande partie grâce à ses efforts que le premier Congrès du Parti national, ou *Kouomintang*, en janvier 1924, accepta la coopération du parti communiste. Elle devait durer quatre ans et exercer d'abord une certaine influence sur le programme du parti national. Mais bientôt quelques généraux à tendance communiste se séparaient de Tchiang Kai Chek, soulevaient les paysans et se retranchaient dans les montagnes du Kiangsi pour y fonder un gouvernement soviétique. Les derniers jours de l'année 1927 (11 à 14 décembre) étaient marqués par le sanglant épisode qu'on a appelé « la Commune de Canton ». Tchiang réprima durement ces révoltes ; on bombarda par avion les villages du Kiangsi, on poursuivit et on massacra les fuyards. En deux manifestes adressés, l'un aux membres du Kouomintang, l'autre à la nation chinoise, le général expliqua les raisons pour lesquelles il avait définitivement rompu avec les communistes.

Pour comprendre exactement le sens de cette rupture et son influence sur l'évolution spirituelle et politique de Tchiang,

comme aussi sur le développement de la révolution nationale chinoise, il faut revenir de quelques années en arrière. Lorsqu'en 1922 Sun Yat Sen avait accepté l'alliance offerte par Ioffé, il en avait exclu toute adhésion et même toute inclination au bolchévisme. Les trois principes proclamés par le chef républicain, le 13 avril 1924, sont purs de tout communisme. L'horreur que ressent l'esprit chinois pour toute atteinte portée à l'intégrité, à la sainteté des liens familiaux devait, ou bien fermer au communisme l'accès de la Chine, ou bien le contraindre à se transformer. C'est à cette seconde nécessité qu'on se rallia. En 1924, on ne comptait pas plus de cinq cents communistes inscrits au parti ; leur programme ne différait pas sensiblement de celui du Kouomintang ; la collaboration s'établit donc aisément. Le Gouvernement de Canton, malgré ses conseillers russes, Borodine, Galen, etc., était, non pas bolchéviste, mais national-révolutionnaire au sens de Sun Yat Sen. Mais bientôt l'on vit affluer à Canton, en même temps que d'autres Russes, des étrangers d'un peu tous les pays, en quête d'aventure ou en mal d'argent. M. André Malraux, dans *les Conquérants*, a donné de cette invasion confuse une image inoubliable. Au congrès d'octobre 1925, le parti communiste chinois apparut très augmenté et bientôt renforcé par les Ligues paysannes dont son programme agraire avait amené la création. Des communistes entrèrent au Conseil exécutif et au Bureau politique du Kouomintang.

Tchiang Kai Chek était alors confiné dans ses fonctions militaires : il commandait une partie de l'armée nationale, l'autre étant sous les ordres du général chrétien Feng Yu Siang. C'est un incident d'ordre militaire qui déclencha l'affaire du 20 mars 1926. Le directeur politique de l'École des Cadets de Wampoa, un officier du nom de Wang Ching Wei, avait armé une canonnière pour un but demeuré secret. En pleine nuit, Tchiang s'empara du petit bâtiment, désarma les officiers qui s'y trouvaient; puis il fit occuper par ses troupes le quartier où se trouvaient groupés les communistes russes ; ceux-ci furent obligés de quitter Canton dans les vingt-quatre heures.

C'est vers cette époque que se produisirent les premiers différends entre Trotsky et Staline : Trotsky sort bruyamment

du *Politbüro* et entre dans l'opposition. Cette querelle ne manque pas de retentir en Chine. Trotsky reproche au Kouomintang l'élémination de l'État communiste du Kiangsi, dont Tchiang, par une action vigoureuse, a fini par avoir raison. Mais Staline n'en continue pas moins sa politique de soutien à la révolution nationale chinoise. Un débat orageux s'engage à ce propos au Congrès de l'Internationale communiste de mai 1927. Cependant, par la soumission du Kiangsi, Tchiang Kai Chek a rendu possible le rapprochement entre le Gouvernement de Nankin et la coalition du Sud ; l'achèvement de la ligne ferrée Nankin-Canton vient corroborer son effort.

Cette tâche accomplie, le général se retourna contre la coalition du Nord et parvint à ramener quelques provinces à l'obéissance de Nankin. Mais, dans le Sud, la révolte n'était qu'assoupie. Des divisions éclatèrent au sein même du Kouomintang, qui eut bientôt deux Centrales antagonistes : celle de Nankin, nationale, et celle de Wuhan, communiste. Il y eut aussi deux camps russes : celui qui exigeait l'érection en Chine d'une dictature du prolétariat et celui qui, comme Staline lui-même, « pensait chinois » (le mot est de Tchiang). Au mois de juin 1927, les communistes furent chassés de Wuhan, Borodine s'enfuit ; les bourgeois de gauche se rallièrent à la Centrale de Nankin. On transporta la lutte sur un autre terrain ; à Canton, à Hong-Kong, des mécontents se groupèrent dans la « Ligue des vrais successeurs de Sun Yat Sen ». L'épilogue fut cette « Commune de Canton » dont nous avons déjà parlé, véritable coup de folie dont le Gouvernement de Moscou devait longtemps se ressentir. On comprit alors que la seule forme sous laquelle le communisme pût être accepté en Chine, c'était un « communisme familial ».

Cependant, en septembre 1927, Tchiang Kai Chek a reçu le titre de « généralissime des forces armées du Kouomintang ». C'est plutôt un titre qu'une réalité, car le parti reste ébranlé et il n'y a pas encore unité de commandement. Tchiang a pris pour devise : « Répression totale des communistes ; poursuite de la lutte de libération nationale contre les militaristes du Nord » : c'est le nom qu'il donne aux généraux rebelles à Nankin. Le 13 janvier 1928, il prend le comman-

dement de la Ire armée de Nankin (armée du Nord). Par son mariage avec la plus jeune des trois filles de la riche famille Soung, il est devenu le beau-frère de Sun Yat Sen, de M. Kung et de M. T. V. Soung, qui vient d'entrer, comme ministre des Finances, dans le Gouvernement de Nankin. La carrière politique de Tchiang va commencer.

La situation s'est aggravée depuis que les Japonais ont pris à leur solde le général Chang Tso Lin, gouverneur, ou plutôt dictateur de la Mandchourie. C'est contre Chang Tso Lin qu'il faut diriger l'effort des armées nationales. Avant d'entrer en campagne, le généralissime adresse une proclamation au peuple chinois ; il y résume ainsi son programme : indépendance de la Chine et égalité entre la Chine et les autres nations du monde, dénonciation des traités inégaux ; reprise de relations amicales avec la Russie des Soviets ; assistance aux classes sociales déshéritées ; enfin, poursuite de la campagne contre les militaristes du Nord. Tchiang avait fort bien compris que, tant que des généraux rebelles occuperaient Pékin, il serait impossible de faire reconnaître le Gouvernement de Nankin par les puissances étrangères. Pour mieux lutter contre le Nord, il traita d'abord avec le groupe Kwangsi, puis avec Li Chai Sam, le nouveau maître de Canton, dont il fit son chef d'état-major. Dans le Gouvernement, il fit entrer des hommes à lui : T. W. Soung, son beau-frère, dont la présence aux Finances et la culture internationale étaient de nature à rassurer les étrangers ; Wang Peichun, Sun Fo, etc. Il eut soin de laisser disponible le portefeuille des Affaires étrangères, confiant simplement le poste de sous-secrétaire d'État à C. C. Wu, qu'il devait plus tard expédier à Washington comme ambassadeur. Enfin, le 11 avril, il adressait un message aux puissances, protestant contre la fourniture de munitions aux généraux du Nord, insistant sur le danger d'un conflit qui ne manquerait pas d'opposer les puissances les unes aux autres, leur demandant enfin de rester neutres en face des luttes intérieures chinoises. Ce qui n'empêcha point le Japon, huit jours après, d'envoyer cinq mille hommes à Tsinan, dans le Chantoung, où il avait investi en diverses entreprises quelque 150 millions de yen.

Tchiang Kai Chek marche sur Tsinan. Une marche vertigi-

neuse : « Nous volons comme l'ouragan », écrit-il à Nankin. Le 2 mai, la ville est prise ; le 3, malgré les ordres du chef, les soldats chinois pénètrent dans la concession japonaise et s'y livrent au pillage. Tokio envoie au généralissime un ultimatum, qui reste sans effet ; alors des renforts japonais arrivent, qui reprennent Tsinan, désarment sept mille Chinois et occupent le chemin de fer. Mais Tchiang s'est déjà retourné contre Chang Tso Lin, dont il a percé le front (14 mai). Pour obtenir une victoire complète, il faudrait le poursuivre jusqu'à Pékin et occuper les trois provinces au nord de la Grande-Muraille. Les forces dont dispose le généralissime n'y suffiraient pas. Alors, désolé de son impuissance, il demande à être relevé de son commandement. Le Gouvernement de Nankin prend un autre parti : il convoque les généraux, les invite à sceller une paix générale sur le tombeau de Sun Yat Sen. Et tous s'émeuvent en voyant les larmes couler des yeux de Tchiang Kai Chek.

Dans la réconciliation avec les généraux du Nord, le généralissime avait cru trouver une base plus large pour l'action nationale et une garantie pour la cohésion du parti. Il résolut d'associer au pouvoir trois éléments prépondérants : la caste militaire, celle des fonctionnaires et la haute bourgeoisie. Il avait compté sans les opposants de gauche, qui l'accusèrent de préparer la dictature par des moyens détournés, et de trahir l'intention de Sun Yat Sen, en écartant du Gouvernement les paysans, les ouvriers, les soldats. Toutefois, le succès des mesures prises par T. W. Soung pour centraliser l'administration financière assura la victoire du Cabinet ; sa politique fut approuvée en séance plénière par le Comité exécutif central du Kouomintang, le 14 août 1928. Moins de deux mois après, la loi organique était promulguée et Tchiang Kai Chek devenait président du gouvernement national, c'est-à-dire chef de l'État, cumulant le pouvoir civil de président du Conseil avec le pouvoir militaire de généralissime.

L'année 1929 lui apporte un double succès : au point de vue militaire, occupation des provinces de Houpé, de Hounan et de Chantoung ; au point de vue politique, échec complet de l'intrigue ourdie contre lui par Wang Ching Wei et le « parti de la réorganisation ». Tandis que Wang et ses com-

plices sont contraints de chercher refuge à l'étranger, l'armée nationale reprend Tsinanfou et une partie des provinces du Nord. A la fin de 1930, le Gouvernement de Nankin, assuré de sa force, donne aux généraux commandants d'armée l'ordre de purger le pays des communistes dans les trois mois. Hélas ! après trois mois, les communistes étaient plus forts qu'avant. Tchiang montra une fois de plus son talent d'organisateur et son autorité en matant la révolte des paysans et en encerclant les troupes communistes ; elles cessèrent, pour un temps, de dominer et de rançonner le pays ; mais on ne parvint ni à capturer les chefs, ni à désarmer les soldats (juin 1931).

Tandis que le généralissime était aux prises avec les armées communistes, une grosse partie politique se jouait à Nankin. Tout le monde se réclamait du testament de Sun Yat Sen ; mais chacun l'interprétait au gré de ses inimitiés ou de ses ambitions. La volonté d'écarter les militaires de la direction du Gouvernement et du parti unissait dans un commun effort des éléments très différents. Comme on n'osait pas avouer le but poursuivi, on mit en avant la nécessité d'une « solution de paix », et l'on obtint une motion de blâme contre la politique de Tchiang, qui prétendait soumettre par les armes les provinces infestées. Ne pouvait-on pas accorder aux provinces une large autonomie administrative, où l'autorité civile aurait le pas sur l'autorité militaire ? Le généralissime n'en était point d'avis ; il réussit à imposer ses vues au Conseil exécutif, mais dut constater qu'il y avait désormais contre lui, au sein du parti de Gouvernement, une forte opposition.

Tchiang Kai Chek devait pourtant goûter encore une fois les joies du triomphe à l'ouverture de l'Assemblée nationale, le 5 mai 1931. Il présidait, ayant à sa droite le fils et successeur de Chang Tso Lin, Chang Sue Liang, grand-maréchal de Mandchourie ; à sa gauche, en robe jaune de cérémonie, le Pancha Lama du Thibet ; autour de lui, quatre cent soixante-quinze représentants du peuple chinois. On vota d'abord une loi supprimant les privilèges d'exterritorialité, pour prendre effet le 1er janvier 1932 ; puis la division de l'Empire en soixante-dix districts autonomes ; enfin, le texte d'une constitution provisoire. Après quoi, le généralissime repartit pour le front, afin de continuer la lutte contre les communistes du Kiangsi...

Les événements de ces dernières années sont encore dans toutes les mémoires. Le 18 septembre 1931, prenant prétexte d'un acte de sabotage constaté sur la ligne du Sud-Mandchourien, les Japonais attaquent. La Chine répond en boycottant les marchandises nippones, puis en saisissant la Société des Nations. A Genève, le représentant japonais objecte qu'il s'agit d'un conflit local ; néanmoins, la plainte de la Chine est reconnue fondée. Tandis que le Japon prend des gages, en occupant le chemin de fer ; à Paris, les puissances se mettent d'accord pour envoyer sur les lieux une Commission d'enquête, présidée par lord Lytton (9 décembre). L'agression japonaise a fortifié la position de Tchiang Kai Chek, même dans les provinces. Un gouvernement d'opposition, formé contre lui par Eugène Chen et Sun Fo, est immédiatement balayé. Retenu au front, le généralissime confie le pouvoir à son beau-frère Soung, dont l'autorité n'a cessé de grandir. Cependant, l'opposition ne se tient pas pour battue ; elle exploite le péril extérieur qui, selon ses vues, ne peut être affronté que si l'on cesse de lutter contre les communistes. Tchiang Kai Chek ne manque pas de bons arguments pour réduire ses adversaires au silence. Et pourtant il cède devant eux, et tout le Cabinet se retire avec lui. Au printemps de 1933, il a son quartier général à Hankéou, d'où il dirige la lutte contre les communistes pillards. A la date du 1er mars, le Mandchoukouo a été érigé en État indépendant ; le 16 mai, M. Roosevelt a adressé un appel émouvant aux chefs des États civilisés ; le 1er octobre, lord Lytton a déposé son rapport à Genève : autant de coups d'épée dans l'eau !

Tchiang Kai Chek ne s'en soucie guère. Il ne pense qu'à organiser et à fortifier l'armée. Conscient de sa relative faiblesse militaire, il n'hésite pas à signer avec les Japonais qui ont envahi son pays cette trêve de Tang-Kou (31 mai 1933), qui lui sera si violemment reprochée ; il accepte de démilitariser la zone extérieure à la Grande-Muraille. En même temps, il distribue leur tâche aux instructeurs étrangers qu'il a appelés en Chine : les officiers allemands organiseront l'armée de terre, les Italiens l'aviation, les Américains créeront et dirigeront les usines de guerre. Comme toujours, son effort est gêné par les éléments avancés que ces atermoie-

ments irritent, par Canton qui déclare la guerre au Japon. Il sort de ces difficultés en négociant, sans fracas, sans effusion de sang, malgré les intrigues japonaises qui voudraient le contraindre à user de violence. A la suite de pourparlers habilement conduits, les troupes dissidentes du Kwangsi sont incorporées à la Ve armée nationale. Le 25 août 1936, le parti communiste chinois revient au Kouomintang. A la réunion plénière du Comité central exécutif, en février 1937, les communistes ont repris leur place dans le parti du Gouvernement. Le 21 août, un traité de non-agression est signé avec Moscou. Les Japonais avancent toujours ; mais désormais leurs propositions de paix, qu'elles soient faites directement ou qu'elles soient transmises par l'Allemagne, ne seront même plus discutées. Au début de 1938, Tchiang Kai Chek se fait remplacer une fois de plus à la tête du Conseil exécutif, laisse à Hankéou un ministère d'union nationale constitué par ses soins, et redevient uniquement « le généralissime ».

Si de toutes ces péripéties on cherche à dégager quelques traits caractéristiques de l'homme qui les a tour à tour subies ou conduites, on est d'abord déconcerté par un singulier mélange de hardiesse et de prudence, d'impulsivité et de calme réflexion. Tantôt un calcul minutieux et compliqué retient l'action la plus opportune, tantôt une émotion brusquement la déclenche. Parfois les moments où il doute de lui-même sont précisément ceux où son succès nous semble le mieux assuré. Il manœuvre l'opinion publique et la presse avec une maîtrise incomparable ; mais à chaque instant il s'aliène l'une et l'autre, soit par une décision brusque et inattendue, soit par des atermoiements irritants. Il est maître de lui, intrépide devant le danger, mais accessible au découragement et au dégoût. Il discute, ratiocine, pleure au moment où nous le verrions plutôt ordonner et agir. Un Japonais, qui l'a vu à l'œuvre, le décrit comme « le soldat-type de la Chine moderne, d'une habileté merveilleuse dans l'administration militaire et civile, supérieur à tout ce que la Chine a produit depuis la fondation de la république, comparable seulement au général Yuan Chi Kai, qui commandait les forces mandchoues aux derniers jours de l'Empire ». Mais quand nous lisons ses discours, ou son journal, il nous apparaît bien

plutôt comme un Chinois des vieux âges, imbu de douce philosophie et de fine sagesse, ponctuel et cérémonieux. Il s'est converti au christianisme, sans renoncer pour autant à sa religion traditionnelle. Le communisme, destructeur de la famille, contempteur de la morale, lui inspire une instinctive répulsion ; mais il n'en admire pas moins la Russie des Soviets, les principes de son organisation et l'esprit de sa politique. Plusieurs de ces contradictions apparaissent dans le récit qu'on va lire ; peut-être n'existent-elles que pour nos esprits d'Occidentaux. Ce qui garde une valeur indiscutable et, pour ainsi dire, universelle, c'est la sincérité qu'on y respire, c'est la sympathie humaine qui s'en dégage. Elles nous donnent l'illusion flatteuse de comprendre ce Chinois un peu comme nous comprenons, à travers Homère ou Plutarque, les héros et les sages de l'ancienne Grèce.

Madame Tchiang Kai Chek offre d'elle-même, dans les pages que nous publions, une image si vivante, si simple et si claire qu'elle se passe de toute analyse. Nous rappellerons seulement le rôle qu'elle a joué, à côté de son mari, dans la révolution nationale. C'est d'elle qu'est parti, c'est par elle que s'est développé en Chine ce *Mouvement de la Vie nouvelle*, dont l'action morale accompagne et féconde l'effort politique inauguré par Sun Yat Sen et poursuivi par son successeur. Dans ses écrits, dans ses discours, madame Tchiang Kai Chek prêche à ses compatriotes les six commandements : régularité, propreté, simplicité, promptitude, diligence, sincérité. Elle les adjure de demeurer fidèles aux quatre « vertus anciennes » qu'ont pratiquées leurs ancêtres et qui se nomment : *Li* (courtoisie), *I* (devoir), *Lien* (honnêteté), *Chih* (honneur). Son zèle patriotique s'attache particulièrement à secouer, dans tous les milieux, l'égoïsme et l'indifférence de ceux qui n'ont pas encore compris que tous les membres d'une même nation sont solidaires et que le bien de tous doit être préféré au bonheur d'un seul. Elle trouve, pour s'adresser aux femmes et pour marquer leur place dans la nouvelle société chinoise, des accents convaincus, simples et magnifiques. Tempérament d'héroïne, âme d'apôtre.

Le troisième et dernier personnage du drame de Sianfou, c'est le traître Chang Sue Liang qui, par jalousie ou par

faiblesse, a ordonné le guet-apens où tombe le généralissime, qui tient pour quelque temps la vie du chef entre ses mains, et à qui Tchiang pardonne, après lui avoir arraché, par ses reproches, des larmes de repentir ou de confusion. Chang Sue Liang est le fils de ce Chang Tso Lin, qui gouverna la Mandchourie en dictateur indépendant, accepta les subsides et, pratiquement, la domination des Japonais, et mourut en juin 1928, victime d'un attentat mystérieux. Son fils lui succéda. Dans les premiers temps, il s'était montré sensible aux avances de Tchiang Kai Chek, qui l'avait nommé « vice-commandant en chef des forces de répression contre les bandits du nord-ouest ». On l'appelait ordinairement « le jeune maréchal ». A la fin de 1930, environ un an avant l'occupation de Moukden par les Japonais, il avait retiré une grande partie de ses troupes au sud de la Grande-Muraille, afin de coopérer avec Tchiang dans sa lutte contre les généraux du nord. Sa collaboration fut quelque temps loyale et active, et l'on put dire alors que le jeune maréchal avait « sauvé la face » au Gouvernement de Nankin. La félonie de Sianfou devait lui faire perdre la sienne.

MAURICE PERNOT

LE COUP D'ÉTAT DE SIAN

LOIN d'être une mise en scène pour opéra-comique comme certains écrivains américains se plaisent à le croire, Sian fut à mon avis le terrain sur lequel se livra un important combat moral de l'issue duquel dépendit l'avenir de la Chine. Ce qui se passa à Sian, pendant cette période de quinze jours qui commença le 12 décembre 1936, ne fut pas un de ces soulèvements politico-militaires tels que nous avons l'habitude de les voir en Chine. Ce fut un événement d'un caractère spécial avec sa physionomie propre, mais dont les conséquences eussent pu avoir une bien plus grande gravité qu'une quelconque des guerres civiles qui ont déjà souillé l'histoire de notre république.

Essayer de donner de cet événement une vue d'ensemble exacte et compréhensible est difficile, car nous en sommes encore trop près. Pour y arriver il faut tout d'abord écarter tout sentiment personnel et étudier ensuite, objectivement, les différents facteurs qui entrèrent si rapidement en jeu lorsque, tel un coup de tonnerre dans un ciel serein, parvint la nouvelle que mon mari, le généralissime Tchiang Kai Chek, avait été fait prisonnier au cours d'un soulèvement à Sian, capitale de la province de Chensi.

Cette nouvelle me fut apportée par le Dr H.-H. Kung, ministre des Finances qui vint, plein d'inquiétude, à mon domicile à Changhaï où je tenais une conférence au sujet de la réorganisation de la Commission de l'Aéronautique, une

des charges que j'assumais depuis quelques temps déjà [1].

— Il y a eu une révolte et nous sommes sans nouvelles du généralissime.

Même pour quelqu'un qui est habitué depuis longtemps aux situations périlleuses, il y avait quelque chose de sinistre dans ces paroles qui tombaient des lèvres du Dr Kung. Pendant plusieurs heures, nous restâmes sans nouvelles, toutes communications avec Sian, par télégraphe et par radio, ayant été interrompues. Mais ceux qui voulaient des nouvelles à tout prix ne furent pas déçus. Des rumeurs aussi ridicules qu'étonnantes ne tardèrent pas à circuler et, chose incroyable, à trouver du crédit. Les journaux les répandirent à travers le monde avec une précipitation absurde.

On n'en savait pas plus à Nankin, la capitale, qu'à Changhaï. Cependant nous nous y rendîmes immédiatement, le Dr Kung, Mr W.-H. Donald (à qui j'avais demandé de voler jusqu'à Sian) et moi.

J'appris en arrivant que, tandis que les milieux officiels, frappés par le caractère inattendu de l'incident, étaient en proie à la plus grande excitation, les membres du comité permanent du Comité Central Exécutif et du Conseil Central Politique, s'étaient réunis tard dans la soirée de samedi et avaient commencé à agir.

Ils avaient relevé Chang Sue Liang, chef de la révolte, de ses fonctions de membre de la Commission des Affaires militaires et de commandant en chef des forces du nord-ouest contre les bandits et l'avait déféré à la Commission des Affaires militaires afin qu'une sévère punition lui fût infligée. L'ordre envoyé à cette Commission le dénonçait dans les termes les plus sévères.

Très tôt, ce jour-là, était arrivé de Sian un télégramme circulaire signé de Chang Sue Liang, de Yang Hue Chen (chargé de la pacification de Chensi) et de leurs principaux officiers, et portant également les prétendues signatures d'un certain nombre de représentants du Gouvernement central qui siégeait alors à Sian. Dans ce télégramme, un certain nombre d'accusations étaient portées qui, suivant les termes mêmes de

1. Mme Tchiang Kai Chek est secrétaire général de l'Aéronautique, poste qu'elle assume depuis le début de 1936, en vue de sa réorganisation.

ce message, « faisaient dresser les cheveux sur la tête ». Les signataires disaient qu'ils avaient prévenu le généralissime avec des larmes, mais qu'il n'avait tenu aucun compte de leurs objurgations. « Cependant, disaient-ils, nous avons averti une dernière fois le maréchal Tchiang Kai Chek du danger qu'il courait, bien que sa sécurité fût momentanément garantie. Nous espérions ainsi l'obliger à agir. » Et ayant ainsi fait, ils exposaient une série de huit demandes qu'ils présentaient comme les points essentiels du salut national ; ils espéraient que les autorités de Nankin « condescendraient » à les adopter « afin de se tracer une nouvelle ligne de conduite pour l'avenir ».

Les huit points demandés pour la réorganisation du Gouvernement de Nankin étaient les suivants : cessation de la guerre civile (se référant clairement à la campagne anti-communiste), libération immédiate de plusieurs membres de l'Association du Salut national qui avaient été arrêtés à Changhaï ; libération de tous les prisonniers politiques ; suppression de toutes les restrictions relatives aux manifestations patriotiques ; octroi de la liberté de la presse et de la liberté de réunion ; exécution du testament de feu le Dr Sun et convocation immédiate de la Conférence du Salut nati nal.

Telle était la situation que nous trouvâmes à notre arrivée à Nankin, le dimanche matin 13 décembre, aggravée d'une surexcitation et d'une inquiétude croissantes.

Je me rendis tout de suite compte qu'on me regardait comme une femme dont on ne pouvait attendre beaucoup de raison dans de pareilles circonstances, mais je compris encore plus rapidement que si une solution de bon sens devait être recherchée, je devais affirmer mes idées et insister pour qu'une ligne d'action unique fût adoptée.

Tandis que j'exprimais des doutes sur l'opportunité de condamner hâtivement Chang Sue Liang avant de connaître tous les éléments de la situation et avant que le Dr Kung et moi fussions à Nankin, je me trouvai en présence d'un problème beaucoup plus grave : les principaux officiers affirmaient, ce qui me semblait absurde, qu'il était de leur devoir le plus sacré de mobiliser sur-le-champ et de lancer immédiatement une expédition punitive sur Sian.

A mon avis, c'était un point de vue insoutenable. Peut-être la situation militaire exigeait-elle une pareille mesure, peut-être le généralissime l'attendait-il, mais pour ma part, j'étais absolument incapable de me résigner à cette solution. C'est pourquoi, à tort ou à raison, je décidai de la combattre et d'essayer d'obtenir un arrangement rapide, pacifique et sans effusion de sang.

Avant huit heures, je télégraphiai à Chang Sue Liang que ce même jour Mr Donald partirait en avion pour Sian. Mr Donald télégraphia de son côté et nous attendîmes une réponse.

Nous cherchâmes à obtenir partout des nouvelles, mais nous n'en trouvâmes nulle part. L'excitation grandissait autour de moi ; l'imagination allait son train et l'on en était à supposer le pire ; bref, nous étions entourés des cris, de l'agitation, et du désordre qu'on peut imaginer en pareille circonstance. Je ne savais pas alors que toutes les communications télégraphiques avec Sian avaient été interrompues.

J'eus des conférences orageuses avec les dirigeants du pays. Je plaidai pour le calme; je voulais éviter toute action précipitée et je préconisai la confiance dans les ressources spirituelles de notre peuple. Je les pressai instamment de croire, jusqu'à preuve du contraire, en la parole des chefs de Sian, mais de faire tous les efforts possibles pour découvrir rapidement la vérité.

— Peut-être ont-ils conçu quelque grief légitime? hasardai-je. Et si une partie du pays a un grief contre l'Administration centrale, essayons, par esprit d'humilité, de le découvrir et faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour y remédier. Après tout, ajoutai-je, nous sommes tous Chinois, évitons de nous battre si nous pouvons trouver une autre solution.

Je ne pris guère au sérieux les huit points mentionnés dans le télégramme des chefs de Sian ; et d'ailleurs personne d'autre ne les prit plus au sérieux que moi, du moins au début. On savait que les hommes de Chang Sue Liang souffraient de la pauvreté des régions du nord-ouest et l'on soupçonnait que ces feintes toutes politiques n'étaient qu'une excuse pour obtenir de plus riches provinces à de meilleures conditions. Ce fut cette idée qui influença peut-être ceux qui étaient partisans d'une expédition punitive immédiate.

Tôt dans la matinée arrivèrent deux autres télégrammes de Chang Sue Liang, un adressé au Dr Kung, l'autre à moi. Dès que j'y eus jeté un coup d'œil, la colère me saisit. Tout ce qui dans ce message se rapportait au généralissime me parut d'une extrême impertinence. Puis je réfléchis. Etait-ce bien Chang qui l'avait signé? N'avait-il pas des difficultés très graves avec ses hommes? Et s'il l'avait signé, ne l'avait-il pas fait sous l'empire de la colère?

Mais la réponse attendue de Chang Sue Liang au sujet de la visite de Mr Donald ne vint pas. Pour gagner du temps, Mr. Donald, après le déjeuner, partit en avion pour Loyang en compagnie du colonel J. L. Huang que je lui adjoignis, pour le cas où un interprète serait nécessaire.

Par l'intermédiaire de Mr Donald, j'envoyai une lettre au généralissime dans laquelle j'essayai de le réconforter en lui disant que je savais fort bien que quoi qu'il eût fait, cela avait été fait dans l'intérêt national, que je le recommandais à Dieu et que je ne cessais de prier pour lui.

A Chang Sue Liang, j'écrivis une longue lettre afin de faire ressortir les effets désastreux que son action risquait d'avoir sur l'unité du pays ; j'y affirmai que j'étais persuadée, quelque imprudente et impulsive qu'eût été sa conduite, qu'il ne voulait aucun mal à la Chine, ou au généralissime, mais qu'il lui fallait se reprendre avant qu'il ne fût trop tard.

Dans la soirée, Mr Donald me téléphona qu'il était arrivé à Loyang au coucher du soleil. Là, il avait appris que les officiels de l'endroit, bien qu'à une heure et demie d'avion de Sian, n'en savaient pas plus que nous à Nankin. Une vingtaine d'avions avaient effectué, ce même jour, au-dessus de Sian, un vol de démonstration, afin de prouver aux mutins que le Gouvernement était toujours maître du camp d'aviation. En effet, Chang Sue Liang avait bien donné l'ordre à la section d'artillerie de Loyang de s'emparer du camp d'aviation, mais celle-ci avait finalement décidé de ne pas lui obéir, de sorte que le Gouvernement possédait à proximité de Sian une importante base aérienne, bien équipée et toute prête à entrer en action. Mr. Donald me dit également qu'il partirait pour Sian le lendemain matin, qu'il eût ou non reçu des nouvelles de Chang Sue Liang ; mais, pendant la nuit, je reçus

un télégramme de Chang Sue Liang adressé à Mr Donald, le priant de se rendre à Sian, ce qui raviva les appréhensions que j'avais qu'on ne tirât sur son appareil.

J'étais d'autant plus tourmentée que c'était la seule fois de l'année que je n'avais pas suivi le généralissime dans ses déplacements ; j'en avais été empêchée par la maladie. Je me tourmentais à l'idée que si j'avais été à Sian, tout cela ne se serait pas produit. Ces pensées n'étaient pas faites pour me consoler ni me réconforter ; sans compter qu'à ce pénible état d'esprit intérieur venait s'ajouter l'épreuve que m'imposaient les visiteurs qui venaient m'offrir leur sympathie, chercher des nouvelles, ou m'apporter ce qu'ils considéraient comme des nouvelles.

Je ne pourrai jamais assez témoigner ma gratitude au Dr Kung, à mes sœurs, madame Kung et madame Sun Yat Sen, à tous mes frères et à mes amis intimes, pour le réconfort qu'ils m'ont apporté en ces heures d'angoisse et d'épreuves morales et physiques. Leur sollicitude n'eut d'égale que leur philosophie en face des événements de Sian, lesquels, par le silence dont ils étaient entourés, paraissaient alors une véritable tragédie. Le Dr Kung qui agissait comme président du Yuan exécutif, par conséquent comme le plus haut fonctionnaire de l'État, se trouvait dans une situation particulièrement difficile. Tout en suivant la voie de son devoir, il penchait fortement pour la politique que je défendais.

Tard dans la soirée du lundi 14 décembre, brilla le premier rayon d'espoir, sous la forme d'un télégramme de Mr Donald, alors à Sian : c'était la première justification de ma confiance. Nous apprîmes que le généralissime était sain et sauf, bien logé, et que lui (Mr Donald) était avec lui. Le télégramme ajoutait que Chang Sue Liang invitait instamment le Dr Kung à se rendre à Sian, ainsi que moi-même qu'il souhaitait particulièrement voir, m'assurant qu'aucun mal ne serait fait au généralissime.

Ce fut à ce moment que j'appris que les communications télégraphiques avec Sian avaient été définitivement interrompues, quelque part, et que les dépêches devaient être censurées. Mais une surprise m'attendait dans l'après-midi du mardi 15 décembre. Je reçus un appel téléphonique de

Loyang. C'était Mr Donald qui était arrivé le matin en avion, malgré le mauvais temps, et qui me donnait des nouvelles de Sian. Il me fit une rapide description de la situation. Il me confirma que le généralissime était bien traité, qu'il avait consenti, à l'arrivée de Mr Donald, à se rendre dans une maison confortable, qu'il avait pour la première fois, dans une certaine mesure, parlé à Han Ching (Chang Sue Liang), bien qu'il fût encore furieux et outré ; que Han Ching avait exprimé sa résolution de se rendre avec le généralissime à Nankin, parce que ce qu'il avait fait, il l'avait fait avec de bons motifs, qu'il souhaitait particulièrement me voir ainsi que le Dr Kung, m'assurant du respect dans lequel lui et ses associés me tenaient, mais que d'autre part le généralissime me faisait dire de ne venir à Sian à aucun prix.

Je pressai Mr Donald de revenir à Nankin le lendemain, mais il refusa, alléguant qu'il avait promis au généralissime et à Han Ching d'être de retour à Sian, ce même jour, mais que, vu le mauvais temps, il ne partirait que le lendemain matin. Je l'informai que les généraux étaient décidés à attaquer Sian immédiatement, qu'une telle éventualité serait la mort du généralissime et des autres et que s'il retournait à Sian, il serait probablement, lui aussi, tué. Je le priai instamment d'informer le généralissime de la situation. Il me répéta qu'il ne pouvait pas se rendre à Nankin, mais que Mr James C. Elder (un ami intime de Chang Sue Liang), qui avait quitté Sian avec lui, partirait le lendemain matin pour Nankin et me mettrait au courant de tout ce qui se passait.

Tard dans la soirée, je téléphonai à Mr Donald pour lui dire que les docteurs s'étaient prononcés contre le voyage du Dr Kung à Sian, et que, d'autre part, il ne pouvait partir ayant assumé la charge de chef du Gouvernement. Je lui demandai de s'informer auprès de Han Ching s'il accepterait, à la place du Dr Kung, T. V. Soong (mon frère) et le général Ku Chu Tung (un officier de confiance du généralissime, alors gouverneur de la province de Kweichow). Je lui dis également qu'on faisait tous les efforts possibles pour empêcher mon départ, mais que, malgré tout, j'étais décidée à partir.

Mercredi matin, je téléphonai de nouveau à Mr Donald, juste avant son départ pour Sian. Je lui dis de persuader Han Ching de relâcher de suite le généralissime s'il ne voulait pas encourir la responsabilité d'une terrible catastrophe. Je le suppliai d'autre part de revenir à Nankin.

— Non, il faut que je reste, me répondit-il.

— Eh bien, si je ne parviens pas à empêcher le combat, vous serez tué.

— Il y a peut-être un autre moyen, dit-il, mais je ne puis en dire davantage.

A ce moment, le Dr Kung prit l'appareil et demanda à Mr Donald d'avertir Chang Sue Liang que son existence, sans parler de sa réputation, dépendait de la sauvegarde du généralissime ; qu'il pouvait sauver sa vie et son pays en conduisant le généralissime en avion jusqu'à Taiyuanfou, et en lui rendant sa liberté. Que s'il acceptait, le Dr Kung lui promettait que tout serait oublié.

La dernière phrase que m'avait dite au téléphone Mr Donald était significative et résonnait encore à mes oreilles. C'est pourquoi je demandai à Mr Elder où se trouvait le *Boeing* (l'avion de Chang Sue Liang). Lorsqu'il me répondit qu'il était à Sian, je lui demandai si en cas d'attaque contre Sian il pensait que Chang Sue Liang aurait l'idée de s'enfuir avec le généralissime.

— C'est possible, me répondit-il.

— Je crois même que c'est ce qui se prépare, m'écriai-je.

Puis je lui demandai où était Barr (Julius Barr était le chef pilote de Chang Sue Liang).

— A Han-Kéou, dit-il, à ma grande surprise.

— Mais alors, qui pilote le *Boeing?* répliquai-je.

Il me répondit que c'était Léonard (Royal Léonard, second pilote de Chang Sue Liang). Je lui demandai alors s'il pouvait prier Barr de venir d'Han-Kéou à Nankin me voir.

— Madame, s'écria-t-il, nous sommes entièrement à votre disposition. Barr et moi ferons tout ce que vous désirez.

Je le pressai de télégraphier tout de suite à Barr de venir le plus tôt possible.

Les jours qui suivirent furent pour moi des jours d'angoisse

et de terrible labeur. Les forces militaires étaient déjà en action à l'est de Sian, et bien que les orages de neige empêchassent les avions de traverser les montagnes, je ne savais jamais si un appareil ne réussirait pas à passer et n'irait pas bombarder la ville comme ils bombardaient déjà divers points le long de la voie ferrée, entre Loyang et les montagnes.

Cependant il y eut une détente sérieuse lorsque je reçus un second radiogramme de Mr Donald, m'informant que le généralissime envoyait le général Chiang Ting Wen[1] muni d'une lettre autographe pour le ministre de la Guerre, ordonnant l'arrêt de tout combat et de tout bombardement pendant trois jours.

Barr arriva de Han-Kéou. Je discutai tout de suite avec lui sur les possibilités d'une fuite possible de Chang Sue Liang, en avion, avec le généralissime. Comme j'avais déjà survolé ces lointaines régions de l'ouest et que je connaissais leur topographie particulièrement difficile, ainsi que l'absence de terrain d'atterrissage, et comme je savais également que les régions où se trouvaient les troupes gouvernementales seraient évitées, je sentais que l'objectif serait quelque part derrière les lignes rouges, probablement Sinkiang.

Je demandai à Barr si le *Boeing* pouvait emporter assez d'essence pour se rendre à un point quelconque de Sinkiang, et si Chang Sue Liang avait déjà parlé d'aller quelque part, dans cette région.

Barr répondit affirmativement à mes deux questions, et nous nous mîmes à étudier les cartes de la région, en essayant de situer les endroits probables où Chang Sue Liang pouvait amener le généralissime, si les circonstances l'exigeaient.

Le matin du 20 décembre, j'eus à lutter de toutes mes forces pour obtenir que le combat fût suspendu pendant trois jours encore et pour que je partisse avec mon frère T. V. pour Sian. Au dernier moment, des membres du Gouvernement vinrent chez moi et insistèrent pour que j'attendisse

1. Un des officiers supérieurs les plus haut placés de l'armée. Il était à Sian avec le Généralissime, ayant été nommé commandant en chef des forces du Nord-Ouest, employées pour la répression des bandits.

encore un peu avant de partir. Le seul argument susceptible de m'empêcher d'aller rejoindre le généralissime était qu'en restant à Nankin, j'étais certaine que, tant qu'il serait à Sian, on n'attaquerait pas la ville. C'est pourquoi je convins finalement avec eux que si, au bout des trois jours, T. V. n'était pas de retour à Nankin, il ne serait plus fait aucun obstacle à mon départ pour Sian. Là-dessus, je reçus un télégramme de Han Ching m'informant que si on ne cessait pas les hostilités, il ne fallait pas que je songe à venir à Sian, car il ne serait plus en mesure d'assurer ma protection.

Le lendemain matin, je reçus deux télégrammes de T. V. de Sian disant, l'un que le généralissime allait bien, l'autre que Mr Donald partirait pour Nankin ce même jour.

T. V. et Mr Donald arrivèrent le lundi. J'insistai pour retourner avec eux à Sian le lendemain.

Comme le général Chiang Ting Wen avait une parfaite connaissance intérieure et extérieure de Sian, où il avait déjà été en fonctions, je lui demandai de m'accompagner pour le cas où le généralissime aurait besoin d'un officier de sa qualité comme représentant.

La femme du général Chiang Ting Wen, qui considérait que son mari venait d'échapper à la mort, fit des objections à son retour à Sian. Je lui fis remarquer, le lendemain matin, au camp d'aviation, que je ne demandais pas au général une chose que je ne fusse pas prête à faire moi-même, et qu'étant une femme, je risquais beaucoup plus que lui.

— C'est un soldat, lui dis-je, et sa vie appartient au pays. En tant que femme d'un officier supérieur, vous devez vous montrer digne de lui, en ne vous opposant pas à son départ.

En proie à une profonde émotion, elle fit un geste silencieux d'assentiment. Madame Kung la prit gentiment par l'épaule et l'entraîna au loin pendant que nous montions dans l'avion.

Un beau soleil brilla pendant tout le parcours jusqu'à Loyang, le premier soleil depuis une semaine ; mais la vue du camp d'aviation de Loyang, rempli d'avions de bombardement prêts à entrer en action, ne me rassura que médio-

crement. Je passai l'heure du déjeuner à m'entretenir avec les chefs des forces aériennes et de la garnison.

Avant de repartir, je pris la précaution de suggérer aux officiers, commandant les forces aériennes de Loyang, qu'aucun avion ne devait approcher de Sian avant d'en avoir reçu l'ordre du généralissime.

Quelques instants après, nous volions de nouveau. Je me sentais à présent anxieuse et remplie d'appréhensions. Nous suivions la voie du chemin de fer à travers les montagnes couvertes de neige. Nous survolâmes les pics de la fameuse montagne de Hwashan, qui ressemble à une énorme masse de glace brillante et, finalement, la vallée qui conduit à Sian.

— Voici Lintung où le généralissime a été fait prisonnier, dit Mr Donald en me désignant du doigt une ville entourée d'un mur carré, nichée au pied des collines blanches.

Lorsque notre appareil s'arrêta, nous vîmes s'approcher Han Ching lui-même. Il paraissait très fatigué, très embarrassé et quelque peu honteux.

Je le saluai avec naturel, comme je l'avais toujours fait, et lorsque nous descendîmes de l'appareil, je lui demandai de ne pas laisser ses hommes visiter mes bagages car j'avais horreur de voir mes affaires en désordre.

— Oh ! madame, répondit-il en s'excusant beaucoup. Je n'aurais jamais osé.

A ce moment arriva Yang Hu Chen (chargé de la pacification de Sian) qui s'était associé avec Han Ching dans la mutinerie. Je lui serrai la main aussi naturellement que si je venais en visite. Yang, qui était visiblement très nerveux, parut rassuré par mon attitude calme.

Pendant le parcours en auto dans la ville la situation ne fut pas aussi tendue qu'elle aurait pu l'être. Quand j'arrivai à la demeure de Han Ching, il me demanda si je désirais voir immédiatement le généralissime.

Je lui dis que je désirais auparavant prendre un peu de thé, lui montrant ainsi que je le prenais pour un gentleman et que j'étais absolument décidée à me remettre moi-même entre leurs mains. Je me souvins, à ce moment-là, qu'avant de quitter Nankin, certaines personnes m'avaient prédit que si je parvenais jusqu'à Sian, on ne me permettrait même pas

de voir le généralissime, que je serais soumise à des mauvais traitements et gardée comme otage. Je dois avouer, cependant, qu'autant j'étais sûre de Han-Ching, autant j'avais des appréhensions au sujet des autres.

Le généralissime n'avait pas encore été prévenu de mon arrivée, et pour lui éviter toute inquiétude inutile, je décidai de ne rien lui faire dire avant de le voir. Le bungalow où on le tenait prisonnier, situé à quelques mètres de la demeure de Han Ching, était fortement gardé par des soldats dont quelques-uns étaient armés de mitrailleuses.

Dès que je pénétrai dans sa chambre, le généralissime s'écria :

— Pourquoi êtes-vous venue? Vous êtes dans le repaire d'un tigre.

Il secoua tristement la tête et des larmes coulèrent de ses yeux.

— Je suis venue pour vous voir, répondis-je, essayant d'être aussi naturelle que possible.

Je sentis qu'il était nécessaire, en la circonstance, de rester calme et de présenter la situation avec autant de naturel et de simplicité que possible.

Mon mari était au lit avec un tour de rein ; il était pâle et paraissait malade. Je sentis tout de suite qu'il fallait que je le soigne et que je le réconforte. Lorsque je le vis gisant là sur ce lit, blessé, sans secours, sans soins, devenu l'ombre de lui-même, que je vis ses mains, ses jambes, ses pieds écorchés par les ronces, meurtris par les rochers des montagnes qu'il avait dû escalader, je sentis surgir en moi une terrible vague de ressentiment contre les responsables de cette triste situation.

— Bien que vous ayant instamment demandé de ne venir à Sian sous aucun prétexte, dit-il, j'ai bien senti que je ne pourrais vous en empêcher. Ce matin, en ouvrant la Bible, mes yeux sont tombés sur les mots suivants : « Jéhovah accomplira maintenant une chose nouvelle, il fera qu'une femme protège un homme. »

Il me mit au courant de ses épreuves et de sa détermination de ne rien accepter sous l'empire de la contrainte ; il me supplia de ne pas lui demander de signer quoi que ce soit tant qu'il serait prisonnier.

Je constatai que le récit de tout ce qu'il avait souffert cette matinée du 12 décembre lui était très pénible et le mettait dans un état de grande agitation. Pour le calmer, j'ouvris le livre des Psaumes et lui en fis la lecture jusqu'à ce qu'il s'endormît apaisé dans un sommeil réparateur.

Cependant, si la sagesse ne l'emportait pas, Sian serait un véritable piège de mort. Cernés comme nous l'étions par des troupes attendant les ordres de leurs chefs, le danger était grand. Plus loin, il y avait des hordes rouges que le généralissime avait combattues pendant des années. Tous attendaient impatients. Et au-delà des frontières de la Chine il y en avait d'autres qui observaient et qui attendaient.

Si je luttais pour empêcher qu'on déclanchât une attaque contre Sian, ce n'était pas seulement pour sauver la vie de mon mari, mais parce que je prévoyais la série de calamités que l'emploi de la force ne manquerait de faire déferler sur la Chine.

Il y avait les armées du nord-ouest, formidables en nombre et bien équipées, qui répondraient à la moindre attaque en se joignant aux troupes rouges placées derrière elles. Si une pareille jonction se produisait, les rouges en seraient revivifiés et il en résulterait probablement une guerre civile dont l'issue était imprévisible.

Une pareille situation pourrait facilement avoir pour résultat l'impitoyable intervention d'une puissance qui trouverait là l'excuse, si longtemps attendue, pour justifier l'invasion sur une grande échelle de notre territoire et la domination complète de notre pays.

Ce cauchemar ne quittait plus mon esprit depuis que je connaissais la résolution des chefs militaires d'attaquer Sian.

J'envoyai chercher Han Ching. Il devait sans doute se sentir soulagé, car je ne lui avais fait aucun reproche, mais, quoi qu'il en soit, je me sentais capable de lui parler immédiatement, franchement et sincèrement. Je m'efforçai de lui démontrer que lui et ses alliés s'illusionnaient s'ils pensaient que le peuple chinois était avec eux. Je lui dis qu'il avait fait là un beau gâchis et qu'il s'agissait maintenant de savoir ce qu'il comptait faire pour en sortir.

— Si vous m'aviez demandé mon avis, ajoutai-je, je vous

aurais prévenu que vous n'obtiendriez rien du généralissime par la force.

Sa réponse me surprit.

— Mais tout ceci ne serait pas arrivé si vous aviez été ici, madame, dit-il. Nous avons eu tort de nous saisir du généralissime, mais nous l'avons fait pensant que c'était pour le bien du pays. Le généralissime refuse de s'entretenir avec nous. Il est si furieux d'être prisonnier qu'il ne veut pas parler de quoi que ce soit. Je vous en prie, madame, essayez de le calmer et dites-lui que nous ne voulons rien lui faire signer, nous ne voulons pas d'argent, nous ne voulons pas de territoires.

Je lui répondis que je le croyais parfaitement, car s'il n'avait voulu obtenir que des avantages matériels, il n'aurait guère mieux valu que les militaires d'autrefois. Cependant, il devait le prouver au reste du monde en faisant immédiatement relâcher le généralissime sans l'obliger à prendre d'engagements.

— Madame, répéta Han Ching, je sais que j'ai commis une faute. Je n'essaye pas de me justifier. Le motif était bon et cela ne serait jamais arrivé si, comme d'habitude, vous aviez été ici avec le généralissime. J'ai essayé à plusieurs reprises de lui parler, mais à chaque fois il m'en a empêché et m'a réprimandé violemment.

— Vous ne connaissez pas le généralissime, répondis-je. Il ne réprimande que les gens en qui il croit. Ceux qu'il estime sans intérêt et inutiles, il les renvoie tout simplement. Il ne prendrait jamais la peine de les réprimander. Vous avez toujours dit au généralissime que vous le considériez comme un père et il vous a pris au mot.

Han Ching reprit :

— Vous savez, madame, que j'ai toujours eu grande confiance en vous et que tous mes alliés vous admirent. Lorsqu'ils prirent connaissance des papiers du généralissime, après qu'il eut été fait prisonnier, ils trouvèrent deux lettres de vous au généralissime qui leur donnèrent de vous la plus haute estime et le plus grand respect. Ils ont constaté par ces lettres que vous étiez cœur et âme avec le peuple, et c'est pourquoi ils savent, comme moi, que vous pouvez, en ce qui concerne le généra-

lissime, arranger la situation de manière à ce qu'il quitte rapidement Sian. Nous désirons qu'il parte sain et sauf, car nous ne voulons pas intervenir dans son travail et dans sa vie ; puisqu'il est notre chef, nous voulons le suivre. Si nous pouvons seulement lui exposer nos idées, tout ira bien. Vous seule pouvez obtenir cela de lui.

Je lui demandai de quelles lettres il voulait parler. Il m'expliqua que l'une se rapportait à un projet d'emprunt à Suiyuan pour la défense nationale.

— Dans l'autre, dit-il, vous parlez au généralissime de votre travail commun pour la Chine, vous lui dites que vous sentez que vous êtes tous deux très au-dessous de votre devoir et que sans cela le pays aurait fait de plus grands progrès. Vous ajoutez qu'afin d'être digne de la confiance que le peuple vous témoigne, chacun de vous s'efforcera davantage, pour tenir les serments que vous fîtes le jour de votre mariage, de servir le peuple. Je fus spécialement ému, ajouta-t-il, lorsque je lus ce passage où vous dites que vous sentez qu'il faut prier davantage pour obtenir les bienfaits de la direction divine.

Je saisis l'occasion pour persuader à Han Ching que s'il désirait réellement faire quelque chose de bien pour la Chine il devait lui aussi, en toute occasion, s'attacher aux directives spirituelles.

Quant au fait qu'il ne voulait aucun mal au généralissime, je lui fis observer que si sa mémoire était bonne, il devait se rappeler que le matin du 12 décembre, lorsque l'émeute commença, le généralissime, à peine vêtu, fut exposé à un froid rigoureux, dans la neige, en pleine montagne, au milieu des balles qui sifflaient de tous côtés et que ce n'est que grâce à la divine Providence qu'il n'avait pas été tué par le feu des mitrailleuses, ou qu'il n'était pas mort d'une pneumonie.

— Mais ne parlons plus de cela, continuai-je. Ce qu'il y a d'important pour le moment, c'est d'arriver à une conclusion rapide. Eh bien, qu'allons-nous faire ?

Han Ching, qui avait hoché la tête à plusieurs reprises pendant que je parlais, me répondit que quant à lui, il était tout à fait d'accord pour relâcher immédiatement le généralissime, mais il m'expliqua qu'il ne pouvait rien décider avant d'avoir consulté les autres.

— Eh bien, m'écriai-je, allez tout de suite les consulter et dites-leur tout ce que je viens de vous dire. Si aucun d'eux ne veut voir le généralissime, je les verrai pour lui ou, s'ils veulent me voir, ou si vous croyez que je puisse avoir quelque influence sur certains d'entre eux, envoyez-les moi ici et je les verrai. J'attendrai votre réponse.

Il était déjà tard dans la soirée.

J'attendis jusqu'à onze heures. N'ayant aucune nouvelle de lui, j'envoyai un message téléphonique pour m'informer de ce qui se passait. On me répondit qu'il était à une réunion. Je laissai des instructions pour qu'il vînt me voir tout de suite après.

A deux heures du matin, il n'était toujours pas là. Je téléphonai de nouveau. Au bout de quelques minutes, il parut enfin, les yeux lourds et paraissant terriblement fatigué. Il m'expliqua que la réunion s'étant terminée très tard, il pensait que je m'étais retirée et il n'avait pas voulu me déranger.

— Qu'ont-ils dit ?

— Yang et ses partisans ne veulent pas relâcher le généralissime, répondit-il. Ils disent que vous et T. V. agissez avec amitié à mon égard et que, par conséquent, ma tête est sauve. Mais ils sont inquiets pour la leur. Ils me blâment à présent de les avoir entraînés dans cette aventure et ils disent que puisqu'aucune de leurs conditions n'est acceptée, leur situation serait encore pire s'ils relâchaient le généralissime. Nous aurons une nouvelle réunion demain.

Je sentis qu'il était à bout et qu'il n'y avait rien à gagner à prolonger cette conversation.

— Il est près de trois heures, dis-je. Il vaut mieux que vous alliez vous reposer. Nous reparlerons de tout cela demain.

Nous passâmes des jours de grande anxiété. La nouvelle attitude méfiante des chefs militaires de Sian, qui, pour mieux assurer leur salut, pouvaient à tous moments s'emparer de nous, nous maintenait dans un état d'angoisse et de nervosité. Toute l'atmosphère était comme chargée d'une excitation contenue. Personne ne savait ce qui pouvait arriver. Les gardes armés, placés dans la maison, en paraissaient affectés tout autant que nous. Quand T. V. et moi allions de chambre en

chambre pour conférer, ils nous regardaient avec des yeux chargés de questions muettes.

Le seul adoucissement que nous avions était de pouvoir sortir dans la cour couverte de neige et marcher en rond le long des sentiers déblayés. Tout le long des chemins, des hommes armés de mitrailleuses étaient en faction, nuit et jour, pour défendre l'entrée de l'enceinte ; dehors, à l'extérieur des murs, des forces imposantes avaient été placées pour éviter toute tentative de fuite de la part du généralissime. Au-dessus de nos têtes, dans le ciel bleu, brillait un soleil éclatant et c'était, dans la sombre situation où nous nous trouvions, la seule chose qui brillât. Les sentinelles paraissaient intriguées par nos promenades et se demandaient sans doute pourquoi nous riions. Ils ne savaient pas que nous essayions ainsi de nous détendre.

Han Ching faisait tous ses efforts pour dissiper les doutes de ses alliés. Il m'amena un homme qui, d'après ce qu'on disait, avait de l'influence sur eux. Je passai deux heures avec lui à discuter de toute la situation, mais la plupart du temps, ce fut lui qui parla. Il entra dans le cœur même du problème du nord-ouest et fit ressortir les griefs qui avaient motivé la détention du généralissime.

Je le laissai parler sans l'interrompre. Il semblait éprouver un grand soulagement à se laisser aller et à affirmer des choses dont il était profondément convaincu. Je fus intéressée d'entendre de sa bouche redire une fois de plus qu'à part le généralissime, personne n'était capable d'être le chef du pays en cette période. Lorsqu'il arriva au grief concernant la défense du pays, il dit :

— Nous ne disons pas que le généralissime ne résiste pas à l'agression, nous disons qu'il ne résiste pas d'une manière assez définitive ou assez rapide.

Je lui fis aimablement observer que la jeunesse est toujours impatiente ; que la Chine étant une très ancienne nation, avec des territoires immenses et une population d'une grande densité, celui qui voulait gouverner avec succès devait avoir la sagesse d'agir avec patience plutôt que de se montrer téméraire dans ses actes. Par-dessus tout, il ne devait pas trop s'éloigner de la masse en mettant ses propres idées à exécution.

J'insistai sur le fait que la question économique était de première importance et devait être considérée comme liée à celle de la défense nationale ; que s'ils avaient foi dans le généralissime, ils devaient soutenir ses idées. Sans cela ce serait la confusion, le chaos, et il en résulterait des catastrophes.

Il peut y avoir, lui fis-je observer, différents chemins conduisant tous au même but, mais il serait mauvais de les essayer les uns après les autres et au hasard. Puisqu'on avait confiance dans la sincérité du généralissime et dans sa capacité, il n'y avait qu'une chose à faire, le suivre loyalement.

L'homme me dit que la mutinerie était le résultat d'un accident. Cet aveu me poussa à lui demander comment ces responsables, qui étaient incapables de réprimer un simple coup de force sans effusion de sang, pouvaient espérer dicter la politique nationale et diriger le pays? Il me répéta qu'ils avaient tous le plus grand respect pour le généralissime, mais que ce dernier ne leur permettait pas de l'entretenir de questions politiques.

Le résultat de notre conversation fut qu'il me promit d'user de son influence auprès de Yang pour que le généralissime fût relâché le plus tôt possible. Il me quitta en demandant à me revoir.

Lorsque je le revis, le lendemain, je le pressai d'employer toute son influence pour convaincre les différents chefs de la folie qu'il y avait à s'opposer au Gouvernement ; je lui rappelai que, durant ces dix dernières années, les forces antigouvernementales n'avaient remporté aucun succès. S'ils voulaient vraiment faire quelque chose pour le peuple, au lieu de lui causer de cruelles et continuelles difficultés, ils n'avaient qu'à travailler avec le Gouvernement. Nous étions tous Chinois et nous ne devions pas nous combattre les uns les autres. Les problèmes intérieurs devaient être résolus par des moyens politiques et non pas par la force militaire. Telle avait toujours été la politique du généralissime, même dans la lutte contre les communistes. Combien de fois n'avait-il pas ordonné aux avions de lancer des tracts disant aux communistes que s'ils se repentaient et s'ils agissaient en citoyens respectueux de la loi, ils seraient pardonnés et feraient ainsi

à la Chine un bien matériel? Partout où les communistes l'avaient emporté, le peuple n'y avait guère gagné, et les communistes non plus, d'ailleurs, puisqu'ils étaient devenus des hors-la-loi et qu'ils avaient coûté au pays d'énormes richesses qui eussent été mieux employées au développement et à la défense nationale. Le plus grand service que les chefs de pareils mouvements pouvaient rendre à la Chine, c'était de collaborer entièrement avec le Gouvernement au redressement national.

Le soir de Noël, nous étions remplis d'espoir. Je dis à Han Ching que le jour de Noël était un jour de trêve et qu'il devait faire sortir le généralissime. J'ajoutai que si une attaque était déclenchée, nous serions tous tués et lui avec nous. Sans compter que cette libération serait, comme l'avait dit le Dr Kung à Nankin, un merveilleux cadeau de Noël pour le pays.

Han Ching parut embarrassé et effaré, mais il me promit de faire tout son possible pour remplir mes espérances. Il m'expliqua qu'il n'avait pratiquement pas de troupes dans la ville et que les soldats de Yang gardaient les portes.

— Il faudra se battre, dit-il, et ce sera dangereux pour vous. Ce que je puis faire, c'est faire filer le généralissime en cachette. Vous et Donald vous partirez avec l'avion jusqu'à Loyang. Je déguiserai le généralissime, et je le ferai sortir de la ville en voiture jusqu'à l'endroit où sont cantonnées mes troupes; de là, il sera conduit, toujours en voiture jusqu'à Loyang où il vous rencontrera.

Il discuta ce plan, qu'il considérait comme la dernière tentative à faire, avec T. V., lequel pensait qu'il ne fallait l'essayer que si les autres choses échouaient.

Je refusai, non pas seulement parce que le généralissime étant blessé ne pourrait supporter une journée d'automobile, mais parce que ce n'était pas ainsi à mon avis qu'il devait partir.

— Il ne se déguisera pas, dis-je, et s'il ne peut pas partir au grand jour, par avion, je resterai avec lui, et si les troupes gouvernementales attaquent la ville et qu'il doive mourir, eh bien! je mourrai avec lui.

Je vis bien que T. V. et Han Ching me jugeaient aussi

obstinée que le généralissime lorsqu'il refusait de changer d'attitude, mais j'étais décidée à n'accepter aucun compromis.

— Il est indispensable que vous leur persuadiez de libérer tout de suite le généralissime, dis-je à Han Ching lorsqu'il sortit. La Chine entière le demande, et avec elle, le monde tout entier. De tous côtés, les Chinois envoient télégrammes sur télégrammes pour réclamer la libération du généralissime et vous dénoncer comme des traîtres et pire encore.

— Je le sais, répondit Han Ching, ils me les ont envoyés. Cependant, ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que, de toutes manières, je ne veux aucun mal au généralissime.

Han Ching commença à perdre patience. Il les menaça, s'ils n'en finissaient pas avec leur politique, d'agir en conséquence.

Mais à aucun moment, il ne fut question d'argent ou d'augmentation de pouvoirs ou de position. Il faut reconnaître que l'habituel marchandage des révoltes d'officiers fit complètement défaut au cours de cette mutinerie. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'elle est différente des autres, qu'elle prouve un progrès dans l'évolution politique et laisse espérer qu'elle sera la dernière tentative de révolte.

Enfin, l'aube se leva sur le 25 décembre. A l'occasion de chaque fête, nous avions l'habitude, le généralissime et moi, de jouer à un jeu. Le premier qui offrait ses vœux à l'autre fixait le programme de la journée. Ce fut lui qui gagna. Juste après que le jour se fut levé, j'entendis le traditionnel « Merry Christmas » sortir du fond de ses couvertures. Ces mots, proférés dans cette grise et froide matinée, résonnèrent tristement à mes oreilles, mais je répondis « Merry Christmas ».

Mais je ne ressentais aucune joie. Dans un demi-sommeil, je ruminais mes pensées, lorsque la porte s'ouvrit et deux domestiques entrèrent, portant chacun un énorme bas distendu par le poids de son contenu. C'étaient des bas de golf, dont l'un portait attachée à son extrémité une machine à écrire et des vœux de Noël pour moi, tandis qu'à l'extrémité de l'autre était suspendue, avec des vœux pour le généralissime, une chaude couverture de voyage, car il avait perdu la sienne avec tous ses bagages au cours de l'émeute.

Le généralissime rejeta la tête en arrière et s'écria en riant :

— Ah ! c'est bien le père Noël !

C'était la première fois, depuis mon arrivée à Sian, que je l'entendais rire.

Un peu de gaîté et d'espoir entrait chez nous avec le pâle soleil de Noël. Cependant, durant toute la matinée, les doutes subsistèrent. Les chefs récalcitrants exigeaient des ordres signés du généralissime avant de le laisser partir, et le généralissime, non seulement ne voulait rien signer, mais encore refusait de s'entretenir avec eux. Pour ne pas perdre courage je commençai à faire les bagages.

Nous espérions pouvoir quitter Sian pour gagner Nankin avant le coucher du soleil. Pour cela, nous aurions dû partir vers onze heures et demie. A dix heures, rien n'était encore décidé.

A dix heures et demie, Han Ching arriva.

— L'avion est prêt, dit-il, mais rien n'est encore arrangé.

Onze heures arrivèrent. Nos espérances venaient de recevoir un coup terrible, mais nous n'abandonnions pas la partie.

— Nous pouvons aller à Loyang et y passer la nuit, dit quelqu'un.

— Oui, répondis-je avec empressement. Ne perdons pas courage. Si nous savons prier avec assez de foi, je suis sûre que nos prières seront exaucées.

Tout le monde semblait s'agiter dans une grande confusion. T. V. se rendit à la ville pour voir Yang ; les autres couraient de tous côtés, essayant ceci, essayant cela. Une heure arriva.

De nouveau nos espoirs s'écroulaient, mais nous déjeunâmes et cela raffermit notre optimisme.

— Si nous partons vers quatre heures, nous pouvons gagner Loyang à la nuit, suggéra quelqu'un et ce « quatre heures » devint notre heure.

Peu après deux heures, nous aperçûmes, traversant la cour, un coolie portant une malle, suivi de Chang Sue Liang. Il n'y avait aucune nouvelle de la ville, où T. V. et les autres essayaient de calmer les craintes de ceux qui redoutaient les représailles, si le généralissime était relâché sans s'être définitivement engagé par écrit ou sans avoir donné des ordres formels assurant leur impunité.

Les téléphones fonctionnaient sans arrêt et il se tenait des

conversations continuelles. Tout à coup T. V. arriva et nous apprit que les chefs de la ville autorisaient notre départ.

— Mais pourquoi partir si tard? demanda Han Ching. Ne vaudrait-il pas mieux attendre jusqu'à demain matin et aller directement jusqu'à Nankin?

— Non, m'écriai-je. Plus tôt nous partirons d'ici, mieux cela vaudra. Attendre pour qu'ils changent d'avis! Leur donner encore une nuit pour réfléchir, pour ruminer leurs craintes, pour hésiter de nouveau! Et puis c'est Noël! Non, vraiment, partons maintenant pendant que tout est bien.

Lorsque j'appris au généralissime que nous pouvions partir, il décida qu'il parlerait à Han Ching et Yang Hu Chen avant que ne s'achevât ce séjour de deux semaines qu'il venait de faire avec eux. On fit appeler Yang.

Pendant que nous attendions, on vint dire au généralissime que Chang Sue Liang avait décidé de partir avec lui à Nankin.

Le généralissime se récria et lui dit qu'il n'en voyait pas la nécessité, qu'il devait rester avec ses troupes et que de toutes manières, il lui intimait l'ordre de rester.

Han Ching expliqua qu'il était obligé d'aller à Nankin. D'abord, il s'était engagé avec ses alliés à prendre l'entière responsabilité de tout ce qui était arrivé; ensuite, il était de son devoir de montrer que tout ce qui avait été fait ne l'avait pas été avec une intention de révolte contre le généralissime.

Sentant ce que cette demande contenait d'éléments nouveaux par rapport aux révoltes et aux mutineries précédentes, et se rendant compte qu'elle représentait une phase nouvelle dans l'évolution politique chinoise, le généralissime revint sur ses objections. Il comprit que cette demande inhabituelle établissait un précédent, dont tous ceux qui pourraient dans l'avenir songer à employer la force pour des fins personnelles et politiques devraient sérieusement tenir compte.

Je tiens particulièrement à faire ressortir que c'est la première fois dans l'histoire qu'un officier supérieur, responsable d'une mutinerie, montre de l'empressement à se rendre à la capitale pour répondre de ses fautes. Cela explique pourquoi le Gouvernement central se montra indulgent à l'égard de Han Ching, fait que beaucoup d'étrangers ne purent comprendre.

L'excitation fut encore plus grande lorsque le général

Yang arriva, accompagné de quelques gardes du corps. Han Ching et lui entrèrent directement dans la chambre du généralissime. Ils se tinrent au garde-à-vous, bien que le généralissime les eût priés de s'asseoir. Ils ne s'y décidèrent que lorsque je leur eus fait ressortir qu'il était plus facile pour le généralissime, qui était obligé de rester étendu, de leur parler s'ils étaient assis.

Lorsque le généralissime commença de parler, je décidai de noter ce qu'il disait. Il fut bienveillant et sage avec eux. Ils étaient visiblement émus.

Il se faisait tard et nous nous hâtâmes de partir. Nous prîmes place dans une voiture avec Han Ching, qui s'assit à côté du chauffeur, malgré l'invitation du généralissime de se mettre dans le fond entre nous deux. T. V., Mr Donald et le général Yang suivaient dans une autre voiture.

Arrivées au camp d'aviation, les voitures s'arrêtèrent tout près de l'entrée de l'avion de Han Ching, dans lequel nous devions partir. Nous n'eûmes pas à attendre l'ordre de notre départ. Les moteurs étaient déjà en marche, ils ronflèrent un peu plus fort et nous décollâmes. Pour la première fois, depuis deux semaines, je poussai un soupir de soulagement, et ce fut avec bonheur que je dis adieu à Sian, en murmurant les paroles du Corbeau d'Edgar Poë : « Jamais plus. »

MADAME TCHIANG KAI CHEK

EXTRAITS DU JOURNAL DE TCHANG KAI CHEK

Attaqué par surprise et fait prisonnier, le généralissime est amené à Sianfou et conduit au « New City Building », quartier général de Gang Hu Chen, commissaire général à la vérification.

12 décembre.

...Lorsque je pénétrai dans le bâtiment, je ne vis point Yang. Au bout de quelques instants, Sung Wen Mei, chef du bataillon spécial de pacification du commissaire, entra dans

ma chambre. C'était lui que Sun Ming Chiu avait chargé de ma garde. Il me dit que Chang Sue Liang désirait que je prenne un peu de repos et qu'il viendrait bientôt me voir. Je lui ordonnai d'aller le chercher de suite. Chang parut au bout d'une demi-heure. Il se montra fort respectueux à mon égard, se tint debout, les mains le long du corps. Je ne lui rendis pas ses courtoisies.

— Connaissiez-vous à l'avance la révolte d'aujourd'hui? lui demandai-je.

Il me répondit négativement.

— Puisque vous n'étiez pas au courant de cette affaire, continuai-je, faites en sorte que je retourne tout de suite à Nankin ou à Loyang. Ce ne doit pas être difficile à arranger.

— Je ne savais absolument rien de ce qui se passe actuellement, répondit Chang. Mais je désire exposer mes vues devant Votre Excellence le généralissime.

— Alors, vous m'appelez toujours le généralissime? m'écriai-je. Si vous me reconnaissez toujours comme votre supérieur, vous devez me faire partir à Loyang, autrement vous êtes un rebelle. Si je suis entre les mains d'un rebelle, vous feriez mieux de me tuer. Il n'y a rien d'autre à dire.

— Si Votre Excellence accepte mes suggestions, reprit Chang, j'obéirai à ses ordres.

A ce moment, je ne pus me contenir.

— Qu'êtes-vous donc? m'écriai-je. Mon subordonné ou mon ennemi? Si vous êtes mon subordonné, vous devez obéir à mes ordres. Si vous êtes mon ennemi, tuez-moi sans délai. Choisissez entre ces deux partis, mais n'ajoutez plus un mot, car je ne vous écouterai plus.

Chang m'expliqua alors que le but de ce mouvement était révolutionnaire et qu'il ne s'agissait pas d'une mutinerie.

— Pourquoi, alors, m'écriai-je avec indignation, niez-vous encore avoir eu connaissance de cette révolte?

— Même si nous sommes ennemis, continua Chang, il y a cependant encore une possibilité de s'entendre.

J'étais hors de moi.

— Peut-il y avoir une conversation quelconque entre deux ennemis? dis-je au comble de la colère. Pour quelle espèce

d'homme me prenez-vous donc? Croyez-vous que mes ennemis puissent m'obliger à me rendre par la force?

Chang parut quelque peu déconcerté.

— Je ne suis pas le seul responsable de toute cette affaire, reprit-il. Il y a beaucoup d'autres personnes mêlées à ce mouvement. On devrait en référer au verdict du peuple pour trancher la chose. Si le peuple se montre sympathique à notre mouvement, ce sera la preuve que je représente la volonté générale et Votre Excellence se rendra compte que je n'ai pas agi à tort. Vous n'aurez plus alors qu'à résigner vos fonctions et à me laisser continuer le travail. Si le peuple désapprouve le mouvement, je reconnaîtrai ma faute et Votre Excellence pourra reprendre son action. Je vous en supplie, ne soyez pas furieux et veuillez examiner la chose avec soin et calme.

Lorsque j'entendis les mots « verdict du peuple », je compris qu'il s'était organisé un astucieux complot pour me détruire en prenant l'opinion des masses pour excuse.

— Vous êtes fou! m'écriai-je. Pensez-vous donc que le peuple puisse approuver votre mouvement? Même ce qu'on appelle le « Front Populaire » ne vous donnera pas son appui. Vous prétendez que votre but est révolutionnaire. Depuis quand une mutinerie s'appelle-t-elle révolution? Chen Chiung-ming [1], lui aussi, prétendait être un révolutionnaire, mais qui pouvait le croire? Étant un rebelle, comment même pouvez-vous compter sur l'obéissance des hommes qui entourent cette maison? Comment pouvez-vous être un homme vous-même? Comment pouvez-vous être sûr que vos hommes ne suivront pas votre exemple et qu'ils ne se conduiront pas avec vous comme vous vous conduisez avec moi? N'oubliez pas qu'il y a quatre ans, le peuple réclama votre punition et demanda à être débarrassé de vous. Mais j'acceptai le blâme pour vous je ne sais combien de fois. C'est grâce à mon attitude généreuse et protectrice que vous avez pu partir pour l'étranger. Et maintenant, après ce que vous avez fait, vous ne trouverez pas, dans tout l'univers, un endroit où aller. Vivant, vous ne trouverez aucune terre où poser vos pieds. Mort, il n'y aura aucun emplacement où brûler vos os. Vous ne comprenez pas encore votre

1. Chen Chiung-ming, gouverneur civil de Canton et commandant en chef de l'armée révolutionnaire, se révolta contre le Dr Sun Yat-Sen à Canton en 1922.

situation, mais moi je le fais et je suis effrayé pour vous

Le visage de Chang Sue Liang changea de couleur.

— Êtes-vous donc toujours aussi obstiné? dit-il.

— Que voulez-vous dire par « obstiné »? répondis-je. Je suis votre supérieur et vous êtes un rebelle. Suivant la discipline militaire et la loi de notre pays, vous méritez non seulement une réprimande, mais un châtiment. Ma tête peut être tranchée, mon corps mutilé, je dois préserver l'honneur de la race chinoise et maintenir la loi et l'ordre. Vous êtes des rebelles et je suis actuellement entre vos mains. Si je permettais que l'honneur de quatre cents millions d'individus que je représente soit avili en acceptant une demande quelconque pour sauver ma propre vie, c'en serait fait de notre existence nationale. Pensez-vous donc qu'en employant la force vous pouvez, vous autres rebelles, m'obliger à me rendre? Aujourd'hui, vous avez des armes de mort, et moi, je n'en ai pas. Mais, moi, je suis armé des principes du droit et de la justice. Ce sont là mes seuls moyens de défense. C'est avec eux que je dois défendre l'honneur du peuple que je représente, et que je dois suivre les traces de notre dernier chef (Dr Sun Yat Sen). Je ne ferai rien pour trahir la confiance qu'ont mise en moi les martyrs de la révolution. Je n'apporterai pas la honte et le déshonneur à la nation et à la mémoire de mes parents. Croyez-vous donc, jeune homme, que vous puissiez me soumettre par la force? Vous ne comprenez donc pas que ma position, basée sur le droit et l'ordre, est solide pour la résistance? Si vous êtes brave, tuez-moi; sinon, reconnaissez vos fautes et laissez-moi partir. Si vous ne faites ni l'un, ni l'autre, vous vous mettrez dans une situation très dangereuse. Pourquoi ne me tuez-vous pas?

En écoutant ces paroles, Chang demeura abattu et silencieux. Au bout de quelques instants, il demanda :

— Pourquoi ne réfléchissez-vous pas davantage à tout cela? Je pars.

— Sortez! lui dis-je en joignant le geste à la parole.

Il prit une attitude plus respectueuse et me demanda si je ne voulais pas m'installer dans sa maison.

— Je n'entrerai jamais dans le camp de l'ennemi, répondis-je.

Il me dit alors que si j'étais avec lui, je serais en sûreté.

— Je ne veux pas de votre protection, répliquai-je.

Il se leva et se rassit plusieurs fois, tout en m'observant pour voir si je ne changeais pas d'attitude.

Je fermai les yeux et ne fis plus attention à lui.

13 décembre.

... Je sais que ces rebelles sont des gens très dangereux, mais je suis décidé à les combattre avec la force spirituelle, le caractère et les principes du droit et de la justice. Lorsque j'étais jeune, j'ai étudié les écrits de nos sages. Plus tard, arrivé à l'âge d'homme, je me suis voué entièrement à la cause révolutionnaire. Notre histoire est pleine de morts héroïques. Les martyrs des premiers âges ont toujours défié la mort, et nous trouvons dans les pages de notre histoire des descriptions brillantes des circonstances dans lesquelles ils trouvèrent cette mort. Grand admirateur de ces héros, je préfère suivre leurs traces plutôt que de me déshonorer. L'exemple de courage et de fermeté que nous a laissé feu le Dr Sun doit être suivi par nous tous. Si nous ne le faisons pas, la calamité s'abattra certainement sur nous. Jésus-Christ fut tenté par Satan et il lui résista pendant quarante jours. Il combattit contre les influences du mal avec beaucoup plus de force que je ne le fais aujourd'hui. Mais, cependant, je combats les mutins avec une force morale que je sens sans cesse croissante. Je dois m'efforcer de conserver le même esprit qui animait Jésus-Christ sur la Croix, et je dois être prêt à supporter le genre de mort que les mutins pourront m'infliger, d'après le soi-disant « jugement du peuple ». Cette attitude justifiera les enseignements que j'ai reçus de ma mère et ne décevra pas l'attente de mes amis.

A ce moment, examinant ma propre conscience, je la trouvai claire et calme. Mon seul réconfort est de pouvoir, pendant toute ma vie, toujours rester fidèle à mes convictions.

14 décembre.

Le matin, Chang revint me voir. Il resta près de la porte et me dit, les larmes aux yeux, qu'il regrettait beaucoup ce qu'il avait fait. Je ne lui répondis pas. Au bout de quelques

instants, il sortit sans un mot. Je priai les serviteurs de demander au président Shao (Shao Li Tzu, président du Gouvernement provincial du Chensi) de venir me voir. Mais j'attendis en vain pendant une heure, il ne vint pas. Je questionnai plusieurs fois les serviteurs, mais leurs réponses ne furent guère satisfaisantes.

Dans l'après-midi, Chang revint et insista à nouveau pour que je quittasse le quartier général. Il me dit que les gardes qui étaient ici n'étaient pas des hommes à lui et qu'il lui était difficile de me voir et de me parler. En même temps, il ne pouvait répondre entièrement de mon confort et de ma sécurité tant que je resterais ici, ce dont il était fort désolé. Il fallait donc à tout prix que j'allasse m'installer à la résidence de Kao. Je lui répondis que j'étais absolument décidé à ne pas bouger.

Chang me dit alors :

— Nous avons lu votre journal ainsi que d'autres documents importants et nous avons compris la grandeur de votre personnalité. Votre loyalisme à la cause révolutionnaire et votre détermination d'assumer la responsabilité de sauver le pays dépassent tout ce que nous pouvions imaginer. Vous me blâmez, dans votre journal, de ne pas avoir de caractère ! Eh bien, je crois réellement, à présent, qu'il en est ainsi. Votre grande faute a été de n'avoir jamais livré à vos subordonnés toute votre pensée. Si j'avais su seulement un dixième de ce qui se trouve dans votre journal, je n'aurais certainement pas commis cet acte irréfléchi. Maintenant, je me rends très nettement compte que mes premières conceptions étaient fausses. Maintenant que je comprends vos qualités de chef, je sens que je serais déloyal envers le pays si je ne faisais pas tout mon possible pour vous protéger. En aucune façon rester ici ne sera pour vous la solution du problème. Bien que vous refusiez absolument de bouger, je dois faire tout ce qui est en mon pouvoir pour que vous partiez. Si vous ne voulez pas partir de vous-même, je vous transporterai sur mes épaules.

Je refusai de nouveau et lui dis que tant que je ne serais pas libre de partir pour Nankin, je ne bougerais pas de cette maison.

18 décembre.

Il y a déjà une semaine que la révolte a éclaté. J'ai décidé de ne tenir aucun compte de ma sécurité personnelle et mon cœur est en paix. Je lis les écrits du philosophe Mo Ti pour passer le temps.

19 décembre.

Tous ces derniers jours, j'ai souffert de douleurs dans les articulations, mais aujourd'hui, je souffre d'une douleur si aiguë au côté que je puis à peine me redresser. Cependant, j'ai terminé la lecture de Mo Ti.

22 décembre.

Tout le jour j'ai espéré entendre le ronflement des avions et le bruit du canon. De l'expression inquiète et agitée de Chang, lorsqu'il vint me voir hier soir, j'ai déduit que les troupes rebelles devaient avoir subi une cuisante défaite. Ma femme est arrivée à quatre heures de l'après-midi.

Je fus tellement surpris de la voir que j'eus l'impression d'être dans un rêve. J'avais dit la veille à T. V., plus encore que les jours précédents, qu'il ne fallait à aucun prix qu'elle vînt à Sian, et lorsque je pensai à tous les dangers qu'elle venait de braver pour venir ainsi dans le repaire du lion, j'en fus ému jusqu'aux larmes.

Ma femme fit de son mieux, lorsqu'elle me vit, pour me réconforter, mais j'étais terriblement angoissé sur son sort. Depuis une dizaine de jours j'avais déjà écarté de mon esprit toute pensée concernant ma propre vie et maintenant j'allais avoir à me tourmenter pour elle. Ma femme est courageuse, sage, affectueuse, et j'ai toujours cru avec confiance que ce qu'elle apporte au parti et au pays aurait des résultats d'une grande portée. Elle et moi avons toujours eu le même esprit et nous nous sommes toujours exhortés l'un l'autre à combattre jusqu'au bout pour les principes de notre maître, le Dr Sun, avec l'espoir qu'ils finiraient par être appliqués. Comment alors supporter la pensée que son existence pourrait être en péril dans cette dangereuse ville ?

Le matin, en lisant l'Ancien Testament, je tombai sur le verset : « Jéhovah accomplira maintenant une chose nouvelle, il fera qu'une femme protège un homme. » Lorsque ma femme arriva dans l'après-midi, il me sembla que la parole

de Dieu se réalisait. Si ma femme n'avait pas une foi solide en Dieu, comment aurait-elle pu affronter de pareils dangers pour venir jusqu'à moi?

Elle me mit au courant de ce qui se passait à l'extérieur et me dit que Chiang Ting Wen, Tai Li, Donald et T.V. étaient venus avec elle et voulaient me persuader par-dessus tout de trouver un moyen de quitter Sian.

A cela, je répondis :

— Vous qui êtes patriote et qui connaissez ce qui est bien et ce qui est mal, vous devriez savoir que notre devoir est de faire passer le bien du pays avant toute chose. Quand vous venez ici, aujourd'hui, pour partager mon sort, vous le faites plus pour le pays que pour moi.

Si d'autres vous pressent de me persuader de faire quelque chose contre mon devoir, vous devez refuser nettement. Tant que je suis ici, je ne puis, sous aucun prétexte, signer quoi que ce soit ou promettre quoi que ce soit que les rebelles puissent me demander.

Ma femme me consola et me supplia de ne pas m'inquiéter. Elle me dit qu'elle connaissait depuis longtemps mes idées et mes principes.

— Moi aussi, dit-elle, je place le pays au-dessus de vous, et votre caractère au-dessus de votre vie. Je n'essaierai certainement pas de vous contraindre à faire quelque chose contre votre gré. Cependant, vous devriez retirer quelque consolation du fait que je suis venue ici partager le danger avec vous, afin que nous puissions vivre ou mourir ensemble.

MARÉCHAL TCHIANG KAI CHEK

(Traduction ROBERT DELLE DONNE)

Copyright by Gallimard 1938.

GLAÏEUL NOIR[1]

Ce Harinas, je ne le rencontrai que le soir du même jour. Deux fois j'avais frappé sans succès à la porte de son sous-sol. Maintenant, je l'avais devant moi. Quand j'étais entré, il m'avait regardé venir, contourner les touques de benzol et les bidons empilés qui encombraient son magasin. Je ne l'avais découvert en entier qu'au détour d'un tas de ferblanterie derrière lequel il paraissait retranché. Son bureau gisait là, entouré de fauteuils dépareillés, arrachés — c'était visible — aux décombres de maisons détruites. Le bruit du canon ébranlait à chaque instant les vitres du soupirail. Il me fit signe de m'asseoir et, pour me rassurer, désignant les récipients :

— Ils sont vides, fit-il. Mais je les garde. Ça protège !

C'était un homme encore jeune, aux yeux et aux lèvres fripés. Quand il parlait, le gras de ses joues tremblotait comme de la crème bavaroise. Son élocution était lente. Il avait l'air d'interrompre un somme pour vous répondre. Les gens qui font ce métier-là, on les imagine toujours avec des traits de conspirateurs. Lui, non. Un marchand de lubrifiants tout simplement, une femme et des enfants à la maison, une maîtresse en plus peut-être, de quoi saigner des quatre veines un sentimental un peu veule. De l'argent — *Dios* ! — il en avait besoin. Et le commerce était mort, mort comme toute la ville.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 février 1938.

Je lui tendis le petit papier. Il le tourna et le retourna dans ses doigts, en l'examinant entre ses paupières mal ouvertes.

— Vous l'avez eu comme ça?...

Que voulait-il dire?

— Montrez-moi comment on vous l'a donné.

Je le repris et en refis une boule légèrement oblongue que je lui présentai dans le creux de ma main, comme on donne à manger aux chevaux. Il parut satisfait.

— *Bueno*. Je vous écoute.

Sans la nommer, je lui exposai le cas de Laura Sandoval. Il ne n'interrompit pas. Il me donnait l'impression de penser à autre chose, à sa maîtresse probablement. Pourtant, lorsque j'eus terminé, il me dit : « Et vous comptez l'accompagner, naturellement... » Sa voix avait changé. J'avais devant moi un homme d'affaires.

— Je suis prêt à partir avec elle, répondis-je, surtout si elle court un danger.

— Elle en court un. Il suffit d'un malheureux hasard. Je n'assure pas contre un malheureux hasard. Je ne fais pas non plus sortir de prison. Je prends la marchandise dehors, où vous voulez, et je la transporte. C'est tout, *señor*.

— Vous nous cueillerez dans une *tasca*. Je vous en indiquerai l'adresse. Mais j'ai besoin d'un soporifique. Quelque chose d'énergique bien que sans saveur suspecte. Un produit qu'on pourrait dissoudre dans du vin ou de la bière. Rien d'autre.

— Ça, je peux.

— Bien. Ce sera donc pour vendredi soir.

Ses yeux s'ouvrirent davantage. Il était interloqué.

— Vous allez vite. Vous l'aimez, probablement?

Je sentis le piège. En réalité, j'aurais eu l'impression de mentir — et de me mentir à moi-même surtout — si j'avais répondu oui.

— Je ne l'aime pas. C'est son mari qui m'envoie. Son mari est à Saint-Sébastien, de l'autre côté de la barricade...

Harinas siffla doucement entre ses dents. Il alluma une cigarette.

— Il vous envoie, oui, mais avec de l'argent, j'espère?

— Pas beaucoup. On est pauvre là-bas. A peu près comme

ici. La seule différence, c'est qu'on a de quoi manger largement à sa faim avec le peu qu'on possède. Enfin, une petite somme...

— Une petite somme ! Il en faut une grosse.

— Allons : combien ?

— 100 000 pesetas. 3 000 ici et le reste en francs : 86 600 exactement, à la Société Générale de Perpignan.

Cela m'avait donné un coup dans le creux de l'estomac. Je le regardai, stupide, sans même penser à discuter le cours de change qu'il appliquait pour cette conversion, un cours arbitraire qui ne répondait à rien, sauf probablement aux commodités de son petit transit. A quoi cela eût-il servi ? 100 000 pesetas, c'était trop.

Lui, il en avait vu d'autres que moi. Et les autres avaient fini par payer. Il y a des choses qu'on a du mal à marchander. Alors, ma résistance ne l'intéressait pas. Il commençait à bâiller.

— Non, ce n'est pas cher, reprit-il. Autrefois, c'était beaucoup plus cher. Ça monte et ça descend. Mais ça descend plus souvent que ça ne monte depuis l'hiver dernier. C'est comme la bourse des valeurs dans vos pays.

— C'est encore trop cher.

— Il y a des complicités à payer. Il y a l'essence, le passeport, le sauf-conduit, tout... Rien que le sauf-conduit me coûte 30 000 pesetas. J'ai 10 p. 100 pour moi. Le métier ne nourrit plus.

— Et l'autre, celui qui m'a envoyé à vous ?

Harinas eut un claquement de lèvres. Ses bajoues s'agitèrent.

— 1 000 pesetas seulement.

Je m'étais levé. Les chiffres ont le pouvoir de nous rendre raisonnables. Au fond, nous sommes tous sordides. Quand je me revois, gagnant la porte, je me dégoûte. Mais il faut comprendre. Cette Laura Sandoval, à cette époque-là, elle était juste l'image de six minutes d'entretien. Je crois que nous n'avions pas échangé plus de mots que ceux que j'ai rapportés tout à l'heure. Et cette caresse que je lui avais dérobée autrefois, elle n'était pas de celles qui marquent la vie d'un homme. Laura, c'était Cabrahigo, d'une part, et

Mateo Sandoval, de l'autre, deux inconnus pour moi, prêts à exercer leur puissance. Dans cette Espagne divisée par la guerre, cette femme avait deux maîtres : un dans chaque parti. Je ne pouvais l'arracher à l'un que pour la restituer à l'autre.

100 000 pesetas ! 86 600 francs. Cabrahigo ou Sandoval. Pas à sortir de là. Mon interlocuteur me regardait toujours, espérant que je me raviserais au dernier moment.

— Son mari imaginait qu'il lui en coûterait moins cher, fis-je, tout en me laissant reconduire.

Et, à part moi, j'éprouvais de la honte pour nous tous, et pour elle surtout. Il y a de ces questions qu'on ne peut pas poser à une femme. Les mots ne voudraient pas nous échapper. Si Sandoval, après tout, refusait plus tard de régler la note ? S'il estimait que de lui ramener sa femme cela ne valait pas 100 000 pesetas ?

Je me retrouvai dans la rue comme ivre, mais d'une sale ivresse : écœuré surtout, de moi et du reste, les idées réduites à des trognons. Je revoyais mon glaïeul noir pendant la chute des torpilles, son corps infléchi, ses bras graciles, son air de souffrance indicible. Je revoyais ce regard fier et sombre, ce sourire amer — la lèvre supérieure relevée à droite. J'entendais sa voix brisée par des émotions qu'elle eût voulu contenir par orgueil : « Donnez-moi une cigarette »... Puis c'était Pepo avec son « Cabrahigo ». « *Si señor : Cabrahigo* ». Oui, monsieur, Cabrahigo ! Cabrahigo ! Comme le roulement d'un wagon de chemin de fer. « Un pète-sec. »

S'il n'y avait pas eu cette épithète encore !

Par les rues pleines de la poussière ocre du crépuscule, je m'en allais toujours. Je m'enfuyais plutôt. Je m'éloignais de Harinas, sans but, remuant mes pensées, tout seul avec moi-même. « Cabrahigo : un pète-sec ». Ah ! Ce nom ! Un nom où il entrait de la chèvre et de la figue... Horrible ! J'en restais oppressé.

La respiration ne me revint qu'à un carrefour. Je serais incapable de dire lequel. Il me sembla que je sortais d'un mauvais rêve. Je poussai un soupir et me remis à réfléchir, mais avec plus d'ordre et de bon sens. Je ne me résolvais pas à exposer la situation à madame Sandoval. Ces diffi-

cultés-là ne regardaient que moi. C'était moi qui lui avais proposé de fuir. Elle avait accepté tous les risques d'avance. Elle s'en rapportait à moi. En vérité, celui de l'incarcération mis à part, elle n'en courait pas davantage dans cet hôpital à trois kilomètres de la ligne de feu que sur les routes d'Espagne ou sur un col des Pyrénées, à portée des balles de la milice rouge. Elle ne pouvait pas connaître d'épreuves plus cruelles que celles de ces jours succédant aux jours, dans la chaleur, le surmenage et la peur.

Elle n'avait rien demandé. C'était un peu comme si je l'avais invitée, mais invitée à une partie qui pouvait nous coûter la vie à tous les deux. 100 000 pesetas. 86 000 francs. Non, il ne fallait rien lui dire. Plus tard, plus tard... Au fait, elle devinerait sans peine. Trop tôt peut-être !

Subitement, l'idée me vint qu'elle pourrait, au dernier moment, refuser de me suivre en soupçonnant que j'avais dû payer pour elle ou seulement avancer sa rançon, engager des sommes qui risquaient d'excéder les moyens de ses proches.

Je m'arrêtai sous un lampadaire, les mains ballantes, décontenancé. Évidemment, elle savait ce qu'il en coûtait pour fuir. Personne ne l'ignorait à Madrid, à Barcelone, ou ailleurs en Espagne rouge. Certains avaient versé jusqu'à 300 000 pesetas « à l'époque des plus hauts cours », comme disait Harinas. Elle exigerait de connaître avec quel argent on achetait son évasion. Il me faudrait lui mentir pour commencer.

Qu'elle apprît seulement que cet argent était le mien, c'en était fait. Elle était capable, par orgueil, de rester auprès de celui que la guerre civile lui avait donné pour maître.

Eh bien, ce que je vais dire étonnera peut-être, mais je rebroussai chemin sur-le-champ à grandes enjambées. Le cœur humain est un puits d'incohérence. Il m'avait suffi d'imaginer la résistance de cette femme pour vouloir en triompher, même par la ruse. Elle ne saurait rien. Je l'emmènerais malgré elle. On verrait bien après !

Je sentis qu'une force invincible me portait. J'avais cessé de ratiociner. Tout me paraissait facile, simplement parce que ma décision était arrêtée, dure comme fer. Alors, il

n'y avait plus qu'à l'imposer aux autres, à forcer les circonstances. Le dernier quart de la besogne, en somme !

Sur la voie du retour, je n'avais pas ralenti un instant pour méditer une dernière fois. Sans hésitation, je poussai la porte et me retrouvai parmi les fûts et les bidons. Harinas travaillait toujours. La lampe électrique qui pendait, nue au bout d'un fil, au-dessus de sa tête mal peignée, allongeait bizarrement l'ombre de son nez. Il paraissait sommeiller, tout en collationnant des factures. Je toussai pour attirer son attention, comme le font les gens timides.

— Vous avez appelé la police? fit-il sans s'interrompre dans ses crayonnages.

— Non. J'ai réfléchi seulement et je reviens. La police? Au fait, c'est peut-être vous qui l'appellerez tout à l'heure quand vous tiendrez l'argent...

Il leva les yeux et balança la tête comme on fait lorsqu'on entend une rengaine.

— Et vous croyez que c'est en appelant la police que je me serais fait une clientèle? Ici, *señor*, vous êtes dans une maison de confiance. (Il tapotait avec véhémence sur la table avec son coupe-papier pour mieux souligner ces mots.) De confiance, *señor* ! Je réussis quatre fois sur cinq. Et mes employés sont sérieux. Vous payez le solde à l'arrivée entre les mains du guide.

— Est-ce que vous donnez un reçu?

Il posa son crayon et mit les coudes sur la table. Allons. Il en prenait son parti. J'étais un client ennuyeux.

— Pour les pesetas, non. Mais pour le virement à la banque de Perpignan, vous aurez une pièce comptable.

Il me semblait que Laura m'écoutait en ce moment. J'avais le sang dans les joues. Je n'ai pu me laver de tout cela qu'en lui racontant plus tard — mais beaucoup plus tard — tiens, la semaine dernière seulement — les péripéties de ce maquignonnage odieux, comme je le refais pour toi en ce moment, bien en détails... Je ne me suis senti délivré qu'après.

J'ai tardé longtemps, tu le vois, à lui faire ma confession. Mais il y avait une raison à ce silence. Elle apparaîtra par la suite.

— Finissons-en, dis-je à Harinas. Je suis revenu. C'est

donc que j'ai confiance en vous. Je ne vous demande même pas de réduction. Je ne discute pas. Je paie ! Je paie !

— Chut ! Parlez plus bas. Par Priego et les avant-postes d'Aragon, je vous fais 5 p. 100, mais vous êtes pris par les Nationalistes.

Il se renversa sur le dossier de son fauteuil et attendit ma réplique. Ses mains erraient sur les accoudoirs. « Les Espagnols ne portent plus de bagues. » Je remarquais cela à part moi. A tous les moments graves de ma vie, ma pensée s'est promenée ainsi sur des sujets insignifiants. Une espèce de démission après le coup de force. Je préférais m'attacher à cette question de bague, sans intérêt aucun, plutôt que de répondre. Cela m'ennuyait d'écouter la voix de la raison, celle qui me commandait d'aller au plus court : ramener Laura Sandoval à son mari, à Zarauz, plutôt que de la rapatrier à mes côtés en France en prolongeant d'autant notre tête à tête.

— Comptez le prix du billet de Luchon à Irun, et les tracas avec vos autorités françaises, *señor*... Vous y gagnez au moins 4 000 pesetas. Et moins de fatigue pour la *señora*.

— 4 000 pesetas, mais plus de danger, peut-être ?

— Plus de danger ? (Il leva les bras au ciel.) Un hasard, un funeste hasard... Est-ce qu'on peut le prévoir ? La montagne est plus grande du côté de la France, mais les Catalans souvent moins faciles à convaincre. En plus, vous avez trois jours de voyage au lieu d'un. Et chaque minute compte. Chaque minute est un danger. La voie la plus courte, à mon avis, est encore la meilleure. Directement par les lignes nationalistes !... Priego et Saragosse.

— C'est bon. J'ai choisi. Ce sera par Priego. Mais comment prévenir ma banque ? Et la *censura militar ?* Et les courriers détournés par Cuenca ? Sept jours au moins et autant pour la réponse.

Il me tendit une feuille de papier et un porte-plume.

— Écrivez et ne vous occupez de rien. Dans cinq jours, je saurai si le virement est accompli. Cinq jours, *señor*, et le dimanche compris !

Déjà il préparait un étui mince en papier imperméable de la longueur d'un cure-dents. Pourvu que le messager ne l'avale pas, pensai-je.

— Faites-le à l'ordre de Feliu Puig, route d'Elne, à Perpignan.

L'affaire était dans le sac.

Je venais, sans bien me le représenter encore, d'acheter Laura Sandoval, comme une bête au marché.

Lorsque je revis Harinas pour la dernière fois, c'était le vendredi, à six heures du soir. Il pleuvait depuis la veille. J'avais dû acheter un parapluie pour pouvoir circuler en ville. On se fût cru en automne, tant l'air avait fraîchi. Le sous-sol était sombre. Harinas s'avança vers moi et me prit la main. Une chose qu'il n'avait jamais faite auparavant.

— L'argent est arrivé, me dit-il. Nous allons tâcher d'en terminer ce soir.

Il était pressé maintenant. Presque autant que moi. L'aventure allait commencer.

Les six jours précédents avaient été employés à obtenir les faux papiers nécessaires. Pour ma part, cependant, je conserve de cette période le souvenir d'une inaction pénible. Presque chaque jour j'avais rencontré Pepo chez le marchand de vin et nous avions pu échanger quelques mots. A mesure que la date et l'heure approchaient, il me semblait que mon cœur battait de plus en plus vite. La nuit, je m'éveillais et je regardais ma montre. A part les enquêtes de service auxquelles je m'astreignais pour justifier la prolongation de mon séjour en Espagne, ma seule occupation véritable, c'est-à-dire la seule qui me tint à cœur, c'était celle d'étudier la carte de la Serrania de Cuenca, jusqu'aux monts d'Albarracin. Harinas me l'avait conseillé. Je m'y adonnais avec conscience.

Et soudain, au beau milieu de ce travail ou bien dans la rue, je m'arrêtais, effrayé de moi-même. Alain Destagel, de quoi te mêlais-tu ? Dans quel guêpier allais-tu donner de la tête ?

Ce que je vais confesser est absurde, mais plus le temps s'avançait, plus j'oubliais les traits de Laura Sandoval et, avec leur image, le mobile véritable des complications dont j'avais pris l'initiative. Mais c'était comme une machine qu'on a mise en marche et qu'on ne saurait plus freiner sans péril. Il n'y avait

plus qu'à rassembler son courage, foncer, et tâcher de réussir.

Harinas me fit quelques recommandations. Les dernières 3 000 pesetas, je devais les remettre à l'homme qui nous conduirait dans la montagne. Surtout, aucune arme, du moins jusque là. Avoir confiance. Boire avant de partir. Dans les poches, de quoi manger pour vingt-quatre heures. Des espadrilles de rechange pour la *señora* et pour moi. Je conservais mon identité véritable, quoi qu'il advînt. Demeurer Français, c'était tout de même plus sûr. Laura Sandoval, elle, devenait madame Destagel. Le passeport truqué était là sur la table — un passeport français, assez bien imité, ma foi — et encarté dedans le *salvo-conducto* de la place de Madrid, bariolé aux couleurs républicaines. La photographie? Un des plus gros soucis de nos journées précédentes. Impossible d'en obtenir une, même en fouillant les archives des principaux photographes de la ville. A croire que madame Sandoval n'avait jamais cédé au besoin de s'offrir à l'objectif depuis quatre ans bientôt qu'elle habitait Madrid! On avait dû se contenter du cliché d'un sosie, découvert dans la collection d'un artisan de la calle Xiconda. Une réduction de l'original avait été faite en vingt-quatre heures. J'avais l'œuvre devant moi.

— Pas mal, vraiment.

— C'est cher mais bien fait. Ah! Si vous m'aviez laissé plus de temps. Enfin, vous roulerez de nuit, exclusivement de nuit. Et conseillez à madame de se coiffer à l'ange. Comme le modèle... Allez maintenant. La voiture attendra devant la *tasca* entre dix heures et demie et onze heures. Surtout, pas de bêtises. Si vous sentez que l'affaire ne peut pas réussir aujourd'hui, attendez une autre occasion et revenez me voir. Il n'y aura pas de supplément. *Buena suerte, señor!*

Je partis d'un bon pas, bénissant la pluie qui ferait la nuit plus noire, les factionnaires moins sourcilleux. Laura, par ce mauvais temps, jetterait certainement une cape sur ses épaules, même pour traverser la rue. Devinerait-elle seulement ce qui se tramait? Par prudence, je ne lui avais fait transmettre aucun avertissement. Pepo lui avait dit seulement : « Vendredi soir, le *señor francés* qui donne du sucre veut te raconter quelque chose à toi toute seule, ma belle Rita. Dès que ton Cabrahigo

sera parti, je te ferai passer par la ruelle et je te ramènerai une heure après. » Elle n'avait rien répondu. Pepo, en lui susurrant ces mots, avait dû manifester plus d'émotion qu'elle en les entendant. Vingt-cinq ans, mais quelle cruelle énergie, quelle maîtrise de ses nerfs !... J'admirais cette femme avant de l'aimer.

A neuf heures, je me mis à dîner sur un coin de table, dans cette méchante chambre borgne qui occupait l'étage de la maison du marchand de vin. J'avais discuté moins d'une minute avec lui. Il était brave homme.

— Vingt pesetas et tu me laisses ici jusqu'à onze heures. J'attends une petite dame...

Il avait tout de même l'air d'espérer autre chose.

— Apporte-moi deux bouteilles d'Amontillado, trois verres et la note, tout de suite ! Je paierai d'avance.

Comme ça, il avait le sourire. Il tourna le dos et j'entendis ses pas sur les marches. De la poche de mon vêtement imperméable, je retirai un sachet. C'était la poudre somnifère. Pauvre Pepo ! Il allait ronfler plus que son quart.

Lorsque les bouteilles furent là, toutes débouchées, et la porte verrouillée, j'emplis mon verre à deux reprises et en jetai le contenu pour laisser croire que j'avais tué le temps en levant le coude à plusieurs reprises. La réalité était autre. De l'alcool en cet instant, il ne m'en fallait guère. J'avais besoin de toute ma tête. La mise en scène me parut bonne. Il n'y manquait pas même le vin renversé sur la table, la serviette et le morceau de savon.

Attendre, maintenant. Des mouches tournaient autour des pelures de saucisson. Je me mis à compter les carreaux de la toile cirée. La nuit était tombée. L'électricité manquait. Un obus, la veille, avait rompu les câbles transporteurs dans le quartier. J'allumai une bougie et me mis à écouter Il n'y avait pas de clients en bas dans le cabaret. On n'entendait que le bruit des savates du cafetier ou celui des bouteilles qu'il rangeait une à une. Derrière moi, le broc que je venais de lui faire remplir avec un clignement d'œil obscène, perdait son eau goutte à goutte. Chacune de ces gouttes, de l'étagère du meuble de toilette, tombait sur le sol carrelé. Et la mare grandissait peu à peu, s'avançait comme un doigt, en suivant

la déclivité du plancher. Je demeurai ainsi immobile à suivre les progrès de l'inondation. Je ne songeais à rien. Attendre... Si j'avais levé les yeux, j'eusse aperçu le lit, couvert d'une cotonnade rouge, un lit avec des punaises et des ressorts cassés probablement. Mon Dieu, comment allais-je faire pour épargner à Laura une comédie trop prolongée? Et comprendrait-elle seulement? J'en étais oppressé. Si Pepo n'allait pas boire tout de suite?

Bientôt, j'entendis craquer dans l'escalier. Deux personnes montaient. C'étaient eux. Je me dressai pour éprouver mes jambes. Ma gorge était nouée. Nous ne sommes pas faits pour de telles situations. Mais lorsque je vis Laura et derrière elle Pepo, son fusil à la bretelle, tout mon sang-froid revint d'un coup. J'allais vaincre. Un calme complet s'était fait en moi, un calme presque cruel. Je serais implacable.

— Bonjour, Rita...

Elle avait jeté son vêtement de pluie sur une chaise et me tendait la main tout en faisant, du regard, le tour de la soupente. Elle avait conservé sur elle ses effets de travail. Je crois qu'elle s'était coiffée. Elle était belle. On eût tué pour elle. Je lui montrai la table, les bouteilles.

— Merci. Je ne boirai pas.

— Pepo boira, lui! Un bon coup, Pepo! Moi, j'ai déjà trop bu.

Je me mis à rire. J'avais vraiment envie de rire. Jamais, il me semble, je ne ris avec autant de satisfaction qu'à cette minute. C'est que Pepo, sans désemparer, venait d'avaler deux pleins verres d'Amontillado, celui auquel j'avais mélangé tout à l'heure la poudre blanche.

Comme il était jeune et timide, il hésitait encore. Mais je lisais dans ses yeux une impatience lubrique. Je pris Laura par la taille et la poussai doucement vers le lit. Elle me considérait, incrédule. Jamais je ne saurai ce qu'elle pensait à cette seconde même. Elle ne se défendait pas. Son corps était seulement raidi, ses longues jambes un peu contractées.

— Dans un quart d'heure, il dormira, murmurai-je en français. Et j'appliquais mes lèvres dans son cou en la serrant à l'étouffer. Tenez-nous en haleine, ne serait-ce que cinq minutes, pour l'amour de Dieu.

Elle eut une moue et leva le menton d'un air amusé. Dans son regard brun avait passé, l'espace d'un éclair, comme un reflet de tendre malice. Cette moue, ce regard, j'imagine qu'ils voulaient dire : « Vous êtes gentil. Comme je vais bien savoir faire cela ! » Elle me donna quelques claques légères pour mimer les coquettes et exigea une cigarette d'abord.

— Je me déshabillerai ensuite, dit-elle.

Pepo l'admirait, les yeux vagues, un sourire enfantin sur sa lippe.

— Oh ! Rita, déshabille-toi tout de suite, implorait-il.

Comme tous les hommes du peuple, il ne savait séparer le plaisir du vin, l'amour de l'ivresse. Comme si la plus grande joie ici-bas était de s'abrutir, et de s'abrutir au point d'en oublier même sa joie !

Je m'étais douté qu'il tomberait dans ce travers. Je l'escomptais comme la condition même du succès. Je n'étais pas déçu. Tous les mêmes !

Laura s'approcha de lui, entoura son cou de ses bras pâles et l'embrassa sur les deux joues avec effusion. « Tout à l'heure, Pepo. C'est bien meilleur quand on a attendu.... » Il était aux anges. Elle se dégagea ensuite aussi vite qu'elle le put. D'ailleurs, je l'avais enlacée de nouveau, mais plus étroitement que jamais, pour la ravir au contact de l'autre. Malgré moi, je la sentais toute et je la désirais comme un fou.

— Vous, je ne vous embrasse pas, fit-elle.

Elle me pinça les oreilles et me fit mettre à ses genoux. Je serrais ses chevilles nues, presque froides, tandis que, par jeu, elle caressait mes cheveux en les mouillant de vin.

— *Es el peluquero, el peluquero...*, s'écriait-elle joyeusement.

J'entends toujours sa voix et ces mots. Quelle émotion nous étreignait pendant toute cette comédie ! Et pourtant, elle n'en trahissait pas. Il n'y avait que du triomphe dans son intonation. Elle comprenait tout. Elle aussi, enfin, elle était dans l'attente de la fuite. Elle savait que l'heure en allait sonner. Alors, elle riait aux éclats comme une enfant. Et moi, je riais de la voir grisée de cette liberté qui nous attendait, de cette liberté dont j'étais l'ordonnateur.

Pepo, la bouteille à la main, ne s'ennuyait pas non plus.

Il s'esclaffait, assis sur le bord de sa chaise. Il avait bu une troisième rasade d'Amontillado. Sa bouche demeurait un peu ouverte. Il oubliait de la fermer. De ses yeux de chien mouton perlaient de grosses larmes, comme lorsqu'on est gosse et qu'on s'amuse trop avant de s'endormir. Bientôt il dut poser son verre. Sa main devenait molle. Tout à coup, je vis ses traits changer, prendre une sévérité presque douloureuse. Enfin, il tomba tout d'une pièce sur le sol, comme un sac de patates. Un ronflement sourd s'échappait de sa gorge, comme s'il avait eu du mal à trouver de l'air. Je me penchai vers lui, anxieux. Laura était devenue très pâle, supposant je ne sais quoi d'odieux. Mais bientôt la respiration s'était refaite, paisible, sonore. Je poussai un soupir de soulagement. Pourvu que la voiture arrive ! J'étais trempé de sueur. Je pris le dormeur à bras-le-corps et le portai sur le lit. Dans sa poche, je glissai un billet de 500 pesetas. Ces petits papiers-là rendent toujours service.

Laura, sans perdre une minute, avait, pendant ce temps, rincé son verre et jeté par la fenêtre le reste de vin. Maintenant, il fallait de nouveau attendre. Je me mis à observer la rue à travers les persiennes. Rien encore. Et quelle angoisse ! Dix heures trente-cinq...

Dans ma poche intérieure, je tenais le précieux passeport.

— Tenez, dis-je. Serrez-le bien.

Elle l'ouvrit et déplia même le *salvo-conducto*.

— ...Madame Destagel... Mon Dieu, docteur, vous avez dû payer cela une fortune.

Je haussai les épaules, impatienté, et lui tendis un peigne, une brosse et du rouge à lèvre.

— Ne vous en occupez pas. C'est affaire entre Sandoval et moi. Coiffez-vous plutôt et redessinez vos lèvres. Regardez bien cette photo... Il faut ressembler à cette femme. Vite ! Nous partons dans quelques minutes. (Je me tournai encore une fois vers la fenêtre. Toujours rien, mon Dieu.) Nous partons, oui. A moins que...

Les épingles entre ses dents, avec des gestes de chatte, elle ramenait ses cheveux en bandeaux, étirait les bouclettes et les ramassait autour de sa nuque. Je la regardais faire, ému par tant de grâce nerveuse. Est-il quelque chose de plus

joli à voir qu'une jeune femme en train de se coiffer ?

Pepo, lui, ronflait toujours.

— Ça ne tiendra jamais, fit-elle, impatientée.

— Dépêchez-vous donc.

Dans la rue, une voiture venait de s'arrêter. Elle portait une cocarde et ses phares étaient tamisés par un écran bleu, comme les véhicules qui accomplissaient des services de nuit près du front. Mon cœur se mit à frapper jusque dans ma gorge. Le moment était venu. Nous n'avions plus qu'à nous en remettre à ces deux inconnus que je distinguais à peine, immobiles sur le siège avant. Il pleuvait toujours, mais à gouttes plus fines.

— Descendez la première. Passez par l'arrière-boutique. Dites aux conducteurs que je vous suis. Je ne veux pas qu'on nous aperçoive ensemble, même dans cette ruelle.

— Combien de minutes faudra-t-il vous attendre?

— Deux seulement. Vous n'avez pas peur?

Elle ne répondit pas, se contentant de me jeter un coup d'œil où je lus une sorte de douceur triste. Elle en avait fini avec ses cheveux et endossait son manteau. Je la vis soudain s'arrêter, la main sur la clenche de la porte, et hésiter. Un scrupule venait de la traverser.

— Vous risquez votre vie en m'accompagnant, dit-elle.

— Ma vie, non. Ils n'oseraient pas. Un membre d'une mission internationale. Et un Français au surplus.

Elle eut un sourire triste.

— Un Français !... Mais ils vous détestent ! Tous, Rouges ou Blancs. Et les Rouges peut-être davantage que les Blancs. Ils vous détestent pour vos conserves avariées, vos mitrailleuses qui s'enrayent, vos avions qui n'avancent pas.

— Peut-être ! Mais je pars avec vous.

Elle me tendit la main et hocha la tête.

— Bien sûr, fit-elle.

Nous attendîmes encore quelques secondes ainsi, dans l'entre-bâillement de la porte, de peur que les miliciens qui trinquaient en bas, avec des exclamations et des rires, ne fussent installés trop près du pied de l'escalier. Je sentais vivre contre moi le corps de Laura. J'avais son mince poignet

dans ma main droite. Son pouls était calme comme si rien n'allait se décider de notre sort à tous les deux. Une femme étonnante, vraiment. Elle s'était retournée une dernière fois et laissait errer par-dessus mon épaule ses regards sur la petite pièce où Pepo, au fond, poursuivait bruyamment ses rêves, étalé sur le dos, les jambes ouvertes.

— Ce Pepo, il n'était pas mauvais garçon, murmura-t-elle. Si seulement nous avions pu l'emmener.

Je l'entraînai doucement. Pas de sentiment à un tel moment.

— Allez vite, maintenant. La route est libre.

A peine m'avait-elle quitté que je me précipitai à la fenêtre pour surveiller son passage en bas. Elle traversa l'impasse et monta dans la voiture. Les deux ombres, près du volant, n'avaient pas bougé. Sous les lanternes, le sol mouillé luisait comme une flaque d'encre. On entendait ruisseler dans une gouttière. Je me dirigeai à mon tour vers la porte et la fermai avec soin.

Un instant après, j'avais rejoint Laura et l'automobile nous emportait. Elle suivit d'abord de petites rues que je reconnaissais mal, puis elle s'immobilisa devant un bâtiment militaire dont on ne distinguait pas bien le nom, gravé trop haut dans l'obscurité. Tassés sur la banquette, nous ne pouvions échanger une parole. La crainte nous coupait la respiration. Étions-nous trahis? Pas du tout. Tandis que son comparse entrait sous la porte cochère, l'un des deux hommes qui nous avait conduits descendit et vint passer sa tête à la portière.

— Ici, *señor y señora*, vous changez de voiture. Suivez-moi.

Il nous accompagna à pied dans un dédale de rues aux trottoirs ravagés, bordés de masures éventrées par l'artillerie — pauvres maisons qui avaient l'air de cracher leurs poutres — plus sordides que des chantiers de démolition. La guerre... On marchait à tâtons parmi les débris de meubles, les moellons, les plus étonnants ustensiles, tous épars, fracassés, mêlés à de la terre gluante et à des tessons de bouteilles. Il y avait même des livres, de misérables livres rendus pâteux par l'averse, leurs reliures arrachées par les explosions sans nombre. Dans un couloir de déblais, trois voitures attendaient, leurs veilleuses bleues comme des regards de tigres dans

l'obscurité brumeuse. Des soldats fumaient, assis sur les marchepieds. Un sergent s'approcha, frotta une allumette et regarda nos papiers. Il devait être averti de notre passage, car il salua, le doigt à la couture du bonnet. Enfin, désignant les véhicules, il nous fit signe de le suivre.

— La première voiture, monsieur, madame, dit-il en français.

Celle-là était une puissante limousine de marque américaine avec les initiales et le fanion du corps diplomatique. Notre guide prit le volant tandis qu'un nouveau soldat, fusil au poing, s'asseyait sur la banquette près de lui. Cette fois, le voyage commençait pour tout de bon. Nous n'avions plus qu'à courir notre chance.

A l'aube, nous étions seuls dans la montagne. Le sol était fauve, convulsé. Aux arêtes de rochers, pareilles à des échines de sauriens, le brouillard s'accrochait par filandres roux. Dans le contre-jour de l'aurore, où s'éraillaient de très hauts nuages, courait, au loin, un feston de collines couleur de fer météorique. Et tout cela solitaire, recueilli, presque barbare, avec une senteur de lavande et d'arbouses qui montait des ravins.

Nous nous assîmes sur une grosse pierre et je dépliai la carte. Bientôt l'*estancia*. Seule, cette éminence la dissimulait encore à nos yeux. Mais on la devinait là, dans ce cirque de verdure.

— Plus qu'une demi-heure.

Laura Sandoval relaçait ses espadrilles. Un homme de précautions, ce Harinas... Sans espadrilles, qu'eussions-nous fait? Je me tournai de nouveau vers ma compagne.

— Fatiguée?

Elle secoua la tête négativement. Ses traits purs étaient graves, presque trop pâles. Je vis sa peau diaphane et cette veine bleue dans son cou, là où j'avais posé mes lèvres, voracement, la veille, dans la soupente de la *tasca*, pour donner le change à Pepo.

— Laura, vous êtes fourbue.

Elle me regarda un long moment, comme si d'avoir entendu son vrai prénom dans cet air vierge du matin avait éveillé en elle quelque souvenir ancien, indéfinissable. Puis un sourire se dessina peu à peu sur sa lèvre supérieure, ce sourire bien à elle où transparaissait à la fois de la raillerie et de l'amertume. Mais de réponse, aucune. Son silence, son orgueilleux silence, signifiait sans doute qu'elle était sûre de ses forces et que, Dieu merci, dans ce corps fragile, usé par des jours et des nuits d'esclavage, il s'en fallait encore que l'énergie fût tout à fait tarie.

Dans ce demi-jour qui devenait amarante, il me semblait la voir pour la première fois, cette Laura au cœur taciturne. Je sentis que je ne savais rien d'elle, moi qui la tenais pressée contre mon épaule, dans ce matin frileux. Elle m'avait laissé sa main, rien que sa main, mais inerte. Et j'en caressais la paume et les doigts comme autrefois sur la route d'Urrugne, quand elle était jeune fille. Quelque chose d'indéchiffrable était entre nous qui me faisait étranger à elle. Et la sensation en était si aiguë qu'elle ressemblait à une prescience.

— Marchons, lui dis-je. Le soleil va bientôt paraître et vous savez que nous devons restés cachés jusqu'à la nuit prochaine.

Elle s'appuya à mon bras sans répliquer et regarda vers l'orient. Dans ses yeux, il y avait un reflet couleur de miel, celui du ciel où, là-bas, grandissait la lumière. Ses traits, de profil, étaient impassibles, ceux d'une femme lointaine attachée à un destin où je n'avais rien à voir.

Alors je compris que j'allais souffrir.

Au cours du voyage en automobile, elle avait sommeillé presque sans cesse à mes côtés, la tête renversée en arrière sur le coussin du dossier. Seulement, lorsque les dernières maisons de Madrid s'étaient égrappées, blafardes, dans la nuit trouble, elle avait mis ses mains contre sa figure, comme lorsqu'on voit s'effacer un cauchemar. Mais ce qui lui monta aux lèvres ne fut qu'une parole de pitié. Oui, pitié à tout ce qu'elle quittait :

— Pauvres hommes, murmura-t-elle.

— Songez à vous, doña Sandoval, vous qui avez eu votre part, votre grande part d'épreuves...

— Je sais. Mais le sacrifice, voyez-vous, est un sentiment si contagieux.

— Le sacrifice? Pour eux, oui. Mais pour vous, pauvre petite Française? Vous, innocente. Le sont-ils, tous ceux-là qui souffrent et qui s'entretuent?

Elle avait refermé les yeux et balancé deux fois la tête, harassée d'émotion et de fatigue.

— Si vous saviez comme ils sont simples, tous, quand ils se sentent mourir. (Sa voix n'était plus qu'un souffle.) Tous, répéta-t-elle.

Plus tard, je vis qu'elle avait pleuré. Je ne l'interrogeai plus. Il y a de ces choses qui n'appartiennent qu'à nous-mêmes, des aveux qu'on ne fait à quiconque. Dussé-je vivre avec elle jusqu'à la fin de mon existence, rien ne me fera chercher au delà de ces larmes silencieuses. Et pourtant je sais que je ne les oublierai pas avant qu'elle les aient oubliées elle-même.

Puis la course dans la nuit avait repris, interminable. A deux heures du matin, le soldat était descendu après de longues palabres avec notre chauffeur. Je l'avais vu disparaître dans une *fonda* avec la démarche d'un homme qui compte bien y dormir.

— *Hasta mañana!*

Nous restions seuls avec notre guide, un garçon de trente ans, la figure renfrognée, aux joues marquées de petite vérole. Mes craintes diminuaient. Celui-là était tout à sa tâche. Il était ici, sur son siège, pour gagner quelques milliers de pesetas, et nous en aurions pour notre argent. Bientôt, il bifurqua dans les garrigues par un chemin de pierres coupé de fondrières qui montait, pareil à un ruban calciné, sous les premières clartés de la lune. Les cahots étaient si rudes que Laura s'éveilla tout à fait. Cela dura une heure au moins. Nous en avions mal dans les côtes. Puis la voiture vira au beau milieu d'un champ en friche et s'arrêta brusquement.

— *Vamos!* dit l'homme en sautant à terre.

La nuit s'éclaircissait de plus en plus. Nous sortions de cette purée humide qui assombrissait la Castille depuis deux jours. Par un chemin raboteux qui grimpait dans les chênes verts, nous nous éloignâmes en suivant pas à pas ce grand

garçon peu communicatif. Sans une minute de repos, nous allâmes ainsi à travers la montagne jusqu'à un col.

— Maintenant, je dois retourner, fit-il. Ce que vous entendez là, c'est la *lechuza*, la chouette. Pas besoin d'avoir peur. On a dû vous donner une carte. Vous savez où sont les avant-postes de chaque parti. A moins de tomber sur une patrouille ou une colonne qui passerait à l'offensive, vous ne devez rencontrer personne en suivant notre itinéraire. C'est une région déserte, *señor*. Tous les habitants sont partis et les troupeaux sont mangés. Il n'y a plus que des morts.

Il me tendit son pistolet et sa ceinture cartouchière.

— Tâchez de ne pas avoir à en faire usage, ajouta-t-il. Vous êtes des rôdeurs maintenant. Et il n'y a plus de saufs-conduits qui tiennent. Les vôtres étaient bons jusqu'à Priego. Ici, plus de prétexte possible. Des gens surpris dans cette montagne sont forcément des transfuges. Découverts, votre compte est bon. Alors, pas de diplomatie. La diplomatie, elle s'arrête ici. Feu à volonté. *Bueno suerte!*

Je lui mis dans la main les billets de banque. Comme il faisait encore noir, il les examina de très près avant de les empocher. Cette vérification faite, il me remercia d'un air bourru et partit d'un bon pas. Nous entendîmes longtemps les pierres dévaler avec lui, puis le silence se referma étroitement sur nos respirations.

⧈

L'estancia de Los Robles était une bâtisse décolorée flanquée d'un mirador menaçant ruine auquel on pouvait attribuer un vague aspect seigneurial. Avec ses vergers inclinés à l'abri des bouquets de pins et de cyprès, son toit de tuiles jaunes, elle composait là, dans ces confins pétrés de l'Aragon et de la Nouvelle Castille, un paysage de Provence ou de Grèce plus fleuri qu'un cimetière.

Laura s'était endormie sur un lit de sangle à l'étage, dans une grande pièce presque vide aux murs crépis et que la lumière orangée du Levant inondait progressivement. Un lit et une croix. Je ne me souviens de rien d'autre; ou peut-être encore d'une table de chevet et d'un chandelier de cuivre avec de la pous-

sière presque rousse qui recouvrait tout. Sans doute avait-on déménagé tout ici. Mais il y a de ces intérieurs si austères dans cette cruelle Espagne qu'ils font toujours songer à un pillage ou à une succession difficile.

Nous n'avions pas, pour tout dire, abordé Los Robles sans appréhension. J'avais laissé Laura Sandoval derrière un muret, dans un chemin creux, et rampé jusqu'à la pelouse pour m'assurer de la tranquillité du domaine. La terre était encore froide, mais déjà pleine d'insectes. Le capitule d'un pin parasol trempait peu à peu dans le sang du premier soleil. Les cigales allaient accorder leurs crécelles. J'écrasais sous moi des savanes d'iris, tout un monde de fleurs déjà desséchées, et je songeais à la sottise des hommes, à leurs malentendus meurtriers, tout ce qui faisait que, dans ce matin si pur, une vieille maison pour s'aimer et mourir était à l'abandon, sous ses ombrages enchantés d'oiseaux.

Personne...

Maintenant, je regardais dormir la jeune femme tout en surveillant les champs et les montagnes par les deux fenêtres entr'ouvertes. Il y avait, dans ses traits bien charpentés, ce menton adouci d'une fossette, dans les pommettes surtout, au dessin rigide de princesse samouraï, quelque chose d'énigmatique et d'inflexible que semblait confirmer, l'espace d'un instant, l'angle parfois dédaigneux de la bouche. Puis elle ouvrait les yeux — pour s'assurer sans doute de ma présence constante — des yeux empreints de la profondeur et de la sérénité nocturnes, au regard plus haut que terre, presque chaleureux, mais sans douceur, ni supplication. L'expression véritable de son visage était là.

— Dormez, Laura. Je veillerai seul.

Alors un sourire affectueux, estompé dans les limbes du sommeil, détendait ses lèvres bien ourlées, pareilles à une fleur de chair qui eût trahi soudain toute une corolle de dents jolies et de gencives roses.

Los Robles... Peut-être une des plus belles images de ma vie ! Cette lisière d'arbres comme dessinés au fusain où s'égosillaient les chardonnerets, ce jardin où s'effeuillaient des pivoines parmi les pierres et les herbes folles, et les orvets noirs, endormis à la source sur le sable trop chaud, tout ce

monde vivant aux douceurs animales que nous laissons derrière nous — nous, les hommes — lorsque nous cessons de tourmenter la terre et d'en inquiéter les échos...

Oui, qu'elles furent belles ces heures, dans ce pays déshabité, mais tout hanté de lézards gris, d'abeilles, d'hirondelles, sous cette coupole de lumière que nous faisait le ciel, comme pour ajouter de la solitude à notre solitude...

J'avais cueilli des cerises noires, de ces fruits ratatinés dont on fait le kirsch en Lorraine. Elles s'étaient flétries de chaleur sur l'arbre. Comment les passereaux auraient-ils pu tout becqueter ? Il y en avait beaucoup trop pour leur appétit. Et c'était comme du sucre. Avec elles, le pain de riz et les œufs tirés de ma musette, nous avions, dans le mirador, composé un repas presque heureux, au milieu d'une profusion de fleurs que taquinaient les guêpes. Du vin, après une bonne demi-heure de fouilles dans le cellier, j'avais fini par en trouver une bouteille. Tout le reste était dans un inexprimable désordre. On avait bu et détruit ensuite. C'était peut-être à un excès d'ivresse des précédents visiteurs que je devais de trouver encore un flacon intact à demi enfoui dans la terre battue, avec une jarre d'olives noires et des haricots secs.

Ainsi, j'étais un pilleur à mon tour, l'homme qui passe et ne reviendra pas. Mais déjà, en cette minute, je sentis que des forces de sentiment me ramèneraient plus tard en ces lieux, qu'il était impossible qu'on ne m'y revît pas un jour, la paix revenue, tant j'y laissais de moi-même. Oui, en échange de ce vin, de ces fruits, je voudrais leur donner de ma sueur. Tiens, par exemple, prendre la bêche par un après-midi torride et peiner là, sous un grand chapeau de paille tressée, dans ces jardins et ces vignobles envahis de broussailles, les oreilles assourdies par le chant des grillons. Je crois que je ferai cela un jour.

Mais il fallait repartir. Par moments, surtout quand vint le soir, le canon avait grondé du côté des collines d'Albarracin, entre deux cris d'hirondelles. Mais les environs étaient calmes, d'un calme qui nous surprenait nous-mêmes. On eût dit une grande clairière dans la férocité des hommes, et cette lumière blonde qui s'inclinait sur les bois après le pesant éblouissement de l'après-midi, elle n'inspirait vraiment

qu'une idée de béatitude. On ne croyait plus ni à la mort, ni à la guerre.

Je ne pouvais imaginer que Laura fût insensible à ces instants que nous vivions là.

— Vous êtes la dame de Los Robles, lui dis-je.

Je n'eusse pas osé croire que, deux mois plus tard, elle serait pour vous tous la dame d'Arotsenia, ma vieille demeure d'Ascain. Et mes lèvres, en vérité, eussent tremblé trop de lui avouer qu'elle était, depuis le matin même, tout simplement la dame de mon cœur.

Elle était assise à mes côtés, avec un air de grande fille trop sage, sur un banc de pierre encore chaud, attendant que la nuit protectrice s'étendît sur toutes ces choses divines parmi lesquelles nous avions vécu un jour. Je me penchai vers elle, cherchant son regard.

— Pourquoi êtes-vous triste, Laura?

Elle eut un mouvement évasif et mit sa main sur mon épaule.

— Il me semble que je rêve, dit-elle d'une voix grave. C'est que justement la réalité n'est pas ici. La réalité. c'était hier et c'est demain.

Je la pris dans mes bras. A ce moment, il y avait plus de tendresse que de passion dans mon initiative. Peut-être ne le comprit-elle pas. Elle laissa à peine ma bouche rencontrer ses lèvres. Je me demande encore si un tel geste peut s'appeler un baiser. Un baiser n'est pas si court. Elle m'écarta aussitôt après, avec douceur mais fermeté.

— Pas vous, murmura-t-elle.

Il y eut un profond silence. La fraîcheur descendait. Un crapaud caché dans les myrtes éructait par intervalles, comme une outre vide qu'on eût trempée dans l'eau.

Hier et demain... De Cabrahigo à Sandoval. J'en éprouvais une pesanteur dans la poitrine. J'étais seul et je ne menais qu'une ombre. C'était bien un rêve, en effet. Alors il valait mieux parler pour le dissiper aussitôt.

— Laura, par moments, on dirait que vous regrettez Madrid.

Elle fit non de la tête.

— Si j'avais pensé le regretter, serais-je venue? Mais,

voyez-vous, on ne quitte jamais sans émotion les lieux où l'on a souffert, où l'on a laissé des souvenirs qui seront sans doute parmi les plus âpres de sa vie. Ah ! tout cela serait difficile, si difficile à dire... Ne m'interrogez pas, voulez-vous ? Dites-vous seulement que je suis venue et que rien, absolument rien, ne me retenait plus là-bas que cette guerre, cette guerre horrible entre toutes.

Je baisais ses mains avec dévotion.

— Je crois que vous êtes fou, reprit-elle affectueusement. Vous avez donné trop de vous-même à la tâche de me faire évader. Beaucoup trop... Votre dévouement m'émeut, mais je ne dois pas, je ne puis pas, l'accepter. Réfléchissez. Songez que dans deux jours peut-être...

— J'y songe.

Elle eut un mouvement qui signifiait : « Alors ? Pourquoi s'abandonner à des chimères ? »

— Partons, dis-je. Il fait assez nuit maintenant.

Je chargeai ma besace et ceignis ma cartouchière. J'avais reconnu, dès le matin, le chemin qui descendait vers la plaine. Il n'y avait plus qu'à le suivre et continuer ainsi toute la nuit, jusqu'à ce que nous rencontrions un poste de l'armée de Salamanque, de préférence au delà des lignes de feu, pour éviter un premier contact trop rude.

L'air embaumait de résine. Dans les buissons, un à un, s'allumaient les lampyres. Laura s'effaça pour que j'ouvrisse la marche.

— Allez, dit-elle. Et ne vous retournez pas.

Au jour, nous avions atteint l'orée d'une garrigue sur le sommet d'une colline, après avoir contourné un village et plusieurs groupes de fermes comme frappées d'abandon, aplaties par la visière d'ombre que leur faisait leurs toits sous la lune. Pas même l'aboiement d'un chien. On eût dit que cette région entière était morte, ravagée par un mal qui eût laissé les animaux même sans voix. A deux reprises, nous avions fait halte sous des bouquets d'yeuses et de pins et nous nous étions étendus l'un près de l'autre, mêlant

notre souffle sur la terre chevelue de fenouils, tapissée de menus feuillages secs, la terre obscure qu'on sentait dans ses côtes et sous ses mains à la façon de la dépouille d'une bête rude et osseuse.

« Pas vous... », avait-elle dit. Il me semblait que ces deux mots, sans doute plus lourds de prière que de répulsion, nous sépareraient toujours lorsque je serais trop près d'elle. Aujourd'hui encore, je me demande parfois s'ils ne sont pas sur le bord de ses lèvres. Et je me sens tout glacé, renfermé dans moi-même, la proie d'une confusion intime, comme ces scrupuleux qui ont eu un geste maladroit et s'en souviennent des années au point d'en crier.

Ma montre marquait six heures dix. Nous descendions le coteau en contournant une vigne où nous avions cueilli quelques vrilles pour tromper notre soif et notre fatigue. C'est là que nous entendîmes le premier coup de fusil. Il était parti d'une colline chauve, à moins de deux kilomètres devant nous. Depuis minuit, nous étions égarés. Nous marchions à la boussole, toujours vers le Nord, par monts et par vaux, sans plus nous occuper de rien. Nous devions, en toute logique, nous trouver maintenant bien au delà des lignes de l'armée de Salamanque, à moins d'avoir tourné en rond et de nous être fourvoyés par malchance dans la zone d'opérations de quelque colonne d'attaque.

A ce coup de feu isolé, pareil à un avertissement, nous nous étions empressés de nous tapir dans un creux de terrain. Nous hésitions même à lever la tête. Je n'ai pris part à aucune guerre et je n'entends ma foi rien à l'infanterie. Mais à quelque chose que nous ne pouvions définir, nous avions compris que c'était dans notre direction qu'on tirait et que, tout à l'heure, ce bruit cruel de diamant qui raye une vitre, précédant le coup de pétard lointain, c'était une balle placée un peu haut, passant au-dessus de nous dans la sérénité du matin.

A quel parti obéissaient les hommes qui nous avaient aperçus? C'était ce qu'il fallait déterminer le plus vite possible. Rester là, cloués par l'indécision, cela ne servait à rien. Il me fallait aller en reconnaissance et laisser Laura Sandoval à l'abri. Mais elle refusa tout net. Entre elle et moi, un sen-

timent de solidarité presque masculine s'était développé depuis l'avant-veille, et il coulait de source que nous devions demeurer l'un près de l'autre, quel que fût le danger couru, et quoi qu'il arrivât. En moi-même, bien qu'il m'en coûtât, je l'approuvais.

Au demeurant, elle était assez brave — qualité peu commune chez une femme. Je le vis bien lorsque, tout à coup, d'autres balles vinrent faucher les broussailles d'alisiers autour de nous. Aucun doute cette fois. Il ne s'agissait pas d'oiseaux-mouches ! Cela cinglait trop fort et de trop près en passant. De là-bas, toujours de la même colline, la salve venait de partir, aussi nette et crépitante qu'une rangée de boutons à pression qu'on arrache. A pareille distance, cette pétarade n'avait pas l'air de tuer. Puis il faisait si beau, si calme, qu'on imaginait plutôt un jeu de méchants gamins. Pour bien comprendre, il fallait voir éclater les pierres et tomber les branches dans les arbres, subitement cassées par une main invisible.

En rampant, nous avions gagné une sorte de monticule d'où nous pouvions voir venir, sans risquer de recevoir un projectile.

— Ils avancent, murmura Laura. J'en aperçois au moins dix. Ils descendent de leur poste de guet.

Je tirai mon pistolet, le cœur durci.

— Vous me passerez les balles de ma ceinture, dis-je. Je n'aurai peut-être pas trop de temps pour recharger.

Elle me fit oui d'un signe, tout en me prenant aux cheveux pour me contraindre à baisser la tête. Une nouvelle salve passait, suivie de plusieurs autres. Nous avions le nez contre le sol : une terre calcinée, pareille à du gravier où couraient des racines sèches. Laura ne prononçait plus une parole. Elle avait fermé les yeux comme si elle avait cherché à dormir. C'était sa manière à elle de cacher son émotion. Je regardais la frange de ses cils posée sur ses joues blêmies. J'avais peur pour elle, pour sa beauté.

De l'autre côté de la vallée, les soldats avançaient toujours. Ils s'étaient déployés en tirailleurs et, dans le soleil encore oblique, leurs baïonnettes jetaient de minces lueurs. Le tir avait cessé.

— Laura, regardez maintenant, vous qui avez de bons yeux. Peut-être les reconnaîtrez-vous...

Elle se redressa à demi et scruta les environs. Ah ! si nous avions eu seulement une paire de jumelles ! Harinas n'avait pas réfléchi à cela. « Si ce sont les Rouges, pensai-je, il va falloir tirer... ». Cette perspective s'imposait à moi peu à peu. Je me sentais devenir une bête sauvage. Une rage froide montait en moi à l'idée que, si près du but, nous pouvions nous trouver capturés, brutalisés, questionnés — questionnés surtout... Un interrogatoire ? Ah, non ! Pas d'interrogatoire. Je ne rendrais de comptes à personne de ma présence ici. Et expliquer quoi ? L'expliquer à qui ? Rien à expliquer. Absolument rien ! Il y a des sujets qui nous appartiennent à nous tout seuls, et sur lesquels on ne pourrait ni finasser, ni mentir. On préférerait plutôt crever.

Je n'avais rien à dire — rien. J'allais tirer, tout simplement, en abattre quelques-uns. On verrait ensuite.

Je sentais la main de Laura me serrer le poignet de plus en plus fort. Sur ses traits, il y avait tous les ravages de l'incertitude. Et, tout à coup, elle poussa une espèce de gémissement et se pressa la poitrine.

— Mon Dieu, ce sont *les nôtres*, s'écria-t-elle. Les nôtres...

— Les nôtres...

Je répétais ces deux mots, la voix mal assurée. Mes nerfs venaient de se dénouer.

Je ne voudrais pas qu'on crût un instant que j'eusse pris parti dans cette affreuse guerre. Mais qu'on me pardonne : ces hommes qui venaient étaient, en effet, bien les nôtres, comme le disait ma chère Laura. Ils étaient les nôtres pour moi, non seulement parce que nous avions marché depuis l'avant-veille à leur rencontre, mais parce que nous savions qu'ils nous réservaient de l'indulgence. Il y a de ces choses qu'on n'a pas besoin d'expliquer. Il faut avoir été là-bas pour comprendre.

Quant à Laura Sandoval, elle les avait connus, ces soldats, mieux que leurs chefs et leurs prêtres. Elle les avait vus déchirés, perdant leur sang, agoniser et mourir. Elle avait étanché leurs dernières sueurs dans les lits de souffrance d'Atocha. Elle eût pu les confondre pourtant avec leurs adver-

saires : ils appelaient leurs mères, leurs épouses dans la même langue, dans la nudité dernière qui est celle de tous les hommes au moment de quitter ce monde. Eh bien, elle avait tout de même distingué les siens. Elle savait qu'elle ne se trompait pas.

Maintenant, elles les regardait venir, debout sur le tertre. Pour qu'on l'aperçut mieux, elle avait laissé tomber sa cape grise. Toute de blanc vêtue, elle levait le bras, la main ouverte en signe de paix et d'amitié. Deux larmes coulaient sur ses joues. Il y avait de la tendresse dans ses yeux.

Alors je me dressai à mon tour et jetai mes armes sur le sol pour mieux me joindre à ses appels.

⊡

De ce qui suivit je dirai peu de chose. Doña Sandoval, pour ces gens, n'était que madame Destagel. Son passeport et le sauf-conduit délivré par les autorités madrilènes l'attestaient. En tant que Français, et transfuges au surplus, nous étions deux fois suspects. Un tel concours de circonstances pouvait nous valoir une détention provisoire dans des conditions d'intimité comme on aime à nous les dépeindre dans les comédies américaines. Mais nous n'en avions guère le cœur.

Heureusement, le secteur était occupé par un bataillon d'infanterie régulière de Pampelune. Ce fut le capitaine Ingoïtia qui nous reçut sous sa tente, un homme avec qui on pouvait s'expliquer. Il se montra compréhensif et admit l'identité véritable de Laura. Il nous épargna au surplus la plupart des vexations inévitables auxquelles prêtait notre cas. Dans cette vaste entreprise anonyme qu'on appelle la guerre, la personnalité humaine est à tel point brimée que le seul fait pour un chef de se souvenir qu'elle existe encore est une marque de prévenance.

Il me restait à conduire Laura Sandoval à Zarauz, sur la côte atlantique. Son mari ne devait guère s'attendre à la revoir. Lui écrire? Superflu. Une lettre jetée à la poste ne nous eût pas devancés, et les communications télégraphiques étaient précaires.

A mesure que le train nous rapprochait de Saint-Sébastien, je sentais de plus en plus que je manquerais la dernière étape : celle des approches de la maison conjugale. Ce Mateo Sandoval, je préférais ne pas le connaître, le maintenir dans la fiction, tout comme Cabrahigo.

Toute l'Espagne du Nord avait passé sous nos yeux, des plaines décolorées de l'Èbre aux défilés fourrés de verdure, et comme gorgés de nuages, des provinces basques. Nous nous taisions. Au fond, nous n'avions jamais rien eu à nous dire. Et c'était peut-être ce qui faisait à la fois l'enchantement et l'amertume de cette aventure.

Lorsque, rien qu'au nom des stations traversées, je vis que le voyage allait finir, du côté de Zumarraga, dans cette campagne qu'imprègne déjà l'haleine moite de la mer de France, je me tournai vers la jeune femme et lui demandai de me pardonner :

— Je n'irai pas jusqu'à Zarauz, dis-je. Vous n'avez plus besoin de moi. Permettez que je vous laisse à Saint-Sébastien.

Elle me regarda avec tristesse mais indulgence.

— Vous êtes tout à fait pardonné, fit-elle.

Je lui tendis ma carte. Mais comme mon adresse à Paris ne lui rappelait rien, j'ajoutai à la main, d'une écriture que les dernières courbes de la voie faisaient toute gauche : « Arotsenia, par Ascain (Basses-Pyrénées) ». Elle hocha la tête. Une grande douceur s'était peinte sur ses traits.

— Ascain... La France. Notre chère France... Comme vous devez avoir hâte !

— Oh ! non. Je n'ai aucune hâte, croyez-le. Mais la France, voyez-vous, c'est le plus beau pays qui soit pour se souvenir.

— Il ne faut vous souvenir de rien. Se souvenir, c'est toujours souffrir.

— Peut-être. Ah ! si nous ne nous contentions que de nous souvenir, repris-je à voix basse, comme me parlant à moi-même. Mais la vie est tout de même faite d'autre chose...

Elle posa sa main sur la mienne.

— Alors, n'en parlez pas, mon ami.

Le train entrait en gare. Elle m'exhortait d'un sourire.

— Nous devons nous revoir, dit-elle. Promettez-le moi.

Je promis d'une inclinaison de tête. Pratiquement, rien

ne s'y opposait, bien au contraire. Je ne retournais à Paris que pour peu de temps. La saison d'été était proche. Dans moins de cinq semaines, j'allais m'installer à l'Arotsenia, comme chaque année à la même époque.

— Je vous attends, dit-elle en me serrant la main. Je vous attends dans la sixième semaine. Pas plus tard.

Elle n'avait pas voulu prononcer ce « nous vous attendons... » qui eût ajouté à ma peine. Et pourtant quelque chose d'autrement cruel lui brûlait les lèvres depuis trop longtemps : une pensée qui avait nourri tous ses silences depuis le soir de notre fuite. Cette rançon, toujours cette rançon...

Lorsque je l'eus aidée à descendre sur le quai encombré de soldats, de crieurs de journaux, j'eus le sentiment qu'elle allait sortir de sa réserve. Elle allait parler, oui, parce que, il faut bien l'avouer, il était impossible qu'elle ne le fît pas, qu'elle n'évoquât pas cela. Elle allait parler parce qu'il lui restait une minute, une seule minute — la dernière — pour le faire.

N'existait-il aucun moyen de l'en empêcher?

Je lui tendis la fiche d'enquête pour tenter de retarder encore l'échéance. Dans une heure, deux peut-être, elle apprendrait que son mari ne me connaissait pas, qu'il n'avait ouvert entre mes mains aucun crédit. Allait-elle donc, en touchant ce sujet pénible entre tous, me contraindre soit au mensonge soit à une confession brusquée?

Je pris mon crayon et complétai la formule en l'appuyant contre un mur, entre la consigne des bagages et la guérite du libraire : « *Señora Sandoval, en buena salud...* Ramenée saine et sauve à Saint-Sébastien en traversant les lignes ennemies par les monts d'Albarracin. Docteur Destagel, rue Galilée, Paris. »

— Signez, lui dis-je.

Elle signa. Je repliai la feuille.

— La Croix Rouge transmettra elle-même à monsieur Sandoval le résultat de cette mission.

— Avec vos dépenses au verso... Toutes...

Je m'inclinai sans répondre et baisai sa main. Elle n'était pas satisfaite. Elle voulait un serment, des paroles intelligibles.

— C'est un ordre, monsieur Destagel, ajouta-t-elle.

100 000 pesetas et son mari dans l'ignorance de tout. Mon train allait repartir. Les portières claquaient. Un gamin nous assourdissait avec sa « *Voz de España* ». Avouer?... Non, impossible. Cela ne pouvait pas sortir. Mais Mateo, lui, n'était pas un enfant. Il était renseigné sur ce qu'il devait en coûter à une Sandoval pour fuir Madrid avec de faux papiers. « Madame Laure Destagel »... 100 000 pesetas... Et de ma poche, sans hésiter. Mon Dieu, que faire? Si je ne réclamais pas la somme, je déshonorais cette femme.

Et je ne répondais toujours pas.

— ...Un ordre, monsieur Destagel!

Sa voix n'était plus aussi grave. Il y avait maintenant de l'angoisse dans l'intonation. Elle me tirait par la manche pour exiger, tandis que, debout sur le marchepied du wagon, le convoi m'entraînait déjà, inexorablement.

— Madame, j'obéirai, dis-je.

Elle resta immobile quelques instants, toute blanche parmi les uniformes kaki. Derrière elle, on apercevait les chapeaux de cuir bouilli d'un groupe de gardes civils. Tout commençait à se confondre. Mais sur son visage, que je chérissais déjà, une sérénité triste s'était peinte. Ah! Qu'il eût été bon de demeurer dans le regard de ces grands yeux-là...

Mais sa silhouette allait s'effaçant. Tout était près de finir. Je la vis encore se mêler à la foule qui encombrait la sortie, aux troupes en armes qui attendaient un train montant vers Bilbao, puis ma voiture prit l'aiguillage. Laura disparut pour moi.

LUCIEN MAULVAULT

(A suivre.)

LE CODE MODERNE DU TRAVAIL

Toujours actif, au moins en paroles et en projets, M. Chautemps, président du Conseil, vient de rédiger avec un désir manifeste de conciliation six projets de loi, dont l'ensemble constitue ce qu'on a pompeusement nommé le Code moderne du Travail. Faisant trois parts de ces textes, nous allons montrer que la première, excellente, comprend le projet de loi réglementant l'exercice du droit de grève. Une seconde, assez contestable et sans doute inopérante, est relative au projet sur l'arbitrage obligatoire. Une troisième, pour le moins superflue et même, par les conséquences qu'elle risque d'avoir, déplorable, voire catastrophique, groupe les projets de loi sur la suppression des bureaux de placement privés et sur le choix de son personnel par l'employeur. Nous ne dirons rien du projet sur le statut des délégués du personnel, qui paraît assez anodin et se borne sagement à codifier la pratique actuelle, mais ne réussit à faire disparaître aucune des imprécisions dont cette fonction nouvelle n'est pas dégagée.

I. — Le projet de loi sur les grèves a l'incomparable mérite de poser un principe nouveau, lequel, en même temps, est un principe extrêmement fécond et juste. Non seulement désormais tous différends collectifs devraient être soumis aux procédures de conciliation et d'arbitrage avant toute grève ou lock-out — principe déjà édicté — mais, si néanmoins la grève éclate, il sera obligatoire que tout le personnel sans exception prenne part à un vote à bulletin secret pour décider si la

grève doit être poursuivie. Durant toute la durée de la grève, un vote devra avoir lieu dans les mêmes formes tous les huit jours. L'autorité publique organisera matériellement les conditions du vote, assurera le secret du vote, lequel sera obligatoire pour tout salarié membre de l'entreprise ; une légère amende individuelle est prévue au cas d'abstention injustifiée de vote. Aussi longtemps que le vote n'a pas dégagé une majorité favorable à la reprise du travail, l'employeur se voit interdire par la loi tout embauchage ; l'usine est et demeure fermée. Ainsi l' « occupation » de l'usine par le personnel devient sans motif. Sitôt qu'une majorité favorable à la reprise du travail est apparue (ou même sitôt que la sentence arbitrale provoquée par les parties aura été rendue), quiconque tente par des voies de fait de violer la liberté du travail est passible d'amendes et de prison. Le texte ne stipule pas, mais la chose va de soi : sitôt que la majorité des ouvriers a décidé de rentrer à l'usine ou que la sentence a été rendue, l'employeur, considérant comme démissionnaires tous ceux de ses salariés qui ne sont pas rentrés (sauf cas de maladie ou d'empêchement fortuit), est en droit de les remplacer par de nouveaux travailleurs.

Ainsi *le droit de grève est pleinement reconnu, mais il ne s'exerce que conjugué au principe du suffrage universel* parmi les salariés de l'entreprise en cause ; la grève, voulue par la majorité du personnel, entraîne des effets de droit : interdiction pour le patron de continuer son exploitation. Tout ce projet, qui n'est qu'une reproduction des propositions de lois rédigées naguère par Millerand, puis par Waldeck-Rousseau, est net et franc, et raisonnable. Nulle autre façon d'introduire la lumière là où ont régné jusqu'ici l'obscurité et la confusion. Nous avons dit dans notre récent article sur « L'Expérience Chautemps » [1] jusqu'à quel point vraiment stupéfiant la classe ouvrière française était, à l'heure actuelle, victime de meneurs, qu'elle n'aime point, qui la maltraitent et l'asservissent — car pèse sur elle depuis des siècles, de par la faute du patronat, un tenace « complexe d'infériorité ». L'unique façon de l'affranchir et de lui permettre de dire ce qu'elle souhaite, c'est de l'*obliger* à manifester son sentiment

1. *Revue de Paris*, 15 janvier 1938.

par un vote *secret*. Que cette pratique susceptible de mettre fin à la tyrannie des meneurs ne soit pas du goût de ces derniers et donne lieu, avant d'être mise en pratique, à certaines résistances, comment en douter? Mais, si les Pouvoirs publics montrent quelque fermeté, comme ils auront avec eux la grande majorité des ouvriers en grève, ils l'emporteront aisément. Et cette méthode nouvelle de consultation ouvrière s'impose avec une telle évidence qu'elle ne peut pas être combattue par des raisons avouables. Tôt ou tard elle triomphera.

II. — Un des projets de loi rédigés par M. Chautemps a pour titre : « Les procédures de conciliation et d'arbitrage ». Nous n'en ferons qu'une mention très brève. D'assez longs développements seraient nécessaires pour montrer combien est peu efficace l'arbitrage lorsqu'il consiste non point à interpréter le sens des conventions en cours, mais à modifier des situations, des taux de salaires, bref à créer un droit nouveau. Outre que stipuler des droits nouveaux et des obligations nouvelles est toujours arbitraire, en fait l'arbitrage n'est susceptible d'aucune sanction. Tous les pays du monde qui ont eu recours à cette méthode y ont renoncé, expérience faite, sauf l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Aussi la vérité oblige-t-elle à dire que la sentence arbitrale, loin d'avoir force exécutoire par elle-même, n'est en réalité qu'un *projet de conciliation soumis à l'agrément des parties*. Quel que soit le texte qui sera voté, il en sera demain à cet égard comme il en a été hier.

III. — Nous arrivons maintenant à la partie, pour le moins malvenue, des projets du Gouvernement, car, outre les critiques que ces textes officiels suscitent, il y a tout ce que d'emblée on n'a pas vu : l'effroyable surenchère que, du côté socialiste et communiste, du côté de certains radicaux impénitents et aveugles, ces projets ont déjà suscitée ou vont provoquer ; car les textes proposés à la discussion de la Chambre par sa Commission du Travail, où les éléments d'extrême-gauche dominent, ne visent à rien moins qu'à frapper de paralysie l'économie déjà si vacillante de ce pays ; comme moyen efficace pour donner son extension maximum à la crise économique, il n'y a pas mieux que les « inventions » de la Commission du Travail de la Chambre. Était-il très opportun

que la présidence du Conseil, même inspirée de désirs d'équité, donne aux agitateurs toujours à l'affût de toutes les folies cette occasion facile de déchaîner leurs maléfices?

Le projet de loi sur le « Placement des travailleurs » autorise jusqu'au 1er janvier 1942 le fonctionnement des bureaux privés, mais on peut bien dire que le texte proposé maintient ces dits bureaux un peu comme la corde soutient le pendu, car il n'est guère question là-dedans que de leur mort! Non seulement, dans moins de quatre ans, tous les bureaux privés devront avoir disparu sans indemnité, mais à tout moment les préfets, tirant argument de quelque omission dans la tenue des listes de demandes ou d'offres d'emplois, pourront prononcer leur fermeture. Toutes les faveurs de la loi vont aux bureaux publics. On invoque en leur faveur la nécessité de concentrer aussi aisément que possible toutes les demandes et toutes les offres de travail. Quand on se rappelle quels résultats assez défectueux ont jusqu'ici donnés bien des offices publics de placement, on ne saurait se défendre de graves inquiétudes à voir disparaître les bureaux payants ouverts par des intermédiaires privés et surtout les bureaux d'embauche des grandes firmes.

Quant à vouloir coordonner tous renseignements relatifs aux marchés du travail au moyen d'offices publics ayant le monopole de l'emploi, l'argument n'est pas solide; il suffit d'obliger tous les bureaux privés à adresser à un office public toutes les demandes et toutes les offres de travail recueillies. Le bon sens, ainsi que le respect de la liberté syndicale de l'ouvrier, amènent à conclure au maintien des bureaux privés, mais à leur contrôle effectif par les Inspecteurs du Travail (ces bureaux s'étant parfois rendus coupables d'abus graves) et à l'unification des méthodes de classement, toutes mesures aisément réalisables et opportunes.

« Embauchage et débauchage des travailleurs », tel est le titre du dernier projet que nous avons à examiner. Ici, nous touchons au point crucial, ce problème l'emportant en importance sur tous les autres. Le texte du Gouvernement — nous avons plaisir à le dire — est assez équitable, quoiqu'il ne semble nullement opportun, et qu'il soit même téméraire. Dans l'ensemble il se borne à maintenir l'état de choses actuel,

sauf que — réserve déjà grave — tous les concessionnaires d'une collectivité publique se voient imposer l'obligation de s'adresser toujours à un office public de placement pour embaucher de nouveaux travailleurs. Mais ici il faut parler franc : à côté de ce qu'on voit dans ce texte, il y a tout ce qu'on ne voit pas.

Il ne sert à rien de déguiser que l'organisme syndical ouvrier « le plus représentatif », la C.G.T., a, de longue date, le ferme propos de supprimer radicalement toute liberté pour l'employeur de choisir ses collaborateurs salariés. Pour ce faire, les milieux syndicalistes ont imaginé cette règle brutale : sauf un pourcentage qu'on fixe aussi bas que possible, 10 p. 100 du personnel à embaucher (et qui ne comprendrait guère que les contre-maîtres), tout employeur aurait l'obligation juridique d'embaucher celui des chômeurs qui se trouverait avoir le n° 1 sur la liste des demandes d'emploi. Les ouvriers en disponibilité s'inscriraient auprès des bureaux ou offices et, par rang d'inscription, entreraient de force, en dépit de la volonté contraire de l'employeur, dans l'usine de celui-ci (on concède pour le moment que la loi ne s'appliquerait pas aux entreprises comptant au maximum vingt salariés). Qu'on n'imagine pas que nous inventons ! Toutes ces dispositions, avec en plus la suppression radicale et immédiate de *tous* les bureaux privés, ont été votées, à la majorité, par huit voix contre six, par la Commission du Travail de la Chambre pas plus tard que le 11 février dernier. Bref, tous les travailleurs auraient le droit d'entrer dans toutes entreprises comme nous montons dans les autobus de Paris, en prenant, aux arrêts, un numéro d'ordre !

Pour trois raisons décisives, disons bien haut qu'un pareil régime est inadmissible et aboutirait à une telle indiscipline dans les ateliers, à une telle diminution dans le rendement du travail, qu'un très grand nombre d'entreprises de ce pays fermeraient leurs portes après quelques mois de vains efforts pour lutter.

1° Qu'un semblable régime équivaille au *monopole absolu de la C.G.T. sur tout le prolétariat français*, il suffit d'être de bonne foi pour en convenir. Par quelle naïveté éviterait-on de voir qu'avec la complaisance facile à imaginer (entre

« camarades » ces choses-là ne se refusent guère !) d'un fonctionnaire, très probablement cégétiste, chargé de tenir la liste des demandes d'emploi, celle-ci, ne serait-ce qu'à raison des prétendues aptitudes professionnelles, risquerait fort de favoriser les ouvriers cégétistes au détriment des autres? Les mairies, voire même les administrations de l'État, n'ont-elles pas donné lieu assez souvent à des actes de favoritisme plus scandaleux encore? Si cette disposition était votée par l'effet de la faiblesse coupable du législateur, qui, de ses propres mains, aurait assuré à la C.G.T. un monopole de droit et de fait quasi absolu, c'en serait fini en France de la liberté syndicale. Or qu'un monopole soit teinté de fascisme, de bolchévisme ou de syndicalisme ouvrier, il doit faire également horreur, car l'expérience nous a appris et le raisonnement démontre qu'il y a là une source indéfinie de dégradations pour l'être humain, qui s'accoutume à devoir tous avantages, non à ses propres mérites et efforts, mais à la faveur arbitraire d'un maître. Quand bien même l'embauchage dit par ordre d'inscription (nous savons ce qu'il en faut penser) n'aurait que le tort de supprimer la liberté syndicale, d'obliger tous les ouvriers de France à s'inscrire à la seule C.G.T., cette conséquence serait si grave que le système tout entier devrait être rejeté au loin. Mais il y a d'autres arguments à présenter.

2° On dit avec une feinte ingénuité : « Pourquoi donc, du moment que l'office public garantit l'aptitude professionnelle du candidat, l'employeur aurait-il des raisons avouables de décliner ce choix? En faisant barrage contre tel ou tel salarié, n'est-ce pas son activité syndicale même, ou ses convictions politiques, que l'employeur veut frapper? » Ici le problème soulevé est insoluble à le vouloir trancher dans l'abstrait, *a priori*. Il faudrait, pour répondre, pouvoir sonder dans chaque cas concret le cœur et les reins de chaque employeur. Comment déterminer si tel refus opposé par un chef d'entreprise à tel ouvrier vient de ce qu'il craint son activité militante hors de l'atelier et parfois même à l'intérieur ou, au contraire, de ce qu'il redoute de voir cet ouvrier, volontairement ou non, fournir un travail d'un moindre rendement?

Quand on se place sous l'angle des revendications cégétistes, on omet un fait capital : c'est que, bien souvent, il suffit de

la présence à l'atelier d'un ou deux ouvriers pourvus d'aptitude professionnelle, mais résolus, pour raisons politiques ou sociales, à ralentir le rendement général du travail pour y réussir. Les exemples de ce fait abondent : dans une équipe, tous les ouvriers s'alignent, en tant que vitesse dans le travail, sur le moins rapide d'entr'eux. Pour le patron, que cette lenteur à abattre l'ouvrage soit intentionnelle ou non, le résultat est le même. Si le rythme du travail est diminué de 10, voire de 20 p. 100, c'est tout son équilibre financier qui s'effondre. Car, enfin, tous les bâtisseurs de plans parlent vraiment des choses bien à leur aise. Ils affectent d'oublier que les entreprises privées ne peuvent pas, comme les offices d'État, puiser dans les ressources d'impôt pour pouvoir subsister ; qu'au contraire, ce sont elles qui nourrissent le fisc ! Aussi longtemps que les entreprises capitalistes resteront privées, c'est-à-dire que les pertes incomberont à l'entrepreneur ou à la firme qui embauche, il est inadmissible que l'employeur n'ait pas toute liberté pour choisir qui lui inspire confiance. La solution inverse a une conséquence immédiate qui jusqu'ici n'a guère été aperçue : si l'État imposait aux patrons l'embauchage automatique, il serait indispensable que l'État assume aussi tous les risques commerciaux et industriels. Est-ce là ce à quoi on en veut venir ?

Au reste les partisans de l'embauchage automatique n'ont pas fait attention à une considération cependant de grand poids : rien n'est plus contraire à la dignité ouvrière, ne rabaisse plus l'être humain que la méthode par eux imaginée, car enfin à quoi revient-elle, sinon à postuler que tous les hommes sont interchangeables comme des boulons ou des pas de vis, que les ouvriers sont des automates, tous bâtis sur le même modèle, bref ne sont pas des hommes mais bien des mécaniques ? Si l'on ne partait pas de cette base, comment se permettrait-on de régler *ex abrupto*, une fois pour toutes, le rang d'embauchage de tous les Français selon des qualités toutes extérieures à l'entreprise, selon la qualité de père de famille (avec distinction selon le nombre des enfants), la qualité d'ancien combattant ou celle de mutilé ?

Cependant si cette méthode de recrutement automatique par ordre d'inscription est raisonnable et opportune pour

les entreprises privées, à plus forte raison serait-elle excellente quand il s'agit des administrations publiques. Pourquoi l'État, les municipalités et les départements ne recruteraient-ils pas de la même façon leurs agents et fonctionnaires, certains diplômes universitaires étant, le cas échéant, exigés? Pourquoi l'État ne fait-il pas application de cette méthode pour distribuer les bureaux de tabacs aux veuves de parlementaires ou de fonctionnaires? Pourquoi même les ministres se préoccupent-ils de faire choix de directeurs et d'attachés de cabinet en qui ils ont confiance? L'Office public de placement de Paris ouvrira, à cet effet, une liste de candidats à ces fonctions, le diplôme de docteur en droit étant requis, et si le ministre fait mine de ne pas vouloir engager à son cabinet le n° 1 de la liste — par ordre d'inscription — eh bien, l'employeur ministre devra comparaître devant la commission paritaire dont nous parle la C. G. T., composée de délégués des candidats inscrits et de ceux des ministres employeurs, et la commission déterminera si le candidat repoussé par le ministre demandeur possède ou non les qualités requises. Que si on nous oppose que ce projet est inepte, nous tomberons d'accord, mais il n'est pas plus absurde que celui imaginé par les groupements syndicaux ; car, à moins d'affirmer que la qualité du travail ouvrier n'a pas de répercussion sur la prospérité de l'entreprise, que le travail n'est pour rien dans la production industrielle, comment prétendrait-on que le chef d'une fabrique d'appareils de précision ou même le directeur d'une aciérie a moins besoin de collaborateurs aptes à leur métier que le président du Conseil touchant le choix de ses attachés de cabinet? Dans quel abîme de folie est tombé ce pays pour que puissent être mises en doute des constatations aussi évidentes que celles-ci : que tous les hommes n'ont pas le même mérite et que le succès de toute entreprise dépend de la qualité de ceux qui y collaborent?

Pour tâcher d'expliquer pareille fureur destructive de toute économie, une seule raison est valable, une raison historique : oui, il est vrai que, durant des siècles, les employeurs ont systématiquement éliminé non seulement les salariés qui avaient réputation de vouloir se grouper et résister à l'oppression patronale, mais encore ceux qui passaient pour avoir

des sentiments politiques ou religieux contraires à ceux des classes dirigeantes. Il y a encore cinquante ou soixante ans, nombreuses étaient dans les Flandres françaises les firmes qui n'embauchaient point ceux qui ne faisaient pas montre de fidélité catholique et d'obéissance au prêtre. La classe patronale paie en ce moment la conséquence de son intolérance passée. Cependant ce n'est pas parce que naguère une grande étroitesse d'esprit a régné, dont la classe ouvrière dans son désir très légitime d'émancipation a souffert, qu'il convient d'introduire dans nos lois une disposition propre à ruiner la production nationale et à infliger à toutes les classes de la société une majoration très sensible du prix de la vie. Il faut savoir que le rendement des travaux payés à l'heure ou à la journée a baissé considérablement, depuis deux ans, de 10, 20, 30 p. 100 selon les cas. Si l'autorité patronale est encore amenuisée, l'activité au travail diminuant encore, il y aura là une cause additionnnelle notable de renchérissement de la vie, et, par là même, de dévaluation du franc. Est-ce là le résultat que l'on souhaite ? C'est, en tous cas, infailliblement celui qu'on obtiendra et il ne servira à rien de dire qu'on ne l'a pas voulu !

Nous ne l'ignorons pas : il est à l'heure actuelle, en toute la France, quelques centaines d'ouvriers, professionnels de la grève et de réclamations sous toutes les formes, que les patrons refusent d'embaucher, les ayant inscrits sur leurs listes noires. Observons tout d'abord que le souhait des employeurs de se passer des services de ces gréviculteurs est des plus légitimes. Quand on vit d'un régime comme ces salariés et qu'on met tout en œuvre pour essayer d'entraîner sa ruine, on est assez mal fondé à venir se plaindre ensuite que ce régime montre à votre endroit quelque froideur. Et il serait naturel que les organismes syndicaux, plus que les entreprises capitalistes, leurs victimes, prennent en charge ces ennemis déclarés du régime. Mais, sans aller si loin, ces mises à l'index ne seront pas éternelles ; nul doute que peu à peu les employeurs relâcheront de leur rigueur, surtout si la pacification sociale s'obtient ; d'ici là, les indemnités de chômage, les indemnités syndicales aussi, seront pour ces combattants sociaux un viatique raisonnable. Un autre argument d'ailleurs intervient ici. Du moment que chômeurs il y a, pourquoi, surtout maintenant

que les conventions collectives cautionnent toutes les situations ouvrières, faudrait-il que les ouvriers qui toujours ont montré leur application et leur conscience au travail marquent le pas et que soient engagés, par préférence, ceux qui ont prêché l'arrêt du travail et la révolte?

3° Et nous en arrivons à un troisième et dernier grave argument contre l'embauchage automatique. Ce qui est en jeu dans cette affaire, ce n'est pas seulement le maintien des entreprises capitalistes : c'est le *maintien même de notre niveau de vie à tous*. Celui-ci déjà, depuis que dure la crise, a été gravement diminué. Voici qu'il est menacé d'être restreint bien plus encore. Si le patron, qui pratiquement a perdu le droit de renvoi de l'ouvrier pour cause de négligence dans son travail, perd en outre celui de recruter son personnel, l'ouvrier qui se verra le droit d'entrer de force dans l'usine et le droit de ne plus la quitter, à moins qu'il n'en ait lui-même le désir, se sentira le maître des lieux et travaillera de moins en moins. Déjà dans les mines de charbon du Pas-de-Calais, le plus grand bassin de France, le poids de charbon abattu au fond de la mine par chaque mineur a baissé, par heure de travail, de 25 p. 100 et cette diminution nous entraîne à acheter à l'étranger au moins pour un milliard de charbon de plus par an que naguère. Tout relâchement dans le travail ouvrier se traduit immédiatement par le renchérissement du prix de la vie et, c'est nous tous, consommateurs, qui en faisons les frais. Mais il y a plus encore.

C'est de l'arrêt total d'un très grand nombre d'entreprises françaises, c'est de l'effondrement de l'activité économique du pays que nous sommes menacés. Depuis six semaines, il y a en France une chute verticale des affaires. Par suite de l'exagération des prix de revient et de vente, le public se dérobe aux achats. Actuellement, un nombre considérable de grandes et de moyennes entreprises ont leurs carnets de commandes à peu près vides. Déjà le chômage s'accroît. Voici quatre ou cinq mois que la plupart des affaires françaises ont vu disparaître toute marge bénéficiaire (l'année 1937 avait été, jusqu'en octobre-novembre, une année de gain, la première depuis cinq ou six ans). Mais si, d'ici un ou deux mois, un certain courant d'affaires ne revient pas, c'est par centaines

que, les unes après les autres, les sociétés fermeront leurs portes.

Comment veut-on d'ailleurs qu'une activité économique se maintienne dans ce pays si la situation faite par la loi aux chefs d'entreprise vient à empirer encore?

Prenons une entreprise industrielle ordinaire : qui est-ce qui fixe ses prix maxima de vente? L'État, au moyen du Comité de surveillance des prix institué par le décret du 1er juillet 1937. Qui est-ce qui fixe ses frais de salaires, durée du travail et rémunération? L'État, par la loi de 40 heures et tous les arbitrages rendus par délégation de la puissance publique. Qui est-ce qui fixe les impôts payés par l'entreprise, les frais d'expédition par fer ou par eau de ses marchandises, et encore la concurrence que l'entreprise rencontrera, provenant des concurrents étrangers? L'État, toujours l'État. Quelles fonctions restent à l'employeur? Celles de choisir les variétés d'articles à fabriquer, les sources de ravitaillement à préférer, le mécanisme technique à adopter, enfin, l'affectation à donner en fin d'année aux bénéfices, s'il y en a : affectation aux réserves ou distribution du profit. *Ces tâches mises à part, toutes les fonctions patronales peu à peu ont été dévolues à l'État ; celui-ci a dans sa main tous les entrepreneurs de France, ne leur laissant qu'une fonction encore que nous avions oubliée : celle de supporter seuls tous les risques.* Comment être assez naïf pour penser que, réduits à une telle extrémité, avec sur leurs têtes tant de chances mauvaises et si peu de chances favorables, les entrepreneurs ne se découragent tout à fait et ne ferment leurs portes? D'autant plus que les trésoreries de beaucoup de sociétés sont très basses et ne pourront pas supporter longtemps les pertes nouvelles qu'elles subissent depuis quelques mois.

Aussi est-il tristement ironique de voir l'État, par la bouche de M. Marchandeau, ministre des Finances, faire de valeureux efforts en vue de l'équilibre budgétaire et exhorter les capitaux français expatriés à rentrer et, en même temps, le Parlement ébranler une fois de plus toutes les bases de la propriété et de la gestion des affaires. *Pour peu que ce processus de désagrégation de toute l'économie continue, la propriété privée, qui subsistera en apparence, ne sera plus qu'une coque*

vide. Les réformes tumultueusement faites en 1936 n'ont-elles donc pas suffi ? Les faits n'ont-ils pas démontré l'échec de celles-ci en ce qui concerne le retour à la prospérité et même le bonheur des hommes ? Une fois mises à part de très rares catégories de salariés dont le niveau de vie n'a pas diminué depuis 1935 — un certain nombre de manœuvres et d'ouvriers non qualifiés — *tous* les Français sont beaucoup plus pauvres qu'il y a deux ans. L'expérience n'est-elle pas concluante et que deviendra ce pays, si, tous les ans, par tactique parlementaire, il faut fournir à cette Chambre, vrai minotaure dont nous sommes affligés, quelques folies insignes, tels les textes que sa Commission du Travail vient d'imaginer concernant le Code en discussion ? Comment ne pas mentionner ici, le vote récent par ces mêmes « commissaires » d'un texte prescrivant l'échelle mobile automatique des salaires en fonction de toute augmentation du prix de la vie ? Toute personne tant soit peu instruite ou simplement raisonnable sait que cette mesure équivaut exactement à la chute du franc à zéro, à la perte de toute monnaie nationale, à l'arrêt de la production par l'impossibilité absolue où sera tout producteur de calculer son prix de revient, et à la ruine pour tous, y compris les ouvriers. Par quelle faiblesse le Gouvernement, en fin de compte, a-t-il pu s'associer à un texte presque aussi déplorable ?

Ouvrons les yeux à la réalité.

De la part d'une fraction importante des organismes ouvriers il s'agit non de résoudre les conflits, mais de les envenimer, car le but est beaucoup moins l'amélioration matérielle et d'ailleurs très passagère du sort des travailleurs, que le renversement de l'ordre capitaliste. Aussi le vote d'un Code du Travail, quel qu'il puisse être, n'apaisera rien et envenimera tout. C'est par une résistance enfin opposée aux meneurs extrémistes qu'un gouvernement français pourra ramener l'ordre dans ce pays.

Cependant plaçons-nous sur le terrain anticapitaliste de ceux mêmes qui veulent abolir le régime actuel — nous serons d'ailleurs les derniers à prétendre que le régime n'a pas besoin de réformes de structure. Si grand et si fécond que le capitalisme ait été au XIXe siècle où la concurrence régnait

parmi tous les producteurs, cet ordre s'est altéré depuis que des douanes quasi prohibitives ont été, en tous pays, dressées tout le long des frontières voici trente à quarante ans, depuis que nombre d'ententes formées entre producteurs ont eu pour effet de créer des situations de monopole. Si l'État français était sur le point de prendre la décision d'exproprier certaines firmes et de leur substituer des régies coopératives, comme a fait ces derniers temps l'État anglais — qui a confié, en 1933, à un vaste organisme coopératif, le « London Passenger Transport Board », toute l'exploitation des transports en commun à Londres et environs, ou bien l'administration de grands ports comme ceux de Londres et de Liverpool — nous n'aurions nulle objection à présenter. Mais il n'en est rien : le drame qui se joue, c'est que l'*État français, démolisseur systématique des entreprises et des sociétés françaises, n'a exactement rien à leur substituer !* Aucun plan étudié n'existe. Si demain telle grande firme française fermait ses portes, ce serait le néant qui lui succéderait ou une série d'improvisations hâtives qui équivaudraient au néant.

Il n'est pas interdit certes de souhaiter un régime économique assez différent de l'actuel, mais il est et il demeure interdit — sous prétexte de progrès — d'enfoncer chaque jour plus avant ce pays dans l'arbitraire et dans la ruine. C'est pourquoi nous augurons mal de la plupart des projets actuellement soumis au Parlement. Dans la mesure où il en résultera autre chose que du vent, ces textes, aux procédures longues et touffues, apporteront à la nation, non point la prospérité, mais la gêne et la pauvreté, non point la paix sociale mais la lutte de classes.

BERNARD LAVERGNE

LA GUERRE CIVILE ESPAGNOLE

La guerre civile en Espagne, qui dure depuis vingt mois, a pris des développements singulièrement troublants, d'abord du point de vue du plus élémentaire sentiment d'humanité, en raison de la violence des moyens de destruction mis en œuvre par les deux partis aux prises, ensuite du point de vue des complications internationales qu'elle menace de provoquer en dépit de tous les louables efforts de la diplomatie pour localiser le conflit et en limiter les effets au seul terrain espagnol. Les lecteurs de la *Revue de Paris* connaissent les aspects si émouvants des choses vues de l'autre côté des Pyrénées par M. Georges Oudard [1] ; ils connaissent aussi la savante étude par laquelle le général Duval a dégagé pour eux [2] les enseignements techniques des durs combats soutenus avec, de part et d'autre, un matériel puissant. Nous avons exposé ici [3] les trois premières phases de ce prodigieux conflit intérieur qui a pris sous l'empire des idéologies révolutionnaire et autoritaire un caractère international si préoccupant. Nous nous efforcerons de préciser aujourd'hui la quatrième phase, celle qui dans l'ordre militaire s'étend de la bataille de Guadalajara, au mois de mars 1937, à la bataille pour Téruel, dans l'ordre politique des crises successives du gouvernement républicain, à Valence, à la constitution

1. *Revue de Paris* du 1er décembre 1937.
2. *Revue de Paris* du 15 janvier 1938.
3. *Revue de Paris* du 1er avril 1937.

d'autre part, à Salamanque, d'un gouvernement nationaliste de caractère régulier, celle, enfin, qui dans l'ordre international couvre toute la période des controverses et des négociations relatives aux problèmes du contrôle naval et terrestre, du retrait des volontaires étrangers, de tout ce qui a rendu si difficile, parfois si pénible, la pratique d'une honnête politique de non-intervention.

★ ★

Depuis que le général Franco a manqué, au mois de novembre 1936, l'occasion de s'emparer de Madrid, dont la défense était à peine organisée à cette époque, les nationalistes semblent avoir renoncé à enlever de force la capitale. Les positions respectives des deux partis aux abords immédiats de la ville ayant été solidement établies, aucun d'eux ne paraît plus être en mesure sur ce point de dominer définitivement l'autre. Il y a quatorze mois que gouvernementaux et nationalistes sont face à face, au contact immédiat, accrochés avec une rare ténacité à leurs tranchées, mais impuissants les uns à dégager la capitale, les autres à la conquérir définitivement. Le général Franco s'est certainement rendu compte que pour prendre la place il lui faudrait la détruire, ce que la nation espagnole lui pardonnerait peut-être difficilement par la suite. Sans doute, la grande cité a été fréquemment soumise au cours de l'année dernière à de terribles bombardements par l'aviation nationaliste, mais cette tactique n'a pas produit les effets de démoralisation que l'on escomptait. Madrid, où les troupes gouvernementales sont fortement organisées, a résisté à toutes les attaques, et le général Franco a estimé que mieux valait essayer d'obtenir la reddition de la capitale par des moyens indirects, en l'encerclant ou du moins en la privant de toute communication avec Valence et Barcelone.

Ce fut l'objectif des opérations d'une certaine envergure qui se développèrent au mois de mars 1937 en direction du nord-est et de l'est de Madrid, avec des effectifs assez nombreux, parmi lesquels dominaient les éléments italiens. Les républicains, d'abord surpris, réussirent pourtant à briser cette

offensive et à reconquérir le terrain qu'ils avaient perdu au cours de la première poussée de leurs adversaires. L'affaire était à reprendre entièrement, ce qui eût exigé de longs mois de préparation ; et comme, d'autre part, les opérations se trouvaient bloquées dans le sud-est, où les troupes nationalistes après la prise de Malaga, le 7 février, n'avaient pas été, faute d'effectifs suffisants, en situation d'exploiter leur succès en marchant sur Carthagène, tout l'intérêt militaire se concentrait désormais sur le front du nord.

Dès le début du mois d'avril, le général Mola — lequel devait être victime trois mois plus tard d'un accident d'aviation — avait adressé aux Basques un ultimatum leur enjoignant de se soumettre. L'offensive de grand style se développa en Biscaye à travers un terrain particulièrement difficile. La résistance des Basques, même inutile, fut un noble exemple de courage et de bravoure. La destruction de Guernica, dont le président du gouvernement basque, M. Aguirré, dans une note aux puissances, rejeta la responsabilité sur des aviateurs allemands au service du général Franco, provoqua dans le monde entier une vive émotion. Les troupes nationalistes ayant réussi à occuper les hauteurs dominant Bilbao, « l'enceinte de fer » de la capitale du pays basque se trouva forcée dans la première quinzaine de juin, et les troupes nationalistes firent leur entrée à Bilbao le 19 juin, tandis que les débris des forces gouvernementales se retiraient en direction de Santander. La prise de Bilbao marqua ainsi l'effondrement irrémédiable du front républicain dans le nord de l'Espagne. Santander fut occupé à son tour le 26 août, et le 21 octobre Gijon se rendait sans combat, les derniers éléments asturiens se réfugiant dans la montagne. En fait, les nationalistes étaient maîtres désormais, après la conquête de la Biscaye et des Asturies, de toute la côte espagnole de l'Atlantique. Ces opérations d'une réelle importance furent incontestablement menées avec énergie, et les objectifs essentiels furent atteints en relativement peu de temps. Il en ressortait à l'évidence que le général Franco disposait dès ce moment d'une réelle supériorité en effectifs et en matériel, tandis que les moyens des gouvernementaux, du moins sur les fronts secondaires du nord, paraissaient singulièrement limités.

L'effet moral de la prise de Bilbao et de la chute de Santander et de Gijon fut considérable dans toute l'Espagne, principalement en Catalogne. Tout portait à considérer, en effet, que le général Franco allait pouvoir disposer pour d'autres tâches sur le front de Madrid et en Aragon d'une masse supplémentaire d'environ cent mille hommes qui devait lui permettre d'entreprendre une action décisive.

L'idée était qu'une offensive nationaliste de grand style serait déclenchée pendant les mois d'automne, de manière à emporter la décision militaire avant les rigueurs de l'hiver qui rendent le terrain espagnol presque impraticable pour le matériel lourd. On envisageait tantôt une opération d'ensemble contre Madrid, tantôt une poussée irrésistible à travers l'Aragon, en direction de la Catalogne. Il semble bien que le haut commandement nationaliste n'ait pas su faire à temps son choix entre plusieurs plans. On expliquait que le regroupement des forces du général Franco exigeait certains délais, que le chef nationaliste ne voulait jouer la partie décisive qu'avec la certitude de disposer d'une écrasante supériorité en armements sur l'adversaire. Des semaines passèrent, et des mois, pendant lesquels seule l'aviation fit preuve, des deux côtés, de quelque activité. L'hiver survint, et des opérations de quelque ampleur sur un front étendu se révélèrent de plus en plus difficiles. Les républicains de leur côté ne restaient pas inactifs. Si leur dépression avait été grande après la prise de Bilbao, ils ne tardèrent pourtant pas à se ressaisir et à mettre à profit les mois de répit que leur accordait l'adversaire pour regrouper, eux aussi, leurs forces, les réorganiser, les instruire et, surtout, les astreindre à une sévère discipline.

Vers le milieu de décembre on apprit que les gouvernementaux déclenchaient une violente offensive contre la position avancée des nationalistes à Téruel, position qui avait déjà fait précédemment l'objet de onze attaques. Le plan consista pour une colonne républicaine à s'infiltrer à travers les lignes discontinues des franquistes, à couper la route Téruel-Saragosse, et à s'emparer ainsi par surprise de la ville, fortement tenue par les nationalistes. Ceux-ci durent envoyer en grande hâte, au milieu de véritables tempêtes

de neige, des renforts importants de Calamocha et de Saragosse, tandis que les gouvernementaux s'efforçaient de pénétrer dans la ville. Pendant bien des jours encore, alors que Téruel était virtuellement pris par les rouges, les défenseurs, retranchés dans le séminaire, la caserne de la garde mobile et la Banque d'Espagne, résistèrent farouchement jusqu'à complet épuisement. Mais les républicains, d'assiégeants qu'ils étaient, devenaient assiégés à leur tour, les renforts franquistes, affluant de toutes parts, ayant réussi à reconquérir les hauteurs dominant les positions de l'ennemi. La bataille pour Téruel devint ainsi une des plus sanglantes de toute la guerre civile. Les deux partis ont dû y engager leurs meilleures forces, et les pertes furent des plus importantes des deux côtés. Dans cette effroyable mêlée se prolongeant pendant des semaines et des semaines, les nationalistes ont usé une partie de leurs réserves destinées à soutenir l'offensive projetée à travers l'Aragon, tandis que les gouvernementaux ont jeté dans la fournaise les éléments les mieux entraînés de leur armée nouvelle. La possession de Téruel n'avait pourtant pas une grande importance en soi. Elle pouvait être pour les franquistes, dans des circonstances déterminées, une base de départ pour une action secondaire. Quant aux républicains, il s'agissait surtout pour eux de faire la preuve de la valeur militaire de leurs forces réorganisées et de la puissance de leur nouveau matériel en brisant l'élan de leurs adversaires, de manière à obliger le général Franco à ajourner, une fois de plus, toute offensive d'ensemble. Les événements des prochaines semaines nous apprendront si ce but a été atteint ou si les gouvernementaux ont sacrifié des dizaines de milliers d'hommes dans la tragédie de Téruel sans réussir à compromettre définitivement les chances de succès de la partie adverse.

★ ★

La situation a évolué beaucoup plus nettement depuis un an sur le terrain politique que sur le terrain militaire. Le Gouvernement républicain s'est trouvé gravement affaibli à la suite de crises successives, et ce n'est guère que depuis

qu'il s'est dégagé, après son installation à Barcelone, de l'humiliante tutelle que faisaient peser sur lui les anarcho-syndicalistes et les communistes, qu'il a repris effectivement une certaine autorité. Lorsqu'il avait dû quitter Madrid pour s'installer à Valence, M. Largo Caballero devenant président du Conseil, l'influence des anarchistes et des syndicalistes devint en quelque sorte prépondérante, et ce furent les extrémistes de cette nuance qui dominèrent pendant une période assez longue la situation à Madrid, à Valence et à Barcelone, provoquant des remous tragiques, réagissant sauvagement non seulement contre ce qui subsistait des anciens partis bourgeois, mais aussi contre les socialistes et surtout contre les communistes. La crise catalane, au printemps dernier, fut caractéristique à cet égard. On vit à Barcelone les républicains de gauche, les autonomistes catalans, les socialistes unifiés, les syndicalistes, les anarchistes et les trotskistes se combattre farouchement les uns les autres au cours d'une sorte de guerre régionale installée au sein même de la grande guerre civile espagnole. Après de sanglants combats de rue, le « Poum » — le parti ouvrier d'unification marxiste — fut vaincu. Mais il fallut procéder avec plus de ménagements à l'égard des anarcho-syndicalistes, lesquels constituaient la formation révolutionnaire de beaucoup la plus puissante en Catalogne.

Ces événements se produisaient à Barcelone, alors qu'à Valence le pouvoir central républicain à tendances ultra-révolutionnaires, présidé par M. Largo Caballero, avait déjà dû faire place à un ministère de « Frente popular » sensiblement moins extrémiste, présidé par un républicain de gauche, M. Négrin. Ce Gouvernement, qui s'appuyait ouvertement sur les éléments démocratiques hostiles aux anarchistes et aux syndicalistes, envoya à Barcelone, avec des forces relativement importantes, le général Pozas, afin de rétablir l'ordre en Catalogne. Or la non-ingérence du pouvoir central dans les affaires de la Catalogne autonome est un principe sur lequel les partis catalans, de quelque nuance qu'ils soient, n'ont jamais transigé. L'intervention du général Pozas, agissant sur des ordres formels de Valence, provoqua de vives réactions à Barcelone même, où tous les groupements

extrémistes reprirent aussitôt leur activité sous prétexte de défendre l'autonomie catalane. Le gouvernement de la Généralité présidé par M. Companys fut remanié à plusieurs reprises dans l'intention de reconstituer la grande coalition des partis de gauche, à l'exception des trotskistes du « Poum ». La crise catalane ne perdit cependant rien de sa gravité. Lorsque le pouvoir central, craignant de se trouver isolé à Valence, se transporta à Barcelone, l'orientation vers une politique plus modérée se précisa. Le Cabinet Négrin sut réagir très nettement contre l'influence des extrémistes quand il fallut réorganiser l'armée et rétablir la discipline. La pression communiste s'atténua également, à mesure que se réduisait l'aide soviétique à l'Espagne républicaine. En dépit des remous provoqués par l'action particulière des partis du « Frente popular » et des difficultés intérieures et extérieures, le Cabinet Négrin réussit, non sans peine, à rendre quelque cohésion aux formations gouvernementales et à réorganiser, en même temps que l'armée, les principales administrations. On pouvait pourtant se demander si cet effort de redressement ne se produisait pas trop tard pour le salut de la cause qu'il devait servir.

Du côté nationaliste, on ne constatait rien de tel. Ce qui semble avoir frappé le plus ceux qui ont pu parcourir les régions occupées par les partisans du général Franco, c'est que l'ordre y règne et que l'activité y est à peu près normale. C'est un fait sur lequel les témoignages sont à peu près unanimes. Cela ne signifie point qu'il n'y ait pas de divergences, de flottements, de courants en sens contraire parmi les éléments les plus actifs qui soutiennent la cause de Salamanque. Entre les monarchistes, les phalangistes, les traditionalistes et les catholiques imprégnés d'un certain esprit démocratique, il y a des nuances sensibles de pensée et de sentiment. Si le général Franco lui-même, à en juger par certaines de ses déclarations, semble partisan du rétablissement, sous une forme à trouver, de la monarchie, il y a aussi derrière lui de fermes tenants de la République bourgeoise ou d'un régime autoritaire s'inspirant soit du fascisme italien, soit de l'ordre nouveau réalisé par M. Salazar au Portugal. La présence de nombreux « volontaires » italiens et allemands dans les

Bien!

rangs des forces nationalistes paraît bien avoir provoqué par instants d'assez vives réactions chez les combattants espagnols, et certains froissements d'amour-propre firent sentir leurs effets jusqu'au sein des organismes de commandement. Mais tout cela, qui était peut-être inévitable étant donnés le caractère espagnol et le tempérament propre aux Italiens et aux Allemands combattant de l'autre côté des Pyrénées, n'a pas valu au pouvoir nationaliste de crises aiguës comme on en connut à Madrid, à Valence et à Barcelone. En ce qui concerne le prix dont l'Espagne nouvelle pourrait avoir à payer un jour les appuis reçus du dehors, le général Franco a déclaré au début de l'année dernière, à propos des rumeurs qui circulèrent dans la presse internationale au sujet de l'activité des Italiens aux Baléares et des Allemands au Maroc espagnol : « Pas plus aujourd'hui qu'hier, il n'est question pour le Gouvernement de l'Espagne nationaliste de céder une seule parcelle des territoires appartenant à la nation... Nous voulons libérer, et nous libérerons notre pays de l'influence mortelle d'une idéologie qui nous est en tous points étrangère. Nous ne voulons que cela. Nous ne nous battons que pour cela. »

Au sujet du régime futur de l'Espagne, le général Franco a déclaré récemment dans une interview accordée au représentant d'un journal étranger : « Après avoir exterminé le communisme, nous procéderons à la reconstruction nationale. Ce n'est que plus tard que nous déciderons si une restauration monarchique est souhaitable pour l'Espagne. Dans ce cas, le nouveau système monarchique serait entièrement différent de celui qui fut renversé en 1931. Quelque jour, lorsque les Espagnols gouverneront toute l'Espagne, un roi, qui serait chargé de maintenir la paix, devra être investi de certaines prérogatives gouvernementales. Il ne devra être ni l'homme des vainqueurs, ni l'homme des vaincus. » A la fin de l'été dernier, lorsque la Junte provisoire de défense nationale présidée par le général Cabanellas fut remplacée par un véritable organisme gouvernemental, le général Franco, désigné comme « chef du Gouvernement de l'État espagnol », déclarait dans le discours qu'il prononça à la cérémonie de la transmission des pouvoirs : « Nous ne venons pas ici pour

défendre des privilèges de quelque espèce qu'ils soient... Notre mouvement est avant tout un mouvement populaire ; nous défendons les humbles ; avec nous aucun ouvrier ne manquera de travail. Nous nous sommes levés pour le peuple et pour la classe moyenne. Notre main sera assez dure pour que tout le monde la respecte et lui obéisse, facilitant ainsi la réalisation des justes aspirations populaires. » On peut en dégager que l'Espagne nationaliste, si elle l'emporte définitivement, s'orientera vers un pouvoir autoritaire à tendances sociales et basé sur un système corporatif.

Cette orientation s'est d'ailleurs précisée avec quelque netteté lorsqu'a été créé à Salamanque, au mois de janvier, l'organe exécutif d'un gouvernement régulier. La loi fondamentale promulguée à cette occasion, et qui dispose que l'administration centrale de l'État séra organisée sous la forme de départements ministériels, assure en fait l'autorité la plus complète au général Franco, « chef du Gouvernement de l'État espagnol ». Celui-ci cumule les fonctions de chef de l'État, de généralissime des armées de terre, de mer et de l'air et celles de président du Conseil. « Au chef de l'État, qui assume tous les pouvoirs en vertu du décret de la Junte de défense nationale du 29 septembre 1937, dit l'article 17 de cette loi, revient le suprême pouvoir de dicter les mesures d'ordre général. » Quant au programme de ce gouvernement dont le général Franco est le grand chef, les principales lignes en ont été exposées dans un message au peuple. Il prévoit une organisation syndicale s'appuyant sur la classe ouvrière, une réforme du système municipal, une large politique culturelle, une politique agraire en faveur de la revalorisation des produits de la terre, du perfectionnement des moyens de travail, du développement du crédit agricole et d'une meilleure répartition de la propriété foncière. La liberté de pensée sera assurée ; il sera procédé à la revision de toute la législation laïque établie par la République, et, enfin, dans le domaine extérieur il sera pratiqué une politique de paix compatible avec la dignité de la nation, qui n'oubliera pas les pays qui ont aidé l'Espagne nationaliste dans sa lutte contre le communisme et qui apportera une attention spéciale aux relations avec les nations sud-américaines.

★ ★

Cela c'est l'avenir — du moins dans la mesure où le sort des armes s'affirmera favorable au général Franco. Mais le présent, c'est encore la guerre civile, avec les atrocités qui caractérisent toute lutte armée et que rendent chaque jour plus affreuses les progrès mêmes de la science, multipliant et perfectionnant les moyens de destruction. Dès le milieu de l'année dernière, on a eu le louable dessein de rechercher les moyens propres à « humaniser » cette lutte, à empêcher les massacres inutiles, à éviter que les vieillards, les femmes et les enfants ne deviennent par centaines, par milliers, les innocentes victimes du plus extraordinaire déchaînement de haines qui ait jamais divisé une noble nation. Au lendemain des récents bombardements aériens de Barcelone, le Gouvernement français a pris une nouvelle initiative en vue d'un accord par lequel les deux partis s'interdiraient tout bombardement des centres habités par des populations sans défense effectué sous prétexte d'exercer des représailles.

Certaines méthodes de guerre n'ont malheureusement que trop longtemps prévalu sur mer comme sur terre. C'est l'entrée en action de sous-marins « inconnus », opérant avec une rare audace du détroit de Gibraltar aux Dardanelles, torpillant en haute mer des bâtiments marchands se dirigeant vers les ports espagnols, sans même s'efforcer d'assurer le salut des marins en détresse, qui a donné par instants à la crise son aspect international le plus critique. La Conférence de Nyon, réunie au mois de septembre, et à laquelle l'Allemagne et l'Italie s'abstinrent de se faire représenter, a abouti rapidement à un accord sur la défense commune contre la piraterie sévissant dans cette Méditerranée qui constitue une voie de communication de première importance pour la navigation internationale. On s'arrêta à un système de protection consistant pour les unités de guerre des puissances chargées de la surveillance dans des zones déterminées à détruire au besoin tout sous-marin qui, contrairement aux règles du droit, attaquerait les bâtiments de commerce n'appartenant à aucun des partis espagnols aux prises. Une zone de contrôle fut réservée à l'Italie, en vue de l'adhésion ultérieure de

celle-ci ; la surveillance dans la Méditerranée occidentale fut confiée exclusivement à l'Angleterre et à la France, de même, d'ailleurs, que dans la Méditerranée orientale, étant entendu que là les puissances riveraines — la Grèce, la Turquie et l'Égypte, dont les moyens d'action sont limités — devaient se borner à assurer la sécurité dans leurs propres eaux territoriales. Par contre, l'intervention de la Russie soviétique se trouvait reléguée en fait dans la mer Noire, en dehors du domaine méditerranéen proprement dit. Peu après l'Italie adhérait à l'accord de Nyon par un arrangement complémentaire négocié à Paris par les experts français, britanniques et italiens.

Ce fut le premier accord réellement important réalisé par les puissances intéressées à la bonne garantie de la sécurité pour tous dans la mer latine. Le système de surveillance ainsi créé avait d'ailleurs suffi à mettre momentanément un terme aux actes de piraterie de sous-marins inconnus. Pendant quatre mois ceux-ci ne firent plus parler d'eux ; mais il y a quelques semaines un cargo britannique, l'*Endymion*, fut torpillé par un sous-marin qu'il fut impossible d'identifier. L'émotion fut considérable en Angleterre et M. Eden prit aussitôt contact avec l'ambassadeur de France et l'ambassadeur d'Italie à Londres afin d'arrêter d'un commun accord les mesures qui s'imposaient pour remédier efficacement à cet état de choses. Les forces navales britanniques et françaises reçurent des instructions précises pour attaquer, et détruire si possible, sans autre préavis, tout sous-marin rencontré en plongée en dehors des eaux territoriales espagnoles dans les zones de surveillance établies. L'Italie donna immédiatement son adhésion à cette disposition complémentaire de l'accord de Nyon pour la zone confiée au contrôle de la flotte italienne, et cette adhésion fut le point de départ de la reprise des pourparlers italo-britanniques relatifs aux problèmes de la Méditerranée.

La politique de non-intervention dans les affaires d'Espagne a d'ailleurs connu au cours des douze derniers mois des crises profondes, dont certaines ont failli provoquer sa faillite irrémédiable. Ce fut le cas notamment lors de l'agression commise par des avions gouvernementaux espagnols contre

le cuirassé *Deutschland*, agression à laquelle des bâtiments de guerre allemands répondirent dès le lendemain par le bombardement du port d'Alméria. Le système du contrôle des frontières maritimes de l'Espagne, sur l'organisation duquel on avait eu tant de peine à s'entendre, se trouva remis en question. Après l'incident du *Leipzig*, qui ne fut jamais entièrement éclairci, l'Allemagne et l'Italie se retirèrent définitivement du contrôle naval, ce qui détermina le Portugal à suspendre le contrôle international à la frontière hispano-portugaise, si bien que la France, ne pouvant admettre, elle seule, un régime spécial sur son propre territoire national, dut suspendre à son tour le contrôle neutre à la frontière pyrénéenne. Finalement le système des patrouilles navales fut abandonné et remplacé par un système de vérification dans les ports de départ et d'arrivée, complété par la présence de mandataires du Comité de Londres à bord des bâtiments de commerce faisant route pour les ports espagnols.

Mais tout est difficile quand il s'agit de faire de la politique de non-intervention une sûre réalité. C'est la France, on le sait, qui a pris l'initiative de l'accord par lequel les puissances s'interdisent d'intervenir directement ou indirectement dans la guerre civile qui sévit de l'autre côté des Pyrénées. Ce sont la France et l'Angleterre qui ont constamment maintenu aux heures les plus critiques cette politique, en dépit de la pression exercée sur les Cabinets de Paris et de Londres par des éléments d'extrême-gauche soutenant volontiers que la non-intervention favorise le général Franco et compromet les chances du Gouvernement républicain, en dépit aussi du fait que le grand nombre de combattants italiens et de techniciens allemands dans le camp nationaliste a provoqué à plusieurs reprises avec Rome et Berlin des controverses diplomatiques de nature à compliquer dangereusement la tâche du Comité de Londres et dont le représentant de l'Union soviétique au sein de ce Comité a voulu trop souvent prendre prétexte pour faire obstacle à une solution pratique du problème du retrait des « volontaires » étrangers.

L'accord a été réalisé il y a plusieurs mois déjà sur le principe même de ce retrait, mais lorsqu'il s'est agi de fixer les modalités d'exécution on s'est heurté à des difficultés

d'autant plus sérieuses que l'Allemagne et l'Italie faisaient dépendre leur adhésion à tout compromis de la reconnaissance des droits de belligérants aux deux partis espagnols. En conséquence du plan britannique présenté au mois de juillet de l'année dernière, il fut pourtant admis que certains des droits que la loi internationale reconnaît aux belligérants seraient octroyés aux deux partis en lutte en Espagne lorsqu'un nombre « substantiel » de volontaires étrangers auraient été retirés des deux camps. Ceci admis au point de départ, la sous-commission du Comité de Londres se trouva arrêtée pendant des semaines et des mois par les disputes sur des mots et des chiffres quant aux conditions dans lesquelles les combattants non espagnols devaient être rapatriés préalablement à toute reconnaissance de certains droits de belligérance. Ce n'est guère qu'il y a quelques semaines qu'on a commencé à entrevoir une issue possible à ce pénible débat, quand l'Italie a marqué le désir d'engager enfin avec l'Angleterre la négociation projetée depuis sept mois et dont les affaires d'Espagne doivent constituer le point central. Il faut souhaiter que ces perspectives meilleures se précisent, car la crise espagnole ne perdra son aspect international si dangereux pour la paix générale de l'Europe que lorsque le problème des combattants étrangers aura été définitivement résolu et lorsque les volontaires accourus du dehors pour combattre au nom d'idéologies irréductiblement rivales auront repris le chemin de leurs pays d'origine. Ce jour-là la guerre civile reprendra de l'autre côté des Pyrénées le caractère d'une lutte purement intérieure qu'elle n'eût jamais dû perdre. Quand les Espagnols se retrouveront alors entre eux, quand ils échapperont à toutes les influences étrangères à leur esprit et à leur cœur, les chances de mettre fin à cette effroyable tuerie par une honnête médiation seront peut-être accrues, grâce au plein réveil du sentiment national.

ROLAND DE MARÈS

BERNARD SHAW CRITIQUE

Bernard Shaw naquit en 1856 à Dublin, où il fit de sommaires études. Dès l'âge de dix ans, il manifesta des dispositions simultanées pour la littérature, la peinture et la musique, mais l'impécuniosité familiale l'obligea à prendre à quinze ans un emploi de scribe dans une agence foncière. Ne se sentant pas de vocation pour la comptabilité, il partit à vingt ans pour Londres où il connut des années difficiles. Il collabora d'abord comme critique musical à un périodique : *Le Frelon*, qui ne tarda pas à faire faillite; il écrivit divers romans que les éditeurs n'acceptèrent que quarante ans plus tard, quand sa réputation fut solidement établie. Pour se consoler, il s'affilia à un groupement socialiste et devint le militant qu'il assure être resté, bien qu'il soit depuis lors devenu millionnaire grâce au succès de son théâtre. Son biographe, Frank Harris, auteur des pages qu'on va lire, est peu tendre à son égard sur ce point, tout comme il lui reproche de s'accorder une importance et une valeur excessives. Il montre ici comment Shaw réussit à sortir de la pénurie, du jour « où il devint critique ». (N.D.L.R.)

Vers 1880 Shaw possédait son métier (d'écrivain), mais il ne savait comment l'exercer. A vrai dire, il n'avait jamais eu à envisager l'alternative, dans les vingt-quatre heures, ou de trouver un emploi immédiat, ou d'avoir très faim. Je l'avais connu ce problème quand je dus me résigner à descendre dans les caissons, sous l'eau, pour creuser les fondations du pont de Brooklyn [1]. Et tous les terrassiers le connaissent, pour qui l'art de trouver « un boulot » fait partie de l'équipement tout comme la pelle et la pioche ; tout

1. Injustement frustré d'un prix qui lui ouvrait les portes de l'Université de Cambridge, Frank Harris, collégien, s'embarqua clandestinement à destination de New-York, où il exerça pour vivre les métiers les plus divers.

terrassier, quand il a fini sur un chantier, doit en chercher un autre et tâcher de s'y faire embaucher.

Si l'on fait une allusion à ses premières luttes, Shaw les nie énergiquement. « Je n'ai jamais lutté », assure-t-il, « j'ai monté par gravitation ». S'il n'est jamais à court de vantardise, là, du moins, il dit vrai. En fait, il attendit toujours passivement qu'on le poussât dans ses situations successives.

Quand William Archer fit sa connaissance, il discerna très vite ce côté du caractère de Shaw. Aussi, étant critique littéraire à l'ancienne *Pall Mall Gazette*, dirigée par William Stead, il passa à Shaw un des ouvrages à analyser en prétextant un surcroît de besogne. Shaw se montra à la hauteur, rédigea une critique amusante et depuis lors continua le même exercice à raison de deux guinées les mille mots.

Puis, Archer lui donna un nouveau coup d'épaule. Critique dramatique au *World*, l'hebdomadaire en vogue dirigé par Edmund Yates, il fut prié par ce dernier de remplacer le critique d'art qui venait de mourir, Archer, qui ne connaissait rien à la peinture, recommença la comédie de la *Pall Mall Gazette* et introduisit Shaw dans la place. Shaw s'y connaissait admirablement en tableaux et de nouveau justifia le choix qu'on avait fait de lui. Il devint donc le critique artistique du *World*, à raison de cinq pence la ligne.

A ce moment, T. P. O'Connor lançait un journal du soir, *The Star*. Il avait pour bras droit H. W. Massingham qui lui présenta Shaw comme un jeune journaliste d'avenir aux idées avancées. T. P., qui vécut jusqu'en 1931 sans avoir jamais eu une idée nouvelle depuis 1865, fut horrifié par les théories fabiennes que lui servit sa nouvelle recrue ; mais il n'osa s'en séparer de crainte d'offenser Massingham. Shaw alors suggéra un article hebdomadaire d'une colonne sur la musique au prix de deux guinées. T. P. sauta sur le compromis ; et Shaw se distingua encore une fois par des colonnes de pitreries attribuées à un certain noble étranger, Corno di Bassetto (du nom d'un instrument musical désuet qui figure dans la partition d'orchestre du *Requiem* de Mozart).

Quelques années plus tard, le critique musical du *World* eut apparemment quelques ennuis et dut quitter le pays. Sur-le-champ, Archer courut chez Yates et présenta Shaw comme

le seul successeur possible au poste vacant. Du coup, le noble Bassetto périt ; mais son créateur devint G.B.S. et les deux guinées hebdomadaires du *Star* se transformèrent en cinq livres. En même temps, Shaw découvrit que les journaux conservateurs peuvent se permettre de laisser infiniment plus de liberté à leurs collaborateurs que les journaux radicaux. Encore une fois, il réussit pleinement et bientôt l'adjectif « brillant » s'accola inséparablement à son nom.

A la mort de Yates, Shaw quitta *The World* et se mit en quête d'un nouveau directeur de journal, qui ne fût pas, comme T.P., effrayé par des fantômes.

— Je ne demande à personne de se faire fusiller à cause de moi, disait Shaw, pas plus que je ne me hasarderais à aller jusque-là moi-même. Mais je cherche un directeur qui aime à s'avancer à dix centimètres du peloton en brandissant son drapeau, et à hurler comme s'il était en pleine zone dangereuse. Les hommes que le son du canon effraient ne me servent de rien. Mon directeur doit savoir discerner ce qu'on écrit de bien et ne pas en être effrayé quand il l'a sous la main.

La description n'était pas absolument flatteuse ; mais Shaw pensa que j'y répondrais. Mon premier soin fut de lui demander un article combatif pour la *Fortnightly Review* et je ne bronchai pas lorsqu'il exécuta William Hurrell Mallock sous une bordée de virulent socialisme. Il me savait incapable d'altérer un bon texte ou d'avoir la venette. Je suppose que je donnais l'impression d'être intrépide car déjà l'on me traitait de corsaire littéraire, je ne sais vraiment pas pourquoi. En tous les cas, Shaw ne me faisait pas peur.

Vers 1890, je me rendis acquéreur de la *Saturday Review* et transformai cet hebdomadaire conservateur, qui survivait à sa propre réputation, en quelque chose de dynamique, qui dure encore aujourd'hui à Londres, grâce à l'élan que je lui redonnai alors. Je me rendais compte que Shaw était usé en tant que critique musical et qu'il ne pouvait plus guère que se répéter, ce qu'il reconnaissait du reste. De toutes façons, je ne voulais pas non plus des restes de Yates. Après un ou deux comptes rendus qu'il fit pour moi, je lui proposai le feuilleton dramatique dans ma revue.

Il y mit deux conditions : premièrement, le journal rom-

prait avec la tradition de l'anonymat et du « nous » démodé et publierait ses articles à la première personne sous la signature bien connue G. B. S. Accepté. Deuxièmement, six livres par semaine. Accepté.

Il va de soi qu'il se montra parfait. Ce fut son apogée comme journaliste et sa deuxième collaboration régulière.

La gêne financière de Shaw dura neuf ans, à dater de son arrivée à Londres, puis soudain s'évanouit, à jamais, espérons-le. Sa situation était encore fort difficile en 1881, l'année de l'épidémie de petite vérole.

A Fitzroy Square la mère[1] et le fils vivaient de la livre sterling paternelle hebdomadaire, additionnée du revenu un peu supérieur d'une hypothèque irlandaise et du prix de quelques leçons de chant. Shaw, logé maintenant tout près du British Museum, passa, durant des années, ses journées dans la grande salle de lecture où Archer le trouva lisant *Le Capital* de Marx avec devant lui une partition d'orchestre de Wagner et à portée de la main un in-folio des lithographies du Faust de Delacroix.

La livre sterling paternelle fit défaut du jour de la mort subite et paisible du père à Dublin, en 1885 ; mais grâce à Archer, Shaw gagna cent douze livres durant sa première année de critique journalistique et Mrs. Shaw trouva une situation de chef de chœurs. Les ennuis d'argent s'envolèrent.

Le premier emploi de cette abondance relative fut, pour Shaw, de renouveler sa lamentable garde-robe. Et il circule tant d'histoires fantaisistes à ce propos que je puis bien ici relater la vérité.

L'un des plus éloquents camarades-agitateurs socialistes de Shaw était l'orateur autrichien Andréas Scheu, alors en exil à Londres pour ses opinions. Il s'occupait à fonder l'entreprise Jaeger à Londres. Jaeger, médecin allemand, avait pour marotte la régénération du monde par le vêtement de laine. Shaw adorait les toquades et sauta sur celle-là quand Scheu lui en exposa les principes. La compagnie Jaeger ouvrit un magasin dans le West End pour lequel le docteur dessina de nouveaux modèles de vêtements et de gilets en laine

1. C'est à Fitzroy Square que l'écrivain avait rejoint sa mère, qui avait quitté Dublin avant lui pour venir à Londres créer une sorte d'Académie de Chant.

brillante tricotée. Shaw se hâta de s'en vêtir, stupéfiant ses amis par la soudaine apparition d'un papillon jaegerisé au lieu et place de la minable chrysalide à laquelle ils étaient habitués.

Entraîné par sa découverte, Jaeger dessina un vêtement idéal de santé en laine tricotée marron, d'une seule pièce, allant des épaules aux chevilles, dans lequel un être humain ne ressemblait rien moins qu'à un radis fourchu, enfermé dans un bas à deux branches. Comme il semblait certain qu'ainsi accoutré, personne ne pouvait paraître dans les rues de Londres sans se faire huer, Scheu, lui-même, n'eut pas la hardiesse d'en faire l'épreuve. Shaw, lui, commanda sur-le-champ un modèle à sa mesure, s'en revêtit et fit un voyage d'essai aller et retour à pied de Tottenham Court Road à Marble Arch sans être molesté. Après tout, on ne contrarie pas à la légère un homme de six pieds de haut, dans la force de la jeunesse et en costume de gymnastique. Une photographie de Shaw dans cet accoutrement, prise par sir Emery Walker, existe encore. Shaw se contenta de l'épreuve d'Oxford Street et ne fit dans cette tenue qu'une ou deux apparitions en public ; mais à la première représentation de sa première pièce, *Widower's Houses* (Non Olet), au Royalty Theatre, en 1892, après le baisser du rideau, qui fut suivi d'une tempête de sifflets contrebalancée par les cris des Fabiens : « L'auteur, l'auteur ! », Shaw apparut devant le rideau dans un costume de tricot de laine gris argent ; il exprima au public houleux sa façon de penser et se retira au milieu des applaudissements amusés.

On ne se livre pas à de telles fantaisies sans en subir les conséquences. La maison de commerce sauva la situation en laissant tomber le nom de Jaeger, en supprimant le vêtement tricoté et en se bornant à une clientèle qui suivait, du moins en apparence, les traditions les moins contestées de Conduit Street et de Savile Row.

Shaw ne s'en tira pas si facilement. Il dut rejeter bientôt l'élégant vêtement tricoté à cause du froissement insupportable que faisaient, quand il marchait ses bras ballants sur ses côtes, au point que lord Olivier, parcourant à pied la campagne avec Shaw, se regimba contre le bruit de cri-

quet qui couvrait leur conversation. Mais il fut plus aisé à Shaw de se débarrasser de ses vêtements que des mille légendes que l'expérimentateur téméraire avait suscitées. L'une des mieux ancrées le représentait se refusant à porter l'habit et mis à la porte de l'Opéra en vêtements de flanelle ou se voyant interdire l'entrée d'un théâtre, le tout accompagné de détails circonstanciés sur ses répliques en ces occasions, comme celle de proposer de se déshabiller, par exemple. L'agacement extraordinaire que Shaw éprouvait au sujet de ces histoires avait deux raisons : la première, c'est qu'avec Hubert Bland, il était l'ardent défenseur de l'habit pour le soir comme la plus démocratique des institutions, le bouclier béni et le refuge de la classe patricienne pauvre ; la seconde, était une mésaventure qui lui coûta un débours intempestif.

Feu Robert Burden Haldane, qui fut plus tard lord-chancelier, se distinguait parmi les libéraux, vers 1890, par la sagace perspicacité avec laquelle il discernait dans le mouvement fabien le petit noyau de ses leaders intelligents. Prenant la parole aux meetings de cette société, il fit son possible pour susciter des contacts mondains entre ses membres et les hommes éminents des partis libéral et conservateur. Il entretenait des relations cordiales avec les uns et les autres ; Shaw avait vu en lui l'ami de tout le monde et le mit en scène sous le masque insoupçonné du bienveillant garçon de café de *You never can tell* (On ne peut jamais dire), le personnage d'homme peut-être le plus séduisant, à l'exception d'Androclès, de l'œuvre dramatique de Shaw.

Haldane organisa un dîner trié sur le volet, auquel il invita Asquith et sa femme, la fameuse Margot (devenus lord et lady Oxford), Arthur Balfour et leur groupe composé d'esprits rares et de jolies femmes qui, depuis longtemps, s'étaient, sous le nom de « Les Ames », acquis une notoriété de choix. Ces personnages devaient se rendre plus tard, dans la soirée, à quelque grande réception officielle ; les hommes avaient donc arboré toutes leurs décorations et les femmes tous leurs diamants. Haldane sauta sur l'occasion pour inviter Shaw ; et, trompé par la légende, il le pria de venir en tenue de ville.

Cette stipulation remplit Shaw d'un profond désespoir.

Pourtant il ne pouvait passer outre, car il croyait qu'on l'invitait pour faire la connaissance de députés du parti travailliste qui considéraient l'habit comme une livrée et refusaient de la porter. Malheureusement, sauf son habit, il ne possédait pas de vêtement noir. La laine grise, parfaite pour un coup de théâtre au Royalty, était hors de question pour un dîner. Il n'y avait donc qu'à gaspiller le gain d'une quinzaine pour l'achat d'un costume noir de la coupe préférée alors par la fraction travailliste du Parlement ; Shaw avait l'impression dans ce veston court et croisé double d'être un commissaire aux vivres assistant à un mariage, et par le pantalon de ressembler à un missionnaire bénévole auprès des classes pauvres.

Ainsi affublé, l'infortuné Fabien pénétra dans l'appartement de Haldane, à Whitehall Court, et se trouva face à face avec l'immaculée blancheur du plastron de son hôte et une brillante compagnie que je ne saurais dépeindre que dans les termes qu'emploie Byron pour décrire le bal de la veille de Waterloo, à Bruxelles, en 1815.

Shaw atteste qu'il fit de son mieux pour leur faire sentir qu'ils avaient tous commis un pitoyable solécisme mondain en s'habillant pour le dîner et qu'il était le seul homme correctement vêtu. Imperturbablement il conduisit Margot à table, et, en somme, s'en tira aussi bien que possible, mais, depuis lors, le meilleur moyen de lui faire proférer des jurons est de rappeler la légende de son obstruction au port de l'habit.

Cependant, par l'exemple et la théorie, il soutint George Alexander, l'acteur-directeur du théâtre le plus couru de Londres, dans sa lutte contre la tenue de soirée à l'orchestre. Doué du sens commercial et, du reste, passé des affaires à la scène, Alexander savait pertinemment que si un marchand de la Cité ne peut s'asseoir à l'orchestre sans être d'abord rentré se mettre en habit dans quelque banlieue éloignée, le diable s'il en revient.

Cette place accordée à de semblables histoires peut paraître, je l'avoue, indigne d'une étude littéraire. Je n'en importunerais pas le lecteur si je ne pensais qu'elles sont un indice valable, dans un domaine qui a, selon moi, une importance

capitale dans la vie de tout homme, je veux dire la vie sexuelle.

Quand j'ai relaté mes propres expériences, j'ai eu la franchise d'intituler l'ouvrage non pas simplement *Ma Vie*, mais *Ma Vie et mes Amours* [1]. En fait, j'allai si loin dans la franchise que l'ouvrage fut jeté au feu par les Shaw, de peur qu'il n'enflammât les passions des servantes curieuses.

Sur ce point, Shaw différait de moi. Quand il lut mon consciencieux aveu de ce qu'il appelle dans son langage expurgé mes galanteries, il prétendit qu'elles n'ajoutaient à sa connaissance de ma personne rien de plus que si j'avais décrit toutes les occasions où l'on me servit pour dîner de la dinde et des saucisses. Si vraiment mes confessions n'eurent pas à ses yeux d'autre signification, il eut raison de les brûler.

Shaw m'a raconté qu'il préserva chastement sa virginité jusqu'à l'âge de vingt-neuf ans. Ceux qui ont lu *Ma Vie et mes Amours* ne s'étonneront pas que je trouve cela incroyable et inconcevable si l'on tient Shaw pour un homme normal. J'attribuais ce retard à quelque infirmité de constitution et à l'insuffisance de son stupide régime végétarien. Mais Shaw, sans être un athlète, a atteint ses soixante-dix ans et paraît encore très vert. Ses poumons sont bien développés et il digère tout, même un dîner végétarien figé par un verre d'eau de Contrexéville. Le végétarisme, quels que soient ses autres résultats, n'affecte pas davantage la vigueur d'un homme que la force du taureau ou de l'éléphant.

La clé de l'énigme réside dans une de ses remarques sur l'impossibilité de courtiser les femmes sans argent de poche. La réflexion est d'ailleurs absolument fausse : le fameux ancêtre de Winston Churchill se fit financer par ses maîtresses et plus d'un modeste aventurier a vécu des femmes. Mais Jack Churchill n'était pas seulement un homme de génie (Shaw peut passer pour un homme de génie auprès d'une femme), mais un homme très beau, très bien habillé et, de plus, d'une situation sociale de premier ordre, ce qui lui donnait accès aux femmes fortunées dans les conditions les plus favorables. Rien de tel pour notre Bernard. Il prétend qu'aux pires heures de sa misère pas une femme un peu difficile

1. *Ma Vie et mes Amours*, 4 vol., traduits par Madeleine Vernon et Henry D. Davray.

ne se serait résolue à le toucher avec des pincettes, même s'il avait pu s'offrir le luxe de fréquenter les salons élégants. Peut-être était-ce lui le difficile? Mais les Shaw ne voulaient pas vivre suivant leurs moyens. De même que la mère louait une maison alors qu'elle pouvait à peine s'offrir un logement, de même le fils se fournissait chez Lincoln et Bennett, les chapeliers de la Cour, et achetait un chapeau haut de forme d'une guinée, le prix le plus élevé, alors qu'un melon bon marché et même un feutre d'un shilling eussent été un achat plus sage. Ensuite, il était obligé de porter si longtemps ce chapeau haut de forme avant de pouvoir s'en offrir un autre qu'à la fin il le mettait devant derrière, le devant s'étant amolli au point qu'il ne pouvait plus le soulever pour saluer les dames au passage.

Le complet était également du genre qu'il vaut mieux ne pas porter du tout quand il n'est plus dans son neuf. Le passage du bleu foncé au verdâtre pour un veston est pire que la ruine d'un empire. Ce genre de complet demande du linge blanc et Shaw n'avait d'autres ressources que de tailler à coups de ciseaux ses manchettes effilochées. Quant au cycle de ses chaussures, les dernières périodes étaient plus lamentables encore que celles de son couvre-chef. Il faut à Don Juan d'autres tuniques et d'autres panaches.

Quant à ce qu'il débite des houris du paradis artistique et de l'infériorité des femmes réelles, comparées à celles de Praxitèle et de Raphaël, à d'autres ! Les grappes étaient trop vertes ; s'il ne pouvait avoir ce qu'il aimait, il aurait pu aimer ce qu'il avait, et un point c'est tout. La preuve en est que dès que la libellule gris-argent s'échappa de la sordide chrysalide, le saint devint un pécheur éhonté et le demeura treize ans durant, jusqu'à son mariage. On ne peut se soustraire à l'exacte coïncidence des dates.

Il est hors de doute que la continence tout ecclésiastique que la pauvreté lui imposa si longtemps eut pour effet de lui conserver une réserve d'énergie qui renforce l'étonnante vitalité qu'il manifeste aujourd'hui encore. De plus, le pécheur éhonté ne dégénéra jamais en débauché, car si la poursuite des femmes est impossible sans argent, le manque de loisirs la rend encore plus difficile ; le socialisme, la critique et

plus tard le théâtre ne laissèrent guère de temps à Shaw, seulement ils contribuèrent à faire de lui un personnage en vue. Acteur invétéré, il apprit très vite à jouer son rôle et bientôt on le courtisa plus qu'il ne courtisait. Soyons justes aussi pour lui quand il se compare à Shakespeare ; on doit reconnaître que tous deux se rencontrent dans leur sévère opinion sur les femmes qu'ils considèrent comme les agresseurs dans le duel des sexes.

Je crois pouvoir prouver clairement que même dans une société malveillante comme la nôtre, où des jugements moraux hâtifs passent brutalement du blanc au noir, il n'existe pas une seule preuve que Shaw se soit montré dépourvu de scrupules dans ses histoires d'amour. Il ne s'attaqua jamais aux épouses légitimes ; il ne séduisit aucune jeune fille et il n'entretint aucune relation taxée avec les prêtresses de la plus ancienne des professions du monde. Ses amitiés avec des femmes remarquables furent absolument innocentes, en dépit de la galanterie irlandaise démodée dont il usait dans ses manières avec elles. Sa fameuse correspondance avec Ellen Terry est un chef-d'œuvre de tendresse platonique et les mariages respectifs des deux correspondants, contractés au cours de cette correspondance, n'ont affecté en rien leurs relations amicales. En tous cas, il n'était pas un ascète, et il eut, sans conteste, une ou deux liaisons avant d'être marié et quelques aventures. Je suis navré de décevoir les disciples de Shaw désireux de faire de lui un petit saint de plâtre ; mais, d'après son propre témoignage et certaine preuve que je détiens, il se confirme qu'au début de sa carrière dramatique, lorsqu'il choqua Archer par certains épisodes amoureux de ses pièces, il connaissait parfaitement son sujet. Et étant donné qu'un homme n'a jamais d'aventures amoureuses sans que les potins viennent les décupler et que les dames ne gardent point secrets leurs succès auprès des hommes remarquables, Shaw acquit bientôt une réputation curieusement inverse de celle du puritain abstinent qui surgit sur le tard.

Par lui-même, il s'en créait une autre, largement méritée, et qui lui fit perdre en autorité ce qu'il gagna en popularité comme critique musical. Certes, dans le monde de la musique, de nombreux détracteurs niaient ses connaissances en cet

art, mais des musiciens de génie, comme Elgar, par exemple, l'estimaient hautement. Quand Shaw avait à rendre compte d'une audition, un critique de son calibre avait là l'occasion de manifester sa personnalité. Je ne veux que rappeler son article à propos d'un concert où le morceau de résistance était la *Symphonie héroïque* de Beethoven. Comment croiriez-vous que Shaw réagit devant ce chef-d'œuvre? Son compte rendu ne fut que la description comique de l'enterrement familial d'un Shaw, à Dublin. Sa tante Cha (Charlotte) avait, paraît-il, épousé le conservateur du grand cimetière protestant de Mount Jerome. En ces circonstances funèbres on transportait les Shaw de leurs demeures citadines à leur ultime lieu de repos, dans ce cimetière séparé de la ville par une zone de campagne. Shaw, de façon piquante, prétendait que ces cortèges, d'une longueur inhabituelle, auxquels se ralliait avec délices le clan au grand complet, rampaient avec une lenteur désolée jusqu'au delà des maisons. A ce moment, les cochers faisaient entendre un soudain claquement de langue, les rênes se tendaient, les mors cliquetaient et le funèbre cortège prenait le galop jusqu'aux premières maisons de Harold's Cross. Là, le flot du chagrin s'élevait à nouveau ; les voitures de deuil reprenaient leur adagio désespéré et les os du Shaw défunt cessaient leur danse cahotique sur les pavés pour être respectueusement conduits aux portes de Mount Jerome.

Et, demanderez-vous, quel rapport avec Beethoven? Eh bien! La marche funèbre qui, naturellement est écrite en mineur, contient à mi-partie un passage en majeur, ce qui, me dit-on, est absolument classique. Mais Shaw soutient que les enterrements de la famille Beethoven devaient ressembler exactement à ceux des Shaw et que le passage du majeur en mineur décrit la course à travers la campagne, derrière le défunt.

Il est évident que ce texte était amusant et que quelques milliers de boursiers peu musiciens et de sourds-muets s'en amusèrent fort ; très bon article aussi pour le journal, car aucun secrétaire de rédaction ne l'aurait jamais rendu à son critique en lui demandant d'être un peu plus sérieux. Mais peut-on blâmer Godowski, Huneker et Drummond de n'avoir

vu dans une telle boutade qu'une dérobade et un masque destinés à cacher une ignorance complète?

Je ne suis guère humoriste moi-même, la littérature me paraît un sujet trop sérieux pour qu'on y mêle la bouffonnerie et je n'ai jamais admis l'excessive valeur que Shaw attribue à Dickens et à Mark Twain. L'idée de Shaw que les grandes œuvres littéraires commencent comme une plaisanterie et que les mégères comiques de Dickens sont les embryons des terribles femmes fatales dont les héros de Strindberg sont la proie, est certes très ingénieuse, mais elle n'excuse en rien Dickens d'escamoter les thèmes tragiques. C'est cet escamotage enfantin qui rend la fiction anglaise si sotte si on la compare à celle du continent. Pour ma part, je donnerais volontiers dix volumes de Micawber pour six mots de Maupassant.

Et dire que Shaw me qualifia de Maupassant anglais lorsque *Montès le Matador* et mes autres nouvelles firent quelque sensation à Londres. Il est certain que s'il m'avait décerné le titre de Dickens ou de Mark Twain irlando-gallois, je lui aurais demandé s'il déraillait.

On m'objecte que Micawber incarne le père de Dickens. Je réponds que c'est une erreur, car le vieux Dickens semblait au moins un être humain, à l'encontre de Micawber qui n'est que l'esquisse de son papa par un enfant impertinent. Sam Weller n'a pas un trait vraisemblable et le procès Bardell-Pickwick est-il vraiment drôle?

Je ne le cède à personne dans mon appréciation et mon admiration pour l'art littéraire de Shaw. Je l'ai prouvé en publiant des articles signés de lui qu'aucun autre directeur de périodique ne se serait risqué à insérer, même en étant d'accord avec leur contenu, mais Shaw m'a fréquemment déçu en abordant une belle occasion littéraire avec la vigueur apparente d'un Goliath pour l'esquiver et la minimiser ensuite par une drôlerie qui ne la rend que ridicule.

C'est évidemment un travers hérité de son père, car oncques n'entendit jamais sa mère faire une plaisanterie durant sa vie et condescendre à interpréter dans les salons une chanson même simplement guillerette. Shaw, au contraire, conserva le goût paternel du calembour et du paradoxe et il le conservera, je le crains, jusqu'au jour où la

marche funèbre de Beethoven accompagnera son enterrement.

Pourtant je comprenais l'importance du sens de l'humour chez un écrivain satirique ; et si j'en suis, hélas, privé, je l'admirais immensément chez Oscar Wilde, par exemple ; et c'est par cela que Shaw m'attira. A plusieurs reprises, j'avais assisté à ses conférences et je le jugeais comme un habile iconoclaste, sans profonde originalité, mais racheté par cette grâce salvatrice de l'humour. Sur l'estrade, il se montrait toujours sérieux ; ses auditeurs prolétaires ne soupçonnaient pas les extravagances par lesquelles il aimait à épater le bourgeois. J'avais lu aussi ses critiques musicales hebdomadaires et admiré la clarté satirique avec laquelle il exposait les prétentions pompeuses et illusoires des musiciens.

Selon Shaw, notre première entrevue aurait eu lieu alors que j'étais directeur de la *Fortnightly Review* et qu'il vint me proposer un article. Il assure qu'il affecta de s'intéresser beaucoup plus à ma personne qu'à son article. Il est certain qu'il possède l'art de se mettre promptement sur un pied d'intimité avec ses interlocuteurs même inconnus. Au bout de cinq minutes, paraît-il, il m'avait amené à lui expliquer pourquoi je me sentais souffrant : je m'étais laissé puérilement entraîner à une course de vitesse en outrigger. Il témoigna à mon malaise une sympathie aussi attendrie que mon médecin et il s'enquit des soins que je prenais. Entre autres questions, il me demanda si je buvais. Il atteste que je fus à la hauteur de la circonstance et que, sans broncher, je l'assurai qu'un diagnostic de delirium tremens serait inapplicable à mon cas.

Tout cela peut être vrai, mais mes souvenirs ne concordent pas.

Ma première entrevue avec lui dont j'ai gardé le souvenir se déroula dans mon bureau de la *Saturday Review*, dont je m'étais rendu acquéreur en septembre 1894, après avoir donné ma démission de directeur de la *Fortnightly Review*.

A cette époque, Shaw avait trente-neuf ans ; il était mince, avec un long visage osseux, une barbe rousse embroussaillée et des cheveux assez blonds. Il était négligemment vêtu de laine et de l'inévitable col Jaeger. Son entrée dans la pièce, ses mouvements saccadés et sautillants comme son es-

prit toujours en mouvement, son naturel parfait, son aspect diabolique, tout prouvait un homme très conscient de son intelligence, très direct, très décidé, bien qu'une bonne part de cette attitude eût pu être composée à mon intention.

— Il me faut une demi-douzaine de collaborateurs intelligents qui me donneront au moins trois articles par semaine contenant chacun quelque chose d'original.

— Et qui sont vos six génies? demanda Shaw.

— Eh bien! H.-G. Wells pour la critique des romans et D.-S. Mc Coll, le meilleur critique d'art en Angleterre (il fut nommé par la suite conservateur de la Tate Gallery); Chalmers Mitchell s'occupera des sciences (Mitchell devint plus tard directeur de la Royal Zoological Society), et je pense que vous serez en bonne compagnie avec Cunninghame Graham, Arthur Symons, Walter Pater, Oscar Wilde, et divers autres.

Shaw connut ainsi tour à tour les corvées variées que comporte l'exercice de la critique. Le critique dramatique officie une ou deux fois par semaine. Le critique musical doit chaque jour courir en tous sens dès trois heures de l'après-midi, heure où les concerts commencent, pour finir le soir à minuit, à la sortie de l'Opéra. La critique artistique lui avait paru presque aussi pénible. Un alpiniste remarqua une fois les épaisses semelles de ses chaussures et lui demanda s'il faisait des ascensions :

— Non, répliqua Shaw, ces chaussures sont spécialement consacrées aux durs parquets des galeries de peinture de Londres.

Mais l'obligation de suivre les générales lui sembla si dure qu'il prétend que les quelques années où il exerça la critique dramatique faillirent causer sa mort. Bien portant ou malade, il était un admirable collaborateur, militairement ponctuel, scrupuleux, corrigeant ses épreuves consciencieusement, toujours soucieux de faire de son mieux.

Je m'aperçus bientôt que jamais l'art dramatique contemporain n'avait été critiqué avec autant de mordant; je comparai alors les articles de Shaw à la dramaturgie de Lessing, et c'est Shaw qui gagna à la comparaison.

Ses articles de critique étaient calqués sur ses conversations et ressemblaient tout à fait à ses dernières œuvres dra-

matiques : directes, simples et lucides, car la clarté et la sincérité sont ses caractéristiques. Nulle pose, nulle trace d'affectation ; un cerveau tout d'une pièce, décidé à convaincre, mais dédaigneux de persuader ; une argumentation purement logique, éclairée des lueurs d'un humour sardonique, intellectuel, qui ne vient pas du cœur. Il paraissait écrire sans art, et cependant, il y a un souci d'art dans ses pièces, et on en découvre également dans ses conversations et dans son œuvre critique ; mais en subsistera-t-il assez pour les faire résister aux atteintes du temps? C'est une autre question !

On en jugera en lisant ses trois volumes, dont je suis le parrain, *Our Theatres in the Nineties* (Nos théâtres durant les dernières années du XIXe siècle). Mais qui s'en donnera la peine ?

Pourtant à la fin du siècle dernier, le sérieux de Shaw, sa sincérité, sa pénétrante intelligence firent promptement s'insurger contre lui les acteurs-directeurs de l'époque. Sa prise de bec avec Irving, en particulier, est relatée tout au long dans l'étrange correspondance qu'il échangea avec Ellen Terry et qui fut publiée trente ans plus tard.

Il était bien rare que je fusse obligé de prier Shaw d'abréger sa chronique et, pendant des mois, je n'eus qu'à me féliciter de l'avoir engagé comme collaborateur ; au début cependant, beaucoup de mes lecteurs s'indignèrent vivement de sa critique et annulèrent leur abonnement. Mais, en compensation, nombreux furent ceux qui attendaient avidement chaque fascicule et dévoraient ses articles aussi bien que ceux de ses collègues comparativement orthodoxes.

Un incident, au cours de ces quatre années de collaboration, mérite d'être cité, car il montre Shaw sous son vrai jour. William Morris, le poète et décorateur de talent, mourut subitement. Shaw vint me dire qu'il désirait écrire un article supplémentaire sur Morris socialiste, orateur et prosateur. J'accueillis avec joie sa proposition, car Arthur Symons devait traiter du poète et Cunninghame Graham rendre compte de son enterrement. J'espérais ainsi avoir trois bons articles. Lorsque j'en pris connaissance, je jugeai que Cunninghame Graham avait composé un petit chef-d'œuvre, un bijou plein d'émotion contenue, une description réaliste qui

atteignait à la grandeur par sa profonde poésie. Shaw partagea mon admiration.

— Un amateur qui a du génie, fis-je, bien dommage qu'il n'ait pas besoin de gagner sa vie avec sa plume.

— Tant mieux ! se récria Shaw, les camarades n'auraient plus qu'à se mettre cireurs de bottes s'il écrivait souvent dans ce goût-là.

J'en vins à considérer Shaw comme un réaliste vivant dans le courant réaliste moderne et résolu à être pris pour ce qu'il était et pour ce qu'il pouvait donner et également résolu à juger les autres du même point de vue positif et impitoyable. Ce fut sa sévérité, son insistance à ne reconnaître que les réelles valeurs qui inspirèrent à Oscar Wilde l'épigramme que je veux citer encore une fois :

— Shaw, disait-il, n'a pas un ennemi au monde, mais pas un de ses amis ne l'aime.

La correspondance que Shaw échangea avec Mrs. Patrick Campbell prouve qu'il se croyait à cette époque le plus indulgent des critiques.

— Si les gens se doutaient de ce que je n'ai pas dit ! attestait-il pour sa défense.

Car Shaw croyait que la fonction du critique est d'éperonner, de faire réfléchir et souffrir les artistes et toute sa critique repose sur la croyance que le théâtre contemporain est pour notre époque ce que l'Église fut pour le moyen âge.

— La succession apostolique d'Eschyle à moi-même, dit-il une fois en parlant de sa primauté dans la *Saturday Review*, est aussi importante et aussi constamment inspirée que cette plus jeune institution qu'est la succession apostolique de l'Église chrétienne. Malheureusement, l'Église chrétienne est devenue l'Église, où l'on n'a pas le droit de rire ; aussi cède-t-elle la place à cette Église plus ancienne et plus grande à laquelle j'appartiens : cette Église, où plus l'on rit, mieux cela vaut, car ce n'est que par le rire que le mal est détruit sans méchanceté.

Il faut rappeler ici que, dès 1885, Shaw était en puissance ce qu'il devait être dans les toutes dernières années du siècle. Il avait déjà toutes les idées qu'il exposa plus tard et il me semblait, ce qu'il m'a souvent confirmé depuis, que

la plus grande partie de son originalité provenait de ce qu'il considérait l'Angleterre et ce qui est anglais du point de vue irlandais. L'hypocrisie, le formalisme, la convention et la cruauté britanniques le choquaient. N'avait-il pas vu Cunninghame Graham et John Burns arrêtés, et lui-même, par deux fois, à deux doigts d'être emprisonné, en essayant d'exercer ce droit à la liberté? Il savait que le sens de l'esprit social est rudimentaire en Grande-Bretagne, et que, sur quatre Anglais, il y en a un qui va à la fosse commune. Ces opinions courantes des Celtes sur l'Angleterre forment une grande part de l'originalité de Shaw.

Dans les derniers temps de ma direction de la *Saturday Review*, Shaw avait commencé à faire de l'argent avec ses pièces, d'abord en Allemagne, où son traducteur, Siegfried Trebitsch, sacrifiait sa propre carrière en persistant à imposer Shaw aux directeurs de théâtre allemands et autrichiens; puis en Amérique, où Richard Mansfield l'avait posé en auteur à recettes avec la triomphante carrière du *The Devil's Disciple* (Le Disciple du Diable). Mansfield différait de Trebitsch en ce qu'il n'éprouvait aucun dévouement pour Shaw. Un magnat américain lui reprocha publiquement de ne pas montrer assez de reconnaissance pour une pièce aussi magnifique et de ne pas s'agenouiller chaque soir pour en remercier Dieu.

— Mais c'est ce que je fais, répliqua Mansfield. Chaque soir je m'agenouille à côté de mon petit lit et je remercie Dieu pour cette pièce. Et pour terminer ma prière, je conclus : « Mais pourquoi faut-il, ô Dieu, qu'elle soit de Shaw! »

Pas plus qu'Irving, Mansfield n'aimait Shaw. En dépit du succès du *Devil's Disciple* qui lui créa sa situation à Broadway, il ne monta plus jamais aucune pièce de Shaw et, en conséquence, la vogue américaine de ce dernier déclina jusqu'au jour où Arnold Daly la ressuscita avec *Candida*.

Au cours d'une de nos causeries, Shaw m'avoua que chacun de ses articles lui coûtait plus qu'il ne lui rapportait.

— Je veux dire par là que le temps consacré à une comédie me rapporterait dix ou vingt fois autant; aussi chaque heure que je donne au journalisme me coûte de l'argent.

— Eh bien alors, répondis-je avec compassion, il ne faut

plus écrire pour moi. Mais comme je suis à la veille de vendre mon journal, si vous pouviez continuer, disons jusqu'à septembre (nous étions alors en août, je crois), je vous en serais très obligé.

— Pas un mot de plus, je continuerai jusqu'à la fin de votre règne.

— Vous êtes trop bon, mais je ne puis accepter ce sacrifice de votre part, car enfin ne faites-vous pas beaucoup plus d'argent avec vos pièces?

— Pas en Angleterre, mais en Amérique plus que je ne peux en dépenser. J'ai à présent un compte en banque; mon banquier sourit lorsqu'il m'aperçoit et vit dans un émerveillement perpétuel car, ô miracle! voici un écrivain qui non seulement gagne de l'argent, mais encore en met de côté.

Tout allait donc pour le mieux pour lui; peu importait que son influence de critique dramatique déclinât et qu'en musique, il commençât à se répéter.

Il me faut reconnaître loyalement qu'aucun critique dramatique anglais n'a jamais égalé Shaw, ni manifesté après lui une puissance comparable à la sienne.

FRANK HARRIS

(Traduction de MADELEINE VERNON et HENRY D. DAVRAY.)

1. Copyright by Gallimard 1938.

LE PREMIER MILLÉNAIRE DU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS

(357-1360)

Les traditions se fondent vite. Depuis six générations, nous nous sommes habitués à considérer l'énorme amas de constructions qui occupe une bonne part de la Cité de Paris comme une caserne administrative quelconque, de tout temps destinée aux juges et aux policiers. Il nous faut faire effort pour imaginer un « Palais de Justice » privé de l'appareil judiciaire.

Pourtant, l'édifice n'appartient exclusivement à Thémis que depuis cent cinquante ans environ et cent cinquante ans sont peu de chose en sa longue existence. Pendant mille ans, le Palais de Paris a été la forteresse des empereurs romains, des rois francs, des ducs et des rois capétiens, de tous les maîtres successifs de la Ville et de la France et, durant quatre siècles encore, nos rois l'ont ensuite partagé avec les magistrats qu'ils y avaient établis. Et l'histoire de France s'est faite si longtemps en ces lieux que, malgré révolutionnaires et restaurateurs, ils conservent encore de nombreux témoins d'un passé souvent glorieux, parfois misérable, toujours passionnant. C'est avec justice que Balzac plaçait au Palais « le berceau de Paris et le berceau des rois ».

Il apparaît dans l'histoire en l'an 357. Le premier, un Romain illustre, nous parle de lui.

Julien, que les chrétiens ont surnommé l'Apostat, n'était encore que *césar* quand, venu en Gaule pour combattre les envahisseurs alamans et francs, il s'établit à Lutèce. On a cité cent fois la description qu'il fit alors de notre futur Paris : « J'étais en quartier d'hiver dans ma chère Lutèce. C'est ainsi que les Celtes appellent la petite ville des Parisiens, située sur le fleuve qui l'environne de toutes parts, en sorte qu'on n'y peut aborder que de deux côtés, par deux ponts de bois... », ce sont d'agréables impressions d'un riverain de la Seine, prises à la fenêtre du palais des gouverneurs romains, vers l'ouest de la Cité.

Car c'est là, à la pointe aval de l'île, aux lieux où est demeuré le *Palais* que résidaient les fonctionnaires de Rome.

Il suffit, pour établir que Julien vivait dans l'île, de relire son texte : « J'étais *dans* ma chère Lutèce... *on n'y peut aborder que de deux côtés, par deux ponts de bois.* » Mais Camille Jullian et F.-G. de Pachtère ont, de plus, prouvé qu'il ne pouvait résider que là car, de son temps, et depuis l'an 280 au plus tard, la Lutèce romaine qui, aux premiers siècles de notre ère, s'étalait sur la rive gauche de la Seine était entièrement détruite; le palais des Thermes, qu'une tradition erronée donne souvent pour résidence à Julien, était inhabitable.

Les Parisiens, pour se défendre contre les incursions barbares, s'étaient réfugiés dans l'île, derrière un mur d'enceinte hâtivement, mais très solidement construit. Comme à Senlis, à Meaux, à Saintes, à Bordeaux, à Bayonne, dans nombre de villes gallo-romaines, un édifice appuyé au rempart servait de citadelle et de résidence. On en a retrouvé les vestiges dès qu'on a fouillé le sol : en 1784, un autel de pierre; en 1845, les restes du calorifère et des morceaux décoratifs; en 1848, vers le quai des Orfèvres, les colonnes d'un édifice important — crtaines portaient encore les sillons creusés par les chaînes des bateaux qu'on y amarrait — et une tour de l'enceinte; en 1907, une longue partie de cette enceinte elle-même. On sait enfin qu'une grosse tour, placée à la pointe des jardins, vers l'ouest, défendait les deux bras du fleuve.

Julien avait passé au Palais l'hiver de 357-358; en 359, il y revient de bonne heure, aussitôt après avoir incendié les moissons des Alamans, sans doute au début de l'automne. Mais l'empereur Constance qui, à l'autre bout de l'Empire, se bat contre les Perses et qu'inquiètent les succès comme la popularité croissante du césar Julien, éprouve le besoin de lui enlever ses meilleures troupes. Il lui mande de les envoyer en Syrie, pour combattre les Perses, au début du printemps de l'an 360, sans se douter qu'il précipite ainsi l'événement qu'il redoutait.

Déjà, les légionnaires sont prêts pour le départ et, cantonnés autour du Palais, prolongent très avant dans la nuit leur repas du soir, ignorant ce qui se trame contre leur chef. Mais les officiers savent que Constance, en dégarnissant les Gaules de leurs défenseurs, les voue à la ruine en même temps que Julien. Ils font circuler parmi leurs hommes des billets où la situation est exposée : de proche en proche la vérité se répand, les soldats voient enfin où on les mène.

Tout à coup, d'un même élan, ils se lèvent de table en tumulte, et, « la coupe encore à la main », ils s'élancent, mêlés au peuple, vers le Palais, appelant à grands cris Julien.

Celui-ci était dans sa chambre où, pieusement, il méditait sur ce qu'il avait à faire : « Par une embrasure qui me laissait voir le ciel, j'adressai mes vœux à Jupiter et, pendant que les clameurs augmentaient, que tout était en désordre dans le Palais, je demandai au dieu un signe de sa volonté; il me l'accorda sur-le-champ, me commanda d'y obéir et de ne pas m'opposer aux vœux des soldats. »

Sans respect de l'étiquette, ceux-ci avaient forcé les portes. Amenant le césar sur la place, ils l'élèvent sur un bouclier et le proclament empereur.

« Enfin, vers la troisième heure, conclut Julien, je me décidai à me décorer du diadème qui me fut offert par l'un des soldats et fis mon entrée dans le Palais, en soupirant, il est vrai, du plus profond de mon cœur : les dieux en furent témoins. »

« Pour trouver un second exemple d'un empereur proclamé à Paris, il faut passer de Julien à Napoléon », a dit Chateaubriand. Un autre rapprochement s'impose : Paris et le Palais entrent dans l'histoire par une sédition et leur destin souvent glorieux,

toujours dangereux et instable paraît orienté dès l'an 360, qui vit la première des « révolutions de Paris ».

Après ce brillant exorde, l'histoire du Palais redevient pour longtemps obscure et fragmentaire.

L'importance militaire de Paris augmente en même temps que les Francs envahisseurs descendent vers le sud de la Gaule. L'empereur Valentinien réside au Palais pendant l'hiver 365-366. Les Francs de Clodion atteignent Amiens au siècle suivant et Paris, avec Soissons, défend le nord de cette dernière « Romanie » indépendante que, jusqu'à la Loire, commande Egidius, dernier « maître de la milice » romaine. En 486, par la victoire de Soissons, les Francs s'assurent la possession de Paris et, en 508, Clovis, ayant conquis l'Aquitaine sur les Wisigoths, vient s'installer au Palais, la meilleure position stratégique pour surveiller à la fois le sud et le nord de la Gaule.

Le prestige de la civilisation romaine ne s'est jamais affaibli pour les chefs barbares qui, de bonne foi, croyaient la continuer : Clovis reçut avec orgueil de l'empereur Anastase les insignes et le titre de consul. L'histoire de nos rois mérovingiens laisse voir l'importance qu'avait gardée pour eux l'ancienne demeure parisienne des empereurs. Sans doute, ils vivent plus volontiers à la campagne, dans leurs « villas » préférées : ceux de leurs jugements que nous avons conservés sont datés de Compiègne, de Quierzy, de Luzarches, de Chatou, de Ponthion. Cependant les écrivains contemporains signalent parmi leurs résidences de somptueux édifices, dotés des agréments de la vie légués par Rome : salles de bains, parcs, bassins. Le Palais de Paris fut l'un d'eux et la vie de cour reprit parfois à la pointe de la Cité.

Childebert et Clotaire massacrent au Palais leurs neveux, les petits-fils de sainte Clotilde et de Clovis; les concubines de Caribert, Marcoviève et Mêroflède, s'y disputent avec sa femme légitime Ingoberge et l'expulsent enfin ; Frédégonde et Chilpéric cachent leurs trésors et leurs crimes derrière les vieux murs romains; Dagobert, qu'on voit si souvent aux environs de Paris, à Saint-Ouen, à Épinay où il mourut, vient parfois au Palais, aux portes duquel le grand saint Eloi fait construire un

monastère qui devint célèbre : ces quelques épisodes cités par Fortunat, Grégoire de Tours ou d'autres suffisent à évoquer la vie du Palais mérovingien.

A la Cité, les Carolingiens préfèrent leurs villas du nord et de l'est de la France. On voit cependant passer au Palais Louis le Débonnaire poursuivi par ses fils rebelles, Charles le Chauve, Louis d'Outremer, Lothaire, Louis V. L'enceinte romaine subsiste si bien que les Normands, quand ils viennent bloquer Paris en 885, ne semblent pas avoir osé l'attaquer.

Mais les Capétiens sont de Paris. Le roi Eudes (887-898) fait de grands travaux au Palais et le bon roi Robert (997-1031), qui le reconstruit, inaugure par un miracle sa demeure renouvelée — c'est du moins ce qu'assure Helgaud, son pieux biographe — Louis VI et Louis VII y vivent et y meurent. Enfin, le 21 août 1165, c'est au Palais qu'a lieu le grand événement de la dynastie, la naissance du fils que Louis VII attendait depuis vingt et un ans...

A quinze ans Philippe-Auguste devient, par la mort de Louis VII, roi de France et maître du Palais.

Il était, nous dit un de ses biographes, « fort entendu dans l'art de l'ingénieur ». Paris sentit bientôt l'heureux effet de ses talents : les Halles sont élevées en 1183, le mur d'enceinte en 1190 et, en 1210, le Louvre commencé vers 1204. En 1186, le Palais est directement mêlé à une autre réforme urbaine.

Un jour de cette année-là, conte Rigord, Philippe était accoudé à une fenêtre du Palais, d'où il aimait à regarder couler la Seine — les Parisiens, on le voit, ne changent guère — quand passe une voiture qui, soulevant la boue de la rue, dégage une si intolérable puanteur que le Roi pense suffoquer. Il prend une rapide décision : ayant convoqué bourgeois et prévôt de Paris, il ordonne de faire paver à ses frais toutes les rues de la ville.

On aime à croire que ce travail était fini l'année suivante buand Philippe amena au Palais son grand ami du moment, Richard Cœur de Lion, que, politique avisé, il s'efforçait de détacher de son père, le roi d'Angleterre Henri II. Philippe et

son hôte ne se quittaient pas, ils mangeaient à la même table, couchaient au même lit. Grâce à cette hospitalité généreuse, le Palais vit aboutir l'alliance. La même année, le 5 septembre, le futur Louis VIII y naissait et Paris illuminait pendant une semaine entière.

Quand Philippe doit, en 1190, accompagner Richard à la croisade, le prudent Roi, réglant le gouvernement du royaume en son absence, adjoint à sa mère et à son oncle, régents de droit, ses conseillers habituels, « ceux qui seraient présents au Palais ». Ainsi, même en l'absence du Roi, la vieille demeure reste le centre du royaume. Philippe y laisse son fils Louis et Rigord nous a dit l'émotion du peuple parisien, toujours serré autour de la famille royale qui est la sienne, quand le jeune prince, en août 1191, tombe malade de la dysenterie.

Sous la conduite de Maurice de Sully, évêque de Paris, une immense procession des chanoines, des clercs, des étudiants, du peuple, pleurant, pieds nus, conduit au Palais les reliques les plus insignes. Après avoir adressé un discours émouvant à la foule, l'évêque trace, avec les reliques, une croix sur le ventre de l'enfant qui, presque aussitôt, est soulagé. Le même jour, à la même heure, son père, en Orient, était guéri de la même maladie.

Au retour de la croisade, où il s'est brouillé avec Richard Cœur de Lion, Philippe amène au Palais sa nouvelle épouse, Ingeburge de Danemark (1193). En 1201, continuant sa politique anglaise, c'est Jean sans Terre qu'il invite à Paris, afin de le détacher de son frère Richard.

C'est encore au Palais que Philippe-Auguste tient le plus souvent sa « cour », la réunion des grands vasseaux, des serviteurs et des conseillers intimes du Roi qui à l'origine est l'organe unique de l'administration capétienne. Selon l'occurrence, la « Cour du Roi », dit Luchaire, devient « l'armée prête à chevaucher, l'assemblée où se discutent les questions de religion et de politique, le tribunal qui prononce les arbitrages, rend les arrêts ou assiste aux combats sanglants des champions de justice ». Et sous Philippe-Auguste déjà on y voit l'élément ecclésiastique et bourgeois l'emporter sur l'élément féodal. On y voit même paraître des juristes professionnels et les conseillers habituels du Roi, associés à eux, tendent à constituer un

véritable corps judiciaire où le rôle des grands feudataires se réduit peu à peu au vote par acclamation de la sentence préparée par les clercs. Ainsi se prépare le « Parlement » qui va naître au XIVe siècle; ainsi, le Palais groupe dès lors tous ceux qui, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime, l'animeront : les princes et les juges qui, peu à peu, prendront leur place.

Malheureusement, nous ne savons pas grand'chose de l'état matériel de cette maison si bien hantée. Nous voyons qu'elle s'étend, à peu près, de notre boulevard du Palais à la galerie Saint-Louis, limite de l'actuelle Cour de Cassation. Les historiens du temps font mention du grand escalier où, en 1165, Louis VII reçoit en majesté les moines de Vézelay; d'un oratoire qui, en 1141, est devenu l'église Saint-Barthélémy, paroisse des rois; de la petite église Saint-Michel-au-Palais, d'où notre boulevard a pris son nom; de la chapelle Saint-Nicolas érigée par Louis le Gros. Entre le Palais et la Seine qui, derrière les deux îlots dont on fera la place Dauphine, avance jusqu'à la rue de Harlay, s'étend un jardin assez vaste pour qu'en 1160 Louis VII donne au chapelain de Saint-Nicolas six muids du vin de ses treilles. Nous voyons Philippe-Auguste à sa fenêtre, nous savons que lorsqu'il quittait Paris, il donnait aux pauvres de l'Hôtel-Dieu, pour se coucher, la paille qui jonchait sa chambre. Mais sur les constructions elles-mêmes, comme M. Henri Stein, — l'historien du Palais auquel il faut toujours revenir — nous devons avouer notre ignorance.

Le court règne de Louis VIII (1223-1226) est occupé par la guerre albigeoise; au contraire, la vie de son fils Louis IX fut surtout parisienne et le Palais en eut bonne part. Nous lui devons un des trésors les plus insignes de notre pays, cette Sainte-Chapelle-du-Palais où tout est miracle, l'inspiration, l'exécution et, plus que tout, peut-être, le fait qu'au cœur du Paris des révolutions, elle ait résisté depuis sept siècles aux émeutes et même aux restaurations.

En 1239, l'empereur latin de Constantinople, Baudouin de Courtenay, étant venu en France pour demander secours au roi Louis, lui engagea une des reliques les plus précieuses de Byzance : la Couronne d'épines de la Passion. Le Roi alla fort loin à la rencontre de la Couronne et, avec la plus grande

piété, l'amena en fort grande pompe à Paris, au Palais, dans la chapelle Saint-Nicolas. D'autres reliques, dont un morceau de la Vraie-Croix, vinrent en 1241, en 1248. Dès 1243, Louis IX s'était résolu à faire construire un édifice digne de les abriter et d'établir un chapitre qui en assumerait la garde et la vénération. La Sainte-Chapelle-du-Palais, commencée sans doute cette année-là, fut solennellement consacrée le 25 avril 1248 : la chapelle haute, vouée à la Vraie-Croix, par Eudes de Châteauroux, évêque de Tusculum et légat du Saint-Siège; la chapelle basse, dédiée à la Vierge, par l'archevêque de Bourges.

Quel fut l'architecte du chef-d'œuvre? Pierre de Montereau n'est considéré comme tel qu'en vertu d'une tradition qui n'est attestée qu'au XVIIe siècle. Le plus récent et le plus exact historien de la Chapelle, M. Gébelin, souligne son étroite parenté avec la chapelle de la Vierge de la cathédrale d'Amiens et pense que les deux ateliers ont eu des animateurs communs. Nul n'a mieux que lui, d'ailleurs, exposé les mérites exceptionnels du constructeur : sa conception audacieuse et jusqu'alors sans précédent d'une élévation presque toute en verrières, la précocité de la sculpture et de la décoration polychrome qu'il ordonna et, en même temps, l'heureux et juste emploi qu'il fit des procédés habituels de l'architecture et du vitrail. La Sainte-Chapelle est une œuvre novatrice et traditionnelle, créatrice et logique, audacieuse et ordonnée. Elle avait bien mérité de faire école et de susciter à travers les âges une admiration toujours égale et toujours renouvelée.

N'oublions pas de signaler, autour d'elle, son petit cimetière et, un peu plus au large, le cercle concentrique des maisons des chanoines; à son flanc nord, enfin, l'élégant bâtiment qui reproduisait à peu près son aspect extérieur et où l'on établit, avec la sacristie, les archives du royaume, ce Trésor des Chartes qui est parvenu jusqu'à nous. Telles furent les constructions de saint Louis au Palais.

Un autre aspect de ce grand règne se révèle aux mêmes lieux : saint Louis s'y est manifesté comme le grand justicier de son temps.

Il jugeait lui-même, tel un bon père, sous la treille de la Cité comme sous le chêne de Vincennes.

En dehors de ce rôle de juge que le saint roi joue en personne, il convient de marquer le développement au Palais d'un pouvoir judiciaire qui devient indépendant de lui. Vers 1250, la primitive « Cour du Roi », cet organe universel, commence à se spécialiser; on voit siéger ses premières commissions uniquement consacrées à la justice, peut-être instituées par Louis pour le gouvernement de son royaume, avant le départ pour l'Égypte.

Déjà l'on appelle ces commissions des « parlements »; ces parlements tendent à prendre des habitudes dans le recrutement de leur personnel, dans la tenue de leurs sessions et cette tendance à régulariser l'institution s'accentuera de plus en plus. Mais, sous Louis IX, on constate seulement que, depuis 1250 environ, la justice de la Cour du Roi est rendue, au Palais, dans des « parlements » assez fréquents, sans sessions fixes, sans personnel stable, sans local assigné. Au temps du saint Roi, nous en sommes encore à la justice patriarcale, à la justice féodale et, dans sa maison, le Roi est encore entièrement chez lui.

Le nom de saint Louis est si éclatant qu'on a voulu lui attribuer plus encore que son œuvre propre. C'est ainsi que longtemps on a dit qu'il avait fait faire de grands travaux dans le Palais; son nom est même traditionnellement donné à quelques-uns des vestiges qui en subsistent à la Conciergerie. En réalité, c'est son petit-fils Philippe le Bel qui reconstruisit complètement la demeure de nos rois. Les *Grandes Chroniques de France* nous apprennent qu'il ordonna à Enguerrand de Marigny de mettre au ras du sol les anciens bâtiments et d'entreprendre un Palais neuf, « de merveilleuse et coûtable œuvre, le plus bel que nul en France onques vît ». En effet, de 1229 à 1313, on suit dans les comptes les versements faits au comptable Jacques Luce, les expropriations de terrains opérées par les commissaires Guillaume de Marcilly et Geoffroy Cocatrix pour agrandir l'enceinte. Les architectes furent Jean d'Esserent, Nicolas de Chaume et Jean de Saint-Germer.

Ils agrandirent beaucoup le périmètre du Palais. Vers l'est,

l'enceinte éloignée de la Sainte-Chapelle engloba le chevet de la petite église Saint-Michel, reconstruite, sur la rue de la Barillerie (boulevard du Palais); de ce côté on ouvrit deux portes, flanquées de tourelles. Vers le sud, un mur crénelé fut établi, à peu près à l'alignement de l'actuel tribunal de police correctionnelle, on l'a retrouvé en 1901. Au nord, un véritable front fortifié fut constitué par des tours (celle dite plus tard de l'Horloge, les tours de César, d'Argent et Bonbec; toutes subsistent encore) et par les bâtiments de la Conciergerie qui les unirent; le pied des tours baignait dans le fleuve — on voit la différence de niveau avec l'état actuel —; une porte s'ouvrait entre les tours César et d'Argent. A l'ouest, les bâtiments ne dépassaient toujours pas la galerie Saint-Louis.

Le logis du Roi était parallèle à la rue de la Barillerie, à peu près à l'alignement de la façade actuelle sur la Cour du Mai. Il était placé au haut d'un perron très élevé, le rez-de-chaussée étant réservé au service. Au sud il tenait à la Sainte-Chapelle, au nord à une Grande Salle et à la Conciergerie. Derrière lui, la Grosse tour du Palais, depuis dite successivement tour de la Réformation et Montgommery : un donjon analogue à celui du Louvre; plus loin le jardin.

La partie la plus originale du Palais de Philippe le Bel fut la Grande Salle, qui occupait exactement la place de l'actuelle Salle des Pas Perdus.

Comme la Sainte-Chapelle, comme le Logis, la Grande Salle, vouée au service du Roi, était à deux étages. En haut, la salle d'apparat, la plus vaste de l'Europe, divisée par une rangée de huit piliers en deux nefs coiffées de voûtes brisées, éclairée par huit fenêtres sur la cour d'honneur (deux au pignon est, deux à l'ouest, toutes garnies de vitraux), chauffée par trois cheminées, dont deux au nord. Dès ce temps là, elle devait être en communication directe avec la Cour du Mai par un escalier placé à son extrémité sud-est.

Les piliers médians, aussi bien que ceux appuyés aux murs, portaient sur des consoles, à plus de cinq mètres de terre, les statues de nos rois, depuis « Pharamond, premier roi des Français payens qui commença à régner sur eux en l'an du monde 4383 ». Ces statues, peintes d'azur et d'or, présentaient les princes en des attitudes variées : le populaire assurait que

ceux qui avaient le bras levé étaient les princes vertueux et valeureux. Pépin le Bref était juché sur un lion.

Au fond, vers l'ouest, sous les verrières qui s'y reflétaient, la fameuse « table de marbre », un immense plateau de marbre noir qui servait aussi bien de table que de tribune ou d'estrade pour la justice, les fêtes ou les festins.

Au-dessous de la Grande Salle haute régnait la Grande Salle basse qui subsiste encore, — l'un des plus beaux monuments laissés par le moyen âge à Paris, et le moins connu — sous le nom erroné de « Salle Saint-Louis ». De dimensions imposantes (63 mètres sur 27, 8^{m},50 de haut), elle est divisée par trois rangs de piliers en quatre nefs voûtées d'ogives. Aujourd'hui enterrée par l'établissement du quai de l'Horloge, par les constructions de la Cour du Mai, elle était jadis au niveau du sol et, sur la cour d'honneur, une série de fenêtres jumelées lui donnaient le jour. Quatre immenses cheminées assuraient le chauffage; elles subsistent aussi, de même que l'escalier à vis qui, au nord-est, la faisait communiquer avec la Grande Salle haute.

Au nord-est encore, les cuisines, toujours sur deux étages, formant un gros pavillon carré, isolé, tenant par un angle à la tour de l'Horloge. La cuisine basse demeure seule (elle a près de 17 mètres de côté), mais ses huit fenêtres (deux sur chaque face) ont été murées.

On voit le plan du Palais de Philippe le Bel. Une vaste enceinte, fortement défendue. Au premier étage, le spacieux logis du Roi, entre la cour d'honneur et le jardin, appuyé sur l'éventuel refuge d'un solide donjon, communiquant avec la Sainte-Chapelle haute, avec la Grande Salle d'apparat. Les services règnent sur tout le rez-de-chaussée, de la Conciergerie à la chapelle basse.

Ce qui subsiste de ces constructions comme le plan général attestent une œuvre logique, harmonieuse et belle.

Les successeurs de Philippe augmentèrent son palais : en 1334, l'Horloge est installée dans la tour carrée du nord-est un peu plus tard, en 1346, les fortifications sont remises en état; à chaque changement de règne, une nouvelle effigie de roi est mise en place dans la Grande Salle du haut; enfin,

sous le roi Jean II, le logis du Roi est doté d'un second étage appelé *galetas* — le mot était noble, en ce temps.

En 1364, puis en 1372, Charles V avait décidé d'affecter aux réparations du Palais et de la Sainte-Chapelle des sources régulières de revenus. Sans doute est-ce grâce à ces fonds que fut construite, à la Conciergerie, la « Salle des Gardes » qui en forme le vestibule actuel, grand vaisseau de 23 mètres sur 12 et de 7 mètres de haut. C'est encore un des beaux morceaux du Palais. On peut la dater de la fin du règne de Charles et M. Gébelin la reporte même à la fin du siècle.

L'aspect général du Palais à la fin du XIVe siècle nous est donné par une admirable miniature des *Très riches heures du duc de Berry* (Musée Condé à Chantilly), due à Pol de Limbourg ou à ses élèves. Elle a été souvent reproduite et, fort habilement agrandie, elle décore une salle du Conseil de la Cour de Cassation.

L'artiste s'est établi, au mois de juin, sur la rive gauche de la Seine, et sans doute à une fenêtre de l'hôtel de Nesle (à l'Institut) où résidait le duc de Berry. Au bord du fleuve, les paysans font les foins. Sur l'autre rive, le mur d'enceinte du Palais, crénelé, que dépassent les treilles du jardin et où s'ouvre, en angle, une porte à perron fortifiée. En arrière, on voit la partie du logis du Roi qui regarde le parc. Un pavillon coiffé d'un comble aigu s'étend parallèlement au grand bras; un bâtiment perpendiculaire le joint à l'imposante façade qu'on retrouvera — pour la démolir — au XIXe siècle, derrière les constructions postérieures, façade crénelée, portée par quatre grandes arcades en anse de panier. Le logis s'appuie, au sud et au nord, sur deux grosses tours, à l'est, sur le donjon (plus tard, tour Montgommery). Il tient d'un bout à la Sainte-Chapelle, de l'autre à la Conciergerie, dont on compte les tours, et aux deux pignons de la Grande Salle du haut. Sur la droite, c'est-à-dire vers le sud, d'autres poivrières indiquent la suite de l'enceinte fortifiée. Les toits sont d'ardoises, sauf ceux des tours de la Conciergerie qui sont de tuiles rouges. L'ensemble est à la fois imposant et gai.

Grâce à saint Louis, à Philippe le Bel, à Charles V, le roi de France, au XIVe siècle, avait le plus beau palais d'Europe.

Dans ce cadre somptueux, il se loge, il établit son « hôtel », c'est-à-dire un ensemble déjà compliqué de bureaux : services domestiques, « chambre aux deniers » ou caisse, chancellerie, un Conseil, enfin, aux attributions aussi étendues et aussi flottantes que le pouvoir du Roi lui-même.

Sous Philippe VI, on compte six services principaux, « six métiers de l'Hôtel » : échansonnerie, cuisine de bouche, fruiterie, écurie, fourrière, paneterie.

Sur l'ensemble de ces services règne le grand maître de l'Hôtel et, sous lui, les maîtres de l'Hôtel et les chambellans (ils sont treize en 1332). Ajoutez à ces employés réguliers une population flottante de chevaliers, de clercs, de sergents, de ménestrels, de sommeliers, d'archers, de gardes de chiens et d'oiseaux. Ajoutez à l'Hôtel du Roi celui de la Reine, ceux des fils de France. Vous avez le tableau de l'entourage domestique du Roi tel que l'a établi, vivant et précis, M. A. Coville et vous ne vous étonnez pas que le budget de cette cour monte à 260, 270 000 livres parisis, le tiers des revenus royaux.

La Sainte-Chapelle du Roi a complété son trésor. En plus des reliques venues de Byzance au temps de saint Louis, (sainte Couronne d'épines, morceau de la Vraie-Croix, sainte Lance, sainte Éponge, saint Sang, Manteau de pourpre), elle possède, entre autres, des Langes du Christ, un fragment de la pierre du Sépulcre, un fragment du saint Suaire, le Linge du lavement des pieds, la Verge de Moïse, l'occiput de saint Jean-Baptiste et les crânes de saint Clément, de saint Blaise et de saint Siméon, le Titre de la Croix, un fragment du Roseau, la Croix triomphale des empereurs romains, le Manteau et du Lait de la Vierge, le buste de Constantin, transformé en bâton pour le grand chantre, le Grand Camée, les chefs de saint Louis et de sainte Ursule, le pied d'un des Saints Innocents, une côte de la Madeleine, une côte de saint Nicaise, le bras de saint Léger, le genou de saint Aignan et une dent de Charlemagne.

La grande châsse, qui garde les plus précieuses de ces merveilles, est, on le pense bien, l'objet des soins les plus minutieux : l'orfèvre chargé de la réparer doit prêter serment et les chanoines-marguilliers sont préposés, chacun à leur tour, à sa garde; quant à la clef, c'est le Roi lui-même qui la conserve pour ne s'en dessaisir qu'en faveur de l'un de ses grands offi-

ciers. Cela jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. Les reliques de la Sainte-Chapelle, sans cesse enrichies en nombre et en montures, sont l'un des principaux trésors de la Couronne et sans doute le plus précieux.

Le collège ecclésiastique établi pour les garder compte douze chanoines-chapelains-marguilliers; un trésorier, sorte d'archi-chapelain qui, dans l'enceinte du Palais, est assimilé à un évêque; un Chantre, suppléant du trésorier, chargé de la tenue du chœur et de la célébration du culte; huit enfants de chœur, leur maître de musique et leur maître de lettres. Il faut, bien entendu, y ajouter les serviteurs. Les chanoines sont logés au Palais dans les maisons construites par saint Louis; la trésorerie, la maîtrise sont établies dans des immeubles voisins.

Orgueil du royaume et du Palais, la Sainte-Chapelle est dès lors assidûment fréquentée par les fidèles, visitée par les étrangers. Chaque année, le Vendredi Saint, le Roi montre lui-même au peuple la Sainte Croix, ce qui attire une grande foule. En temps ordinaire, la visite des reliques est, pour les dames de Paris, prétexte à se retrouver et c'est en quelque sorte une règle que de les montrer à tout grand personnage qui vient à Paris.

Mais, dans son beau château, le Roi n'est plus seul ou, plutôt, ceux de ses familliers qu'il y avait établis commencent à s'y tailler une place indépendante. Et ce n'est qu'en attendant mieux.

Il y a, d'abord, une manière d'intendant ou de régisseur du Palais. Il porte le titre de *concierge*.

Les concierges ont surtout des attributions de police : ils gardent les clefs de la maison, veillent aux attroupements, aux vols et aux rixes, inspectent les constructions nouvelles, les marchandises vendues et les boutiques elles-mêmes. A ces divers titres, ils perçoivent à leur profit des taxes élevées.

C'est un grand personnage que le concierge et qui tient de la place.

Il y a aussi « les parlements » en attendant qu'il y ait « le Parlement ». Dès le règne de Philippe le Bel, ces parlements deviennent réguliers et se tiennent pendant une saison annuelle unique. Pour répartir le travail entre leurs membres, ils créent

peu à peu des commissions qui deviendront les « chambres » : les « Enquêtes » et les « Requêtes » se détachent de la primitive et d'abord unique Grand'Chambre. Enfin, et ceci est capital pour l'histoire du Palais, de vastes locaux leur sont affectés d'une façon exclusive.

En 1302, un parlement groupe treize membres laïcs, treize clercs, cinq maîtres des enquêtes et cinq maîtres de requêtes, tous nommés par le Roi pour un an et continuellement révocables. A peu près à la même époque, on compte environ cinquante avocats et les procureurs se multiplient. Jean de Jandun, dès 1323, nous montre tous ces *viri politici* : notaires, maîtres des requêtes, avocats, procureurs, assis « presque tous les jours sur les sièges élevés qui s'offrent des deux côtés » de la Grande Salle, s'efforçant de « faire prospérer la chose publique » et menant grand tapage.

Enfin, en 1345, les réglements édictés par Philippe VI créaient le *Parlement* dans ses traits essentiels : le personnel — trois présidents et trente « maîtres » ou conseillers, recevant du Roi des gages et des plaideurs une rémunération qui, pour avoir été souvent payée en denrées exotiques, a gardé le nom *d'épices*, les avocats groupés en confrérie avec les procureurs, les greffiers —; la régularité des sessions, partant de la Saint-Martin d'hiver; l'organisation de la procédure et des archives.

Pourtant, à certains jours, le Roi, juge souverain de France, vient présider le Parlement où son autorité entière et souveraine s'exerce encore sans un cérémonial compliqué. Certes, il est reçu avec honneur, sa présence interrompt les plaidoiries, mais elles reprennent vite sur son ordre. La justice est encore directement en sa main.

Disons d'un mot que, semblable à l'organisation judiciaire, une organisation financière s'est peu à peu détachée de la primitive « Cour du Roi ». Les commissions pour les comptes, tenues d'abord au Temple, puis au Louvre, s'établissent en 1303 au Palais. C'est la naissance de la Chambre des Comptes.

A côté de ces grands corps, de petites juridictions se sont établies : bailliage du Palais ou tribunal intérieur du con-

cierge, connétablie ou justice militaire. Le Trésor des Chartes est toujours dans la sacristie de la Sainte-Chapelle. Les marchands, dès Philippe V, se répandent dans tout l'enclos.

Ainsi le château royal abrite à la fois le Roi et son hôtel, les Cours et les officiers de justice et de finance, les plaideurs, les solliciteurs, les marchands et les chalands. Le cœur du Paris et de la France des premiers Valois bat au Palais.

En effet, le premier drame politique du siècle s'y prépare. Le roi Philippe le Bel se débat contre Boniface VIII, le brutal et ambitieux pontife qui prétend se réserver l'exploitation des biens d'église au moment même où, selon l'expression de M. E. Cavaignac, ils devenaient la principale ressource du royaume impliqué dans tant de luttes extérieures.

Pour pouvoir combattre le Pape sans soulever la réprobation des fidèles, le petit-fils de saint Louis a besoin de préparer l'opinion. Il s'adresse au peuple de la capitale. Il l'assemble, le jour de la Saint-Jean 1303 au Palais. Mais celui-ci est en pleine reconstruction. Qu'à cela ne tienne, on se réunit au jardin. Le peuple entend d'abord la lecture de la correspondance officielle, puis l'évêque d'Orléans, deux dominicains et deux franciscains viennent tour à tour rassurer les consciences bourgeoises : « Ce que fait le Roi, il le fait pour le salut de vos âmes; le Pape a dit qu'il voulait détruire le Roi et le royaume! » Jean de Montigny, paraissant enfin sur l'estrade, tire la conclusion « Vous avez entendu les crimes reprochés au Pape. Dites si vous adhérez à leur poursuite. Nous avons ici des notaires qui dresseront acte de votre assentiment. » Et le témoin qui a noté les discours, un marchand italien, assure que la foule hurla avec enthousiasme : « Oïl! Oïl! Oïl! » « Oui! Oui! Oui! »

Ainsi épaulé, Philippe marche : le 7 septembre suivant, Boniface reçoit, à Anagni, de la main d'un autre Italien, Sciarra Colonna, la dure leçon que l'on sait et, peu après, meurt de rage.

Enfin, en 1313, le Palais royal est prêt et Philippe l'inaugure par de grandes fêtes; à Notre-Dame, il confère la chevalerie à ses trois fils : Louis, roi de Navarre, Philippe et Charles; dans l'île depuis dite Saint-Louis, il prend la croix, avec son gendre Édouard II.

En 1314, la guerre va renaître en Flandre et le Roi, en proie aux pires embarras financiers, a besoin de faire approuver les mesures fiscales devenues nécessaires.

Le 1er août, les barons, évêques et bourgeois des villes de France sont, sur convocation, réunis au Palais. Enguerrand de Marigny, « coadjuteur du Roi et gouverneur du royaume » monte auprès du Roi sur l'estrade.

Il s'adresse au peuple de la salle, fait l'éloge de Paris, rappelle les affaires de Flandre depuis Philippe-Auguste : pour faire la guerre aux Flamands, le Roi a dépensé tant que c'est merveille et voilà que, de nouveau, le comte et les villes de Flandre, reniant leur parole, refusent d'exécuter le traité qu'ils ont signé! Le Roi veut savoir ceux qui lui feront aide ou non contre ses ennemis.

Philippe, en effet, se lève pour regarder l'assemblée. Alors, Etienne Barbette, bourgeois et député de Paris, se lève à son tour et engage sa ville; successivement les autres délégués font comme lui. « Et le Roy si les en remercia. »

« Telles sont, conclut Charles-Victor Langlois, les modestes origines des États Généraux de France. »

Sous Philippe VI, c'est la Guerre de Cent ans que prépare le Palais. Philippe V et Charles IV, son frère, morts sans enfants, qui doit succéder au dernier? Son cousin Edouard III d'Angleterre, petit-fils, par sa mère, de Philippe le Bel, ou son autre cousin Philippe de Valois, fils de Charles, frère du même roi? Ce fut encore une assemblée tenue au Palais qui, jugeant pour Philippe VI, posa le grand principe que « femme ni par conséquent son fils ne pouvait, par coutume, succéder au royaume de France ». Du coup, elle décidait de la guerre.

En 1330, Robert d'Artois, arrière petit-neveu de saint Louis et beau-frère de Philippe VI, est convaincu devant la cour de Parlement d'avoir, pour s'emparer du comté d'Artois, fait fabriquer de fausses chartes par Jeanne de Divion et empoisonné sa tante Mahaut et sa cousine Jeanne. La Divion est brûlée en 1331 et Robert, réfugié en Brabant, est condamné par défaut. Trois ans plus tard, il passe à la cour d'Angleterre où Édouard III l'accueille avec honneur, où il prépare la guerre contre la France avec une haine furieuse et agissante.

Le 7 septembre 1341, la cour des pairs, séant au Parlement, décide, au Palais, de la succession du duché de Bretagne en faveur de Charles de Blois, contre Jean de Montfort, qui a fait hommage à Édouard III : « Comte de Montfort, dit Philippe VI, je m'émerveille grandement pourquoi ni comment vous avez osé entreprendre de votre volonté le duché de Bretagne où vous n'avez nul droit! » Montfort, ulcéré, quitte Paris et commence la guerre en Bretagne aux côtés des Anglais.

En 1346, c'était Crécy. Quatre ans après, Jean II succédait à son père en son royaume et en son Palais où il résida pendant les premières années de son règne.

Passons sur divers épisodes dont le Palais vit l'essentiel : le procès et la décapitation du connétable de Brienne (1350); les querelles de Jean II avec Charles le Mauvais, roi de Navarre, l'assassin de Charles d'Espagne, nouveau connétable et favori du Roi (1354-1355). Jean montra chaque fois autant de maladresse que de générosité et, malgré les condamnations prononcées en la Chambre du Parlement contre le Navarrais, dut se réconcilier avec lui, puis le faire emprisonner de nouveau. La guerre recommence en 1356; le 18 septembre, Jean II est battu et fait prisonnier à Poitiers.

Il faut l'avouer, on se détourne volontiers de cette brutale et sommaire figure de roi « chevaleresque » pour saluer le nouveau maître de la France et du Palais : le fils de Jean, régent du royaume en son absence, le futur Charles V. Il attire la sympathie, ce prince un peu chétif, intelligent et bon qui, ayant failli périr dans une révolution, a su la maîtriser, la digérer et, l'État rétabli, mourir, tel Louis XVIII, dans son lit.

Dès sa jeunesse il mène au Palais la vie active et réglée que Christine de Pisan a, bien longtemps après, décrite. Levé dès six ou sept heures, dûment armé d'oraisons, peigné et vêtu, il entend, vers huit, une belle messe chantée, puis donne des audiences aux solliciteurs ou va au Conseil. Il déjeune à dix heures, se fait faire un peu de musique et reçoit les personnages importants pendant deux heures. Après une petite sieste, une visite à ses collections; puis vêpres, tour de jardin ou lecture, visites. Après un souper léger un peu de conversation intime et Charles va de bonne heure se coucher.

Pendant quelques années cet horaire paisible fut souvent troublé.

Dès avant Poitiers, aux États de 1355, assemblés pour fournir l'argent nécessaire à la guerre, un chef d'opposition s'était révélé.

Étienne Marcel était l'héritier d'une dynastie de grands bourgeois, parisiens, des drapiers. Deux fois richement marié, père de six enfants, il était devenu, vers la quarantaine, prévôt des marchands de Paris (1354). Il était établi dans la Cité, rue de la Vieille-Draperie, juste en face du Palais où, le 17 octobre 1356, de nouveaux États Généraux furent convoqués, dans la Grande Salle du haut.

Il y a là huit cents députés, dont quatre cents des bonnes villes. La noblesse, décimée par la guerre, est peu nombreuse. Marcel, un des trois représentants de Paris, et Robert Le Coq, évêque de Laon, dominent l'assemblée. En échange d'un décime et demi perçus pendant un an sur tous les revenus, ils réclament l'établissement d'un Conseil permanent issu des États et mettent en suspicion, voire en accusation les conseillers habituels du Roi et du Dauphin.

Celui-ci temporise. La veille de la Toussaint, quelques heures avant l'ouverture de la réunion plénière des États, il appelle auprès de lui, « à la pointe du Palais », les membres les plus influents de chaque ordre et leur explique que les graves nouvelles reçues de l'Anglais l'obligent à aller demander secours à son oncle, l'empereur Charles IV. Ayant fait proroger les États, il part, en effet, pour Metz, où se tenait la diète de l'Empire.

Il fallait bien revenir. Le 14 janvier 1357, quand le Dauphin rentre à Paris, Étienne Marcel, à la tête d'un grand cortège, va l'attendre au delà de Saint-Antoine et, regagnant le Palais, Charles trouve la ville en état de siège. Le 20 janvier, au Palais encore, il doit approuver la conduite de Marcel et des bourgeois, sacrifier quelques membres de son Conseil, convoquer les États pour le 5 février.

Sur un discours de Robert Le Coq, ceux-ci décident à nouveau l'établissement d'un Conseil élu de trente-six membres qui gouvernera sous le contrôle des États, réunis sans convocation deux fois par an. Ainsi le Palais voit naître un gouvernement représentatif régulier.

Le 5 avril, le roi Jean, qui vient de signer une trêve avec l'Angleterre, écrit de Londres pour interdire les États. Étienne passe le Rubicon : il organise à la Maison aux Piliers, siège de la municipalité parisienne, une dictature bourgeoise où ses quatre frères tiennent le rôle principal et, le 30, il assemble à nouveau les États, aux Cordeliers, cette fois, loin du Régent.

Les États demandent, pour avoir un chef, la mise en liberté de Charles le Mauvais, encore emprisonné; le Régent la refuse, Charles est libéré de vive force. Les Navarrais et Marcel sont désormais les maîtres de Paris; les bourgeois, armés, reçoivent une coiffure de ralliement : le chaperon mi-parti de rouge et de bleu — on dit que Marcel avait fait la fourniture du drap nécessaire. — Au Palais, le Dauphin est de plus en plus isolé. Une préparation révolutionnaire analogue à celle qui réussira en 1792.

En février 1358, les États tiennent leur première session de l'année.

Marcel s'y sent moins soutenu : la province hésite, la paix extérieure est imminente et la paix ruine son parti; le Dauphin ressaisit un peu d'autorité : le 24 janvier, il avait fait arrêter et exécuter par Robert de Clermont, maréchal de Normandie, un certain Perrin Marc, l'assassin de son trésorier Jean Bayet. « Beaucoup trouvaient que le Prince commençait à mener » trop dure vie aux bourgeois de Paris. » Marcel se résout à une « journée » révolutionnaire.

Le 22 février, sous prétexte d'une revue de la milice bourgeoise, il assemble à Saint-Éloi, près du Palais, plus de trois mille hommes armés et marche sur la demeure royale. Au passage, la troupe massacre Regnaut d'Acy, avocat au Parlement et, tout excitée par l'odeur du sang frais, se rue, Étienne Marcel en tête, dans la chambre du Dauphin — elle donnait sur la grande cour, il les avait vus venir. — « Sire, dit le prévôt, ne vous ébahissez de choses que vous voyez, car il est ordonné et convient que cela soit fait! »

Sur un signe, Robert de Clermont et Jean de Conflans, maréchal de Champagne, deux ennemis des États, sont abattus, leur sang jaillit sur le lit du Prince, sur sa robe, les autres officiers fuient. Le Dauphin, à la merci des factieux, coiffe le

chaperon rouge et bleu, tel Louis XVI le bonnet rouge. Cependant les deux cadavres sont jetés sur le perron de marbre « et les pouvait ledit duc voir des fenêtres de sa chambre ».

La couleur du bonnet n'est pas seule à varier la situation : ce jeune prince de dix-huit ans réussit sa fuite de Varennes. Une nuit, en bateau, il quitte le Palais, rejoint ses fidèles en Champagne, convoque des assemblées, lève sept mille lances, bloque Paris. Étienne Marcel et le roi de Navarre commencent la guerre ouverte contre lui (juin 1358).

Paris s'affame et s'affole. Les vengeances privées, les tractations avec les Jacques révoltés des environs épouvantent les bourgeois. Le 1er août 1358, Marcel est assassiné au moment où il va ouvrir les portes au roi de Navarre. Le 2, Charles est reçu avec enthousiasme.

Pourtant, le calme était loin d'être revenu; dans son Palais si facile à encercler, Charles ne se sentait guère en sûreté. Par les fenêtres où il avait vu les corps meurtris de ses deux maréchaux, il put, à nouveau, le 12 septembre, contempler un affreux spectacle.

Thomas de Ladit, chancelier du roi de Navarre, était détenu au Palais; ce jour-là on décide de le livrer à l'évêque de Paris devant la justice duquel il devait comparaître. Ladit avait les fers aux pieds : on le hisse sur les épaules de deux hommes. A peine est-il hors la cour du Palais que « plusieurs compaignons de Paris » se jettent sur lui et le massacrent inhumainement : « Et tantôt fut dépouillé tout nu et demeura longuement en tel état sur les carreaux, au milieu du ruisseau de la pluie qui courait au travers de son corps... » ; il fut enfin jeté à l'eau.

On conçoit assez qu'une pareille insécurité ne rendît pas le Palais fort agréable au Prince.

Malgré tout, il acheva d'y exercer la régence.

Le 19 mai 1359, il convoque à Paris une assemblée des trois ordres pour lui communiquer le traité qui vient d'être signé à Londres et qui cède à l'Angleterre la moitié du royaume. Le 25, à la « pierre de marbre », le traité est lu au peuple atterré par Guillaume de Dormans, avocat du Roi. « Et après ce qu'ils eurent eu délibération, ils répondirent que ledit traité n'était

passable ni faisable et, pour ce, ordonnèrent de faire bonne guerre aux Anglais ».

Mais à peine est-il devenu le roi Charles V que, prudemment, il quitte le Palais : il s'établit au Louvre, à cheval sur la ville et sur la campagne; à l'hôtel Saint-Paul, près de l'autre extrémité de l'enceinte, à l'abri de l'imposante Bastille qu'il fait construire; il commence à Vincennes un premier Versailles, plus éloigné encore de l'émeute. Depuis que Paris est devenu la plus grande ville du royaume, un gouvernement raisonnable ne doit pas s'y installer à demeure.

Certes, Charles n'abandonne pas le Palais. Il y loge au retour de son sacre, il le répare et l'agrandit, il y donne des fêtes, il vient souvent au Parlement; les assemblées où il examina les traités avec l'Angleterre (1369), où il fixa la majorité des rois (1375), où il condamna le duc Jean V de Bretagne (1378) sont demeurées célèbres.

Et les histoires sont pleines du récit de la réception qu'il y fit, en janvier 1378, à son oncle, l'empereur Charles IV. Ce fut, pour le Palais, un moment d'apothéose.

Mais le sage roi vit ailleurs. Il n'oublie jamais qu'il a vu la révolution au Palais, qu'il a dû fuir par la seule voie restée ouverte, la Seine. Pour sa sûreté, pour son plaisir aussi, il veut des demeures moins entourées, où la place n'est pas disputée à ses collections ou à ses familiers par d'envahissantes juridictions.

Une nouvelle période, qui va durer quatre siècles, commence ainsi pour le Palais. Il demeurera château royal; mais, à de rares exceptions près, le Roi n'y résidera plus habituellement et n'y reviendra que pour prier à sa Chapelle, donner des réceptions ou exercer solennellement son droit de justice. Enfin, après la révolution de 1789, le Palais appartiendra exclusivement au pouvoir judiciaire.

C'est donc Charles V qui a cédé le Palais aux juges. Ils y sont encore et si bien établis qu'on jurerait que la maison n'a été faite que pour eux,

PIERRE D'ESPEZEL

L'HISTOIRE

Paris à travers les âges. — Les prisonniers de Cabrera. — Les fournisseurs de cadavres. — Le Gouvernement et le commandement pendant la guerre.

Le *Paris* de M. Henry Bidou (Gallimard) est une chronique de qualité rare. C'est une promenade « dirigée » à travers les rues et les âges sur les pas d'un spécialiste en tout. Le tableau de la formation du site est une étonnante page de géologie descriptive, où la gravité du sujet n'entraîne pas la solennité du ton. Tout le monde sait que l'ancien ruisseau de Ménilmontant passe sous l'Opéra. « Si le chef d'orchestre était sourcier, remarque M. Bidou qui s'intéresse à la musique, il ne pourrait pas conduire et sa baguette alourdie resterait invinciblement abaissée vers la rivière. » Heureusement, concède M. Bidou, « le cas ne s'est pas encore produit. Tout ce qu'on a pu observer est un peu de tassement chez les chefs d'orchestre ».

M. Bidou n'aime pas refaire un travail déjà fait. Il n'a pas cherché à démarquer les excellents volumes de la collection *Notre vieux Paris*. Il a mieux aimé les citer quand il n'y a pas espoir de mieux dire, notamment ceux de M. Pierre Champion. Il a insisté naturellement sur les questions qui étaient de son goût : l'histoire du théâtre, par exemple. Il est là chez lui. Les anecdotes tombent de sa mémoire comme d'une corne d'abondance. Les titres de certains chapitres,

le Paris du Cid, *Autour de la Comédie*, sont des aveux. Il s'oriente dans le dédale de Paris au XVIIIe siècle comme le lieutenant de police. Il montrerait son chemin, passé minuit, au noctambule Restif de la Bretonne. Il entend ce qui se dit, il voit venir la Révolution comme on calcule l'arrivée d'une comète. Il ne trouve pas surprenant que le comte d'Artois ait tenu à faire jouer à mademoiselle Contat le rôle de Suzanne, qui lui va si bien ; il ne trouve pas étonnant, non plus, que le *Mariage de Figaro* ait été le lever de rideau du drame révolutionnaire. La seule chose qui l'étonne, c'est que l'ancien régime, lézardé de toutes parts et battu en brèche par tout le monde, ait pu aller jusqu'à 1789, « comme les vieilles maisons dont les architectes annoncent qu'elles vont tomber en ruines et qui défient le temps jusqu'au jour où on y met la pioche. » Elles s'écroulent alors d'un coup.

Paris est la ville des illusions successives, excellent moyen de n'avoir pas trop de désillusions. « C'était une croyance générale, en 1789, qu'on abordait au temps heureux où le bonheur des hommes serait assuré. Le retour à la nature était un des signes des temps nouveaux. Les femmes renoncèrent aux talons hauts et aux paniers. Les hommes renoncèrent à la poudre et se coiffèrent à la Titus. Le premier fut M. de Valence, le gendre de madame de Genlis. On porta des chapeaux ronds, des gilets, des culottes collantes de casimir. On allongea ces culottes de façon à en faire des pantalons ». On ne s'est jamais plus amusé. On danse sur un volcan, mais on danse éperdument. « Les théâtres, les Vauxhalls, le Ranelagh, les foires regorgent. En même temps, on manque de pain et il y a des disputes et des criailleries à la porte des boulangers. La noblesse est pénétrée d'esprit démocratique. Les gens de lettres sont choyés dans les salons. Les artistes sont fêtés, les créateurs de la mode sont rois, les ouvriers d'art foisonnent. » La vie est facile, au moins les jours où l'on ne manque pas de pain. Pour six sous, les ouvriers dînent comme des rois rue des Mauvais-Garçons. Le pain se paie un sou en sus et le vin trois sous, mais ce luxe est facultatif. Les distractions les plus épicées sont à la portée de toutes les bourses. La prise de la Bastille a été un spectacle couru. Pasquier y accompagne mademoiselle Contat, sans se mettre trop en

face, car il y a eu, dit-il, quatre ou cinq coups de canon et quelques tués parmi les curieux de la rue Saint-Antoine, qui est dans l'axe. Si, parmi les 633 vainqueurs officiels de la Bastille, 200 seulement étaient Parisiens, les badauds l'étaient tous. Trois jours plus tard, spectacle sentimental pour changer : le roi est reçu à l'Hôtel de Ville sous la voûte d'acier, arbore la cocarde tricolore, tout le monde s'embrasse, la Révolution est finie, la France est la reine des nations, elle a fait en quinze jours ce que l'Angleterre a fait en un siècle. Le baiser Lamourette est la scène la plus représentative de la Révolution.

« La banqueroute est à nos portes », dit Mirabeau. Les offrandes patriotiques y pourvoiront. « Les femmes des artistes les plus illustres, mesdames Vien, Lagrenée, Suvée, Fragonard, Vestier, David, Vernet viennent, vêtues de blanc, apporter à l'Assemblée nationale leurs bijoux. Le duc de Charost donne 100 000 francs, les comédiens français 23 000 livres, les moines de Saint-Martin-des-Champs, tous leurs biens, près de 5 millions, moyennant une rente de 1 500 livres à chacun d'eux. Le roi et la reine donnent leur argenterie. Les habitants d'Issoudun donnent 57 livres de boucles de souliers. Les députés, pris d'émulation, arrachent les leurs. » Les larmes coulent de tous les yeux. Malheureusement, si les dons affluent, les impôts ne rentrent pas et le chômage se répand. La nuit du 4 août supprime les privilèges, ce qui ne supplée pas à la mauvaise récolte de l'année précédente. Qu'à cela ne tienne, les journées d'octobre ramènent à Paris « le boulanger, la boulangère et le petit mitron ». C'est encore pittoresque, mais vilain, bien qu'on ait fait friser et poudrer à Sèvres les têtes des gardes du corps portées sur des piques.

Comment vivait-on à travers tout cela ? C'est ce que Lenotre a curieusement étudié, dans un volume posthume préfacé par le cardinal Baudrillart : *La Vie à Paris pendant la Révolution*. Henry Bidou le résume en un mot. Les journées historiques n'intéressent que quelques milliers de politiciens et d'énergumènes. Pour la masse, une seule idée s'impose : « la crainte et, dans une certaine mesure, la réalité de la famine ». Les rapports de police ne parlent que de cela. Les

gens se plaignent des traiteurs chez qui on fait bombance, tandis que « des pères de famille ne peuvent mettre le pot-au-feu lorsqu'ils ont leurs femmes malades ». Les ménagères dénoncent les prisons qui donnent de la viande à leurs détenus, au lieu d'envoyer tout de suite à la guillotine « ces scélérats qui affament Paris ». La Terreur, à ce point de vue, sera un grand bienfait.

L'ordre renaîtra avec le Consulat et l'Empire, mais pas tout seul et sans accrocs. Il reste du chômage, il y a des grèves et il ne faut pas croire que Napoléon applique sans discernement la manière forte. Il tient à ménager les habitudes des ouvriers et à leur assurer du travail. Le préfet de police use de la persuasion. Le 16 juin 1801, il écrit à propos d'une grève de charpentiers : « On a découvert que le principal instigateur de ces sortes de coalitions était un marchand de vin, demeurant rue du Regard-Montparnasse. Comme c'est chez lui que ces ouvriers vont boire habituellement, il a un intérêt direct à ce qu'ils gagnent davantage. » Le préfet ajoutait laconiquement : « Il sera demain à la préfecture. » On renvoyait dans leurs départements d'origine les fortes têtes. Dans les cas pressés, les ouvriers abusent parfois. Ainsi, au moment du sacre, ceux qui dressaient les échafaudages de Notre-Dame demandent que la journée passe de 4 à 10 francs. Trois des plus mutins sont mis à Bicêtre, mais les autres obtiennent de l'augmentation. En 1810, pour le mariage de Marie-Louise, on érige un simulacre en bois de l'Arc de triomphe. Les charpentiers demandent 9 francs, on cède. Ils en demandent alors 18 et les obtiennent encore. A la suite d'un accident, ils demandent 24 et même 30 francs. Cette fois, l'autorité se fâche, le préfet Dubois répond par une proclamation de style napoléonien : « Charpentiers, le conseiller d'État, préfet de police, est indigné de votre conduite. Vous avez abusé des bontés du Gouvernement. Vous avez exigé 18 francs par jour et déjà plusieurs d'entre vous ont osé dire qu'ils demanderaient 24 francs. Il est temps qu'un tel abus cesse. Vous n'aurez plus que 4 francs par jour. » Et ainsi fut fait. C'est le cas de citer La Fontaine :

On ne sut pas longtemps à Rome
Cette éloquence entretenir.

*
* *

Il paraît trop de livres d'histoire inutiles, qui se contentent de répéter sans grand intérêt ce qu'on savait déjà, pour qu'on n'ait pas plaisir à signaler ceux qui contiennent des recherches originales. Tel est le cas d'un gros volume, paru à Genève et en vente à la « Société commerciale d'Édition et de Librairie », sous un titre un peu trop littéraire et sibyllin : *Les Archipels enchanteurs et farouches*, de M. Geisendorf-des Gouttes. Il s'agit d'un des drames les plus tristes et les moins connus de notre histoire militaire : la captivité à Cabrera des prisonniers de Baylen, de ceux du moins qui avaient survécu à l'épouvantable séjour sur les pontons de Cadix, raconté déjà par l'auteur dans un volume précédent dont il a été parlé ici, *Geôles et pontons d'Espagne*. Ces deux volumes font partie d'un ouvrage plus général sur « les prisonniers de guerre sous le premier Empire », qu'il faut grandement souhaiter de voir paraître au complet, car la condition des prisonniers de guerre est loin d'être réglée par le droit des gens. Les règles et coutumes admises par les peuples civilisés en temps de paix ne sont pas toujours respectées en cas de guerre, puisque aucune autorité internationale n'a la mission et les moyens d'y veiller.

Évidemment, le cas des trois divisions françaises bénéficiaires de la convention d'Andujar — vulgairement appelée capitulation de Baylen — est un peu spécial. Le Gouvernement insurrectionnel espagnol s'engageait à les rapatrier dans un port français, mais le Gouvernement anglais refusa de ratifier cette clause et elle ne pouvait être exécutée sans son concours. La Junte suprême de Séville se considéra comme déliée de sa promesse, reniement de signature aggravé par le traitement inhumain infligé à nos 17 000 prisonniers, dont 3 000 seulement, après la chute de Napoléon, reverront leur patrie. Ce qu'on peut dire de mieux à la décharge du Gouvernement espagnol, c'est qu'il était incapable de bien traiter ses prisonniers, au milieu du désordre et de l'incurie dont il était à la fois la cause et la victime. N'oublions pas, toutefois, que l'état d'esprit populaire est en Espagne volontiers xénophobe.

Les soldats anglais libérateurs du pays seront, à la fin de la guerre, massacrés aussi bien que les nôtres quand ils se laissent surprendre isolément. Le colonel A. Grasset, dans son excellente préface, conseille aux interventionnistes d'aujourd'hui de ne pas oublier ce précédent.

D'autre part, le Gouvernement français ne se donna pas beaucoup de peine pour libérer ces misérables victimes des fautes de Dupont et encore plus de son lieutenant Vedel. L'empereur, dont l'attention fut éveillée par quelques évadés, invita bien le ministre de la Marine Decrès à faire un effort pour délivrer, par un coup de main, les malheureux internés sur le rocher de Cabrera, mais une seule tentative fut faite, dans des conditions médiocres, sous les ordres d'un commandant plus médiocre encore, et il n'en fut plus question.

Pour éclaircir cette sombre histoire, M. Geisendorf-des Gouttes ne s'est pas contenté d'explorer les archives publiques et privées en France, Espagne et Suisse. Il est allé sur place faire une enquête. Il a visité les Baléares, il a recueilli des témoignages et des documents dont on ne soupçonnait pas l'existence, il a inventorié cet îlot de Cabrera dont on savait si peu de chose que Reclus ne le mentionne même pas et que les dictionnaires n'en disent rien qui vaille. C'est encore dans les récits des survivants de la captivité qu'on trouve le plus de renseignements, mais tous ne sont pas exacts, soit que les souvenirs aient été rédigés trop longtemps après les événements, soit qu'ils ne soient pas entièrement de première main. Il en est d'anonymes, dont il est si difficile d'identifier les auteurs que des critiques aventureux ont pu en attribuer un au conventionnel Barbaroux, mort tragiquement pendant la Terreur, quatorze ans avant Baylen. Cabrera ne comptait, en 1880, que 31 habitants permanents. Avec les pêcheurs saisonniers, on arrive tout au plus à 80, parmi lesquels figure une seule femme. Il y en a encore moins aujourd'hui. Nous ne sommes plus au temps où les jeunes mères venaient à Cabrera, au temple de Junon, pour avoir des accouchements bénis du ciel. C'est ainsi qu'Annibal y serait né, au dire de Pline l'Ancien, faible autorité en critique historique.

Une partie du volume de M. Geisendorf-des Gouttes a trait à un épisode encore plus généralement ignoré que celui de

Cabrera. Il s'agit des matelots et soldats français qui formaient l'équipage des cinq vaisseaux échappés au désastre de Trafalgar et réfugiés à Cadix. Ils ne purent revenir en France, étant bloqués, et, quand la guerre d'Espagne eut éclaté, ils se trouvèrent fatalement prisonniers au nombre de 3 676. Pour céder la place à ceux de Baylen, ils furent d'abord encasernés, puis finalement expédiés aux Canaries, parce qu'on ne savait qu'en faire. La Junte canarienne, un peu effrayée du cadeau, déclare en vain qu'elle n'en peut recevoir que 1 200. On lui envoya un premier convoi de 1 500, un second en amena 800: au total, il en viendra 2 800. Quand la Restauration s'occupa de les rapatrier, on ne savait à peu près rien d'eux à Paris et on était incapable de dire à Madrid quel en pouvait être l'effectif, à la suite des pertes dues à la famine et à la fièvre jaune. Des évadés déclaraient qu'il en restait 1 500, c'était exact. Ils n'avaient pas été maltraités, la plupart avaient accepté de travailler chez l'habitant. Un certain nombre, établis et mariés, préférèrent ne pas revenir. On en recensera 517 dans ce cas. Un rapport du consul de France en parle : « Parmi eux, point de négociants ni d'individus aisés. Ce sont des commis, des marchands, des artisans et des domestiques, la plupart pauvres et chargés de famille. » Ces familles ont encore leur nom, parfois déformé. Voici un Gauthier dont le nom est devenu Gutierez, parce que le curé ignore le français et ne sait comment transcrire à l'état-civil ce nom mystérieux. Il est probable que Gauthier lui-même n'était pas plus fort en orthographe que son curé. On voit que l'apport de sang français aux Canaries ne se borne pas à la descendance lointaine de Béthencourt, leur conquérant normand du xve siècle.

On comprend maintenant le titre romantique du volume. A l'île « farouche » de Cabrera, M. Geisendorf-des Gouttes oppose l'archipel « enchanteur » que les Anciens appelaient les îles Fortunées.

*
* *

Quand la loi interdit un produit de première nécessité, la loi est tournée. Il était interdit, autrefois, en Angleterre, d'employer des cadavres, sauf ceux de condamnés à mort, pour les études anatomiques. Comme il n'y avait pas assez

d'exécutions capitales, malgré la bonne volonté des tribunaux, les chirurgiens, surtout les professeurs, étaient réduits à acheter cher les cadavres dont ils avaient besoin pour leur cours et leurs études à des fournisseurs auxquels on ne demandait pas comment ils se les étaient procurés. Les cimetières étaient constamment fouillés et exploités ; c'était un véritable filon. Comme ils étaient surveillés et défendus par la police et par les familles, des racoleurs étaient à l'affût de tous les décès ignorés qui pouvaient procurer un sujet sans éveiller aucune plainte. Recueillir des malades dans des galetas discrets était œuvre pie et en même temps rémunératrice. Dans ces conditions, avancer un décès inévitable était une tentation toute naturelle et une faute somme toute vénielle. Le malheur, c'est qu'on ne sait jamais où commence l'incurabilité.

Un autre malheur, c'est qu'on en arrive, à défaut de malades déjà malades, à rendre malades des gens qui ne le sont pas encore. En ce cas, la maladie la plus indiquée dans les bas-fonds où pouvait se recruter la clientèle mortuaire des amphithéâtres est assurément l'ivresse. C'est aussi la plus humaine, puisque la victime s'y prête généralement de bonne grâce et même avec reconnaissance. L'histoire d'une industrie de ce genre, interrompue en plein succès par une imprudence regrettable, nous est racontée, avec une vie et une documentation qui en font un tableau de mœurs de haute valeur, par madame Marie-Louise Pailleron : *l'Affaire de West-Port* (Albin Michel).

La scène se passe à Édimbourg ; le chirurgien acheteur est le docteur Knox, dont le cours est très suivi, parce que ses tables de dissection sont les mieux ravitaillées en matière première. C'est un de ses assistants qui est chargé de ce soin et qui, chaque matin, au petit jour, reçoit et paie les fournisseurs appelés les « résurrectionnistes », parce qu'ils faisaient sortir les morts du tombeau. Tout se passait discrètement, au comptant, sans questions oiseuses ou gênantes. Hélas ! un jour, le réceptionnaire reconnaît le cadavre : c'est une jolie fille très courue dans le quartier. Les étudiants aussi la reconnaissent, mais personne n'en dit trop rien au dehors, par une application étendue du secret professionnel. A quelque temps de là disparaît un malheureux « innocent » de dix-huit ans, non

moins populaire, quoique d'une autre façon. Cette fois on jase, on cherche, mais on ne trouve rien et on le passe aux profits et pertes. Tant de pauvres diables disparaissaient alors corps et biens que la police ne poussait pas loin de semblables enquêtes. Une vieille mendiante irlandaise a le même sort, mais son corps est aperçu sous le lit, dans un hôtel plus que borgne et plus que louche. La police alertée ne retrouve pas le cadavre, mais le découvre dans une caisse chez le docteur Knox.

Cette fois l'affaire suit son cours. Un des complices mange le morceau, moyennant promesse de vie sauve. Un autre sera pendu. Le docteur Knox reste déconsidéré. Madame Marie-Louise Pailleron n'a pu retrouver matériellement le vieil Édimbourg de 1827, mais elle l'évoque sous le décor d'aujourd'hui. A cet égard elle est, elle aussi, une « résurrectionniste ». Elle fait œuvre d'historien. Ne dites pas que le sujet est mince : il est, au contraire, d'ordre très général. Ce petit livre nous en apprend plus sur la vieille Angleterre d'il y a un siècle que tous les romans historiques additionnés — parce qu'il n'en est pas un.

*
* *

L'agréable laisser-aller des régimes démocratiques n'est pas inoffensif en temps de paix, il serait mortel en temps de guerre. Il faut une autorité dirigeante quand tous les ressorts sont tendus à l'extrême. Le malheur est que rien de tel n'est prévu. On s'en remet au hasard, à la pression des événements, à un empirisme de circonstance. La Révolution a eu recours au Comité de Salut public, première solution, puis est venu le césarisme, et le tout a fini par la défaite. La dernière guerre a passé par les mêmes incertitudes. La dictature militaire s'est placée au début, la dictature parlementaire au milieu, la dictature civile d'un président du Conseil à la fin. C'est l'histoire de ces trois dictatures que vient d'écrire le lieutenant-colonel Bugnet, dans un très intéressant volume : *Rue Saint-Dominique et G. Q. G.* (Plon). De son témoignage, souvent de première main, il ressort que la force des choses a imposé et improvisé ces solutions successives beaucoup plus que la volonté réfléchie des hommes. Si le généralissime Joffre a, dès la première heure,

exigé sans ostentation, mais aussi sans compromission, l'autorité absolue dans son rôle de commandant en chef, ce n'était nullement par soif de la dictature. C'est un homme pondéré, de jugement sain, qui a l'expérience, le sens du possible, qui ne fuit pas les responsabilités, à condition d'être maître de son action. Le ministre de la Guerre, Messimy, officier de carrière qui a bifurqué vers le Palais-Bourbon, est constamment gêné ou troublé par des préoccupations politiques. En fait de campagnes, il ne compte que des campagnes électorales. Il a confiance en Joffre, il croit à la victoire, il est persuadé qu'elle ne peut être remportée que par un homme libre de ses mouvements et de ses choix. Mais il se résigne mal à n'être que le fournisseur de l'armée et l'administrateur de ses services à l'arrière. Il veut collaborer, il complique. Il promet à la Belgique, pour défendre Liége, cinq corps d'armée. Le sentiment est naturel, mais les nécessités de la concentration ne permettent pas de faire du sentiment. Joffre refuse de détraquer l'appareil de la mobilisation, à peine mis en marche. De même, les communiqués sont succincts et vagues. Le président de la République Poincaré, le président du Conseil Viviani, les présidents des deux Chambres s'en plaignent et s'en prennent à l'infortuné ministre, qui n'en sait pas plus qu'eux. Une nuit, en désespoir de cause, il téléphone au G.Q.G. On lui répond que le général dort.

Après la défaite de Charleroi, Messimy, hanté des souvenirs de la Révolution, trouve insuffisants les « limogeages » des généraux inférieurs à leur tâche. Il voudrait « le Conseil de guerre et la mort », comme en 1793. Autre coup d'épée dans l'eau. Il n'admet pas que Paris soit sans défense ; il réclame trois corps d'armée pour couvrir la capitale. Joffre n'en voit ni la nécessité, ni la possibilité : il se contente d'alerter trois divisions de réserve de l'armée Maunoury. Le pauvre Messimy, en froid avec le généralissime qui est excédé de son agitation, avec le Gouvernement qui lui reproche la mauvaise tournure des événements, avec le Parlement qui se plaint d'être tenu à l'écart, ou tout au moins dans l'ignorance de ce qui se passe, est emporté dans une crise d'où le Cabinet Viviani ressort débarrassé de lui.

Il est remplacé par M. Millerand, qui connaît la maison et y a laissé bon souvenir. Il avait déjà succédé à Messimy après l'affaire d'Agadir. Il avait alors remonté le moral du pays. Il avait rétabli les retraites militaires, ce qui était un symbole ; il avait rendu à l'armée sa popularité, ce qui était une réalité. Il s'entendra tout de suite avec Joffre, sans que rien ait été changé aux rapports officiels entre le généralissime et le ministre. La difficulté est de faire comprendre par le Gouvernement et admettre par le Parlement les nécessités de la situation. Il faut que les pouvoirs publics quittent Paris, déclare le généralissime. Le président Poincaré y répugne. Partir n'est pas glorieux, rester serait trop risqué : von Kluck est à Chantilly. C'est l'exode sur Bordeaux (2 septembre).

Joffre maintient plus que jamais ses prérogatives. Gallieni, gouverneur de Paris, est rappelé à l'ordre pour avoir correspondu directement avec le ministre. Arrive la victoire de la Marne, grande surprise, presque une mortification pour les « défaitistes » qui n'ont pas encore de nom, mais pullulent déjà sur la place des Quinconces. On ne pavoise guère à Paris et pas du tout à Bordeaux.

Poincaré voudrait rentrer à l'Élysée. Joffre s'y oppose et M. Millerand est de son avis, parce qu'il estime que les ingérences parlementaires seraient plus à craindre à Paris qu'à Bordeaux où la Chambre ne siège pas. Il reste encore à Bordeaux quelque temps après le retour du Gouvernement à Paris. Malgré tout, il est à son tour embarrassé entre le généralissime qu'il couvre et le Gouvernement auquel il participe. Il consacre sa faculté de travail, qui est légendaire, aux armements, aux « canons et munitions », suivant le slogan populaire. Malheureusement, aucune offensive d'ensemble ne réussit et les opérations de détail ne réussissent qu'à demi. Joffre est fortement critiqué, le ministre commence à l'être. Quand Sarrail est relevé de son commandement, après de nombreux échecs en Argonne, les couloirs fulminent. Joffre ne se laisse pas intimider, mais Sarrail reçoit en compensation le commandement de l'expédition des Dardanelles qui ne relève pas du généralissime, et c'est quand même un désaveu.

On est mécontent de Joffre, on renverse M. Millerand et le Cabinet Viviani par la même occasion. Gallieni, le chef le

plus en vue après Joffre et désigné pour le remplacer le cas échéant, est appelé à la rue Saint-Dominique. Les deux illustres soldats sont-ils faits pour s'entendre? Ils ont également une haute idée de leur devoir, de leur valeur, de la nécessité d'en finir, mais leurs conceptions militaires n'ont rien de commun. Quant au nouveau président du Conseil, Briand, c'est un manœuvrier parlementaire incomparable, qui met bien la guerre au premier rang, mais ne lui subordonne pas tout. Il est de ceux dont on disait qu'ils s'installent dans la guerre, ce qui leur permet de ne pas penser qu'à elle.

La mésentente entre Gallieni et Joffre est un drame. Ils ne se méconnaissent pas, ils se rendent justice, ils voudraient se comprendre, ils n'y parviennent pas. Leur entourage ne les y aide pas ; il ne met pas d'huile dans les rouages, il en verse parfois sur le feu. Ils se donnent l'accolade à leur première rencontre : ce n'est certes ni un baiser de Judas, ni même un baiser Lamourette, c'est une effusion de convenance, le baiser sur le front d'un mariage de raison. Ajoutons que Gallieni est tenaillé par la maladie, que le côté civil et les obligations parlementaires de sa fonction lui pèsent et qu'il lui paraît pour le moins singulier que le ministre de la Guerre n'ait sur les opérations aucune action, aucun conseil à donner ni même aucune opinion à exprimer. « Vous me faites faire un métier qui n'est pas le mien », dira-t-il un jour à la Chambre.

Tout casse quand l'attaque allemande sur Verdun met en danger notre ligne de la Meuse. Gallieni lit au Conseil des ministres une longue « note sur le haut commandement actuel », qui conclut à restreindre les pouvoirs du généralissime, à « restituer au ministre l'intégralité de sa gestion administrative », à éliminer les chefs qui sont restés prisonniers des vieilles doctrines. Il ne trouve pas d'écho et donne sa démission. Sa santé qu'il invoque n'était du reste pas un prétexte. Il quittait le Ministère pour la maison de santé (16 mars 1916) et deux mois après (26 mai) il mourait des suites d'une opération encore assez nouvelle à cette époque. Briand dut regretter son fâcheux mot : « C'est une vessie que nous avions prise pour une lanterne. »

Son successeur, le général Roques, est tout le contraire de Gallieni. Il est obscur et effacé. Il est lié avec Joffre, ils se

tutoient, et il ne déplaît pas au monde politique. « Sans autorité, il ne fait peur à personne. » Joffre a triomphé de Gallieni, ce n'est qu'une apparence ; il est de plus en plus contesté. L'offensive allemande à Verdun est contenue, elle reste angoissante. La nôtre sur la Somme n'est pas un succès. La Chambre et le Sénat tiennent des comités secrets où le généralissime n'est pas couvert de fleurs. Roques se croit autorisé à lui donner des conseils qui sont fraîchement accueillis. Le président projette une visite aux armées. Joffre demande par lettre qu'elle soit ajournée. Le président répond qu'il passera outre. Roques essaye d'arranger l'incident, demande à Joffre de reprendre sa lettre et finalement la laisse sur la table du G.Q.G. à Chantilly sans qu'elle eût été ni reprise ni rendue. Elle a été « oubliée ».

Cet expédient ne réglait rien. Le contrôle parlementaire aux armées a été décidé. Joffre n'en veut pas s'il touche aux opérations et offre sa démission. Briand lève les bras au ciel. Un mois plus tard, il fait dire au généralissime par le ministre que « dorénavant aucun officier exerçant un haut commandement ne devra être déplacé sans que la question ait été soumise au Gouvernement. » C'était une atteinte flagrante à une des attributions considérées par Joffre comme intangibles. Justement, éclate une nouvelle affaire Sarrail. On trouve qu'il n'a rien fait à l'armée d'Orient. Il n'a pas aidé les Serbes au moment de leur retraite désastreuse sur Corfou, il n'a pas appuyé les Roumains au moment de leur entrée en guerre. Mais il est politiquement bien vu à la Chambre. Roques va faire une enquête sur place et conclut à son maintien. Un nouveau comité secret a lieu. Joffre est vivement attaqué, mollement défendu. Briand a son siège fait. Au cours d'un déjeuner intime, il suggère à Joffre une réforme du haut commandement, seule capable, dit-il, de sauver le Ministère. Joffre sera nommé maréchal et chargé à Paris de la direction de la guerre. Joffre a compris, la Chambre aussi. Briand a une faible majorité et replâtre son cabinet, d'où Roques disparaît (12 décembre 1916).

Ce n'est pas là fin de la dictature de Joffre, c'en est le crépuscule. Le nouveau ministre de la Guerre n'est pas un homme terne. C'est un autre Gallieni, plus jeune et plus dispos. C'est

Lyautey, Lyautey « le météore », dit le colonel Bugnet. Il ne durera pas même trois mois. Faut-il rappeler ce qu'était Lyautey? Mazarin, avant de confier un poste à quelqu'un, demandait : « Est-ce un homme heureux? » Il aurait pris Lyautey, l'homme heureux par excellence, à qui tout réussit, qui vient au Maroc de donner sa mesure, qui sait décider et réaliser sans être esclave d'aucune formule, qui ne recule devant aucune initiative une fois qu'il l'a jugée bonne. Ce n'est plus le G.Q.G. qui va commander ; ce n'est pas non plus le Gouvernement, parce que Briand ne marche pas du même pas que son ministre ; ce sera le Parlement, d'ailleurs fort embarrassé de son rôle. A la tête des armées du Nord-Est, Nivelle succède à Joffre. Le bâton sera remis sans solennité, « en catimini », au vainqueur de la Marne par le président de la République, en présence uniquement du ministre de la Guerre.

Lyautey, l'eût-il voulu, qu'il lui eût été impossible de se désintéresser de la marche des opérations. Quand il va inspecter le front, il regarde, questionne, juge ce qui se fait et nul ne se demande s'il ne sort pas de ses attributions. Il y a trop de disproportion entre les deux personnalités, malgré les côtés brillants du général Nivelle. Lyautey ne cache pas qu'il est très inquiet de la grande offensive qui se prépare. Il demande à en connaître les plans. « Qu'en penses-tu? » dit-il au colonel Renouard, chargé de les lui exposer : « Je pense comme vous, c'est fou. » Briand, averti, n'ose changer Nivelle. Mais tout se sait et surtout se dit. Le coup de surprise n'est plus possible, la confiance n'existe ni au Parlement, ni à l'armée, ni dans le pays. Le G.Q.G. est dépossédé de la dictature ; le Parlement n'est pas capable de l'exercer, d'autant plus que l'opinion lui est sévère. Le président du Conseil, trop fin manœuvrier pour marcher droit, n'ose tenir la barre. Lyautey, dégoûté des parlotes, des comités secrets où le secret n'est pas gardé, dit ce qu'il pense à celui du 15 mars 1917. C'est son tour de démissionner. Le cabinet Ribot lui donne pour successeur un civil, Painlevé, en vertu du principe formulé par Viviani : « Il faut dans le choix d'un ministre de la Guerre songer à l'armée, mais il faut d'abord songer au Parlement. » Nous sommes donc ouverte-

ment sous la dictature du Palais-Bourbon. Painlevé est un savant, honnête, bien intentionné. Il ne croit pas au succès foudroyant que se promet Nivelle, il ne croit pas non plus avoir le droit de l'empêcher de faire ses preuves. La démission de Nivelle est refusée. On sait comment la grande offensive, connue et parée d'avance par le repli des Allemands, ne réussit pas. Nivelle, après des explications dramatiques et pénibles dont le colonel Bugnet donne le tableau, est remplacé par le général Pétain, qui a pour mission d'arrêter les frais et de rétablir le moral des troupes, fort atteint par l'échec, les pertes subies et l'écho de tous les bruits qui circulent.

Le Ministère Ribot, débordé par les polémiques et les affaires de trahison, se retire avant même la rentrée des Chambres (7 septembre 1917), pour faire place à un Ministère Painlevé, où celui-ci conserve le portefeuille de la Guerre comme Ribot celui des Affaires Étrangères. Mais Painlevé, malgré son passé parlementaire, perd pied devant les intrigues des couloirs. Il croit se sauver en débarquant Ribot : « Je ne lui en veux pas, dit celui-ci, parce qu'il ne sait ce qu'il veut. » Deux mois plus tard, Painlevé disparaissait définitivement (13 novembre). Sa chute marque la fin de la dictature parlementaire qui n'avait été que négative.

Le reste est clair et connu. Avec Clemenceau, c'est la dictature du président du Conseil. Clemenceau a toutes les qualités et aussi tous les défauts de l'homme d'autorité vieilli dans l'opposition. Par horreur de l'indécision, il décide parfois à la légère ; en bon jacobin, il se défie même des chefs militaires qui lui inspirent confiance ; par dédain des discours académiques, il abuse des traits irréfléchis, il n'admet ni collaboration, ni conseils, même de la part du président de la République. Mais « il fait la guerre », il n'oublie pas que « les Allemands sont à Noyon », il ne ménage rien ni personne quand il s'agit de trahison ou simplement de défaitisme. Avec toutes ses incohérences il a réussi, comme pour confirmer l'axiome paradoxal qu'un mauvais gouvernement, quand la patrie est en danger, vaut mieux que pas de gouvernement du tout.

A. ALBERT-PETIT,
Membre de l'Institut.

MAURICE RAVEL

« Bien entendu, il faut d'abord connaître le métier... ».
MAURICE RAVEL. — *Journal de Jules Renard.*

DEPUIS quatre ans, Maurice Ravel se taisait. Il renonçait à enrichir le trésor des compositions qui, reçues des uns avec enthousiasme, des autres avec étonnement et scandale, avaient porté son nom au delà des mers lointaines, tout en suscitant à travers la presse d'interminables commentaires. Et les dilettantes, que cet artiste fascinait à l'égal d'un magicien, se lamentaient universellement sur son silence. *Don Quichotte à Dulcinée*, le dernier recueil de mélodies sur des poèmes de M. Paul Morand, ne remontait-il pas à 1934 [1] ? Quant à son *Concerto pour la main gauche*, paru longtemps après en librairie, on le savait, en fait, antérieur, car la première audition à Paris datait du 17 janvier 1933 et la publication seule était réservée aux termes d'un engagement particulier [2]. Hélas ! il fallait se rendre à l'évidence : au seuil de la soixantaine, Maurice Ravel succombait à un mal épuisant, mystérieux, dont la singularité ne laissait pas de répondre au caractère de son talent.

Jamais sans doute, fût-ce en sa première jeunesse, on ne l'avait vu se dépêcher. Travaillant beaucoup, ce musicien écrivait peu. Il ciselait, il ajustait, et sa production choisie excluait les hasards de l'improvisation. En revanche, la page une fois notée après mille recherches, elle pouvait soutenir

1. Voir la *Revue de Paris*, 1er janvier 1935. Sauf indication contraire, les ouvrages de Maurice Ravel sont édités chez Durand et Cie, Paris.
2. Voir la *Revue de Paris*, 15 avril 1933.

n'importe quel examen. Et c'était une exception inouïe quand elle retournait sur le métier, car elle figurait déjà le fruit d'une gestation vigilante, sinon laborieuse et tourmentée.

Les scrupules de Ravel, les soins infinis que lui coûtait le plan du moindre ouvrage, ses amis les connaissaient au point que son inaction aurait pu se prolonger sans leur donner d'inquiétude. Un repos absolu s'imposait d'ailleurs pour le musicien, après l'élaboration presque simultanée de ses deux concertos. Par malheur, cette fois, le surmenage n'était pas seul en cause. On pressentait ici un trouble profond, des atteintes plus graves. Ravel se plaignait lui-même de ne plus avoir le cerveau en ordre. Ses idées s'éparpillaient et languissaient comme les fleurs dénouées d'un bouquet. « Dans cette déroute, ce sauve-qui-peut tragique de ses facultés intellectuelles, la mémoire fut la première à le trahir ; et la vie supérieure de l'esprit tenant de près à cette fonction, dès que la chaîne des images et des réminiscences vint à se rompre, l'activité créatrice se trouva paralysée. » Cet effondrement résultait-il d'un choc à la tête que Ravel avait reçu dans un accident d'automobile ? Les médecins n'ont su le dire. Mais le désastre était sans remède. Tous les projets durent être abandonnés : aussi bien *Morgiane*, ballet pour madame Ida Rubinstein, que la *Cloche engloutie* de Gerhard Hauptmann, partition entreprise dès 1905 sur le texte français de M. A.-F. Herold, et que Ravel se promettait de reprendre.

La musique, son unique passion, eût exercé sur lui une influence salutaire, sans le regret atroce de ne plus en écrire. Par dignité, pudeur exquise, il refoulait ses larmes. Tout au plus lui arrivait-il de murmurer par moments à voix très basse : « Oh ! ne rien faire, alors qu'il y aurait encore tant de choses à dire !... » Des amis fraternels l'emmenaient quelquefois aux concerts. Par exemple, il se rendit au Théâtre des Champs-Élysées, en juin dernier, pour applaudir l'Orchestre Symphonique de Stockholm. Ce jour-là, eûmes-nous sous les yeux Ravel ou son fantôme ? Ce ne pouvait être que lui, et l'on hésitait néanmoins à le reconnaître. L'esprit absent, étranger aux apparences d'ici-bas, le malade semblait déjà « un autre ». Sous la chevelure d'argent gris, la tête s'allongeait, osseuse, énorme, hors de proportion avec le torse chétif.

Il écoutait attentivement l'orchestre. Comme vaincu par la fatigue, il partit avant la fin, et nous ne pûmes le saluer.

Assez lucide pour se juger de sang-froid, par conséquent avec douleur, il prit une résolution héroïque. Les spécialistes ne se refusaient pas à admettre, en théorie, qu'une intervention extrêmement hardie pût ranimer son cerveau. Lui-même partageait leur espoir. Ayant dû affronter pendant la guerre la table d'opération, le chloroforme, il en gardait un souvenir plutôt favorable. « Ma confiance, ma foi absolue en la chirurgie m'a certainement aidé en cette circonstance », déclarait-il alors à ses proches. La science moderne lui inspirait une admiration sans bornes. Dans ces conditions, la suprême tentative eut lieu à la clinique de la rue Boileau avec son entier assentiment. Mais le patient expira le mardi 28 décembre 1937, à trois heures du matin, sans avoir repris connaissance.

Les feuilles du soir eurent à peine répandu la funèbre nouvelle, par un crépuscule glacé d'hiver, que d'imposantes cérémonies s'organisèrent presque à l'instant. Les virtuoses du piano, du chant, du violon, de la harpe, les trios, les quatuors, les grands orchestres, toutes les forces vives de la musique se donnèrent le mot pour rendre à Maurice Ravel un hommage multiple et unanime. Avait-on jamais vu à la mort des compositeurs les plus illustres, en France, un tel deuil, des manifestations aussi touchantes? En ce temps où les difficultés matérielles font si souvent le vide aux concerts, une association symphonique n'a qu'à dédier son programme aux œuvres de Ravel pour être bien sûre d'attirer à ses guichets une foule innombrable. Ce phénomène persiste depuis deux mois, sans le moindre changement. En vérité, Maurice Ravel a su capter la faveur mieux que n'importe lequel de ses contemporains, sans en excepter Debussy. Que cette influence, cette attraction magnétique vienne un jour à faiblir, c'est possible, c'est même inévitable; mais elle n'en restera pas moins pour l'histoire un trait saisissant de notre existence musicale.

*
* *

Malgré tout l'éclat des triomphes posthumes, rien n'efface dans notre souvenir cette lointaine et très discrète soirée du

27 janvier 1900 à la salle Érard, où la « Société Nationale » fit entendre pour la première fois les *Deux épigrammes de Clément Marot* [1]. Inédites et signées d'un nom encore obscur, ces mélodies avaient eu la chance de plaire à M. Hardy Thé, chanteur fort aimé des salons, qui leur accordait son patronage. On vit donc apparaître sur l'estrade, suivant de près l'élégant interprète, un jeune homme noir et fluet, engoncé dans un faux-col d'une hauteur prodigieuse. C'était le musicien. Ravel s'assit au clavier, flanqué d'un autre jouvenceau qui se chargeait de tourner les pages. Avant d'effleurer les touches, il considéra un moment l'auditoire, de cet air fier, défiant et un peu guindé que l'on voit aux jeunes corbeaux ; puis il se mit à jouer...

La première chanson, *D'Anne qui me jecta de la neige*, déroulait avec lenteur ses périodes inégales, à sept et à cinq temps ; et peut-être cette procession cérémonieuse et dolente annonçait-elle dès lors la grave *Passacaille* du *Trio* futur. La deuxième romance, *D'Anne jouant de l'espinette*, parlait un langage délicieusement fleuri : légère et bien rythmée, elle s'ouvrait par une ritournelle qui, dès l'abord, nous charma. Toutes deux, en raison de certaines locutions archaïques, tenaient assurément du pastiche, comme la *Pavane* pour piano d'Ernest Chausson ou comme le *Madrigal* composé par Vincent d'Indy sur un poème de Robert de Bonnières. Mais leur attrait si piquant révélait un artiste original, et l'assistance le sentit si bien qu'elle leur prodigua ses applaudissements, auxquels nous fûmes trop heureux de nous joindre avec l'ardeur d'un collégien.

Le concert terminé, on nous apprit que Maurice Ravel, à peine âgé de vingt-cinq ans, passait au Conservatoire pour l'élève le mieux doué de Gabriel Fauré. Nous premiers informateurs n'en savaient pas plus long. N'importe ! On ne risquait point d'oublier cette rencontre. Par leur singularité et leur précoce maîtrise, les *Deux épigrammes de Clément Marot* annonçaient un débutant qui n'avait plus rien du novice.

Peu après, nous découvrîmes que Maurice Ravel n'en était plus à son coup d'essai, et que ses œuvres avaient déjà figuré

1. A l'origine, chez E. Demets, Paris ; ensuite, chez Max Eschig, Paris.

par deux fois aux programmes de la « Société Nationale ».

Tout d'abord, le 5 mars 1898, salle Pleyel, mademoiselle Marthe Dron et M. Ricardo Viñes avaient exécuté à deux pianos une suite dont le titre provoquait à l'avance un certain étonnement. *Sites auriculaires*, quelle merveilleuse enseigne pour un poème symboliste ! Sous la même appellation, Henri de Régnier avait publié en 1887 une plaquette de sonnets : *Sites*. Et la surprenante épithète qui s'accolait ici au substantif ne rappelait-elle pas, jusqu'à la sonorité même, un titre célèbre de Verhaeren : *les Villes tentaculaires?* De telles recherches amusent en général les littérateurs plutôt que les musiciens. Aussi les critiques à venir seront-ils peut-être tentés de les attribuer aux suggestions d'Erik Satie, dont le principal talent consistait précisément à inventer des titres irrésistibles. Mais ce fantasque personnage rôdait-il déjà autour de Maurice Ravel ? De toute manière, un tel parrainage convenait mal à un recueil qui n'offrait en soi rien de facétieux. Les deux pièces descriptives de *Sites auriculaires* ne semblent pas avoir ressorti, en effet, au genre humoristique. Si la deuxième, *Entre cloches*, a disparu sans laisser de traces, nous avons conservé, à la faveur d'un incident assez bizarre, la première d'entre elles, *Habanera :* elle appartient désormais, sous une parure orchestrale qui en augmente le prix, à la *Rhapsodie espagnole*, et la poésie rêveuse qu'elle exhale n'admet en aucune façon la parodie ni le sarcasme. Nous en goûtons certes, aujourd'hui, ses finesses harmoniques, la succession mouvante et fluide de ses accords impondérables. Mais ces trouvailles dont nous faisons nos délices, elles déconcertaient, voilà quarante ans, bien plus qu'elles ne charmaient. Il n'est donc pas étonnant que le public de 1898 les ait accueillies sans bienveillance.

Les dispositions ne furent guère plus favorables au Nouveau Théâtre, le 27 mai 1899, pour *Shéhérazade*, ouverture de féerie qui devait servir d'introduction à un opéra tiré par Ravel des *Mille et une nuits* de Galland. Distincte des trois mélodies pour chant et orchestre qui ont paru en 1903 sous le nom de *Shéhérazade*, elle se réclamait d'une architecture solide. Le programme, tel qu'on le distribuait aux auditeurs

ce jour-là, comportait, au sujet de l'ouverture, les indications suivantes :

Construite d'après le plan classique de l'ouverture, elle est précédée d'une introduction dans laquelle le thème de Shéhérazade, proposé par un hautbois, est repris par les cors et les trompettes.

Vient ensuite l'ouverture proprement dite, ainsi composée :

1re partie. Motif initial, en *si mineur* ; développements. — Thème épisodique (trompettes bouchées) amenant le second motif (en *fa dièze majeur*) inspiré d'une mélodie persane. — Conclusion de la première partie.

2e partie. Développement des quatre thèmes. Pédale basée sur le motif initial élargi.

3e partie. Retour du premier et du second motifs entendus simultanément. Retour de l'introduction servant de coda.

Malgré ce fil d'Ariane, l'orchestre se fourvoya. Vincent d'Indy, qui devait monter au pupitre, en fut empêché à la dernière minute. Le bâton échut alors au compositeur lui-même. Or, quiconque a vu Maurice Ravel diriger après la guerre sa *Valse*, son *Boléro* ou son *Concert*, sait que ce parfait artiste ne brillait pas comme chef d'orchestre. Son insuffisance éclatait bien davantage à l'époque de ses débuts. Faute d'expérience et d'autorité naturelle, il ne réussit pas à dégager les grandes lignes de son ouvrage. Tous les détails apparaissant dès lors sur le même plan, sans différence d'éclairage ni de perspective, le public, étonné de ne point reconnaître dans la musique les indications si claires du programme, témoigna son impatience. La victoire hésitait... Quelques jeunes énergumènes, en prétendant la forcer par leurs cris et leurs bravos, ne firent que déclencher des protestations méprisantes et des sifflets.

Tout en discernant mieux que personne les faiblesses de cette ouverture aux tendances impressionnistes, Vincent d'Indy avait eu des louanges pour le travail harmonique et les effets de timbres. Le début, sans doute, lui agréait ; mais c'était surtout à la fin qu'allaient ses préférences. Il y trouvait un ravissant passage de quatuor, et ces dernières mesures lui apportaient vraiment la preuve d'une vocation intéressante [1].

Que sont devenus *Sites auriculaires* et l'ouverture de *Shéhérazade* ? Ces partitions ont-elles été détruites ? Ou bien l'auteur

1. Nous devons la plupart de ces renseignements à M. Pierre de Bréville. Qu'il soit remercié ici d'avoir bien voulu évoquer pour nous des souvenirs aussi précieux !

les a-t-il utilisées pour d'autres œuvres? Quel que soit leur destin, il suffit de jeter les yeux sur la presse du temps pour constater que celle-ci ne se montra pas aussi équitable que d'Indy envers ces productions téméraires. Willy, par exemple, les dénonçait comme un gauche démarquage de l'école russe. « Du Rimsky tripatouillé par un debussyste jaloux d'égaler Erik Satie ! » déclarait-il. Et là-dessus, forces bourrades pour l'infortuné auteur : « Débutant médiocrement doué, il est vrai, mais qui pourra, peut-être, dans une dizaine d'années, devenir quelque chose, sinon quelqu'un, à condition de beaucoup travailler. » Ainsi, d'emblée, Ravel se voyait jeter à la tête un aîné bien connu de lui, un prédécesseur fascinant et redoutable, célèbre déjà et pourtant si mystérieux encore, Claude Debussy, dont le radieux prestige allait lui être opposé sans cesse et jusqu'au bout.

Comment l'éviter? Il y avait entre ces deux musiciens des analogies extraordinaires, au point que, longtemps avant la critique, on s'en était avisé au Conservatoire. Tout comme Debussy, le machinateur de *Sites auriculaires* sortait de l'enseignement officiel. Ou plutôt, il n'en était pas encore sorti. Né à Ciboure le 7 mars 1875, le petit Ravel avait à peine respiré les souffles de l'Atlantique et de la proche Espagne, que ses parents quittaient les Basses-Pyrénées pour s'installer définitivement à Paris. Les influences du pays natal ont dû se réduire chez lui à peu de chose. Sa mère, assurément, était basque. Mais le père, ingénieur de mérite et, de surcroît, inventeur d'un moteur automobile, à ce qu'on dit [1], tenait par ses attaches propres à la Suisse. Certaines particularités de l'artiste pourraient donc s'expliquer par les hérédités paternelles : tour d'esprit scientifique, curiosité fort vive pour les mécaniques de tout genre, automates, horloges parlantes, harmonicas, boîtes à musique. Mais laissons-là ces bagatelles. En réalité, Maurice Ravel a dû le meilleur de lui-même à Paris. Une fois de plus : comme Debussy !...

Au Conservatoire, il avait trouvé, à son tour, des professeurs attentifs, points d'appui très salutaires pour son esprit indépendant, mobile, toujours avide de nouveautés. Ravel

1. Cf. Roland Manuel, *Maurice Ravel et son œuvre dramatique*. Éditions musicales de la Librairie de France, Paris, 1928, p. 10.

n'était pas un enfant prodige. Comme Debussy, il jouait du piano à merveille, sans être un virtuose. Par un phénomène étrange, les exigences des programmes, les disciplines et les méthodes surannées de cette vieille maison où l'on se préparait sans hâte en vue du prix de Rome, ne semblaient aucunement le gêner. Il s'accommodait comme par miracle des contraintes : on eût presque dit qu'elles l'inspiraient. Dans ces conditions, intelligence aussi docte que docile, non moins estimé de Pessard que de l'excellent André Gédalge, l'élève Ravel pouvait donner satisfaction au plus académique des directeurs, à Théodore Dubois en personne. Mais, hélas ! on n'ignorait pas en haut lieu que, sous ces apparences bénignes, couvait une imagination séditieuse, amie du trouble et de l'erreur. Avant même d'avoir trouvé dans la classe de Gabriel Fauré un asile d'élection, Ravel s'était rendu célèbre au Conservatoire par l'audace extravagante de ses combinaisons harmoniques et par sa tendresse envers les compositeurs irréguliers, les réfractaires de la musique. Passe encore pour Emmanuel Chabrier, dont il portait aux nues les *Pièces pittoresques* et les *Valses romantiques*. Mais voici qui est plus grave : le mauvais garçon introduisait subrepticement dans le saint des saints, au Conservatoire national de musique, les criminelles élucubrations d'Erik Satie. En vérité, depuis trois lustres, c'est-à-dire depuis le passage de Claude Debussy, gloire et opprobre du temple, on n'avait point vu pareil scandale !...

Les défenseurs de l'ordre pouvaient bien s'indigner qu'un nourrisson des Muses fît jouer au dehors, en secret, des pièces intitulées *Sites auriculaires* ; mais, en revanche, sa production officielle n'avait rien que d'avouable. Comme *M. Hyde et le docteur Jekyll* dans le beau conte de Robert-Louis Stevenson, il menait alors une vie en partie double. A lire sa *Fugue en fa*, son joli *Chœur en la majeur*, on aurait pu se croire en présence d'un autre homme [1]. Sa première cantate de concours, *Myrrha*, n'avait-elle pas remporté en 1901 le deuxième second grand prix de Rome ? Il est vrai que, dans le prélude, un thème surgissant aux violoncelles et contrebasses décèle une parenté assez inquiétante avec *Ismaley* et

1. Ces divers manuscrits sont réunis en deux volumes à la Bibliothèque du Conservatoire de Paris : Ms. 1050-1051.

Thamar, de Balakirew. En outre, le candidat s'était diverti à traiter certaines pages dans le style de l'opérette. Mais les jurés, sans trop prendre garde à ces peccadilles, firent grand cas d'un air sur lequel Sardanapale exhalait son adoration pour Myrrha. Ce *cantabile* de tout repos est construit, en effet, selon les règles les plus sûres de la rhétorique mélodieuse :

Alors que mes yeux vont se clore,
Si ma douleur peut s'apaiser,
Ah ! c'est que sur mes lèvres encore
Je garde son premier baiser !...

Point de hardiesses non plus dans la *Fugue tonale en si bémol* et le chœur de *la Nuit*, écrits l'un et l'autre dans la loge n° 15, l'année suivante, à la date du 8 mai 1902. Mais il semble que Ravel se soit exprimé plus librement, à ce deuxième concours, dans *Alcyone*, scène lyrique. Certains morceaux de ce devoir portent bien sa marque personnelle, tout en s'inspirant, çà et là, de Debussy. On reconnaît, par exemple, dans le prélude, un motif qui tient une place importante dans le *Quatuor* de Debussy : reprise par les violons dans un mouvement *très calme*, elle reparaît encore pendant le *Sommeil d'Alcyone*, « description symphonique » très réussie. Pour dédaigner un travail de cette valeur, il fallait que les juges eussent contre le signataire des préventions insurmontables.

Mais c'est que, pendant ce temps, les *Deux épigrammes de Clément Marot* avaient été suivies à la « Société Nationale » de plusieurs œuvres nouvelles, trop fameuses désormais pour qu'il y ait lieu de les analyser. Le *Menuet antique*, écrit en 1895, faisait son entrée à la salle Pleyel le 13 avril 1901, grâce à M. Ricardo Viñes. Et le même virtuose, ami et admirateur enthousiaste, devait également révéler à la salle Pleyel, le 5 avril 1902, deux pièces dont le pouvoir de séduction magique s'imposa sur-le-champ : *Pavane pour une infante défunte* et *Jeux d'eau* [1]. Plus brillante encore fut l'année 1904 : les mélomanes firent connaissance à la « Schola Cantorum », le 5 mars, avec le *Quatuor à cordes*, chef-d'œuvre de grâce et de délicatesse, et bientôt après, le 17 mai, avec les trois

1. D'abord chez Demets, Paris ; ensuite, chez Max Eschig, Paris.

poèmes de *Shéhérazade*, parfaitement bien chantés par mademoiselle Hatto dans la salle du Nouveau Théâtre, au concert d'orchestre que dirigeait M. Alfred Cortot.

Ces manifestations eurent, les unes et les autres, un succès trop vif pour que l'écho n'en revînt — sans doute, avec les altérations d'usage, — aux autorités du Conservatoire et de l'Institut. L'espèce de convention tacite sur laquelle se fondaient les rapports de Maurice Ravel avec les milieux académiques se trouva soudain rompue. Évidemment, on regrette de ne pas connaître sa troisième cantate de concours, *Alyssa* (1903), non déposée à la Bibliothèque du Conservatoire. Mais quels qu'en fussent les mérites, ceux-ci n'avaient plus aucune chance d'être admis. En mai 1905, les amis déjà nombreux de la jeune école française eurent l'étonnement de lire dans les journaux que Maurice Ravel était exclu du concours définitif.

Cette iniquité ne fut pas accueillie sans colère. Les chroniqueurs s'empressèrent autour de la victime ; et Ravel, qui sollicitait de M. Bienvenu-Martin, ministre de l'Instruction publique, une audience pendant laquelle il voulait remettre une lettre de protestation contre la sévérité incompréhensible du jury à son égard, en appela directement au jugement des artistes :

> Je n'irai donc pas à Rome ! Ainsi en a décidé l'Institut, à qui seul appartient le pouvoir d'ouvrir aux jeunes compositeurs le chemin de la Villa Médicis. Cette mésaventure me déconcerte. Le titre de second grand prix, un travail assidu, encouragé et apprécié par mon professeur, M. Gabriel Fauré, des essais publiés et favorablement accueillis, me laissaient espérer, sans présumer ridiculement d'une cantate parfaite ou supérieure à celle de mes camarades, qu'il me serait donné d'entrer en loge à Compiègne et de tenter de décrocher la timbale... Voyant admettre en loge six élèves de M. Charles Lenepveu, — seul des trois professeurs de composition faisant partie du jury, — je ne puis que féliciter les logistes d'être tombés dans une classe dont le maître a l'avantage d'être membre de l'Institut.

Pour finir, Ravel spécifiait bien qu'il ne regrettait nullement le titre illusoire dont il eût été investi, le 1er juillet 1905, mais « la pension matérielle qui, sept ans durant, assure au compositeur débutant l'existence sans lutte pénible, le séjour à Rome, les voyages nécessaires à l'artiste, permet l'effort, prépare — quelquefois — le succès [1] ».

1. *Le Matin*, 21 et 22 mai 1905.

Ne voulant pas être juge et partie dans une affaire qui engageait le sort de ses propres élèves, Charles Lenepveu eut le tact de ne point voter. Saint-Saëns voyageait au loin. Mais la décision prise par Théodore Dubois, Massenet, Paladilhe, Reyer, Xavier Leroux, Hillemacher et Henry Roujon n'en restait pas moins irrévocable. Dans ces conditions, Ravel n'avait d'autre ressource que de se remettre courageusement au travail : il en usa tout aussitôt.

*
* *

Seul à seul avec lui-même, libre de s'exprimer enfin à sa guise dans sa langue individuelle, sans ménagements ni précautions oratoires, Maurice Ravel jouissait alors de sa jeune maîtrise avec une sorte d'enivrement. N'est-ce pas l'unique période où il ait laissé quelque peu courir sa plume? La fraîche *Sonatine*, enjouée et si limpide, est de cette année difficile. Trois semaines après les incidents du concours, Ravel écrivait de Belgique à Jean Marnold :

J'ai été horriblement occupé dans les quelques jours qui ont précédé mon départ, à cause d'une pièce de harpe commandée par la maison Erard. Huit jours de travail acharné et trois nuits de veille m'ont permis de l'achever, tant bien que mal[1].

L'*Introduction et allegro* pour harpe à pédales, avec accompagnement de quatuor à cordes, flûte et clarinette, apparaît ainsi comme la seule œuvre que Ravel ait en quelque sorte improvisée. Quant aux cinq pièces de *Miroirs*, chères aujourd'hui à bien des pianistes, il devait les avoir à peu près terminées vers ce moment, car M. Ricardo Viñes fut en mesure de les jouer en première audition à la « Société Nationale », salle Erard, dès le 6 janvier 1906 [2]. Le succès fut immense. *Oiseaux tristes* et la *Vallée des Cloches* éveillèrent comme un frisson nouveau. Mais l'*Alborada del Graciozo*, avec le crépitement de ses castagnettes et de ses guitares, ses appels de pied, sa verve ironique, sa pétulance, son âpreté, et puis aussi, par intervalles, ses poignants accès de langueur, offrant l'image d'une Espagne violente et fiévreuse que l'on entre-

1. Lettre du 11 juin 1905. Bibliothèque du Conservatoire de Paris.
2. D'abord, chez E. Demets, Paris, 1905 ; ensuite, chez Max Eschig, Paris.

voyait pour la première fois en raccourci, déchaîna des applaudissements unanimes. L'hommage, néanmoins, s'accompagnait de certaines réserves. Et celles-ci portaient en général sur la ténuité des idées musicales. Ravel ne tendait-il pas à substituer aux grandes fresques la miniature? Or, les maîtres ne sauraient accorder, à leur suite, une place aux petits-maîtres. N'y avait-il pas encore chez Ravel excès de raffinement? La prédominance de la virtuosité, déjà sensible dans *Jeux d'eau*, se développait et s'étalait ici de façon presque tyrannique... Une secrète inquiétude se mêlait ainsi au plaisir.

Il s'en aperçut, non sans amertume. Ayant à remercier Jean Marnold d'un article, il motiva sa gratitude en ces termes :

Ce n'est pas à cause des éloges (oui, cependant, un petit peu !), mais surtout parce que vous avez mieux compris mes tentatives. Délicat, raffiné, quintessencié, flûte ! Je ne croyais pas me tromper à ce point sur moi-même. Vous avez vu autre chose dans mes dernières pièces, et c'est ce dont je vous suis reconnaissant[1].

Un an après, la « Société Nationale » résolut de faire chanter le 12 janvier 1907, par madame Bathori, salle Érard, cinq mélodies d'après les *Histoires naturelles* de Jules Renard que Maurice Ravel, séduit par la difficulté même, avait entrepris de mettre en musique. Anxieux, le compositeur s'en fut prier l'écrivain d'assister à ce concert. Il protesta qu'il ne s'était nullement permis d'ajouter au texte, mais seulement de l'interpréter. Voici de quelle manière :

« Dire avec de la musique ce que vous dites avec des mots quand vous êtes devant un arbre par exemple. Je pense et je sens en musique, et je voudrais penser et sentir les mêmes choses que vous. »

Et là-dessus, comme malgré lui, Ravel laissait transparaître son ressentiment contre la « Société Nationale » et ses appréhensions d'auteur :

« Il y a la musique instinctive, sentimentale, la mienne, — *bien entendu, il faut d'abord connaître le métier*[2], — et la musique intellectuelle : d'Indy. Il

1. Lettre du 7 février 1906.

2. C'est nous qui soulignons.

n'y aura guère que des d'Indy, ce soir. Ils n'admettent pas l'émotion, qu'ils ne veulent pas expliquer. Je pense le contraire ; mais ils trouvent intéressant ce que j'ai fait, puisqu'ils m'admettent. C'est très important pour moi, cette épreuve[1] ....

On touche ici du doigt le malentendu bizarre qui, de jour en jour, allait éloigner Maurice Ravel de la génération précédente. Cette « Société Nationale », où il avait pourtant reçu, dès sa jeunesse, une hospitalité incomparable, ne figurait plus à ses yeux que la citadelle du « puritanisme franckiste », et il désespérait d'être compris par « les adeptes moroses de ce néo-christianisme ». Étranger à leur notion d'une Sainte Trinité musicale où Beethoven, comme Dieu le Père, voisine avec Wagner et Franck ; plus étranger encore à leur lyrisme personnel, trop subjectif pour son goût, il n'en souffrait pas moins de leur apparaître comme un élève ingénieux, mais quand même très inférieur, de Claude Debussy. Le caractère réaliste et délibérément prosaïque des *Histoires naturelles* avait choqué la « Société Nationale ». Mais on voit bien, dans la controverse engagée à ce propos, ce qui tourmentait l'auteur : ce n'était point que M. Pierre Lalo désapprouvât les mélodies nouvelles, mais le fait qu'un critique de cette valeur l'eût représenté, lui, Ravel, comme un imitateur outrancier de Debussy qui s'efforçait, coûte que coûte, d'enchérir sur son modèle. Qu'il eût des points communs avec Debussy, Ravel le sentait comme tout le monde. Seulement, il s'évertuait à répéter que ces analogies étaient l'effet, « non d'une influence, mais d'une similitude innée ».

Mais on le comprenait fort mal. Là-dessus, impatienté, il s'avisait que l'on perd son temps à discuter sur l'essence éternellement mystérieuse de l'esprit. Les artistes ne devraient s'attacher qu'à une seule réalité : au métier. C'est bien par là qu'ils parviennent à reconnaître leurs pairs. Ainsi, malgré l'incompatibilité de leurs natures, Maurice Ravel admire la maîtrise souveraine de d'Indy ; et celui-ci, pareillement, étudie avec curiosité la facture audacieuse de son jeune antagoniste. Ainsi donc, si les critiques arrivaient un jour à ne plus confondre Ravel avec Debussy, c'est que leurs yeux se seraient enfin ouverts aux différences de métier. En somme,

1. Cf. *Journal de Jules Renard*, Gallimard, Paris, p. 748.

l'acquisition d'un métier, d'un métier bien à lui, était devenue pour l'auteur des *Histoires naturelles* une préoccupation constante,

Elle l'obsède au point de retarder ou de compromettre des projets souvent admirables et très chers. A vrai dire, elle n'a pas empêché en 1907 la *Rhapsodie espagnole* et l'*Heure espagnole*, non plus qu'en 1908 *Ma Mère l'Oye* et *Gaspard de la Nuit*. Mais si le *Gibet* répond chez Ravel à une impulsion venue des profondeurs, le morceau initial, *Ondine*, fait déjà plus de part à l'artifice, et le métier, dans *Scarbo*, revendique tout à coup ses droits pour en faire un abus criant et quasiment odieux. Apprendre de soi-même, afin d'accomplir sa propre loi, ce qui ne peut être enseigné, ce souci s'empare dès lors de Ravel, le poursuit à travers toute la guerre et ne consent à le lâcher que vers la fin, à la pleine maîtrise. Avec un tyran si pressant et dur, Ravel doit composer sans cesse. En voici un exemple. Dès 1906, il méditait une apothéose de la valse. Il l'avait annoncé à son ami Jean Marnold :

Ça n'est pas subtil, ce que j'entreprends en ce moment : une grande valse, une manière d'hommage à la mémoire du grand Strauss, pas Richard, l'autre, Johann. Vous savez mon intime sympathie pour ces rythmes admirables [1].

En effet, il y a des valses dans l'*Introduction et allegro* pour harpe, tout comme dans l'*Heure espagnole*, *Daphnis et Chloé* ou l'*Enfant et les sortilèges*. En attendant mieux, Ravel s'est donné vers 1911 le plaisir de rassembler des *Valses nobles et sentimentales*. Mais le projet définitif ne devait s'accomplir que longtemps après, en 1919, avec le poème chorégraphique de *la Valse*. D'ici là, Ravel comptait examiner et approfondir maint problème. Intrigué de bonne heure par les inventions de M. Schœnberg, il fut sans doute des premiers, en France, à déchiffrer *Pierrot lunaire*. Atonalité et polytonalité allaient passionner, tour à tour, ce patient chercheur d'énigmes. Et jamais il ne regrettait sa peine, car ce fatras de théories et d'expériences ne lui semblait pas inutile. Qui sait? un artiste épris de renouvellements a parfois besoin de se mettre à l'école des chimères. On reconnaît bien là ce jeune compositeur qui, parlant musique avec Jules Renard, s'arrêtait

1. Lettre du 7 février 1906.

soudain pour murmurer, pensif : « Bien entendu, il faut d'abord connaître le métier !... »

Parmi tant de curiosités techniques, son esprit gardait assez de fraîcheur pour concevoir *Daphnis et Chloé*, dont l'introduction et le « lever du jour » sont proprement des chefs-d'œuvre, le *Trio*, le *Tombeau du Couperin*, l'*Enfant et les sortilèges*. Ensuite, Ravel se confina de nouveau dans son laboratoire. Une dernière série d'expériences allait s'ouvrir, entre les *Chansons madécasses* et le triomphant *Boléro*. Lorsqu'elle eut pris fin, Ravel avait près de soixante ans. N'importe ! le magicien vieillissant avait conservé toute l'ingénuité de son enfance. Rien de plus alerte, de plus brillant que le *Concert* et *Don Quichotte à Dulcinée* ; rien de plus vigoureux que le *Concert pour la main gauche*, où l'inspiration vient sans cesse transfigurer la technique la plus subtile.

Ravel, enfin, paraissait plus satisfait qu'à l'ordinaire. Il avait conscience d'obtenir de ses forces le maximum de rendement. Et ceux qui, autrefois, lui déniaient péremptoirement la générosité, la noblesse, la puissance, étaient revenus de leur erreur. Il ne s'entendait plus taxer d'affectation et d'insensibilité. Et voici que par degrés se faisait en lui-même un apaisement, une harmonie du soir. Ce métier qu'il avait conquis par de si longs travaux, il ne le séparait plus de l'inspiration. On l'entendit alors, non sans surprise, répéter plus fortement encore ce qu'il avait déjà écrit en 1912 : que le métier, au sens absolu du mot, ne peut exister en art. « Dans les proportions harmonieuses d'un ouvrage », expliquait-il, — et ces paroles remarquables ont été bien souvent rapportées, — « dans l'élégance de sa conduite, le rôle de l'inspiration est presque illimité. » L'amour passionné de la perfection l'avait conduit peu à peu jusqu'aux sommets. Il ne se défiait plus, comme en ses jeunes années, de la grandeur. Et peut-être, à ce moment, prenait-il à son compte la maxime de Saint-Saëns : « Tout ce que l'on fait bien est grand. »

CONSTANTIN PHOTIADÈS

PARMI LES LIVRES

Carl August Freiherr von Gablenz ;
D-ANOY bezwingt den Pamir
(Ein abenteuerlicher deutscher Forschungsflug)
Avant-propos du général Herman Göring,
(Gerhard Stalling, Oldenburg L.O./Berlin s. d. [1938].

Les aviateurs allemands qui, en septembre 1937, ont assuré la liaison Allemagne-Chine, en empruntant un itinéraire évitant soigneusement les territoires placés sous le contrôle direct de l'Union soviétique et de l'Angleterre, n'ont pu le faire qu'en survolant une étroite bande de territoire afghan, séparant le Pamir russe des districts montagneux qui marquent la frontière septentrionale de l'empire des Indes. Il est assez piquant de rappeler que cet étirement de l'Afghanistan, en direction de la Chine, est le résultat d'un accord officiellement conclu, en 1895, par des négociateurs russo-anglais, soucieux de mettre un terme aux incidents provoqués par des rencontres, sur le Toit du Monde, entre officiers russes et britanniques [1].

Il faut savoir gré au baron C.A. von Gablenz, directeur de la Lufthansa et chef de l'expédition, d'avoir si rapidement publié la relation de cette dure et aventureuse randonnée. Relier Berlin à Kâbul, par Rhodes, Damas, Bagdad et Téhéran, représente un voyage d'agrément ; dès l'étape suivante, Kâbul-An-si-cheou, les difficultés s'accumulent : décoller à mille huit cents mètres d'altitude, pour effectuer un vol sans escale de deux mille six cent cinquante kilomètres

1. En 1891, l'opinion anglaise avait été fortement émue par la rencontre survenue à Bozai-Gumbaz (Wakhan) du colonel russe Yanoff et du capitaine anglais Younghusband (depuis colonel sir Francis Younghusband, K.C.I.E.,).

en survolant l'Hindou-Kouch et les Pamirs, traverser dans sa plus grande longueur le Turkestan chinois tenu par des chefs militaires ne reconnaissant plus l'autorité du Gouvernement de Nankin, représente l'une des plus dures épreuves que l'on puisse imposer à une machine et à un organisme humain : la haute montagne, le désert, une contrée en état d'anarchie ; ce qui implique, en cas d'accident et suivant les secteurs, la mort brutale, la mort lente, la captivité. L'entreprise est de celles qui ne s'improvisent pas. Le Turkestan chinois, où les conditions de déplacement restent si précaires, la liberté si menacée, avait été reconnu par deux spécialistes détachés à l'expédition Sven Hedin. Dans l'Hindou-Kouch, en territoire afghan, les observations météorologiques étaient assurées depuis plus d'un an par les Drs Kopp et Holzapfel ; ajoutons qu'une reconnaissance aérienne avait, dès 1936, poussé jusqu'aux confins sino-afghans et que les aviateurs disposaient des excellentes cartes dressées sous la direction de l'illustre explorateur et archéologue sir M. Aurel Stein, K.C.I.E.

Le 24 août 1937, à trois heures du matin, le tri-moteur D-ANOY prenait le départ, ayant à son bord le baron von Gablenz, le pilote R. Untucht, un mécanicien et un opérateur de T.S.F. Le survol à une altitude moyenne de l'Hindou-Kouch et de l'étroite bande de territoire afghan [1], qui s'insère entre le Pamir soviétique et l'Inde, s'effectua sans grosses difficultés. Le même jour, à deux heures, l'appareil se posait sur le champ d'aviation d'An-si-cheou. Les aviateurs trouvèrent là, venu à leur rencontre, le pilote vétéran Lutz, de la Compagnie germano-chinoise Eurasia.

Le soir même, l'avion atteignait encore Sou-tcheou. On peut ici interrompre la lecture du livre et jeter un coup d'œil sur les illustrations ; je n'en connais pas de plus impressionnantes : hérissement de la multitude des sommets, coulée des glaciers et, à la frontière sino-afghane, ce petit lac aux eaux étrangement irisées, premier déversoir de l'immense masse glacée qui répartit ses eaux entre le Tarim et l'Oxus (Amou-Darya). Ces images de montagnes dominées apparaissent encore plus belles à celui qui n'a jamais eu que la vision restreinte du piéton cheminant dans l'étroit couloir des vallées [2].

De Sou-tcheou le voyage se poursuivit sans incident jusqu'à Singan-fou, terminus provisoire de la ligne ; les difficultés étaient pour le retour. Elles se manifestèrent tout d'abord par un violent ouragan de

1. Treize kilomètres de largeur dans la partie la plus étroite ; cette distance est donnée par le colonel sir Thomas Holdich, membre de la Commission de délimitation du Wakhan (*The Indian Borderland*, p. 284).

2. La mission Citroën avait, en 1931, poussé jusqu'à la frontière sino-afghane avant de reprendre sa marche sur Kashgar.

sable, puis le moteur de gauche donna des signes de défaillance et il fallut atterrir près de Lob bazar, à trente kilomètres à l'est de Khotan, dans une zone occupée par les dissidents dounganes [1] (musulmans chinois du Kansou). Le mécanicien se mit en devoir de décrasser les bougies, l'avion était sur le point de repartir, lorsque des coups de feu éclatèrent, des vitres furent brisées, il fallut stopper. Les aviateurs, capturés, ligotés, furent amenés en présence du « général » Ma Si-ling, qui décida d'envoyer leurs passeports à son chef, le général Ma Ho-san, alors fixé à Yarkand. Les jours passèrent dans une attente angoissée. Par malheur, l'atterrissage s'était effectué alors que la liaison par T.S.F. n'était plus assurée avec An-si-cheou ; Kâbul n'étant pas encore à l'écoute. L'avion ayant été placé par les dounganes sous un hangar couvert de branchages, les recherches entreprises de Kâbul allaient demeurer infructueuses. Il ne fallait plus compter que sur le hasard. La libération des captifs devait être l'œuvre d'un troisième larron, Ma Ching-wei, qui, ayant battu Ma Ho-san, se rapprocha de Khotan ; le général Ma Si-ling se prononça aussitôt en faveur du vainqueur ; il alla même jusqu'à proposer aux aviateurs allemands de bombarder le campement de son ancien chef. Les derniers jours de captivité se passèrent dans une atmosphère de guerre civile. Enfin, Ma Ching-wei ayant donné l'ordre à Ma Si-ling d'aller tenir garnison à Keriya, à l'est de Khotan, les prisonniers furent libérés. L'avion, quelque peu endommagé, put cependant reprendre le départ. De graves préoccupations allaient, jusqu'à Kâbul, assaillir les aviateurs : moteur malade, mauvais temps et nuages sur le Wakhan, provision limitée de carburant et d'huile. A Kâbul, l'épreuve était terminée ; l'équipe avait « vaincu le Pamir ». Le 3 octobre, les aviateurs étaient de retour à Berlin.

J. HACKIN

Les Hommes de Bonne Volonté (t. XIII et XIV) par **J. Romains** *(Flammarion)*.

Les Hommes de Bonne Volonté ont tant de lecteurs, la publication des deux tomes annuels est saluée aussitôt de tant de comptes rendus qu'on doit s'excuser de résumer d'abord, fût-ce en quelques lignes, les « sujets » qui y sont développés.

Tout le monde sait déjà que *Mission à Rome* (tome XIII) dépeint les démarches entreprises par l'abbé Mionnet pour se renseigner sur

1. Ella Maillart et Peter Fleming avaient signalé la présence des dounganes à Khotan, en 1935 *(Oasis interdites)*.

la politique de monseigneur Merry del Val. Poincaré et Gurau se sont avisés de l'inconvénient qu'il y avait pour le Gouvernement français à n'être pas informé, faute d'ambassade, des desseins diplomatiques du Vatican. L'abbé Mionnet, ancien normalien, entré dans l'Église en Julien Sorel qui veut « arriver », a accepté sans trop de difficulté de se rendre en Italie. On lui a donné des instructions secrètes, des adresses. Arrivé à Rome, il a eu aussitôt des prises de contact pittoresques, il a été reçu dans des cercles très divers, et en peu de temps il a su lire, ce qui n'est pas aisé, la carte sociale et politique de la ville. Les renseignements qu'il a réunis sur Merry del Val ont été aussitôt appréciés par M. Poincaré. Invité à aller plus avant, Mionnet s'est procuré, dans des circonstances romanesques, des documents compromettants pour le cardinal. Mais il a renoncé à s'en servir, à la suite d'une entrevue avec Merry del Val lui-même, qui lui a fait grande impression. Il se limitera dorénavant au rôle d'observateur.

Le Drapeau Noir (tome XIV) doit ce titre non à des exploits d'anarchistes, mais à l'ennui qui s'était, paraît-il, abattu sur le monde au début de 1914. Nous retrouvons plusieurs personnages familiers plus ou moins transformés : Germaine Baader fréquente les voyantes, Marie de Champcenais les églises. Quinette réapparaît, il va se transformer purement et simplement en Landru. Le chien Macaire guigne une chienne. Sammécaud a une aventure avec une princesse égyptienne. Jerphanion se marie et s'installe. Viaur continue ses expériences. Ainsi M. Jules Romains met à jour la situation de ses créatures, dont quelques-unes étaient un peu oubliées. Pour faire de la place, il liquide cette grande association, la « secte », qui, pour l'émerveillement du lecteur, expédiait des assassins sentimentaux à Amsterdam et séquestrait de grands personnages sur la Côte d'Azur. Enfin il met en place quelques personnages historiques. Poincaré disserte sur les affaires vaticanes ; Guillaume II fait un tour d'horizon politique avec un journaliste ; Lénine, dans un petit café de Cracovie, prophétise la révolution prochaine, etc... Tout cela nous conduit jusqu'à la fin de juillet 14. A ce moment, avant d'inaugurer une nouvelle série de volumes, M. Jules Romains rassemble ses vues sur les destinées historiques de notre pays, dans une « présentation de la France en 1914 », véritable morceau d'anthologie dont toute la critique a déjà célébré la puissance de pensée et d'expression.

L'histoire, on le voit, occupe une place de plus en plus grande dans cet ouvrage. Surtout l'histoire secrète, occulte. Qui s'y débrouillerait mieux qu'un romancier ? Il n'est pas obligé de prouver. Là où un historien serait arrêté, faute de documents, lui peut continuer. Il

est libre, après tout. On ne lui demande que de respecter, dans ses hypothèses mêmes, une certaine vraisemblance. Comme on sent que M. Romains a reconnu sérieusement son terrain et qu'il apporte, au départ, dans la composition de ses intrigues mystérieuses, une grande honnêteté et certains éléments d'information qui sont loin d'être répandus, on se laisse entraîner avec plaisir dans ces souterrains. Où la situation devient plus gênante, c'est en cet instant où il faut insérer l'histoire secrète sur l'histoire officielle. C'est à peu près impossible. Aussi M. Romains a-t-il dû abandonner sa secte, sans nous dire qui la menait ni où elle allait, ses francs-maçons sans leur avoir donné une mission définie, l'abbé Mionnet avant qu'il ait compromis monseigneur Merry del Val. C'est la rançon du genre.

De l'histoire non secrète elle-même, M. Romains n'a pas accepté aveuglément les versions estampillées. Il a l'esprit trop indépendant, trop curieux pour cela. Il sait aussi que les jeux de l'Histoire sont faits, bien avant que les événements destinés à nourrir les manuels se soient déroulés. Quand on lit le journal de l'abbé de Véri, on sent qu'il a dépendu de certaines des conversations de l'abbé avec Maurepas et Turgot que la Révolution éclatât ou n'éclatât pas. Le destin de milliers de vies humaines se jouait paisiblement devant une cheminée. Voilà les instants pathétiques que M. Romains aimerait à faire revivre. Où, comment, par exemple, se sont déroulés les premiers dialogues entre ministres et souverains, d'où a pu découler, comme une lointaine mais inévitable conséquence, la guerre de 1914? En posant ainsi la question, M. Romains projette un éclairage nouveau sur des événements contre lesquels notre curiosité s'était un peu usée. Il essaie de sonder le cerveau des hommes qui menèrent l'Europe sans se laisser abuser par les justifications qu'ils ont fabriquées. Conçues dans cet esprit, des conversations sur les projets de Guillaume II ou de Poincaré retiennent fortement l'attention. Mais il faut bien convenir qu'elles abondent en assertions indémontrables. M. Poincaré, nous y est-il expliqué par exemple, aurait eu sa politique secrète et ses agents secrets, comme Louis XV... Où l'auteur prend-il cela? Sur des sujets d'une telle conséquence, la liberté de conjecture est-elle permise?

Une pareille méthode donne aux livres de M. Romains un caractère très particulier. Tandis que dans l'histoire pure l'auteur s'efface, comme pour mettre son lecteur directement en contact avec les faits, les scènes ici dépendent si étroitement des conceptions propres à l'auteur que, loin de le repousser dans l'ombre, elles nous font plus vivement sentir sa présence. Aussi, l'œuvre prend-elle parfois l'aspect d'une méditation romancée, d'un vaste essai. Cette impression n'accom-

pagne pas l'apparition des seuls personnages historiques ; il en est d'autres, de pure fiction, qui semblent avoir pris pour tâche de mettre en dialogue ou en monologue les réflexions de l'auteur. Ainsi le monologue de Mionnet visitant le Vatican, c'est un peu l'essai de M. Romains sur le Vatican. Ailleurs, Marie de Champcenais et Jerphanion prennent bénévolement à leur compte un essai sur la prière [1], un essai sur l'enquête d'Agathon [2], dont on ne peut guère douter qu'ils traduisent les pensées de M. Romains.

Le monologue intérieur apparaît de plus en plus fréquemment dans *les Hommes de Bonne Volonté*. Ainsi, après avoir débuté sous le signe de l'unanimisme, c'est-à-dire par l'affirmation de vérités intellectuelles extérieures à l'homme, l'ouvrage tend à se centrer de plus en plus sur l'homme. C'est là une évolution d'importance. Il n'y a pas d'exercice plus opposé à l'unanimisme que le monologue intérieur puisqu'il individualise complètement l'univers.

Dans l'usage fréquent de ce monologue, appliqué aux personnages les plus divers, il faut voir une manifestation assez naturellement liée à la forme d'esprit de M. Romains. Ce n'est pas un douteur. Son intelligence, son imagination l'engagent à proposer des solutions aux problèmes les plus difficiles — et à ces solutions, il accorde lui-même une foi impressionnante. On se souvient de ses théories sur la vision extra-rétinienne. En science comme en histoire, la curiosité de M. Romains le pousse vers les secrets, les mystères. Mais il ne les aime pas en tant que tels. S'il s'approche d'eux, c'est avec le dessein d'y faire ruisseler la clarté. Aussi son délégué au secteur scientifique, le docteur Viaur, prend-il position avec une fermeté extraordinaire dans des questions physiologiques encore très obscures. Une pareille fermeté, une semblable audace se manifestent dans la composition des monologues intérieurs. Quand, servi par sa pénétration psychologique, M. Romains a démonté des personnages dont il a patiemment observé les modèles : un paysan, un poète qui ressemble à Valéry, un peintre qui ressemble à Picasso, un chien, une vieille fille, une amoureuse ; quand il a réussi des exercices d'analyse qui

1. M. Romains considère tout ce qui touche la religion avec un esprit « réaliste ». « Si les religions ont entre elles quelque chose de commun, fait-il dire à Mareil, c'est la part de croyance que sous-entendent les pratiques universelles de magie, de sorcellerie... » On aurait pu croire que c'était le désir d'approcher Dieu...

2. « Je suis capable, dit Jerphanion, d'organiser une vaste consultation d'où il résultera que la jeunesse française est en grande majorité bouddhiste. » Il est certain que, si l'on n'est pas plus ou moins inconsciemment résolu à mettre en valeur telle ou telle conclusion, les enquêtes sur la jeunesse prouvent seulement que les jeunes sont tout aussi divisés que leurs parents. C'est bien ce qui est apparu, l'an dernier, lors de l'enquête menée pour la *Revue de Paris* par Xavier de Lignac. Agathon, selon toute probabilité, n'avait pas poussé largement son enquête dans tous les milieux.

pourraient faire l'orgueil d'un critique ou d'un romancier, M. Romains ne s'arrête pas là. Il s'installe *à l'intérieur* de chacune de ces machines vivantes et les fait marcher. Il ne lui a pas suffi de nous faire connaître les idées d'un homme, il nous montre comment ses idées s'enchaînent, il le dépeint pensant. Ce supplément ajouté à un bel édifice, on se demande parfois s'il n'est pas superflu, voire dangereux. Car si l'on peut de l'extérieur reconstituer, par recoupements, les raisonnements d'un paysan, comment pourrait-on le suivre dans les méandres profonds de ces associations d'idées? Chaque homme a son système, son rythme de pensées, son métronome intérieur. Ce sont des mystères que nous ne pourrons, selon toute vraisemblance, jamais percer. Si nous voulons définir le rythme de pensée d'un autre être, il y a fort à parier que nous lui attribuerons généreusement le nôtre. Et, en effet, si l'on interrompt la lecture des *Hommes de Bonne Volonté*, peu importe que la dernière ligne nous ait laissés au milieu du monologue intérieur de Picasso ou du chien Macaire : c'est le même tic-tac, qui, pendant un instant, résonne encore à notre oreille. Les pensées de Macaire et de Picasso sont différentes ; le moteur qui les pousse a le même régime.

Mais ce ne sont là que des objections de détail. Quand nous cherchons aujourd'hui à prendre une vue d'ensemble de cette grande œuvre encore inachevée, elles ne nous gênent pas pour admirer. Que de créations humaines originales, que de réflexions pénétrantes, que de tableaux achevés ont trouvé place dans ce vaste roman ! Les problèmes les plus divers y ont été touchés, les tendances les plus variées de l'esprit contemporain y ont été relevées ; maintes souffrances, maints espoirs, maints rêves y ont trouvé une expression saisissante. Une intelligence aiguë a cimenté, en une construction cohérente, les apports d'une observation étendue. Nous nous trouvons là devant un des témoignages les plus importants de notre époque.

Gustalin, par **Marcel Aymé** *(Gallimard)*.

M. Marcel Aymé a, sur la plupart de ses contemporains qui tiennent une plume, un avantage qui n'est pas à dédaigner. Il a le sens du comique. On a beaucoup reproché aux Français, jadis, de ne rien prendre au sérieux. C'est une accusation qu'ils ne méritent plus. Ils prennent tout au tragique. Il est vrai qu'ils ont des excuses. Quand la guerre et la ruine menacent, on ne se sent pas beaucoup de joie au cœur. Pourtant le sourire de M. Aymé fait du bien.

Ce sourire s'est transporté une fois de plus à la campagne. Gustalin,

c'est un garagiste de village. Est-il vraiment le personnage principal du nouveau roman de M. Aymé ? On n'en est pas tout à fait sûr. M. Aymé a peint « à égalité » un petit groupe de personnages. M. Victor Jouquier, par exemple, joue un rôle tout aussi important que Gustalin. Ce Jouquier a un nom dans les lettres, il écrit des livres un peu plus inutiles que la moyenne des livres, mais tellement érudits qu'ils en imposent. Septuagénaire, il est revenu s'installer dans son village natal, où officie Gustalin, à quelque cent mètres de la ferme d'Hyacinthe Jouquier, neveu de Victor. Victor Jouquier s'est remarié avec une juive, Sarah, qui n'a jamais quitté la ville, parle comme on fait dans les salons et étonne les gens du village par des propos pleins d'intelligence, qui, tenus au milieu de paysans simples, paraissent atteindre le comble de la bêtise. Il y a le climat des villes et celui des campagnes. Les raisonnements qu'ils font naître ne sont pas tout à fait les mêmes. M. Aymé a les dons qu'il faut pour rendre sensibles de pareils malentendus. Peu d'écrivains savent comme lui « filer » le dialogue entre gens qui ne se comprennent pas. Lorsqu'il dépeint une famille tournant éternellement autour de deux ou trois sujets absurdes, qui lui servent à se lancer les propos les plus désagréables du monde, il atteint à de puissants effets comiques. Ce genre de discussions donne beaucoup de vie à ses romans. Quand on sait restituer l'atmosphère électrique qui naît de mots mal compris, on se retrouve installé au centre de la vérité humaine moyenne : en pleine acidité.

On dira qu'il y a l'amour et qu'il ne conduit pas tout de suite à ce climat. M. Aymé ne l'oublie pas. Il a voulu, dans *Gustalin*, que la femme d'Hyacinthe, Marthe, une paysanne encore très belle à quarante ans, eût envie de quitter la campagne pour s'installer à la ville. En cela elle ressemble à Gustalin, qui rêve de devenir garagiste dans la préfecture voisine. Ayant tous deux le désir de fuir, ces deux êtres fuient ensemble. Dans un compte rendu, cela paraît tout naturel. Dans le roman, beaucoup moins. La fugue de Marthe et de Gustalin a même quelque chose de tout à fait gratuit. Ces deux êtres ne paraissaient guère attirés l'un par l'autre et dans le brouhaha de diverses affaires familiales on avait longuement oublié l'existence de Gustalin.

Si la conduite des personnages est étonnante, leurs propos ont une vérité caricaturale qui séduit. M. Aymé excelle à attraper le « parler » de ses divers héros (surtout les paysans) et à « raconter » tour à tour dans le style propre à chacun d'entre eux. Il pourrait composer des « à la manière de » dignes du défunt Müller. Voici, au reste, un petit modèle de généalogie paysanne qui éclairera sur sa virtuosité :

Elle était, Janette Bonpain, troisième née des Bonpain, de Sergenaux, les Bonpain que le grand-père, Bonpain-Tatoué, avait servi dans la

marine, cousins donc aux Bonpain de Tassenières, aux Bonpain d'Aumont et aux Bonpain de Villers-les-Bois, mais rien à voir avec les Bonpain de Chesnevailles, ni avec les Bonpain de la Chassagne, parce que des Bonpain on en trouvait partout... Les Bonpain, ce n'était pas ce qui manquait... Pour plus simple, elle était la fille de Jules Bonpain, de Sergenaux, celui des Bonpain qui avait marié une Dringuet, d'Aumont, l'année justement où la plus jeune des Bonpain, d'Aumont, était devenue la femme d'un Dringuet d'Oussière.

Le style de Sarah, qui est précieux, celui d'un curé-philosophe qui ne comprend rien à la philosophie et se grise de mots, sont reconstitués avec une adresse persuasive. Quant à Gustalin, quoique ne dédaignant pas le jargon garage, il brille surtout dans le rural. (« La Flavie, comme je dis des fois, ce ne serait pas la mauvaise femme. Ce qu'il y a, c'est qu'elle n'a pas l'intelligence. ») Ce don d'individualiser fortement les styles trouverait son emploi au théâtre. Comment M. Aymé n'a-t-il pas écrit une farce pour M. Jouvet?

Marqueterie, *Gustalin* est une grande réussite. Mais la vérité de détail l'emporte sur la vérité d'ensemble, la vérité extérieure sur l'intérieure. Il est, du reste, inévitable que le désir de « faire comique » compromette parfois la cohérence des personnages. Du trait appuyé on passe aisément à la farce pure. La perfection burlesque devient un idéal en soi auquel les personnages doivent se conformer, bon gré mal gré.

MARCEL THIÉBAUT

PARIS... d'hier et d'aujourdhui

L'HOTEL MANSARD

Il y a cinquante ans, le jour de la Mi-Carême 1888 *(24 mars), Edmond de Goncourt, se promenant boulevard Beaumarchais, y évoquait avec mélancolie ses souvenirs. Il oubliait l'époque lointaine où Paris défilait sous les fenêtres de l'auteur de* Figaro *pour regretter sa jeunesse de collectionneur : les revendeuses coiffées de dentelles anciennes qui rendaient jalouse la princesse Mathilde, les sanguines de Fragonard exposées par lots, pour quelques francs. A l'en croire, le boulevard Beaumarchais de* 1888 *était encanaillé.*

Dans celui de notre temps, si bourgeoisement bordé d'arbres et d'immeubles à six étages, une brèche s'ouvrit récemment. Entre deux pavillons modernes (aux nos 21-23*) un trou bâilla sur un terrain qu'on libérait de diverses bâtisses : au fond, la noble façade d'un grand hôtel du* XVIIe *siècle apparut.*

L'imposante construction, qui arrêtait les badauds, ne surprenait guère les familiers du Marais. Ils connaissaient bien cette façade pour l'avoir aperçue du fond de l'impasse Jean-Beausire. Ils savaient que la petite façade correspondante s'élève, sur cour, au n° 28 de la rue des Tournelles. Un propriétaire avisé venait seulement de rendre le coup d'œil plus facile en abattant les constructions qui butaient contre la maison.

Les curieux d'architecture savaient encore que cet hôtel avait été bâti pour lui-même par le grand architecte de Louis XIV, Jules Hardouin-Mansard, l'auteur de la place Vendôme, de Marly, de Versailles, tout simplement.

Il vivait à la Cour et ne voulait à Paris qu'une petite maison, mais, l'ayant dessinée avec soin, il l'avait fait décorer par Le Brun, La Fosse et Mignard ; il lui avait donné, au bout d'un jardin noblement dessiné, la vue du boulevard, la

promenade à la mode. Dès le temps de Blondel (1752), ce jardin était négligé par les héritiers de Mansard et la façade sur le boulevard s'alourdissait d'une colonnade mal réglée, de balcons qui régnaient devant les six fenêtres des deux étages : tout cela pour donner plus commodément la fameuse vue.

Le terrain déblayé est celui du jardin ; la façade, bien que décrépite, aggravée de volets et de fâcheuses gouttières, est celle que vit Blondel. Cette vision inattendue aère et ennoblit le boulevard.

A peine nous est-elle donnée qu'elle va disparaître. Le propriétaire — c'est son droit — voudrait utiliser son terrain. Qu'y mettre, en temps de crise, sinon un café ou un cinéma, c'est-à-dire un vaste hangar de béton?

On suggèrerait volontiers à nos édiles d'acheter cette belle pièce d'architecture, de donner au public le jardin, si enterré qu'il soit par les maisons voisines, de restaurer l'hôtel, où subsistent quelques décorations, et d'amorcer ainsi cet aménagement du Marais qu'il faudra bien faire et qui dotera Paris d'un incomparable quartier historique de résidence et de promenade.

Mais notre Conseil municipal sait parfois se montrer économe. Il faut donc craindre que cette première suggestion ne soit pas d'abord écoutée. En voici donc une autre, qu nous fournissent les archives

La rue Jean-Beausire, partie la rue de la Bastille vers le nor fait tout à coup un angle droit qu la porte à l'est, vers le boulevar Pourtant, sa partie nord se contin en une impasse qui s'arrête en ava de la grande façade de l'hôtel. Pr longeons de vingt mètres cette im passe : nous dégageons cette façad reprenant un tracé d'abord prévu que la faveur fit modifier.

Mansard bâtit entre 1674 et 1685 Dès 1673, les habitants de la ru Jean-Beausire se plaignaient au prévôt de Paris de ses projets : le bourgeois voulaient que leur ru allât, toute droite, rejoindre la ru du Pas-de-la-Mule ; Mansard, au contraire, voulait qu'arrivée au bor de son terrain, elle tournât vers l cours, lui laissant un beau jardi tout droit, d'une seule pièce.

Que faire contre un homme qu — Saint-Simon l'assure — tapai sur l'épaule des princes du sang Les bourgeois perdirent leur proc (1685) et leur rue se couda, au grand bénéfice — du moins l'assu rait-on — des filous du boulevard

Rendre au public la rue droit que le crédit de Mansard lui avai enlevée, ce serait bien ; lui donne le jardin et l'hôtel de Mansard, ce serait mieux encore. Espérons!

PIERRE D'ESPEZEL

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marce THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Élysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Depuis le temps qu'il a commencé de descendre l'échelle — cela fait bien sept ou huit ans — le marché de Paris a trouvé un étiage ou les événements générateurs de dépression n'ont plus guère d'influence sur lui.

On l'a constaté à nouveau durant la quinzaine écoulée, la Bourse étant demeurée absolument indifférente devant les événements, cependant importants, qui se sont succédé.

Parmi ceux-ci, il convient d'épingler, en premier rang, la subordination si prestement imposée par le chancelier allemand au gouvernement autrichien. Un tel événement dont l'importance ne saurait échapper aux yeux les moins avertis, aurait provoqué, il y a peu de temps encore, de sérieux remous sur le marché financier ; c'est à peine s'il en a légèrement troublé la surface.

L'intention attribuée au président Roosevelt de favoriser un relèvement des prix des matières premières aurait déterminé, naguère, une rapide reprise des cours des valeurs intéressées. Il n'en a rien été encore.

Enfin, l'émission d'un nouvel Emprunt du Trésor, qui ne pouvait d'ailleurs constituer une surprise, a laissé elle-même le marché assez indifférent, bien que cette opération soit effectuée dans des conditions attrayantes.

L'amenuisement progressif des transactions boursières explique cette apathie. Entre le 15 janvier et le 15 février, la position acheteur a décliné, au Parquet, de 200 millions en chiffre rond, tandis que la position vendeur augmentait d'une dizaine de millions. En coulisse les écarts des deux dernières liquidations mensuelles sont pratiquement insignifiants. Autant dire que la spéculation professionnelle se désintéresse complètement, pour l'instant, du marché. Elle ne s'y engage par habitude, par une sorte de tradition pourrait-on dire, que dans la mesure dépendant de petits opérateurs sans envergure qui n'admettraient pas de passer, chaque jour, trois heures à la Bourse sans acheter ou vendre vingt-cinq titres de temps à autre. Du côté des opérations

du comptant l'inertie n'est pas moindre. L'ordre d'achat ou de vente le plus modeste, même en valeurs d'une qualité incontestée, provoque généralement des décalages de cours abusifs. C'est, du reste, la règle habituelle et quasiment normale, d'un marché trop étroit.

Naturellement chacun se demande quand et comment cette situation se modifiera. Bien entendu nul ne peut le prévoir. Tenons pour certain, du moins, que le changement, lorsqu'il se produira, ne pourra être deviné d'avance.

Faut-il en conclure que l'abstention systématique, présentement pratiquée par les détenteurs de capitaux disponibles, continue de s'imposer? Je ne le crois nullement. Certes, elle est parfaitement explicable de la part de la spéculation. Celle-ci, si elle ne travaille pas, ou travaille très peu actuellement, est cependant toujours aux aguets des événements, ce qui est, p'ailleurs, son rôle et elle se tient prête à les interpréter instantanément dès qu'elle le jugera opportun.

Il en va autrement pour le détenteur de capitaux qui envisage, lui, un emploi de durée susceptible de lui procurer, dans le futur, des satisfactions substantielles. Il semble bien que pour lui les risques de mécomptes sont réduits, à l'heure actuelle, qu'il s'agisse des valeurs de qualité nationales ou internationales, à la plus minime expression. Par contre, la moindre éclaircie sur le marché et l'on ne doit point en exclure l'hypothèse, ne manquerait pas de provoquer une amélioration générale et probablement considérable des cours. Ceux qui auront su se placer prudemment et judicieusement durant la période de marasme en seront les bénéficiaires les plus comblés.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).